

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

— — — — —

→ :: → :: → :: → ::

-:-

Excusés : MM. ARMENGAUD, BOUSCH, MASTEAU.

— : — : — : — : — : —

Ordre du Jour

- Projet de décret portant dévolution des bonis de liquidation des Caisses de péréquation (superphosphates, pyrites, phosphates) - Rapporteur : M. DEBU-BRIDEL.
- Communication de M. le Rapporteur Général.

COMPTE-RENDU  
-----Avis sur le projet de décret portant dévolution des bonis de liquidation des Caisses de Péréquation (superphosphates, pyrites, phosphates).

M. Jacques DEBU-BRIDEL rappelle quel est l'état de la question.

Lorsque la Caisse de Péréquation a été supprimée, il restait 555 millions (bonis de liquidation).

M. Armengaud, rapporteur, avait conclu à l'émission d'un avis conforme. Certaines commissaires s'inquiétèrent de la répartition prévue pour les bonis de liquidation. M. Armengaud a demandé des informations complémentaires d'où il ressort que les prix des superphosphates, qui, pour diverses raisons, auraient dû être augmentés de 5 à 7% en 1955, ne l'ont pas été.

Les entreprises ayant donc travaillé à perte seraient en somme dédommées maintenant par la distribution des bonis de la Caisse.

Les opérations de concentration et de reconversion constituent un problème différent du problème de la répartition des bonis.

La sous-commission de la parafiscalité n'ayant pas manifesté d'opposition aux conclusions de M. Armengaud qui tendaient à émettre un avis favorable au projet de décret les a, par là même, acceptées.

Peut-être l'orthodoxie financière aurait-elle exigé le reversement des 555 millions au Trésor, mais l'utilisation prévue par le décret paraît préférable en permettant aux

.../...

engrais de ne pas augmenter, grâce à la répartition des bonis, c'est bien une subvention indirecte à l'agriculture dont il s'agit.

M. PRIMET s'inquiète de savoir comment sera réglé le problème de la concentration et de la reconversion des entreprises.

M. DEBU-BRIDEL. - Les petites usines, dont la production est de 600 tonnes deviendront des dépôts, évidemment au profit des grosses entreprises. En même temps, la production totale sera diminuée afin de ne pas excéder les besoins.

M. COUDE DU FORESTO. - Est-ce que ces 555 millions compenseront exactement la perte de recettes provenant du défaut d'augmentation des prix de 5%.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - En réalité, cette répartition sera insuffisante car, du fait d'autres engagements du Gouvernement, pris à l'égard des intéressés, le 3 Juillet 1955, c'est 700 millions qui seraient, en fait, nécessaires.

Il convient donc de souligner que le problème n'est pas résolu par le décret examiné. Il faudra sans doute accepter une augmentation de 8% du prix des engrais ou procéder à des détaxations ou bien encore accorder une subvention supplémentaire.

Le Gouvernement aurait dû poser le problème dans son ensemble.

M. le Rapporteur Général s'élève contre cette méthode des "petits paquets".

M. DEBU-BRIDEL. - Les rapporteurs, MM. Clavier et Armengaud, ont demandé la suppression de ces caisses de liquidation. Il est difficile, maintenant, de s'opposer à l'affectation des bonis qui en résultent, telle que celle-ci est prévue dans le projet de décret.

M. PELLENC. - Ce décret ne règle qu'une partie du problème. Il faut que le Gouvernement explique comment il entend résoudre le problème en son entier car les intéressés eux-mêmes demandent une augmentation de 8% des prix.

Si le Gouvernement continue à bloquer les prix au-dessous du prix de revient, il sera amené à consentir d'autres subventions.

M. DEBU-BRIDEL. - Il serait possible de demander au Gouvernement si les 200 ou 150 millions nécessaires seront

.../...

prévus par le Gouvernement dans le collectif .

M. BERTHOIN. - Ces 500 millions semblent donc suffire à la liquidation du passé ; même si 700 millions sont nécessaires, les intéressés se contenteraient actuellement de 555 millions. Le problème de l'avenir est différent. Il devra être résolu mais c'est une autre question.

M. DEBU-BRIDEL propose d'émettre un avis favorable au projet de décret et de faire connaître en même temps au Gouvernement la réserve formulée par M. le Rapporteur Général et de demander, ~~en même temps~~, quels sont les chiffres des subventions qui seront vraisemblablement nécessaires.

La Commission adopte ces propositions.

o o

o o

Avis sur le projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'article 51 de la loi du 27 mars 1950 en ce qui concerne le Groupement National d'Achat du Riz.

M. de MONTALEMBERT, rapporteur, commence son exposé par la lecture de la lettre d'envoi du projet de décret :

"J'ai l'honneur de solliciter votre avis au sujet de l'utilisation de l'actif du Groupement National d'Achat du Riz, pour régler les indemnités dues aux organismes stockeurs de riz pour la campagne 1950-1951.

"Cette situation, qui ne pouvait être réglée avant que fût connu le montant de l'actif du groupement national d'achat du riz, se présente comme suit :

- l'examen des marges globales de rétrocession consenties aux organismes stockeurs de riz, y compris les primes de magasinage fait apparaître les rémunérations ci-après :

- |                      |                                                                    |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------|
| - campagne 1949-1950 | 308 Fr par quintal (arrêté du 7.I. 1950 - J.O. du 8.I.1950)        |
| - campagne 1950-1951 | 250 # par quintal (arrêté du 2.I.1951 - BOSP du 13.I.1951)         |
| - campagne 1951-1952 | 402 Fr par quintal (arrêté 21920 du 17.10.1951 - BOSP du 18.10.51) |

.../...

"Ces chiffres font apparaître immédiatement le fait que la rémunération des organismes stockeurs a été fixée à un taux anormalement bas durant la campagne 1950-1951.

"Cet état de choses a eu des répercussions très défavorables sur la situation financière des organismes stockeurs, notamment sur celle des coopératives dont la plupart ont été dans l'obligation de diminuer sensiblement - par le moyen d'augmentation de leurs frais de gestion - les sommes effectivement payées aux producteurs qui n'ont pu percevoir de ce fait le prix du riz prévu par les pouvoirs publics.

"C'est la raison pour laquelle a été étudiée la possibilité de verser la juste différence relative au stockage effectué durant cette période.

"La dépense effectuée en 1950-1951 comprenait les frais de financement du riz, dont le prix était à l'époque à 80 Fr 50.

"En 1951-1952, le prix de base du riz a été ramené à 55 Fr on peut donc dire que si l'on retient les dépenses de stockage accordées en 1951-1952, on admet les frais les plus réduits possibles.

"La différence entre les rémunérations globales :

	422 Fr	par quintal	en 1951-1952
-	250 Fr	"	en 1950-1951
	-----		
=	172 Fr	par quintal	

représente l'insuffisance accordée au stockage.

"La collecte de la campagne 1950-1951 s'est élevée à 450.000 quintaux et l'insuffisance des recettes a été au minimum de :  $172 : 450.000 = 77.625.000$  Frs.

"L'actif dégagé par la liquidation des opérations du Groupement national d'achat du Riz (G.N.A.R.) est supérieur à cette somme."

En résumé, des prix ont été fixés au stockage et une rémunération a été fixée aux producteurs mais on s'est aperçu que la production était trop importante. Le boni des organismes stockeurs serait à répartir entre les producteurs pour diminuer la différence entre ce qu'ils ont touché et le prix qui leur avait été garanti. Pour le moment, il convient de régler les conséquences de la dissolution des groupements d'achat.

Il reste 77 millions. Faut-il qu'ils reviennent au Trésor ou faut-il qu'ils soient répercutés aux producteurs ?

Le problème, dans son ensemble, doit aussi être revu comme dans le cas du décret sur les superphosphates.

M. DEBU-BRIDEL relit le paragraphe suivant : "Cet état de choses a eu des répercussions très défavorables sur la situation financière des organismes stockeurs, notamment sur celle des coopératives dont la plupart ont été dans l'obligation de diminuer sensiblement - par le moyen d'augmentation de leurs frais de gestion - les sommes effectivement payées aux producteurs qui n'ont pu percevoir de ce fait le prix du riz prévu par les pouvoirs publics. "

Que veulent dire ces termes : "Augmentation des frais de gestion".

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - A qui, en fait, vont aller ces 77 millions ?

M. de MONTALEMBERT. - C'est pour cette raison qu'il serait souhaitable d'obtenir des explications du Gouvernement et de surseoir à statuer jusqu'à la séance de mercredi prochain.

Il propose de demander l'audition d'une personnalité compétente.

La Commission adopte cette proposition.

° ° °

Communication de M. le Rapporteur Général relative au  
projet d'arrêté portant réorganisation du budget de  
l'Etat.

M. le RAPPORTEUR GENERAL rappelle que le délai d'accord sur le projet de décret s'éteint le 29 Avril mais que, d'après l'article 20 de la Constitution, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale peut prolonger ce délai d'accord. Une tentative de conciliation entre Commission des Finances de l'Assemblée Nationale et Commission des Finances du Conseil de la République peut donc se poursuivre .

Pour l'article 62, M. GOETZE, Directeur du Budget, en accord avec M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget, a conçu une solution nouvelle : il est à craindre qu'une discussion sur l'article 62, en séance publique ne fasse rebondir l'ensemble du problème. C'est pourquoi il serait préférable

.../...

de trouver une formule d'accord entre commissions.

Trois solutions transactionnelles seraient prévues par le Gouvernement :

- 1) Navette organisée assurant trois lectures par chaque Commission.

Après la troisième lecture, le dernier mot resterait à la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

- 2) Dans les deux mois de discussion pour l'accord des commissions avec le Gouvernement, le dernier proposerait la formule la plus voisine de sa propre proposition.

- 3) Une Commission mixte, déjà envisagée sur l'initiative de M. de Montalembert, trancherait le désaccord entre les deux commissions.

La première solution ne semble pas la meilleure. C'est une solution paresseuse pour les commissions qui seraient tentées de laisser s'écouler le délai en maintenant trois fois leur position initiale.

La deuxième solution laisse finalement le Gouvernement choisir. En fait, il choisira ce qui correspond à sa proposition.

M. Berthoin, à la précédente séance, semblait s'être rallié à cette formule mais elle réduit le pouvoir de contrôle et de décision du Parlement.

La troisième formule qui avait ses origines au Conseil de la République mais qui n'a jamais été rédigée, n'a pas été acceptée, même en son principe, par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

M. le RAPPORTEUR GENERAL estime que, d'après les contacts qu'il a établis avec différents membres de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, cette dernière n'acceptera sans doute pas la troisième solution, <sup>mais</sup> accepterait certainement la première puisque c'est celle qui lui est propre et peut-être la seconde.

M. DEBU-BRIDEL. - Ces trois solutions, en fait, désaisissent notre Assemblée.

M. de MONTALEMBERT. - Il faut cependant aboutir.

La première solution est impensable. Elle retire au Conseil de la République le droit de discuter et même empêche l'Assemblée Nationale d'avoir personnellement le dernier mot, puisque c'est la Commission des Finances qui trancherait définitivement, et cela même est inacceptable, du moins dans la Constitution vicieuse que nous avons.

La deuxième solution correspond à un renforcement de l'exécutif, c'est la formule Goëtze-Filippi plutôt même que Filippi-Goëtze.

C'est également la formule de M. Berthoin mais cette solution est logique : c'est le dernier mot au Gouvernement, ce qui est préférable puisque nous sommes, en fait, dans le domaine de l'exécutif.

La troisième solution n'est pas parfaite non plus. Elle court-circuite et le Conseil de la République et l'Assemblée Nationale et les Commissions elles-mêmes. Toutes les prérogatives étant réservées au Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale seul. C'est une solution qui ne fait que déplacer l'instant de la décision.

M. DEBU-BRIDEL demande que, de toutes façons, le Rapporteur Général fasse un rapport d'information au Conseil.

M. ROUBERT, président, estime aussi qu'un compte-rendu des travaux de la Commission doit être fait au Conseil de la République mais, revenant à l'article 62, il pense qu'en fait cet article ne donnera lieu aux difficultés prévues que très rarement, peut-être une ou deux fois par an.

Il ne faut donc pas, pour un point de détail de répartition, faire échouer la réforme du budget et l'on peut encore espérer que le problème sera entièrement résolu favorablement par l'accord des Commissions, d'autant plus que les problèmes les plus graves (loi de finances et grandes masses) ont déjà été solutionnés heureusement.

Dans l'article 62, il ne s'agira que d'un point de sous-répartition dont la politique générale et même la répartition seront déjà acceptées. Faudrait-il donc, pour des points de sous-répartition, porter le débat devant le Parlement ? En réalité, la solution de la Commission mixte serait une solution vicieuse.

M. de MONTALEMBERT. - Cette solution d'arbitrage est peut-être bonne mais pour clore le débat, il est peut-être préférable que ce soit le Gouvernement qui tranche définitivement. C'est la deuxième solution envisagée tout à l'heure.

.../...

Une question orale et une interpellation pourraient sanctionner le droit de dernier mot qui serait, dans ce cas, remis au Gouvernement.

M. DEBU-BRIDEL estime que le rapport d'information pourrait être fait la semaine prochaine.

M. le PRESIDENT. - Si aucun accord n'est réalisé d'ici dimanche, il faudra, en effet, saisir le Parlement mais il ne convient pas de le saisir tant que le désaccord n'est pas matérialisé et tant que le décret n'a pas été pris.

En effet, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale peut poursuivre la recherche d'un accord aussi longtemps qu'elle le voudra.

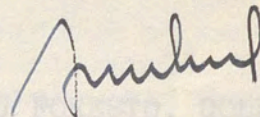
M. DEBU-BRIDEL. - De toutes façons, le rapport d'information peut être préparé par M. le Rapporteur Général, afin d'être publié au moment utile.

La Commission adopte ces conclusions.

La séance est levée à 13 heures 15.

Pas de communiqué  
à la presse  
- - - - -

Le Président.



Présents : MM. ALBIS, CHAPALAIN, COUDE, DEBU-BRIDEL, L'ÉVILLIER, MONTAIGNEY, PELLEGU, ROBERT.

Excusés : MM. ARHENSIAUD et RAYBAUD.

Suppléants : MM. MICHELINI et RAYBAUD.

Absents : MM. AUBREYER, BERTIN, BOUSCH, BOUQUET, FLEURY, FOISSON, GASTARD, KALINZAGA, LAFARQUE, LAMARQUE, LITAYER, LONGUE, MAROGER, PAULY, PÉCHAUD, PRINET, ROGIER, TIRAUD, VALLÉE.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

Séance du mercredi 2 mai 1956

La séance est ouverte à 15 heures 05

Présents : MM. ALRIC, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, L'HUILLIER, de MONTALEMBERT, BELLENC, ROUBERT.

Excusés : MM. ARMENGAUD et MASTEAU.

Suppléants : MM. MICHELET et RAYBAUD.

Absents : MM. AUBERGER, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY, FLECHET, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, LITAISE, LONGUET, MAROGER, PAULY, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER, TINAUD, WALKER.

Ordre du Jour

-2

- 1) Projet d'arrêté fixant le taux des redevances au fonds de soutien des hydrocarbures - Rapporteur : M. ALRIC.
- 2) Projet de loi n° 428 (1955-1956) organisant les conditions de l'assurance des récoltes de tabac. - Rapporteur : M. PELLENC, rapporteur général.
- 3) Communication de M. le Président sur le projet de décret relatif à la présentation du budget de l'Etat.
- 4) Projet de décret concernant le Groupement national d'Achat du Riz -  
Audition de Mme ARCHER et de M. MAROT, commissaires du Gouvernement.

COMPTE-RENDU

- Avis sur le projet d'arrêté fixant le taux des redevances destinées à alimenter le Fonds de Soutien aux hydrocarbures et assimilés

M. ALRIC, rapporteur, présente son rapport et rappelle tout d'abord que le Gouvernement ne peut modifier le prix des hydrocarbures qu'avec l'accord des deux Commissions des Finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République.

Le Gouvernement propose, au lieu de diminuer le prix de vente, ce qui serait possible en raison de la baisse des prix mondiaux, de conserver un prix identique et, grâce aux sommes réunies, 1 milliard pour une période de six mois, d'augmenter l'aide aux hydrocarbures.

Le seul problème qui se pose est celui-ci : en ce moment le Gouvernement recherche des moyens de financement nouveaux, par exemple pour le Fonds Vieillesse, faut-il donc laisser ce milliard au fonds des hydrocarbures ?

M. ROUBERT, président, fait état d'une conversation qu'il a eue avec M. Filippi, Secrétaire d'Etat au Budget. Le projet d'arrêté fut transmis samedi matin. Il était impossible de convoquer la Commission immédiatement. C'est

.../...

pourquoi il a écrit la lettre suivante à M. le Secrétaire d'Etat au Budget :

"Vous avez bien voulu me faire parvenir un projet d'arrêté fixant le taux des redevances destinées à alimenter le fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés qui, en vertu de diverses dispositions législatives, doit recueillir l'avis préalable des Commissions financières du Parlement.

"Le projet de texte en question étant parvenu à la Commission des Finances du Conseil de la République dans la matinée d'aujourd'hui, 26 Avril 1956, je n'ai pas la possibilité de procéder utilement à une réunion de cette Commission et je ne crois pas pouvoir le faire avant mercredi prochain, 2 Mai.

"En effet, observant qu'il ne s'agit pas d'une simple reconduction des redevances, je désire que le plus grand nombre possible de Commissaires des Finances puisse se prononcer sur le point de savoir si les prix de vente de l'essence doivent demeurer inchangés et si les ressources ainsi dégagées doivent être effectivement attribuées au financement de la recherche pétrolière.

"Je m'engage à vous faire tenir l'avis de la Commission des Finances dans l'après-midi du Mercredi 2 Mai."

M. le Secrétaire d'Etat au Budget a précisé que les sommes récupérées pourraient évidemment être reversées au budget mais qu'il est préférable de les attribuer directement au fonds de soutien des hydrocarbures et de diminuer d'autant la subvention du budget général.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Il ne s'agit pas de 1 milliard d'ici la fin de l'année mais de 1, 8 milliard

M. ALRIC, rapporteur, propose d'émettre un avis favorable à l'adoption du projet.

M. CHAPALAIN. - Est-ce qu'il sera possible de vérifier que la subvention du budget général sera bien réduite de la somme versée directement.

M. ALRIC lui répond affirmativement.

M. CHAPALAIN. - Quel est le montant total, pour 1955, des prélèvements sur la vente du supercarburant au profit du fonds de recherche ?

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - 16.380 millions, dont 4 milliards pour la recherche proprement dite pour 1955, qui seront portés à 9 milliards pour 1956.

M. le PRESIDENT propose qu'en accord avec M. Alric un exposé soit fait devant la Commission par un responsable de l'utilisation des crédits au profit de la recherche proprement dite des hydrocarbures.

La Commission adopte le projet d'arrêté.

•  
• •

- Projet de loi n° 428 (session 1955-1956) organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Ce projet a été voté sans débat à l'Assemblée Nationale. Son but est d'abord de codifier diverses mesures législatives prises depuis 1895, créant une sorte d'assurance mutuelle entre les planteurs de tabac. C'est aussi d'étendre l'assurance, en plus des calamités atmosphériques, aux dommages et pertes dus aux maladies épidémiques. Et, enfin, de permettre aux conseils généraux de fixer à 5 centimes par franc le montant de la prime payée par les planteurs.

Le projet a été réclamé par les planteurs eux-mêmes. Il simplifiera la situation existante et ne semble pas présenter de difficultés.

La Commission de l'Agriculture désirerait que le projet soit voté rapidement.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter le projet en question.

La Commission adopte les propositions de M. le Rapporteur Général.

•  
• •

Communication de M. le Président relative au projet de décret portant réorganisation du budget de l'Etat.

M. le PRESIDENT fait connaître à la Commission la lettre qu'il a adressée à M. le Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale en réponse à la lettre de ce dernier transmettant l'adoption - 9 ème lecture Assemblée Nationale - du projet de décret :

.../..

"Monsieur le Président,

"J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 26 Avril, par laquelle vous me transmettez le texte adopté en 9ème lecture par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale pour l'article 62 du projet de décret fixant le mode de présentation du budget, cet article étant d'ailleurs le seul demeurant en discussion entre les deux Commissions financières.

"Le texte transmis organise pour les projets de décret de répartition par chapitre une "navette" entre les Commissions, portant sur au moins trois lectures par chacune d'entre elles. Au terme de la troisième lecture, les décrets peuvent devenir définitifs après notification de l'avis favorable de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

"Je prends acte du fait que la rédaction ainsi retenue ne crée pas l'accord intégral que j'estimais extrêmement souhaitable entre les deux Commissions.

"En effet, les modalités ci-dessus rappelées créent à l'égard de la Commission des Finances du Conseil de la République une situation telle que les décrets en question pourraient être publiés malgré un avis défavorable de sa part, sur certaines parties et sans que, de ce fait, le Parlement ait pu être rendu juge du litige opposant cette Commission au Gouvernement.

"Or, je crois être dans la stricte vérité en affirmant que la phase des décrets de répartition est une phase d'exécution de la loi de finances et qu'une procédure inspirée des principes relatifs à la confection des lois doit y céder la place aux méthodes prévalant en matière de contrôle de l'exécution et de contrôle budgétaire.

"Je trouve la confirmation de ce que j'avance dans l'extrait suivant de l'exposé des motifs présenté à l'origine par le Gouvernement :

"Dès l'intervention du vote de la loi de finances, le Gouvernement promulguerait des décrets répartissant par chapitre les crédits accordés par la loi. Mais pour que le Parlement puisse exercer son contrôle sur la ventilation ainsi prévue par l'Exécutif, ces textes seraient immédiatement transmis aux Commissions des Finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République, qui feraient connaître, dans un délai de deux mois, leur accord ou leurs observations. En cas de désaccord entre les Commissions compétentes et le Gouvernement, les points en litige seraient soumis à la sanction des Assemblées elles-mêmes par un projet de loi spécial déposé, à cet effet, par le Gouvernement."

"On doit remarquer que le Gouvernement ne faisait, ni dans l'exposé des motifs ci-dessus, ni dans son article 62 original une différence quelconque entre les pouvoirs des Commissions financières.

"J'ajoute que l'article 61, sur lequel l'accord s'est réalisé et qui définit les décrets de répartition, exprime nettement que l'opération à laquelle doivent se livrer les Commissions est une opération de vérification et de contrôle. En effet : ..."Ces décrets ne peuvent apporter aux chapitres ou comptes, par rapport aux dotations correspondantes pour le budget précédent, que les modifications proposées par le Gouvernement dans les annexes visées à l'article 54 ci-dessus, compte tenu des votes du Parlement."

"Au surplus, si les décrets de répartition devaient être considérés comme faisant partie intégrante de la phase législative, on se trouverait en présence d'une délégation du pouvoir législatif interdite par l'article 13 de la Constitution.

"Du fait qu'il s'agit donc pour les Commissions de se livrer à un contrôle de l'exécution correcte de la loi de finances votée par le Parlement, il n'apparaît pas normal de prévoir une faculté de contrôle moindre pour la Commission du Conseil de la République. Ni les textes visant les pouvoirs de contrôle des rapporteurs spéciaux, ni ceux visant les pouvoirs d'enquête et d'investigation des sous-commissions, ne disposent d'une différence quelconque en cette matière. Il serait illogique que l'exécution correcte d'une loi votée par les deux Chambres ne puisse être pleinement vérifiée qu'au sein de l'une d'entre elles.

"J'ajoute que le fait, pour la Commission du Conseil de la République de pouvoir saisir le Parlement d'un point sur lequel elle refuse son accord au Gouvernement laisse intacte la procédure législative normale et respecte l'esprit comme la lettre de l'article 20 de la Constitution, d'après lequel au terme des délais, l'Assemblée Nationale seule prononce souverainement.

"Je regrette donc que l'accord n'ait pu se réaliser sur l'article 62 au risque de compromettre l'ensemble du projet de décret dont l'utilité continue à m'apparaître incontestable.

"Veuillez agréer ...."

Après la réception de cette lettre, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a confirmé sa précédente position et, tenant à la prééminence de l'Assemblée Nationale, même dans le domaine du contrôle budgétaire alors que cette prééminence...

n'existe que dans le domaine législatif, a demandé au Gouvernement d'adopter le décret dans le dernier texte Assemblée Nationale.

Pourtant, dans la Constitution même, aucune différence n'existe entre les Commissions des deux Assemblées, les pouvoirs de leurs rapporteurs généraux ou de leurs sous-commissions. Même si la Commission de l'Assemblée Nationale invoquait la délégation de pouvoirs, sa prétention serait illégitime puisqu'en infraction avec l'article 13.

M. le PRESIDENT signale toutefois que M. le Secrétaire d'Etat au Budget estime qu'il convient d'attendre que les passions se calment et ne semble pas disposé à publier immédiatement le décret.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Le Conseil de la République pourrait être saisi par un rapport d'information lorsque la réponse officielle de M. Paul Reynaud, Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, qui rend la position de chaque Assemblée définitive, sera parvenue au Conseil de la République.

Le rapport est prêt et pourrait être présenté rapidement si le projet de décret risquait d'être pris prochainement.

o o

M. le PRESIDENT demande pourquoi les rémunérations globales des producteurs, par quintal, étaient de 300 Rs pour la

Projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'article 51 de la loi du 27 mars 1950 en ce qui concerne le Groupement National d'Achat du Riz.

M. le PRESIDENT introduit deux fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, Mme ARCHER et M. MAROT, Commissaires du Gouvernement.

M. de MONTALEMBERT, rapporteur, signale d'abord l'obscurité du paragraphe suivant relevé dans la lettre de M. le Ministre de l'Agriculture transmettant pour avis le projet de décret à M. le Président de la Commission des Finances du Conseil de la République :

"La plupart des coopératives ont été dans l'obligation de diminuer sensiblement, par le moyen d'augmentation de leurs frais de gestion, les sommes effectivement payées aux producteurs qui n'ont pu percevoir, de ce fait, le prix du riz prévu par les pouvoirs publics."

.../...

Il pose ensuite trois questions précises :

1° - Existe-t-il un prix garanti par les pouvoirs publics pour le riz ?

2° - Si oui, comment se fait-il que les organismes stockeurs ont pu ne pas le payer ? Et comment ont-ils pu augmenter leurs frais de gestion pour ne pas payer aux producteurs le prix qui leur revenait ?

3° - A combien s'élève, au total, le boni de liquidation sur lequel seront prélevés les 77 millions débloqués ?

M. le COMMISSAIRE. - Ce n'est pas un prix garanti mais un prix limite, par exemple 80 Frs 50 pour la campagne 1950-1951, mais les producteurs confondent généralement prix-limite et prix fixé.

Au début d'une campagne, les organismes stockeurs demandent aux producteurs une certaine somme pour frais de gestion ; mais, en fin d'année, à l'époque du bilan, cette sorte d'avance est remboursée aux producteurs.

La rémunération des organismes stockeurs a été fixée à un taux trop bas durant la campagne 1950-1951, c'est pourquoi ces organismes ont dû emprunter au Crédit Agricole pour pouvoir faire face à leurs frais de gestion.

M. le PRESIDENT demande pourquoi les rémunérations globales des producteurs, par quintal, étaient de 308 Frs pour la campagne 1949-1950, de 402 Francs pour la campagne 1951-1952 et seulement de 250 Frs pour la campagne 1950-1951.

Mme le Commissaire. - Une appréciation défectueuse a conduit à déterminer ce prix trop bas de 250 francs. Aujourd'hui, la rémunération est de 525 Frs.

M. de MONTALEMBERT. - A combien s'élève l'actif total de la liquidation ?

Mme le COMMISSAIRE.- Tant que la liquidation est en cours, il est difficile de fixer un chiffre précis mais l'on peut avancer la somme approximative de 120 millions.

M. le PRESIDENT. Quels étaient les chiffres des emprunts faits par les organismes stockeurs ?

M. le COMMISSAIRE. - 30 millions, par exemple, pour la Fédération des Bouches-du-Rhône.

M. de MONTALEMBERT, rapporteur, constate que les producteurs ont donc bien touché le prix fixé et qu'il ne s'agit pas, comme on aurait pu le croire, de répartir le boni de

.../...

liquidation de telle façon que les agriculteurs touchent le prix garanti.

M. le PRESIDENT remercie Mme et M. les commissaires.

M. le PRESIDENT remarque que les coopératives ont fait les frais d'une erreur commise et s'étonne que les prix aient pu passer de 402 francs, à 250, puis à 525 francs le quintal.

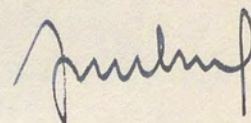
M. de MONTALEMBERT, rapporteur, estime qu'il ne convient pas d'émettre un avis favorable au projet de décret tant qu'un contrôleur d'Etat n'aura pas fourni toutes les informations nécessaires sur les charges des organismes stockeurs, la composition des frais de gestion et de stockage et l'état actuel de la liquidation.

La Commission adopte cette proposition.

La séance est levée à 17 heures 20.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



Présents : MM. ALRIS, ARMEGAUD, BASTIEN, BERTHE, CHAPATAIN, GODEFROY, FLORENCE, LAFARGE, L'HERMITE, LITATSE, LORQUET, de MONTALEMBERT, PELLERIN, PELLET, ROCHER, ROUFFET.

Excusés : MM. PIERRET, LAFARGE, MADON, TOMEU.

Suppléants : MM. DELBIEUX, PILLON, MENICHON, Mlle SARUZZI, M. ROCHEREAU.

Absents : MM. AUBREYER, BOUSCH, GARRIÈRE, MONTAUDO, PIERRE, GARRARD, TALENCAGA, MANGON, PAULY, PERRAUD, VALERIE.



Ordre du Jour

- Communication de M. le Président sur le projet de décret de présentation du budget.
- Avis sur le projet de loi n° 443 (année 1955-1956) portant institution d'un fonds national de solidarité.  
Exposé de M. ARMENGAUD.



Projet de décret portant organisation du budget  
de l'Etat

M. le PRESIDENT rappelle que les Commissions des Finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République ont abouti à un accord sur les 69 articles du projet, sauf un, l'article 62.

Pour trancher le débat, il conviendrait de demander l'arbitrage d'une autorité supérieure.

M. le Président présente la note qu'il a préparée sur la répartition des crédits par décrets (article 62)

Il rappelle la distinction entre le vote de la loi de finances et la répartition par décret sous le contrôle parlementaire égal des deux Assemblées. Le Gouvernement ne peut actuellement publier le texte tel qu'il a été adopté en dernière lecture par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, à moins que l'on renonce à la modification du mode d'élaboration du budget de l'Etat.

Pour éviter l'échec de la réforme envisagée, deux solutions semblent possibles :

1 - Que le Gouvernement publie le décret et qu'un parlementaire dépose une proposition de loi tendant à modifier l'article 62.

2 - Que le Conseil de la République ait recours à l'arbitrage du Comité Constitutionnel réuni en consultation officielle. A noter que le Comité constitutionnel s'est déjà réuni officiellement pour l'interprétation des textes relatifs aux délais d'examen des textes entre les deux Assemblées (computation des jours fériés).

L'article 62, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée

Nationale heurte évidemment différentes dispositions de la Constitution, les articles 13 et 20 en particulier. Mais il est impossible que le Comité constitutionnel se saisisse lui-même puisqu'il ne s'agit pas d'une loi mais d'un décret.

C'est pourquoi M. le Président propose que le Président du Conseil de la République provoque un avis officieux.

M. le RAPPORTEUR GENERAL a été appelé par M. le Ministre des Finances pour examiner la question. Il lui a demandé de retarder au moins la publication du décret jusqu'à ce qu'une communication ait pu être faite par la Commission des Finances du Conseil de la République au Conseil de la République dans son ensemble.

on peut ainsi  
Pratiquement/opérer/: A l'occasion de la communication, une proposition de résolution pourrait être votée, donc en présence du Gouvernement. Celui-ci pourrait lui-même, en même temps qu'il publierait le décret, déposer un projet de loi remettant en question l'article 62 du décret.

Cependant, le Comité constitutionnel pourrait émettre un avis officieux sur l'article 62.

M. BERTHOIN. - C'est une affaire délicate et grave sur le principe. La procédure de l'article 62 est une participation à l'élaboration du décret-loi et non pas seulement une manifestation du contrôle parlementaire. En fait, c'est l'avis de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale qui va être imposé à l'ensemble du Parlement : Assemblée Nationale et Conseil de la République.

L'arbitrage du Comité constitutionnel n'est pas une solution parfaite et, d'autre part, le dépôt d'un projet de loi peut aussi être inefficace : une fois déposé, rien ne prouve qu'il sera examiné. Le mieux serait de ne pas publier le décret.

En outre, il est à craindre que la communication au Conseil ne fasse qu'envenimer le débat.

M. BOUTEMY. - En fait, nos institutions ne permettent pas au Parlement d'assurer sa mission. L'ensemble de nos institutions est à modifier. La procédure pour l'élaboration du budget n'est qu'une réforme partielle.

M. le PRESIDENT. - Si le Conseil de la République ne fait rien, le décret peut être publié d'un jour à l'autre.

.../...

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose une "mesure conservatoire" : un rapport d'information et une proposition de résolution déclarant inacceptable l'article 62 et invitant le Gouvernement à maintenir les prérogatives des deux Assemblées.

M. BOUTEMY suggère que M. le Rapporteur Général propose également une refonte de l'ensemble de toutes nos institutions.

M. de MONTALEMBERT étudiera au cours de la prochaine séance de la Commission du Suffrage universel le moyen de saisir le Comité constitutionnel.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose :

1° - de publier le rapport d'information et d'adopter une proposition de résolution déclarant inacceptable l'article 62 et invitant le Gouvernement à publier un texte maintenant les prérogatives de contrôle des commissions des deux Assemblées.

2° - de provoquer l'avis du Comité constitutionnel.

La Commission adopte ces propositions.

° ° °

- Avis sur le projet de loi n° 443 (année 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale, portant institution d'un fonds national de solidarité.

M. le PRESIDENT propose de désigner M. Armengaud rapporteur pour avis du projet de loi.

La Commission adopte la proposition.

M. ARMENGAUD, rapporteur pour avis, présente son rapport. Il analyse d'abord l'économie du projet, ensuite les observations que le projet appelle.

1° - Examinant le projet, il rappelle d'abord que l'allocation est fixée à 31.200 francs et qu'elle est destinée aux allocataires de plus de 65 ans. La gestion financière du fonds que l'on propose de créer serait assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les ressources proviendraient de recettes fiscales nouvelles.

.../...

Etudiant l'aspect financier du texte, il signale que les dépenses entraînées s'élèveraient à 140 milliards en année pleine.

Les recettes seraient demandées à différents impôts nouveaux ou bien obtenues du relèvement d'impôts existants :

1° Majoration d'un décime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; produit: 37 milliards en année pleine.

2° Majoration d'un décime de l'impôt sur les sociétés ; produit : 29 milliards en année pleine.

3° Taxe annuelle sur les véhicules automobiles ; produit : 25 milliards.

D'autres ressources, moins importantes, seraient demandées à une majoration du versement forfaitaire sur les salaires, à une réforme du calcul de la surtaxe progressive, (par la suppression du quotient familial et son remplacement par un abattement à la base de 220.000 francs par an par personne à charge), à la suppression de l'exonération des majorations de loyer, à l'institution d'un droit annuel de main-morte, à une taxe sur les produits de luxe, à une majoration de l'impôt sur les opérations de Bourse, à une majoration des droits de timbre, .....

## 2° - Observations :

a) Est-il raisonnable d'envisager la création d'un fonds et de ne pas accroître l'investissement de la production nationale qui doit, en fait, assumer la charge nouvelle ?

b) On doit pouvoir diminuer d'environ 1 million le nombre des bénéficiaires par rapport au chiffre du Gouvernement.

M. le PRESIDENT note que le nombre des allocataires serait supérieur au nombre des personnes âgées de plus de 65 ans, ce qui semble impliquer que certains toucheraient les 31.000 francs à différents régimes.

Il faudrait plutôt pousser la France à l'investissement et au financement par l'épargne.

c) On peut envisager aussi de reculer l'âge de la retraite à 67 ans pour diminuer le nombre des bénéficiaires, étant donné la progression de l'âge moyen en France.

Quant aux ressources comment les évaluer ? Si l'on

.../...

étudie les comptes de la Nation, on voit que la différence entre bénéfice net, au sens fiscal, et bénéfice déclaré est pour les sociétés anonymes, de 25%, pour les petites sociétés, sociétés de personnes artisanales, commerçants, entreprises industrielles, de 125 %.

Les écarts sont les mêmes, en ce qui concerne la surtaxe progressive, entre, d'une part, les salariés et les cadres, et, d'autre part, les agriculteurs, commerçants, industriels, artisans. La fraude est infiniment plus grande dans le second cas et, pourtant, le Gouvernement surimpose indifféremment les deux groupes. C'est absolument illogique.

M. ARMENGAUD examine ensuite les différentes créations ou augmentations d'impôts prévues par le Gouvernement.

Le Gouvernement propose la suppression de l'article 237 du Code général des Impôts, ce qui équivaut à supprimer l'exonération des majorations de loyers. Etant donné les augmentations de loyer, le Gouvernement estime que ces revenus doivent être imposés comme les autres, mais ceci ne serait légitime que si les loyers n'étaient pas bloqués comme ils le sont. Il faudrait limiter cette abrogation aux loyers commerciaux, qui, eux, ont bénéficié d'une réelle augmentation.

L'augmentation de 30.000 francs l'hectolitre de la taxe sur les alcools est aussi à discuter et provoquera bien des récriminations.

La taxe différentielle sur les véhicules automobiles, fixée au taux moyen de 8.000 frs est-elle justifiée ? Ne conviendrait-il pas, plutôt, de taxer les automobiles dans un sens favorable à la coordination du rail et de la route ? Si une 2 CV était taxée 20.000 francs par an, la taxation pourrait atteindre plusieurs centaines de mille francs pour les gros camions.

La majoration de 20% des droits de timbre risque de rendre les opérations clandestines.

La majoration de 50% de l'impôt sur les opérations de Bourse est en contradiction avec la politique économique du Gouvernement.

La taxe sur les produits de luxe se superposerait à la taxe à la valeur ajoutée. Est-ce recommandable ? Toutes les professions touchées vont protester et le Gouvernement sera bien vite obligé de détaxer.

Enfin, le relèvement de la taxation sur les mutations à titre gratuit revient sur des dispositions libérales prises précédemment.

.../...

M. le PRESIDENT estime qu'avant de créer des impôts nouveaux, il faudrait déjà faire rentrer ceux qui existent. Le retard à la perception des impôts est actuellement de 200 milliards. Pour établir un rôle d'impôt, du fait des complications apportées par la nécessité des statistiques, il faut deux heures au lieu de quelques minutes, ce qui explique le retard inouï apporté à l'émission des rôles.

D'autre part, le projet a déjà subi quatre questions de confiance. Le Ministre voudra-t-il choisir maintenant un autre mode de financement ? On peut en douter.

M. le PRESIDENT propose que la Commission des Finances procède à l'audition du Ministre des Affaires Economiques et Financières le plus tôt possible.

La Commission adopte la proposition.

M. BERTHOIN. - En France, 5 millions de personnes ont plus de 65 ans. Sur ces 5 millions, 4 millions deviendraient bénéficiaires des allocations, dont 80% n'ont pas 200.000 frs de revenus par an. C'est certainement impossible.

En fait, il faudrait peut-être à 1 million de personnes des allocations bien supérieures à celles qui sont prévues, ce qui conduit à penser qu'il faudra d'abord trancher un problème : celui des bénéficiaires.

Ensuite, inutile de chercher des variantes dans le financement : celui qui a été adopté à l'Assemblée Nationale est celui qui, finalement, prévaudra.

Il faut évidemment faire quelque chose pour les vieux mais il faut le faire à bon escient.

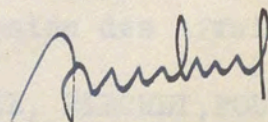
Pour le financement, on pourrait avoir recours à un compte spécial du Trésor.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - On s'imagine toujours que n'importe quel impôt nouveau est sans répercussion sur la situation économique et financière du pays. La suggestion de création d'un compte spécial du Trésor est à retenir en attendant que toutes les données du problème soient clarifiées.

La séance est levée à 18 heures 25.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président





M. le Président. Je remercie, au nom de la commission, le président Ramadier qui a bien voulu venir répondre aux questions que vous aurez à lui poser concernant le financement du Fonds de solidarité.

La commission saisie au fond est la commission du Travail, dont M. Ramadier a été nommé rapporteur ; c'est à voir le détail des modalités du Fonds de solidarité dans son principe et dans l'application.

### Ordre du Jour

La commission aura, demain, l'occasion d'entendre M. Carlier apporter, sur les points de principe, les explications.

1) Audition de M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et financières, sur le Projet de Loi N° 443 (année 1955-1956) portant institution d'un Fonds national de solidarité.

Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

Je voudrais que M. Armengaud, qui a exposé devant la commission les nécessités de financement, indique à M. le ministre des Finances les besoins généraux qui ont été faits.

M. ARMENGAUD. J'avais exposé hier à la commission que les recettes prévues par le Gouvernement soulevaient, de sa part, un certain nombre d'observations et de questions. J'ai rappelé, en particulier, que l'un des points que vous avez été chargé de présenter lors de la discussion du deuxième plan, il y a six semaines, était l'insuffisance de notre commission devant l'insuffisance des investissements français par rapport aux investissements dans certains pays étrangers. Aussi bien M. Guédy du Forêt qui moi-même avions fait les observations en montrant que si, dans certains secteurs, les investissements étaient assez élevés, dans d'autres secteurs fondamentaux pour l'économie nationale, les investissements étaient minimes.

J'avais fait observer alors que le taux d'intérêt actuel en Allemagne est le double de celui qui n'est pas sans être préoccupant de nous engager dans un

M. LE PRESIDENT. Je remercie, au nom de la commission, le président Ramadier qui a bien voulu venir répondre aux questions que vous aurez à lui poser concernant le financement du fonds de solidarité.

La commission saisie au fond est la commission du travail, dont Mme Devaud a été nommée ce matin rapporteur ; c'est elle qui aura à voir le détail des modalités du fonds de solidarité dans son principe et dans l'application.

La commission aura, demain, l'occasion d'entendre M. Gazier apporter, sur les points de principe, les explications qu'elle estimera nécessaires.

Sans doute, jugerez-vous plus utile que les questions soient d'abord posées au président Ramadier par les rapporteurs pour que nous puissions avoir une vue aussi exacte que possible du financement de ce fonds et également apporter, au Conseil de la République, un avis sur les conséquences économiques et financières. Je ne pense pas demander à M. Ramadier de nous faire un exposé d'ensemble, mais M. le ministre des finances a bien voulu indiquer qu'il était prêt à répondre à toutes les questions que vous auriez à lui poser.

Je voudrais que M. Armengaud, qui a exposé devant la commission des finances l'ensemble du financement, indique à M. le ministre des finances les remarques générales qui ont été faites.

M. ARMENGAUD. J'avais exposé hier à la commission que les recettes proposées par le Gouvernement soulevaient, de ma part, un certain nombre d'observations ou de questions. J'ai rappelé, en particulier, que l'un des points que vous m'aviez chargé de présenter lors de la discussion du deuxième plan, il y a six semaines, était l'inquiétude de notre commission devant l'insuffisance des investissements français par rapport aux investissements dans certains pays étrangers. Aussi bien M. Coudé du Foresto que moi-même avons fait les observations en montrant que si, dans certains secteurs, les investissements étaient assez amples, dans d'autres secteurs fondamentaux pour l'économie nationale, les investissements étaient minces.

J'avais fait observer alors que le taux d'investissement actuel en Allemagne est le double du nôtre, ce qui n'est pas sans être préoccupant de nous engager dans un

marché commun à tort et à travers. J'ai fait observer qu'il était délicat d'accroître l'impôt sur le revenu des personnes physiques et sur les sociétés, alors que cette majoration s'appliquerait essentiellement aux entreprises qui font des investissements dans ce pays. Je me référais à la page 233 du rapport des comptes économiques de la Nation. Il en ressort que les insuffisances des déclarations fiscales, et, par conséquent, en partie la fraude, s'appliquent bien plus aux entreprises individuelles imposées au bénéfice réel ou imposées au forfait, voire même dans le domaine agricole, que dans le domaine des sociétés.

Par conséquent, se pose la question de savoir s'il n'était pas plus opportun, au moment où l'on parlait de relance économique, de chercher à récupérer des sommes sur ceux qui, jusqu'à présent, payaient une part moins importante que d'autres, pour ne pas alourdir la cadence des investissements mais au contraire l'accroître.

Je voudrais que le Gouvernement nous dise s'il n'est pas préoccupé par le point que je viens de soulever. A supposer que l'on ait remplacé l'épargne privée, les investissements qui en découlent par l'épargne-impôt, je ne vois pas comment la majoration prévue pour financer le fonds vieillesse peut être utilisée à des investissements économiques importants. Il y a donc une certaine inquiétude en matière économique concernant l'avenir.

En ce qui concerne la suppression des majorations et des exonérations de loyers, le Gouvernement s'est trouvé d'accord avec les observations que j'avais faites dans la note à laquelle je viens de faire allusion. Une seule réserve : à partir du moment où l'on bloque les loyers des maisons ou immeubles d'habitation, en ne faisant pas jouer les dispositions de la loi de septembre 1948, on risque de pénaliser, dans une certaine mesure, ceux qui, étant propriétaires d'immeubles, ont vu les loyers augmenter considérablement, mais pas en proportion puisqu'on a freiné la hausse des loyers depuis un certain temps, tout au moins dans les loyers d'habitation.

En ce qui concerne les locaux commerciaux, il semble que l'article 237 du Code général des impôts puisse être supprimé sans gêne. En général, les loyers commerciaux ont subi des hausses infiniment plus importantes que les loyers d'habitation.

En ce qui concerne les surtaxes pour les apéritifs à base d'alcool, la commission a fait observer, comme elle l'avait fait lors de la discussion du petit fonds vieillesse, il y a deux mois, que toute surtaxe sur les apéritifs quels qu'ils soient, à base d'alcool ou à base de vin, avait pour objet d'accroître la fraude, et, par conséquent, de présenter, du point de vue des recettes, un caractère quelque peu théorique.

J'avais même cité, dans le rapport précédent, les chiffres fournis par votre Département des recettes en fonction de la hausse des impôts qui frappaient les apéritifs et on avait constaté que, pour une somme de 1.000 francs - je prends ce chiffre au hasard - les recettes étaient de l'ordre de 200 ou de 300. Par conséquent, l'augmentation des recettes ne suivait pas l'augmentation des déclarations d'impôts.

Je me demande, en ce qui concerne la taxe annuelle sur les véhicules automobiles, si le Gouvernement ne s'est pas arrêté à une demi-mesure. Si l'on veut aller à la coordination effective des transports, il y a deux méthodes : la méthode autoritaire, qui consiste à dire que les transports à longue distance se font par fleuve ou par chemin de fer ; dans ce cas, on interdit aux transporteurs par route de le faire et on en tire les conséquences. Ou bien, on taxe considérablement les transports par route sur longue distance et, dans ce cas, il faut chercher les taxes qui sont les moins nocives.

J'ai entendu dire que le Commissariat au plan avait fait une suggestion : celle de taxer les véhicules automobiles en moyenne à 50.000 francs par an. D'après ce calcul du Commissariat au plan, on arrivait à ce résultat qu'avec ce taux moyen de 50.000 francs, étant donné le parc que nous avons et en prenant les véhicules récents, on aurait pu diminuer de 15 francs le prix du litre d'essence, ce qui réglerait du même coup le problème de la réfaction au profit des agriculteurs. Le Gouvernement s'est arrêté à une demi-mesure qui ne coordonnera pas les transports mais fera simplement augmenter de 8000 francs la dépense annuelle d'un certain nombre d'automobilistes. Or, ces 8000 francs seront la plupart du temps prélevés sur les comptes en banque et l'argent, dont le Gouvernement se sert souvent en invitant les banques à souscrire à des bons du Trésor, sera d'autant moins disponible. L'opération n'est pas forcément gagnante pour le Trésor, et, au surplus, elle n'a aucune incidence sur la coordination des transports.

Sur la majoration des droits de timbre, nous n'avons pas dit grand chose. Il faut savoir si cette majoration de 15 %, qui devait donner 2 milliards et quelques en année pleine, ne présentait pas un inconvénient : un certain nombre d'opérations actuellement frappées du droit de timbre ne seraient plus enregistrées et, par conséquent, échapperaient à l'impôt.

Nous trouvons que la majoration de 50 % sur les opérations de bourse est une imposition sur le capital. Je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure. J'ai rappelé que nous avions, ici et en séance publique, pas mal ironisé lorsque nous avons débattu, il y a trois ans, la création d'une taxe parafiscale par suite d'une proposition de loi de M. Ferri, tendant à financer la publicité en faveur des opérations de bourse. Il nous apparaît maintenant comme contradictoire pour une politique gouvernementale de laisser créer ce fonds particulier de financement de la publicité en faveur des opérations de bourse et d'augmenter la taxe sur ces opérations de bourse.

Enfin, pour autant que l'on puisse le savoir par les fonctionnaires, ce sont essentiellement les opérations à terme qui vont être frappées de cet impôt particulier. Comme déjà l'impôt est très lourd et freine beaucoup d'opérations de bourse, je ne suis pas sûr que le rendement de 4 milliards et demi prévu soit atteint, parce qu'il est probable que certaines opérations à terme seront réduites pendant un certain temps et que d'autres, au contraire, comme les achats de titres, se feront dans des conditions telles qu'il y aura une fraude.

La taxe sur les produits de luxe a soulevé les observations suivantes. Autant nous comprenons que l'on ait une fiscalité indirecte et différenciée suivant la valeur économique du produit, analogue au système britannique de la "purchase tax" - le scooter anglais paie un impôt minimum, alors que la Rolls Royce paie 100 % sur le coût de la voiture sortie usine, - autant un impôt sur quelques produits de luxe payant déjà la T.V.A. pour un montant assez élevé nous paraît mauvais. Le Gouvernement vient nous dire : "Je veux décharger le petit commerce du souci des collecteurs d'impôts". J'ai l'impression que cette position du Gouvernement va à l'encontre, aussi bien d'une politique générale d'orientation - car la taxe est beaucoup trop faible pour exercer un effet déterminant du point de vue économique - mais aussi de sa politique en matière

de dégrèvement des commerçants, que je conteste d'ailleurs personnellement.

La taxe sur les mutations à titre gratuit présente un autre inconvénient. Les gouvernements précédents ont évité que le phénomène de non investissement dans les entreprises personnelles ne s'accroisse, motif pris de ce que celui qui est un candidat au de cujus cesse d'investir à partir du moment où il a atteint un certain âge. J'ai l'impression que la remise en vigueur des droits de mutation n'aille à l'encontre de l'investissement dans la moyenne et la petite entreprise, qui, à mon grand regret, sont beaucoup trop nombreuses dans ce pays. Mais elles existent, c'est un fait, et il est important de les faire fonctionner dans les meilleures conditions possible. Tout accroissement d'actif va être pénalisé au moment de la disparition de son propriétaire.

Telles sont les observations que nous avons à faire sur les différentes taxes que vous aviez proposées. Il est possible que ces observations aient un aspect négatif. Je voudrais, monsieur le ministre, que vous puissiez vous expliquer, nous dire si vous avez des inquiétudes en ce qui concerne la répercussion économique de ces opérations pour que nous puissions des conclusions ou vous suggérer des recettes possibles.

*Sirey*

Il y a, en effet, deux points de vue : d'abord celui de l'opportunité de vos propositions sur lesquelles nous voudrions avoir votre avis. En second lieu, votre acceptation éventuelle de remplacer une ou plusieurs des recettes prévues par d'autres. Si vous acceptiez le principe de la substitution, notre commission se ferait évidemment un devoir de rechercher celles qui, raisonnablement, pourraient se substituer à celles que vous avez proposées.

Mme DEVAUD. La commission <sup>du travail/</sup> ne s'est pas préoccupée du financement. Les remarques faites par M. Armengaud ont été, je le suppose, faites, tout au moins en partie, à l'Assemblée nationale, peut-être avec moins de pertinence que par vous, mon cher collègue. Je ferai remarquer que la commission du travail n'est pas habilitée pour discuter sur les mesures financières nécessaires à financer le

Fonds vieillesse; Sur ce point, nous ne nous sommes pas apesantis.

J'ai été désignée comme rapporteur provisoire de la commission et, personnellement, je regrette - et je crois qu'un certain nombre de nos collègues le regrettent également - qu'on se soit engagé dans une voie qui est à nouveau une impasse. J'ai l'impression que, dans son ensemble, même si l'on accepte le principe de l'impôt de solidarité, on regrette qu'il ne soit pas question de la réforme du régime-vieillesse que nous désirons et que nous attendons. Il y a toute une remise en ordre du régime vieillesse à faire. Une nouvelle organisation du régime de la retraite-vieillesse s'avère nécessaire et ce texte ne fait, malheureusement, qu'ajouter des difficultés à celles qui existent déjà.

30.000 francs de plus par an, cela va incontestablement, améliorer - oh ! à peine ! - le sort d'un certain nombre de vieillards en leur faisant obtenir des mensualités de 5000 francs au lieu de 3000. Mais le problème reste entier.

Ce que nous reprochons au texte, c'est de nous apporter une loi d'assistance supplémentaire, alors que nous, qui défendons le principe de la sécurité sociale, nous aurions voulu une réforme utile et efficace à la fois pour le régime de sécurité sociale et pour les bénéficiaires. Une fois de plus, nous allons opposer l'assistance à la sécurité sociale au lieu de les fondre une bonne fois pour toutes. C'est, à notre sens, le plus gros écueil. Il ne fallait pas ajouter à l'assistance aux vieillards - qui est supportée par les communes et par les départements, aux secours distribués par les bureaux d'aide sociale - un secours d'assistance supplémentaire. Ce texte est bien un texte d'assistance puisque certaines conditions d'attribution sont établies et que ce n'est pas, comme la sécurité sociale, véritablement une mesure de solidarité. Il y a contradiction entre le titre du texte et ce qui nous est effectivement présenté.

Je sais que le Gouvernement est contraint par l'instabilité gouvernementale qui est de règle dans notre pays. Pour faire une réforme profonde, il faut avoir du temps. Il n'en reste pas moins que, si on avait voulu améliorer d'une façon sensible le sort des vieillards, on aurait pu réaliser un certain nombre d'économies qui vous auraient épargné un éventail de taxes des plus éclectiques. Si vous aviez accordé aux vieillards des retraites substantielles, vous auriez

- 9 - 20 - Com. Fin. 16/5/56

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

pu penser supprimer complètement tous les secours d'assistance qui grèvent notre budget. Vous savez ce que représentent les secours aux vieillards. Pour ne prendre que la région parisienne, la moitié des lits des hôpitaux de Paris, pendant la moitié de l'année, sont occupés par des vieillards. Le prix d'une journée d'hôpital est de 3.000 à 4.000 francs selon les établissements, et vous voyez ce que cela représente pour cinq ou six mois. Dans beaucoup de villes, le prix de journée est moins élevé ; les lits d'hôpital sont occupés par des vieillards qui ne peuvent pas rester chez eux car rien n'est organisé pour eux.

Si on arrivait à supprimer cette anomalie, c'est une somme de 70 milliards qui pourrait être trouvée ; les vieux pourraient recevoir une indemnité substantielle venant, non pas des lois d'assistance, mais d'un régime de sécurité sociale revu et corrigé.

Il y a d'autres systèmes permettant d'apporter une aide plus substantielle à certaines catégories de vieillards particulièrement défavorisés, sans pour cela provoquer une dépense plus élevée ou même égale. D'ailleurs, les contre-projets ont été déposés à cet effet. Il est évident que de tels systèmes pourraient nous conduire à faire appel à des moyens de financement tout à fait différents. En tout cas, les conséquences que l'on pourrait en tirer quant à ces moyens de financement seraient elles-mêmes tout à fait différentes.

Notre rapporteur vous a exposé les inconvénients qu'il reprochait au projet qui nous est soumis. Il n'a, d'autre part, fait les suggestions sur lesquelles je suis en grande partie d'accord.

L'impôt est toujours désagréable, cela c'est universel, mais il comporte également deux autres aspects : l'un purement fiscal, l'autre psychologique et c'est surtout pour avoir évité ce dernier que l'on en est arrivé aux difficultés actuelles.

C'est dit, je ne suivrai pas M. Arangaud s'agissant de taxer l'agriculture ou encore de taxer le petit commerce qui, peut-être, souffre moins, mais qui, en tout cas, en souffre beaucoup plus. (Applaudissements)

En fait est certain : si nous nous trouvons devant

Je m'excuse d'avoir considéré le projet d'assez haut, ne l'ayant pas étudié article par article . Je dois en tous cas exprimer le regret de voir, une fois de plus , manquer une réforme qui apporterait un peu plus de clarté dans une législation particulièrement touffue et éviterait ces multiples textes qui énervent les Français et rendent impopulaires des mesures de ce genre.

M. COUDE DU FORESTO. Notre président a déclaré tout à l'heure que ce projet comportait en réalité deux parties qui seraient examinées séparément : d'une part, le financement, objet de la présente discussion, d'autre part, le fond lui-même du texte . Or, l'intervention de Mme Devaud vient de nous démontrer , s'il en était besoin, qu'en fait il n'est pas possible de séparer ces deux parties et cela pour une raison très simple.

Nous sommes un certain nombre à avoir été un peu surpris de la façon un peu simpliste - sans donner à ce mot un sens péjoratif - dont on avait examiné l'attribution d'une allocation vieillesse . Il existe sans doute d'autres systèmes permettant d'apporter une aide plus substantielle à certaines catégories de vieillards particulièrement défavorisées, sans pour cela provoquer une dépense plus élevée ou même égale . D'ailleurs, des contreprojets ont été déposés à cet effet . Il est évident que de tels systèmes pourraient nous conduire à faire appel à des moyens de financement tout à fait différents. En tout cas, les conséquences que l'on pourrait en tirer quant à ces moyens de financement seraient elles-mêmes tout à fait différentes.

Notre rapporteur vous a exposé les inconvénients qu'il reprochait au projet qui nous est soumis . Il a, d'autre part, fait des suggestions sur lesquelles je suis en grande partie d'accord.

L'impôt est toujours désagréable, cela c'est universel, mais il comporte également deux autres aspects : l'un purement fiscal , l'autre psychologique et c'est surtout pour avoir méconnu ce dernier que l'on en est arrivé aux difficultés actuelles.

Ceci dit, je ne suivrai pas M. Armengaud s'agissant de taxer l'agriculture ou encore de taxer le petit commerce qui, peut-être , souffre moins, mais qui, en tout cas, crie beaucoup plus. (Sourires)

Un fait est certain : si nous nous trouvons devant

- 22 -

une masse à financer de 90 milliards au lieu de 140, les solutions peuvent être tout à fait différentes. C'est pourquoi je me déclare dans l'incapacité absolue de proposer des solutions constructives tant que nous n'aurons pas entendu M. le ministre du travail, tant que nous ne lui aurons pas posé la question que nous posons aujourd'hui au président Ramadier, à savoir : êtes-vous disposé à rechercher avec nous une solution qui nous permettrait, sur le fond, d'arriver à quelque chose qui nous paraît plus raisonnable. Si M. Gazier nous répond affirmativement, nous pourrions alors nous retourner du côté du président Ramadier pour proposer des solutions qui coifferont le problème tel qu'il aura été résolu avec le ministre du travail.

Aujourd'hui, je crois que nous mettons la charrue avant les boeufs.

M. COURRIERE. Je ne discuterai pas la question de fond.

S'il est possible de trouver une solution plus heureuse en faveur des vieux, je m'en féliciterai. Seulement ceux-ci ne peuvent attendre. Il faut savoir si nous voulons ou non faire quelque chose et la seule question qui intéresse actuellement le président Ramadier est la suivante : la commission des finances a-t-elle des objections à présenter quant au financement proposé ?

Mon groupe est quelque peu ému de constater qu'il est surtout question de frapper les revenus du travail, c'est-à-dire les fonctionnaires et les salariés. Ne serait-il pas possible de trouver une formule différente pour le financement de la part incombant aux salariés ? Le président Ramadier accepterait-il la suppression du quotient familial actuel étant entendu qu'on le remplacerait par un abattement par enfant identique pour tout le monde, ce qui ferait payer beaucoup plus aux gros revenus ?

D'autre part, ne pourrait-on établir un impôt sur l'actif des sociétés du genre de celui qui existe au sujet des biens de main-morte ? Les sociétés échappent en grande partie aux droits de succession et aux droits de mutation, et ce serait là un moyen de frapper moins rudement les particuliers.

M. ARMENGAUD. M. Coudé du Foresto pose la question de savoir quel est le montant exact de la note à payer, ce

qui veut dire : combien y a-t-il de bénéficiaire et comment peut-on les déterminer ?

Cela pose en réalité tout le problème de la sécurité sociale et du mécanisme des retraites . Des gens touchent deux retraites, chacune étant inférieure au minimum considéré . D'autres, perçoivent une retraite alors qu'ils travaillent encore . Les différents régimes s'ignorant, des divergences de calcul importantes risquent d'intervenir si l'on ne dispose pas d'un fichier central de toutes les retraites, ce qui pose le problème de la comptabilité sur fiches de toute la sécurité sociale . Or, dans ce domaine, nous n'avons rien . Serait-il possible aux ministères intéressés de réunir des éléments d'appréciation suffisants ?

D'autre part, ne serait-il pas important d'avoir un casier fiscal pour savoir quels sont les gens qui payent l'impôt et pourquoi ils le payent ? Je crains en effet que d'assez lourdes erreurs ne soient commises et sujet des retraites et des recettes des personnes physiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je me suis demandé s'il ne serait pas préférable de procéder par approximations successives en partant des cas les plus douloureux de façon que le gouvernement ne se trouve pas engagé d'un seul coup, par l'application brutale d'un texte, à payer 31.200 francs à toute une série de gens qui n'en ont pas vraiment besoin . Chacun sait qu'un avantage acquis devient un droit et qu'il n'est plus possible de revenir en arrière . Pourrions-nous avoir des précisions sur ce point ?

D'après les éléments que j'ai pu recueillir, une taxe de main-morte au taux de 1 % rapporterait environ 50 milliards. Cette solution pourrait avoir quelque valeur si un contrat à long terme était passé entre les sociétés et l'Etat à ce sujet. Leur crainte est en effet de voir le gouvernement faire varier cette taxe tous les ans, ce qui ne manquerait pas de freiner, de provoquer une rétention des investissements . Il s'agirait d'un véritable contrat analogue à celui qui a été passé avec les bénéficiaires du forfait.

Quant à la réforme du calcul de la surtaxe progressive, les chiffres avancés à l'Assemblée nationale sont-ils exacts ? M. Davis, notamment, a proposé un système qui rapporterait, d'après lui, 230 milliards . Or les éléments que j'ai pu recueillir laissent entendre que le résultat serait négatif . D'autre part, le remplacement de l'abattement de 220.000 francs par un abattement de 100.000 francs par enfant rapporterait, en année pleine, 15 milliards , chiffre qui n'est nullement en rapport avec celui avancé à l'Assemblée nationale . Serait-il possible de recueillir des informations précises sur ces deux points ?

- 24 -

M. MARCEL BOULANGE. Il a été affirmé, à la commission du travail, que le fonds vieillesse, s'il était créé, ne donnerait pratiquement rien aux vieux du fait de la hausse des prix susceptible de se généraliser et de l'inflation qui en résulteraient. Il a même été dit que nous allions creuser un gouffre.

Pour ma part, je n'en sais rien mais, comme cette question sera très certainement évoquée, je me permets de la signaler dès à présent au président Ramadier.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ma question va peut-être surprendre de la part du rapporteur général, mais je la crois susceptible d'éclairer la suite de nos délibérations.

Je suis d'avis qu'il faut faire immédiatement quelque chose en faveur des vieux, car ceux-ci ne peuvent attendre. Pour faire ce geste, il est nécessaire de trouver de l'argent et, pour y parvenir, on nous indique que ce ne peut-être qu'en recourant à des impôts nouveaux. Je pose la question : pourquoi faut-il des impôts nouveaux, c'est-à-dire contre quels inconvénients le gouvernement entend-il prémunir sa politique en faisant voter des impôts nouveaux pour financer cette mesure ?

Ce n'est pas de gaieté de coeur qu'un parlement s'entend réclamer des impôts nouveaux. Si on le fait, ce ne peut être qu'avec un but précis, à savoir empêcher que se produise quelque chose que l'on redoute. Posons donc la question : quelle est cette chose que le gouvernement redoute et à laquelle il veut barrer la route en faisant appel à des impôts nouveaux ?

A l'heure actuelle, ce qui préoccupe le gouvernement jusqu'à l'obsession est d'assurer la valeur interne du franc - je ne parle pas de sa valeur externe - autrement dit la stabilité de la monnaie. Alors je demande au gouvernement s'il pense qu'il est dans l'obligation de voter ces impôts nouveaux pour assurer la stabilité des prix ou tout au moins apporter un frein à cette montée des prix intérieurs que nous redoutons tous ?

Mme DEVAUD. La loi du 27 mars dernier a prévu l'affectation d'un certain nombre de recettes à la majoration de 10 % de l'allocation ~~au~~ vieillesse. L'institution du fonds de solidarité abrogeant en partie l'article 3 de la loi du 27 mars, j'aimerais savoir ce que vont devenir les fonds ainsi perçus. Les 12 milliards en question vont-ils tomber dans le Trésor.

M. LE MINISTRE. Je réponds immédiatement à la question posée par Mme Devaud.

Le texte nouveau n'abroge rien . Il reprend, dans les 31.200 francs , ce qui avait été donné par la loi du 27 mars et qui devient, en quelque sorte, un acompte sur les 31.200 francs.

D'autre part, les ressources subsistent également. Elles sont d'ailleurs inférieures à ce que dit Mme Devaud car elles ne s'élèvent, à la suite des diverses éliminations auxquelles a procédé le Parlement, qu'à 5 milliards seulement pour financer une dépense totale de 18 milliards. Il faudra donc que le fonds de solidarité comble en premier lieu le déficit.

M. Armengaud a posé la question du nombre des bénéficiaires. M. Gazier sera beaucoup plus qualifié que moi pour vous répondre . Je puis toutefois vous indiquer que le recensement indique 5.100.000 personnes âgées de plus de 65 ans . Il a été procédé, d'autre part, au recensement des bénéficiaires des prestations vieillesse , c'est-à-dire des personnes de 65 ans et plus ou celles âgées de plus de 60 ans inaptées au travail . On arrive au total de 5.350.000 . Il y a donc au moins 259.000 bénéficiaires âgés de moins de 65 ans et, en réalité, certainement plus que ce nombre . Je précise qu'il doit s'agir d'une inaptitude au moins égale à 66 % .

Tels sont les éléments certains . Dès que l'on essaye d'aller plus loin, on entre dans le domaine des hypothèses .

Le ministère du travail a procédé à l'examen , catégorie par catégorie , des bénéficiaires de l'allocation vieillesse et il a essayé de déterminer combien de personnes pouvaient être appelées à bénéficier de l'application de la nouvelle loi .

L'estimation peut être facile lorsque l'allocation est fixe . Par contre, dès l'instant que l'allocation ou la pension ou la retraite est fonction d'une durée, que ce soit des services ou du paiement des cotisations ou encore de l'importance du traitement, on ne peut qu'aboutir à des approximations.

Le ministère du travail a été ainsi conduit à estimer que 4.100.000 personnes âgées de plus de 65 ans bénéficieraient de l'allocation vieillesse . Par mesure de précaution ; il a été prévu , sur ce chiffre , un abattement de 50.000 afin d'exclure les cas de cumul de prestations.

M. le ministre du travail a introduit dans le projet ce qu'on appelle une clause de ressources, laquelle entraîne évidemment un nouvel et très grand aléa dans les évaluations. Là, nous entrons en effet dans l'inconnu, car ce n'est qu'après une étude de chaque cas particulier et vraisemblablement au bout de plusieurs années de pratique que l'on aura une idée véritable de la question. Toutefois, nous pouvons estimer que l'évaluation portant sur 4 millions de bénéficiaires ne doit pas être très éloignée de la réalité.

Les évaluations dont il a été fait état à l'Assemblée nationale ne s'en écartent pas tellement non plus puisque la plus faible, celle de M. Durbet, porte sur 3.600.000. Pourquoi 3.600.000 ? M. Durbet ne le sait sans doute pas plus que moi. Il a voulu serrer les chiffres de près et c'est pourquoi il est certain que l'ordre de grandeur de l'erreur ne dépasse pas 10 %.

Deux aléas subsistent au sujet de cette évaluation. Il est d'abord prévu que la loi sera applicable aux départements d'outre-mer et à l'Algérie, mais dans des conditions particulières non encore déterminées. Notamment en ce qui concerne l'Algérie, je crois qu'il serait extrêmement dangereux, dans les circonstances présentes, de ne pas appliquer cette mesure. Il y a des difficultés. Elles sont considérables et vous me permettrez de ne pas insister sur elles. La dépense a été évaluée à 10 milliards en ce qui concerne l'Algérie et à 600 millions pour les départements d'outre-mer.

D'autre part, il y a la question des invalides âgés de plus de 60 ans et, naturellement, de moins de 65 ans qui bénéficient d'allocations identiques à celles dont bénéficient les vieillards. A l'Assemblée nationale, une très forte pression a été exercée pour obtenir que ces gens-là bénéficient de la nouvelle mesure. En réponse à cette demande, le ministre du travail a indiqué que nous allions consentir un effort comportant pas mal d'aléas, que, dans ces conditions, il conviendrait de ne pas trop charger le bateau dès la première heure et que, s'il restait de 4 à 5 milliards disponibles, ils auraient alors un emploi tout trouvé ; dans le cas contraire, il y aurait lieu d'envisager un autre mode de financement. Finalement, je crois bien que la question a été réservée.

Vous constatez donc qu'il y a, d'une part, des problèmes dont la solution réside dans le texte, mais pour lesquels l'évaluation exacte est pratiquement impossible et, d'autre part, un certain nombre de candidats qui restent sur le pas de la porte, mais qui ne manque-

- 27 -

raient pas de s'emparer des milliards éventuellement disponibles . C'est pourquoi il faut se montrer assez large en ce qui concerne le financement .

Vous penserez peut-être que l'on pourrait envisager la création d'impôts en plusieurs stades . Vous me permettrez de penser à mes successeurs . (Sourires.) Il n'est pas si commode de demander des impôts . Aussi je crois plus normal et plus sain de demander des ressources puis, dans le cadre de la recette votée, d'aménager les dépenses . Je suis peut-être trop indulgent pour ceux qui viendront après moi, mais je voudrais tout de même leur éviter de se trouver dans une situation pénible obligeant à remettre en cause une réforme qui ne pourrait certainement pas être abrogée dans le sens de la dépense, mais qui devrait cependant l'être à la suite d'un déficit des ressources . Nous faisons un travail ingrat . Du moins faisons-le complètement en réglant la question.

Au demeurant, supposons que, par aventure, les évaluations de dépenses soient beaucoup trop fortes et les évaluations de recettes trop faibles . S'il y avait un excédent, permettez-moi de vous dire que le ministre des finances n'en aurait pas tellement peur . (Sourires.) Nous avons un déficit que je suis obligé de considérer normal faute d'autre mot pour le qualifier, car un déficit ne peut être normal ; plus encore, c'est un déficit extraordinaire, puisqu'il est dû aux événements d'Algérie , et il se chiffre à une somme largement supérieure aux quelques milliards dont on pourrait surévaluer la dépense relative à ce projet.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . 585 milliards !

M. LE MINISTRE. Exactement.

Alors, s'il nous reste quelques milliards, nous saurons leur faire un sort.

Il est un point que je veux signaler . Nous ne prévoyons pas de ressources affectées . Donc, s'il y a un excédent, celui-ci reviendra au budget et sera consacré à atténuer les autres dépenses . Pour l'instant, je crois qu'il faut marquer fortement le principe qu'il y a simplement une obligation , c'est-à-dire une dépense obligatoire pour le budget au profit du fonds vieillesse et non pas des recettes affectées.

- 28 -

Tel est, messieurs, le problème général. On ne m'a pas posé de question quant à l'organisation du fonds, tout au moins directement. Sur ce point, je laisse le soin à M. Gazier de vous donner les explications nécessaires. Je voudrais cependant rappeler que le fonds de solidarité sera géré par la caisse des dépôts et consignations. On a parlé d'un compte spécial du Trésor. Pour ma part, je n'y vois pas d'inconvénient, car, en fait, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, les fonds étant de toute manière dans les caisses du Trésor et maniés par un personnel de même qualité.

C'est à la caisse nationale des dépôts qu'il appartiendra de tenir le casier central de tous les bénéficiaires du fonds vieillesse. En effet, des doubles emplois sont possibles. Des personnes peuvent bénéficier, très légitimement d'ailleurs, de plusieurs retraites qui, s'ajoutant, leur procurent des ressources supérieures à 201.000 francs. Un tel casier central est donc nécessaire pour la réunion des renseignements utiles.

Nous en venons maintenant aux différentes ressources et, tout d'abord, à la question posée par M. Armengaud et à laquelle j'attache une grande importance : ne pensez-vous pas que les impôts que vous allez demander vont entraîner une diminution de l'épargne et, par conséquent, une insuffisance ou, tout au moins, une réduction des investissements ?

Ces impôts doivent nécessairement entraîner une réduction soit de la consommation, soit de l'épargne ; il n'y a pas d'autre issue, d'autre option imaginable. Je souhaite pour ma part qu'ils s'agisse d'une réduction de la consommation, mais il n'est pas en notre pouvoir de la déterminer. En réalité, si l'on voulait être sûr qu'il y ait une réduction de la consommation et non point de l'épargne, il faudrait atteindre les petites gens ...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. C'est exact !

M. LE MINISTRE. ... car c'est eux qui consomment et c'est eux qui épargnent moins. Je pense que même cela n'est pas possible. J'appartiens à une génération qui a attaché à l'impôt général sur le revenu une importance considérable parce que nous y avons vu, comme nos maîtres, la réalisation de la justice fiscale dont la considération ne peut être exclue s'agissant de

- 29 -

l'organisation fiscale . Or la considération de cette justice fiscale me paraît plus importante ici qu'en toute autre matière . Pourquoi ? Il s'agit ici de donner des aliments à la partie incontestablement la plus pauvre de la population française . Il existe une masse de vieillards, surtout de femmes, qui n'ont pas de quoi vivre , qui subsistent d'un croûton de pain trempé dans un bol de café ou un verre de vin sans rien de plus .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . C'est vrai !

Mme DEVAUD . C'est exact !

M. LE MINISTRE. Alors il est tout de même logique que le financement de ce modeste secours qu'on leur destine - ces 31.200 francs ne leur permettront pas de mettre du beurre sur leur pain tous les jours - soit assuré par les personnes qui ont le plus de ressources . C'est un transfert de revenus de ceux qui en ont davantage au profit de ceux qui n'en ont pas du tout.

Mon Dieu ! ce n'est pas là une idée nouvelle . Elle est vieille comme le monde, depuis la dîme de la Bible jusqu'à la conception, déjà un peu vieille, de l'impôt sur le revenu . Cette idée d'opérer un transfert est très juste . C'est peut-être , au fond, la meilleure chance que l'on puisse avoir de ne pas influencer l'économie d'une manière trop défavorable.

C'est entendu, il en résultera une certaine réduction des capitaux, mais il y aura aussi une réduction de la consommation . Il est très difficile de dire de quelle manière le départ se fera entre la réduction de la consommation et celle de l'épargne et des investissements . Même si la répartition se faisait moitié moitié, qu'en résulterait-il pour les investissements ? Une réduction de ~~12~~ 140 milliards sur un total de 2.400 à 3.000 milliards investis chaque année . Ce serait pratiquement négligeable . Je veux bien que ce ne soit là que des hypothèses , que ce ne soit que des moyennes et rien n'est plus faux que les moyennes, que la réduction sera peut-être nettement plus forte dans tel ou tel domaine et beaucoup moindre dans tel autre . De toute façon , considérée dans son ensemble, la réduction sur les investissements ne peut être considérable et c'est pourquoi j'affirme que, si l'on sort de là, il n'y a pas de financement possible.

Quels sont les autres impôts possibles ? Ceux qui exercent une répercussion sur les prix, qu'il s'agisse de la taxe sur le chiffre d'affaires ou d'impôts de consommation ? On m'a fait cette objection que les impôts sur le revenu finissent également par exercer une répercussion sur les prix et peut-être, probablement même, sur l'économie en général . En cette matière, tout est inter-dépendant . Par conséquent, je ne puis pas dire qu'il n'y aura pas de répercussion indirecte sur les prix . Cependant, je puis affirmer que cette répercussion ne sera certainement pas totale . D'autre part, elle ne sera pas immédiate . Par conséquent, ce ne seront pas les prix , donc les consommateurs et, par suite , l'inflation qui procureront aux vieillards ce que nous voulons leur donner . Il faut choisir entre un transfert qui présente des inconvénients incontestables et un financement par l'inflation dont les inconvénients sont encore plus graves ; Si le contribuable ne veut pas payer , ce sera le consommateur et je n'ai pas besoin de vous en indiquer les conséquences .

On m'a encore dit : pourquoi ne pas recourir à tel système ou faire appel à tel autre impôt ? Il y a évidemment beaucoup d'options , encore qu'elles ne soient peut-être pas aussi nombreuses qu'on paraît le croire .

Une première question est à considérer que je me suis posée . Nous sommes en train de faire une loi pour les vieux et non pas une réforme fiscale . Je crois que le mélange est de nature à troubler les esprits . Je suis sûr que notre régime fiscal a besoin d'être refait ; je l'ai dit bien des fois et beaucoup d'autres avec moi . Il faudra que nous fassions une réforme fiscale et probablement plusieurs, car on ne pourra tout réformer d'un coup . Je pense d'ailleurs qu'en introduisant dans le système une masse de cette importance d'impôts directs, nous réalisons déjà une certaine réforme . A l'heure actuelle, les deux tiers de nos ressources proviennent des impôts indirects , alors qu'en Angleterre, la proportion n'est que du tiers . Nous n'irons pas jusqu'à un tel point , mais, déjà , avec ce projet , la proportion des impôts directs approcherait 40 % .

Devons-nous réformer les impôts sur le revenu ? J'y ai songé, mais je suis arrivé à séparer les deux questions . Les impôts sur le revenu ont certainement besoin d'être remis en ordre , mais leur réforme pose des questions extrêmement délicates .

M. LE MINISTRE. Je n'en sais rien, mais il faut que l'agriculture fasse des bénéfices ...

Considérez le cas des bénéfices commerciaux . Leur détermination, à la suite des lois votées toutes ces dernières années, pose le problème des réserves de réévaluation, des décotes de stocks pour variation des prix , etc . Il y a toute une série de taxes dont certaines constituent des faveurs au profit d'entreprises de caractère social . Tout cet ensemble est particulièrement complexe . J'ai pris l'engagement de soumettre un projet sur ce point . Seulement je ne pense pas que l'on puisse aborder un problème aussi difficile comme cela, à la baïonnette, et qu'il faut prendre le temps de réfléchir.

Voulez-vous que nous allions plus loin en matière d'impôt général ? Deux questions sont essentielles . D'abord, celle du quotient . On discute beaucoup au sujet de l'amélioration entraînée par telle ou telle réforme et les évaluations qui me sont fournies par les différents services sont contradictoires , ce qui ne vous étonnera pas . (Sourires.) En réalité, ceci provient du fait que les évaluations sont faites sur des réformes différentes . Par exemple , si l'on remplace le quotient par un abattement à la base de 220.000 francs, cela coûte 4 milliards . Si la déduction générale est moindre , il y a un gain : 3.900 millions pour 160.000 francs et 15 milliards pour 100.000 francs . Un projet entraîne un bénéfice de 35 milliards , mais il est inapplicable , car il limite l'abattement à 80.000 francs . Vous voyez l'océan sur lequel nous aurons à naviguer ! Je dis "nous aurons " , car il faudra bien aborder cette question , seulement nous sortons là du cadre de la retraite des vieux .

De même, il faudra bien un jour examiner la question de l'impôt sur les bénéfices agricoles . A l'heure actuelle, on peut bien dire qu'il n'y en a pas .

M. CHAPALAIN . Tout est gelé !

M. BOUSCH. Les routes sont barrées §

M. LE MINISTRE. Si elle ne fait pas de bénéfice, pourquoi avons-nous une agriculture ?

M. CHAPALAIN . Pour ne pas avoir de chômeurs !

M. LE MINISTRE. Je n'en sais rien, mais il faut que l'agriculture fasse des bénéfices ...

- 32 à 40 -

M. BROUSSE . Nous ne demandons pas mieux !

M. LE MINISTRE . ... et que , sur ces bénéfices , elle paye des impôts.

M. DE MONTALEMBERT . Je ne peux pas laisser dire : "Pourquoi avons-nous une agriculture " !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . Ce n'est pas dans ce sens qu'il faut interpréter les paroles de M. le ministre.

M. DE MONTALEMBERT . C'est invraisemblable !

M. LE MINISTRE. J'ai démontré amplement que, si nous avions lié un tel problème à celui de la retraite des vieux, cela ne nous aurait pas permis d'aboutir . C'est un problème extrêmement complexe, extrêmement délicat et qu'il faudra évidemment aborder en lui-même et pour lui-même .

En réalité, l'impôt général sur les salaires inférieurs à 600.000 francs par an représente très peu de chose, tant et si bien que la commission du travail de l'Assemblée nationale ayant introduit une exonération au profit de ceux qui avaient un salaire inférieur à 600.000 francs, j'ai pu consentir à cet amendement en enregistrant seulement une perte très faible : 3 milliards. A partir de 600.000 francs, la progression est un peu plus forte. De 600.000 à 1.200.000 francs, l'ensemble des salaires et des commerçants paient 14 milliards, si je ne souviens bien. En vérité, c'est au-dessus de 1.200.000 francs de revenus que l'impôt devient assez lourd, dans les deux tranches supérieures, de 1.200.000 à 1.800.000 francs et de 1.800.000 francs à 2.400.000 francs. Pour la tranche au-dessus de 2.400.000 francs, il n'y a qu'un petit nombre de contribuables, une petite masse sur laquelle l'impôt est très fort et où le produit est encore sensiblement plus élevé que pour les tranches inférieures où le nombre des contribuables est très considérable.

M. le MINISTRE des FINANCES. Je m'excuse si j'ai pu lancer quelque boutade. Je crois avoir démontré la difficulté de l'affaire... ne fût-ce que par vos protestations.

M. de MONTALEMBERT. Si je suis arrivé en retard, c'est que j'ai défendu votre Gouvernement devant des réunions d'agriculteurs de mon département. Je pense avoir le droit de donner mon point-de-vue.

M. LE MINISTRE des FINANCES. Je vous remercie d'avoir défendu le Gouvernement dans votre département et je vous prie de prendre les propos que j'ai tenus tout à l'heure pour des boutades et non pas pour des projets de réformes.

Dans ces conditions, vous m'excuserez d'avoir pris des impôts existants. On nous a dit que l'impôt sur le revenu était mal réparti et qu'il faut payer beaucoup de salariés. D'accord, les salariés en représentent une forte partie, mais, tout de même, je suis obligé de vous dire qu'après avoir regardé les chiffres, après les avoir découverts petit à petit, je suis arrivé à réformer quelque peu l'opinion que j'avais en la matière.

En réalité, l'impôt général sur les salaires inférieurs à 600.000 francs par an représente très peu de chose, tant et si bien que la commission du travail de l'Assemblée nationale ayant introduit une exonération au profit de ceux qui avaient un salaire inférieur à 600.000 francs, j'ai pu consentir à cet amendement en enregistrant seulement une perte très faible : 3 milliards. A partir de 600.000 francs, la progression est un peu plus forte. De 600.000 à 1.200.000 francs, l'ensemble des salariés et des commerçants paient 14 milliards, si je me souviens bien. En vérité, c'est au-dessus de 1.200.000 francs de revenus que l'impôt devient assez lourd, dans les deux tranches supérieures, de 1.200.000 à 1.800.000 francs et de 1.800.000 francs à 2.400.000 francs. Pour la tranche au-dessus de 2.400.000 francs, il n'y a qu'un petit nombre de contribuables, une petite masse sur laquelle l'impôt est très fort et, où le produit est encore sensiblement plus élevé que pour les tranches inférieures où le nombre des cotisants est très considérable.

Par conséquent, c'est entendu : les salariés paient une bonne part de l'impôt, de la surtaxe progressive. Mais ce sont surtout les salariés importants, et non pas ce que l'on croit quand on dit cela, l'énorme masse des petits salariés, qui, elle, paie très peu. Ces chiffres sont curieux ; je ne les attendais pas. J'ai fait faire cette étude pour savoir à quoi m'en tenir, et, en définitive, j'ai été très surpris du résultat.

Dans la masse du revenu national, les salaires, entendus sous cette forme très large, - car, en définitive, aujourd'hui, il n'y a pas d'administrateur-délégué au directeur général d'une grosse société qui ne soient inscrits au rôle des salaires - on en arrive à ce que l'ensemble des revenus salariaux représente tout de même plus de la moitié du revenu national. Il n'est pas étonnant qu'il constitue une part importante des revenus sujets à l'impôt général. Encore une fois, il ne s'agit pas des petits salaires. L'injustice de l'impôt général vient probablement de ce que, dans d'autres secteurs, l'évasion fiscale est certainement plus aisée. Il y a donc quelque chose à revoir, mais il est très difficile de le faire d'un coup.

Comment corriger cela ? C'est pour apporter certaines corrections que nous avons songé à l'impôt sur les automobiles. Me tournant vers M. Armengaud, je lui dirai qu'il ne s'agit pas du tout d'une taxe de coordination.

M. ARMENGAUD. Hélàs !

M. le MINISTRE des FINANCES. Cette taxe de coordination, nous y avons également songé ; elle figure dans le collectif.

M. BERTHOIN. Nous voilà rassurés !

M. le MINISTRE des FINANCES. Vous ne prendrez pas la peine de la voter ou de la rétablir dans le collectif si l'Assemblée nationale ne la vote pas.

Nous avons cherché surtout un impôt basé sur les signes extérieurs de la fortune. Je crois qu'il est tout de même nécessaire - et, dans la réforme fiscale, c'est une chose à laquelle il faudra songer - de dépister la fraude. La meilleure méthode consiste à s'attacher à certains signes extérieurs. Si un monsieur dispose d'une automobile et déclare un revenu de 10 ou 15.000 francs par mois, il est certain qu'il ne dit pas la vérité. S'il a un avion, une écurie de courses et qu'il déclare - comme cela s'est fait - un minimum très faible, là encore le signe extérieur permet de dire qu'il y a fraude.

Il nous a paru utile de penser qu'en combinant le décime sur l'impôt général avec une taxation modérée des automobiles, nous arriverions à obtenir une vue à peu près exacte et une contribution à peu près proportionnelle des revenus. Au total, les 74 milliards du décime et le 24 milliards de l'impôt sur les automobiles donnent tout de même l'essentiel du financement.

Il fallait arriver un peu plus haut et nous avons cherché à gratter de tous les côtés pour compléter. Nous avons abrogé l'article 237 - ou plutôt nous vous proposons d'abroger cet article qui a été voté en 1948, à une époque où les loyers étaient très bas et où on voulait inciter les propriétaires à faire des réparations d'entretien. Dans ce but, on a détaxé toutes les augmentations des loyers prévues par la loi de 1948. Huit ans sont passés et la situation n'est plus la même aujourd'hui. Les loyers ont été augmentés deux fois par an, à peu près régulièrement, avec un trou d'une année, de telle sorte que, aujourd'hui, ils ont augmenté dans des proportions considérables du fait de la simple application des progressions légales.

En ce qui concerne les locaux commerciaux, nous n'en savons rien ; ce sont des évaluations qui sont faites sur les décisions rendues par les juges des loyers. Elles permettent d'avoir une notion. On dit que ces loyers ont été multipliés par 15, et là, je n'en serais pas étonné, si ce n'est pas par 20, surtout si l'on se réfère aux chiffres de 1939 et non pas à ceux de 1948. Là, vraiment, le régime qui se justifiait en 1948 ne se justifie plus aujourd'hui. On a fait les réparations les plus nécessaires, les loyers ont été majorés et je ne vois pas pourquoi

la propriété immobilière ne serait pas taxée dans des conditions analogues à celles de tous les autres revenus.

M. Armengaud m'a entrepris sur toutes les autres taxes. Je suis évidemment bien en peine pour répondre à toutes ses observations.

J'indiquerai que nous avons cherché, par la taxe sur les mutations et peut-être aussi par l'impôt sur les opérations de bourse, à frapper, dans une certaine mesure, le capital. On aurait pu songer, comme M. Courrière l'a suggéré, à établir un chiffre sur l'actif net des sociétés.

C'est une suggestion qui mérite à peine d'être examinée et retenue. Je ne crois pas que ce soit parfaitement topique dans cette fiscalité faite pour un objet déterminé.

C'est probablement une erreur de notre législation de n'avoir pas d'autres impôts sur le capital que les droits de succession. Je serais assez volontiers ~~assez~~ partisan d'abroger complètement les droits de succession et de les remplacer par un impôt sur le capital. Je dois reconnaître que c'est une chose assez délicate, parce qu'un tel impôt sur le capital exigerait un cadastre des fortunes suivi et difficile.

Quant à l'impôt sur l'actif net des sociétés, c'est certainement le plus facile à calculer. Il y a deux observations que je me permettrai de faire à ce sujet : la première, c'est que, pour un impôt sur le capital, le taux de 1 % est relativement élevé, un impôt sur le capital, ou plutôt des taux qui se calculent sur 1.000 francs, si vous considérez le 1 % sur le capital, cela fait, sur un revenu de 5 % par exemple, une quantité considérable, de l'ordre du cinquième du revenu. Cela correspond à 7 points sur les sociétés. C'est une charge qu'il faut examiner de près.

La seconde chose, c'est que l'impôt sur le capital est peut-être celui qui, économiquement, est le plus discutable car il porte sur un capital ou investi ou à investir et, par conséquent, diminue

une masse qui est destinée à la production.

Je ne vous indique que des difficultés, non pas des objections dirimantes, mais des difficultés qui ont fait écarter une pareille notion.

Je ne parlerai pas des autres choses.

M. Armengaud a noté que l'impôt sur l'alcool n'avait pas de rendement; Aussi l'avons-nous compté pour peu. Peut-être est-ce parce qu'il y a une certaine fraude, peut-être aussi - permettez-moi de l'espérer - parce qu'il y a une réduction de consommation.

M. CHAPALAIN. Non, la fraude est plus payante !

M. le MINISTRE des FINANCES. Le droit de timbre, je ne veux pas vous en faire le panégyrique. Ce n'est qu'un petit surplus.

La taxe de luxe est une question délicate, mais qui semble être intéressante. M. Armengaud a évoqué la "purchase tax", qui est bien une taxe de luxe puisque la moitié environ des produits n'y sont pas soumis et que certains y sont soumis à 100 %. On a ainsi établi une hiérarchie en fonction du luxe pour encourager certaines consommations qui sont détaxées et en encourager d'autres. Mais tout cela varié suivant les préférences du Chancelier de l'Echiquier ou avec ses opinions. En tout cas, il y a là un moyen pour agir dans une certaine mesure sur les prix et peut-être sur la consommation.

Vraiment, nous engager dans la voie de la taxe de luxe, c'est-à-dire pour créer en définitive - c'est ce que cela veut dire - un niveau supérieur de la taxe sur le chiffre d'affaires, ce n'est pas une expérience sans intérêt. Ce n'est qu'une expérience, mais une expérience me semble-t-il intéressante. On verra dans la suite s'il y a lieu ou non de la développer.

Vous avez observé que nous n'avons, pour le moment, demandé à cette taxe sur les produits de luxe que des ressources extrêmement limitées. Nous y

reviendrons, je le déclare tout de suite, en vous proposant certains impôts destinés à financer l'appel des disponibles. Il est tout de même légitime que le luxe paie une part des frais de la Nation dans les opérations existantes pour le salut du pays.

Je crois avoir à peu près fait le tour des questions qui m'ont été posées. Excusez-moi si j'en ai oublié quelques-unes. J'essaierai d'y répondre lorsque vous me les rappellerez.

Au demeurant, je vous rappelle en terminant que l'idée fondamentale est le transfert de revenus des riches aux pauvres et c'est là que vous trouverez la raison de nos choix.

M. BERTHOIN. Je vais me permettre de présenter à M. le ministre quelques remarques au nom de certains collègues. Je pourrai formuler d'abord celle-ci : personne ne discute sur le devoir de solidarité qui s'impose en faveur d'une classe si intéressante à tous points de vue, mais, tout de même, nous sommes surpris que, sur un nombre de personnes âgées de plus de 65 ans, autour de 5 millions, nous en ayant 4 millions qui n'aient point des ressources atteignant, sous une forme ou sous une autre, 200.000 francs par an. Cela veut dire que sur 5 personnes âgées de plus de 65 ans, 4 sont hors d'état de vivre, et cela depuis beaucoup d'années.

En vérité, nous avons le sentiment qu'on va distribuer sans discrimination une somme qui ne réglera pas le problème de fond, celui de la véritable misère. Pour cela on dépensera une somme considérable de 140 milliards en donnant un peu plus, mais tout de même très peu, à ceux dont la situation est misérable et à d'autres qui, par des combinaisons de famille que nous connaissons bien, n'ont pas des ressources tellement minimes. Et cela se fera en faisant courir un certain risque à l'équilibre économique du pays. C'est une somme à laquelle la catégorie de ceux auxquels je viens de faire allusion ne devrait pas avoir droit.

Sans doute, avons-nous le devoir de venir en aide, de supprimer la profonde misère, mais nous avons aussi le devoir de le faire à bon escient et d'attribuer ces secours à ceux qui en ont besoin.

*Sur lequel* Vraiment, c'est peut-être le point, en ce qui me concerne, je ferai le plus de réserves.

Sur la question de financement, il y a un autre problème. Il me semble impossible - à moins qu'on ne me le démontre - que 4 millions de personnes âgées de plus de 65 ans soient dans cette situation. C'est pourquoi nous aimerions que cette allocation, au lieu d'être distribuée, si je puis dire, d'une manière automatique, à tous ceux qui se trouvent dans ces conditions, soit au moins réclamée par les intéressés par un geste positif où ils seraient appelés à faire certaines déclarations en prenant des engagements. J'irai même jusqu'à préconiser qu'on accorde cette allocation au moment même de la demande afin de ne pas leur faire subir les retards administratifs que nous connaissons bien. Ainsi, toutes précautions seraient prises sans préjudice, bien entendu, des mesures de répression pénale qui peuvent être envisagées dans ces cas de vol manifeste. Nous en connaissons tous des situations misérables ! et, pour certains cas auxquels je pense, c'est plus de 60.000 francs qu'il faudrait, surtout aux personnes seules qui n'ont pas d'enfant ! Mais, pour les autres, il y a un devoir familial qui compte encore, je pense, et, tant que nous sommes dans une société comme la nôtre, il doit être placé très haut.

Je pense que tous les moyens qui permettront de serrer ce problème de plus près en apportant aux bénéficiaires une aide que nous voulons très large, à condition que ceux-ci soient véritablement dans le besoin, toutes les mesures que nous pourrions improviser dans ce sens devraient avoir l'agrément du Gouvernement.

M. le MINISTRE des FINANCES. C'est de M. Gazier que cela relève. Vous connaissez son sentiment et celui du Gouvernement. Que ce soit le projet qui vous est soumis, que ce soient les règlements d'administration publique qui sont d'ores et déjà préparés, je puis vous dire qu'ils vont dans le sens de ce que vous dites.

M. BERTHOIN. Hier, en commission, lorsque nous avons examiné rapidement le projet soumis,

nous avons remarqué qu'il était peut-être dangereux de donner à un organisme l'autonomie financière et de lui affecter des ressources qu'il aurait peut-être tendance à dépenser sous une forme ou sous une autre. A côté d'une sécurité sociale qui existe, on va créer une autre sécurité sociale réservée à une certaine catégorie de citoyens, avec ses fonctionnaires, ses services et ses bureaux. Voulant précisément défendre le Gouvernement, disons les finances publiques, contre ce danger, j'avais émis l'idée qu'on pourrait prévoir un système de compte spécial d'avances au Trésor, étant entendu que les recettes tomberaient au budget général et, dans la mesure où elles sont nécessaires, viendraient en couverture des dépenses qui représentent des crédits évaluatifs.

Nous disons qu'après tout les ressources et les besoins du Trésor sont tels que, s'il y avait un boni quelconque, vous en auriez bien l'emploi.

Mme DEVAUD. Il n'y a pas contradiction.

M. MORICHON. Il y a une confirmation.

M. BERTHOIN. "Les ressources... resteront intégralement affectées au fonds national de solidarité."

Cela veut dire que le budget général n'en aura pas la disposition.

M. LE MINISTRE. Je n'ai pas l'impression que le texte traduit exactement la pensée de son auteur. Il subsiste une obscurité.

M. BERTHOIN. Alors, nous soulèverons le texte.

M. GUYOT DU FOURNIEU. Vous nous avez, avec votre charme habituel, exposé un certain nombre de problèmes. Vous nous avez presque convaincus, pendant un temps, que personne ne paierait d'impôt ou à peu près. C'était naturellement avant de recevoir la feuille d'impôt. (Rires) Vous nous avez dit également que les impôts et surtaxes prévus, tout en ne présentant pas tous les inconvénients signa-

Vous nous avez tout à l'heure confirmé qu'en effet ces ressources restaient affectées . Je me permets de vous dire que l'Assemblée a voté , à l'article 10, un amendement qui va à l'encontre de votre propre désir comme du nôtre.

Je crois que, dans un moment comme celui-là, on doit définir le plus tôt possible les bénéficiaires et je ne verrais pas d'inconvénient à ce qu'on en augmentât le nombre . D'autre part, il faudrait également que le boni éventuel restât à la disposition du budget général.

Telles sont les deux remarques que je voulais présenter . Vous avez bien voulu me donner votre sentiment quant à la première . En ce qui concerne la seconde, seriez-vous d'accord pour sauvegarder le supplément de recettes qui se dégagerait éventuellement ?

M. LE MINISTRE . Je suis entièrement d'accord, mais l'anté-pénultième alinéa contredit les dispositions de l'avant-dernier.

Mme DEVAUD . Il n'y a pas contradiction !

M. MONICHON . Il y a même confirmation !

M. BERTHOIN. " Les ressources ... resteront intégralement affectées au fonds national de solidarité."

Cela veut dire que le budget général n'en aura pas la disposition .

M. LE MINISTRE . Je n'ai pas l'impression que le texte traduit exactement la pensée de ses auteurs . Il subsiste une obscurité.

M. BERTHOIN. Alors, nous éclairerons le texte .

M. COUDE DU FORESTO. Vous nous avez, avec votre charme habituel, exposé un certain nombre de problèmes . Vous nous avez presque convaincus, pendant un temps, que personne ne paierait d'impôts ou à peu près - c'était naturellement avant de recevoir la feuille d'impôts . (Sourires) Vous nous avez dit également que les impôts et surtaxes prévus, tout en ne présentant pas tous les inconvénients signa-

lés, risquaient quand même d'exercer certaines répercussions.

Pour ma part, je ne suis pas hostile aux transferts de revenus . Personne ne s'oppose à venir en aide aux plus déshérités . J'en reviens cependant à ma question initiale .

Nous nous trouvons en présence d'un texte qui prévoit d'accorder uniformément 31.200 francs à tous ceux qui bénéficient de ressources inférieures à un certain plafond. J'estime cette somme insuffisante pour ceux qui n'ont à leur disposition, par exemple, que 35.000 francs . En revanche, comme il n'est pas possible de tout faire d'un coup et que j'ai quelque inquiétude quant à ces 4 millions de personnes ayant moins de 201.000 francs de ressources, je crois qu'il serait plus sage d'envisager un texte accordant davantage aux premiers et qui, tout au moins pendant un temps, ramènerait le plafond envisagé à une somme plus convenable .

Vous avez vous-même reconnu que certaines des ressources envisagées présentaient des dangers . Il est bien évident qu'en réduisant leur montant, ces dangers s'atténueraient .

Vous avez fait une comparaison entre les prix des loyers actuels et ceux de 1938-1939.

M. LE MINISTRE . De 1948 !

M. COUDE DU FORESTO. Il en va de même en ce qui concerne ceux de 1948. Ils sont restés bloqués pendant un temps tel qu'ils n'avaient pratiquement pas varié depuis 1936 . On avait ainsi oublié que le retard était considérable.

A l'heure actuelle, malgré l'effort réalisé, il se détruit encore plus de maisons par vétusté qu'il ne s'en construit . Il y a donc , là encore , un danger certain .

Je repose ma question car il serait inutile que nous perdions notre temps si la question de confiance devait jouer à répétition à l'Assemblée nationale : le Gouvernement accepterait-il de modifier la répartition de telle manière que nous arrivions à quelque chose de plus logique, de plus humain, qui, en même temps , réduise les risques de l'opération .

Je poserai également cette question , demain , à M. Gazier, mais je crois qu'en fait c'est M. le ministre des finances qui, en la circonstance , détient la clé du problème.

M. LE MINISTRE. Il me paraît bien difficile , à l'heure actuelle, de modifier entièrement les bases du projet.

M. ARMENGAUD. Les deux premières questions que je voulais poser l'ont été par M. Berthoin . Je ne les répèterai pas.

D'autre part, je voudrais attirer votre attention sur un point . Il s'agit en réalité de l'augmentation d'un certain nombre d'impôts , une partie étant affectée - si l'on suit M. Berthoin, ce qui me paraîtrait sage - pour être distribuée à des personnes âgées et nécessiteuses, le reste revenant au Trésor.

M. LE MINISTRE. Environ 95 % .

M. ARMENGAUD . J'en n'en dis pas davantage . La partie qui ne sera pas affectée pourra osciller en fonction des indications que nous avons jusqu'à présent .

M. BERTHOIN. Il suffit qu'il n'y ait pas de recettes affectées .

M. LE MINISTRE. Nous sommes d'accord . Il doit y avoir à peu près égalité.

M. ALRIC. On l'a fait pour qu'il y ait égalité !

M. CHAPALAIN . Dans le cas où le Conseil de la République voterait un texte plus convenable aux yeux du gouvernement, celui-ci serait-il disposé à se battre pour le défendre, au besoin en posant la question de confiance?

Il serait important pour nous de le savoir .

M. LE MINISTRE. C'est au président du Conseil et non pas à moi qu'il appartient de se prononcer sur ce point.

M. DE MONTALEMBERT. Quand j'ai eu l'honneur de vous entretenir d'une question qui me préoccupe : le point de vue de l'habitat rural, en particulier, nous avons échangé des vues qui rejoignent ce que vous avez dit tout à l'heure sur les droits de mutation.

Je conviens parfaitement que c'est une question qui n'entre pas dans le cadre du présent projet. Cependant, dans le tableau qui nous a été remis, je constate qu'il est prévu, en ce qui concerne la taxe sur les mutations à titre gratuit, une recette de 1.500 millions, avec effet du 1er mai, et de 10 milliards en année pleine.

Si j'ai bien compris, c'est une taxe spéciale qui joue sur toutes les mutations et mon collègue, M. Courrière, avait bien voulu se joindre à moi pour poser la question à l'un de vos prédécesseurs. Nous aurions voulu accrocher en quelque sorte une idée d'investissement à ces droits de mutation. Or voici que, cette fois, vous supprimez l'exonération qui existe pour les successions moyennes, c'est-à-dire 5 millions pour le conjoint et 3 millions par enfant.

Vous avez dû calculer le chiffre de 10 milliards en année pleine en tenant compte de l'exonération ramenée à une limite de 2 millions avec échelonnement de 1 à 5 %. Pourrait-on savoir pour combien les droits sur les petites successions entrent dans la masse générale des 10 milliards?

Au cours d'une séance de nuit mémorable, nous avons posé la question à M. Pflimlin. Notre idée était la suivante : quand il y a des impôts de mutation à payer, on pourrait concevoir que celui qui les doit puisse s'en acquitter en réalisant des investissements en accord avec les services compétents. Or, M. Pflimlin m'a répondu : " Ce n'est pas utile. Il vaudrait beaucoup mieux les supprimer tout à fait étant donné que les calculs montrent que les droits de succession ne rapportent presque rien, sauf lorsqu'il y a le mort payant qui, pour les gouvernements en difficulté, est une bonne affaire. Alors, le jeu en vaut-il la chandelle ?

D'autre part, je ne m'explique pas votre prévision de 1.500 millions avec effet du 1er mai.

M. LE MINISTRE. Comme les droits de succession ne sont payables qu'au bout de six mois, pratiquement, en partant du 1er mai, on ne percevra les droits que pendant les trois derniers mois.

- 55 -

M. DE MONTALEMBERT. Alors, est-ce vraiment la peine étant donné les difficultés que vous avez et au sujet desquelles je me plais à reconnaître votre courage ?

Je suis pour les ministres des finances qui ont du courage, mais il ne s'agit pas de se battre sur de telles positions. Il faut être intransigeant sur une position solide, mais, à un moment donné, on doit cesser de s'accrocher sur les avant-postes, faute de quoi on risque des ennuis ; en la circonstance, aucun résultat positif et, de plus, des critiques que vous ne méritez certainement pas.

M. LE MINISTRE. Je remercie M. de Montalembert de souligner que je ne mérite pas de critiques.

Vous savez tout de même qu'il n'est pas possible que notre régime fiscal ne comporte pas un certain impôt sur le capital. Je ne prétends pas que l'impôt sur les successions soit le meilleur impôt sur le capital, mais cela ne veut pas dire qu'il faille le supprimer sans le remplacer par autre chose. Or, rien d'autre n'est possible actuellement. Nous sommes donc bien obligés de nous adresser à l'impôt sur les successions.

Le mécanisme imaginé est distinct du système actuel. L'exonération par part nette, qui est de 5 millions, subsiste. Nous établissons une taxe successorale comme celle qui existait autrefois et qui portait sur l'ensemble de la valeur de la succession.

M. DE MONTALEMBERT. Par conséquent, ceux qui ne payaient rien vont payer quelque chose !

M. LE MINISTRE. Ceux qui ne payaient rien entre 2 et 5 millions vont désormais payer quelque chose, sur une base d'ailleurs calculée assez largement.

M. DE MONTALEMBERT. Au moment où la législation pousse à accéder à la propriété, ceux qui pourraient être exonérés ne le seraient plus. C'est en somme l'aggravation d'un système que vous-même jugez mauvais.

Comme notre président le disait récemment, nous sommes obligés de reprendre des impôts que nous réprouvons, parce que nous ne pouvons faire autrement si nous voulons aboutir. Seulement, sur ce point précis des successions, vous aggravez singulièrement le système et, étant donné le faible rapport, je me demande si cela en vaut vraiment la peine.

M. LE MINISTRE . Ne seront frappées que les successions des gens mourant après la promulgation de la loi . Il y aura donc toujours une période pendant laquelle les héritiers ne paieront rien .

M. DE MONTALEMBERT. Il n'empêche que cette mesure est en contradiction avec l'encouragement à l'accession à la propriété !

M. LE MINISTRE . Les héritiers ne paieront que sur la tranche de 2 à 5 millions .

M. MONICHON . Vous risquez, monsieur le ministre, d'accélérer le démembrement des petites propriétés , c'est-à-dire des petits patrimoines .

M. DE MONTALEMBERT. C'est le drame de nos campagnes . Il y a tendance à payer les droits de succession en conservant le bien qui rapporte , c'est-à-dire le bien nu, et en laissant démanteler l'unité productrice qui est l'ensemble de la ferme .

Au moment où le gouvernement, à juste raison, demande des crédits pour faire le remembrement , vous allez provoquer un morcellement en augmentant les droits de succession.

Comme tonneau des Danaïdes, on ne fait pas mieux !

M. LE MINISTRE. Je ne saisis pas l'incidence de l'augmentation des droits de succession sur le remembrement.

M. DE MONTALEMBERT. S'agissant des unités productrices, les droits sont lourds, car la valeur de la terre a augmenté alors que les plafonds n'ont pas été relevés . Dans ces conditions, l'héritier morcelle et, à cause du statut du fermage et du métayage , il vend le corps de logis et les quelques hectares qui se trouvent autour pour acquitter les droits .

Du fait du statut du fermage, qui rend immuable la propriété, c'est-à-dire la propriété commerciale, le propriétaire nouveau va être obligé d'entretenir les bâtiments avec ce petit nombre d'hectares qu'il aura achetés, pour conserver son logis , alors que le propriétaire décédé n'avait pas eu la possibilité d'assurer cet entretien . Moyennant quoi, il vous demandera des subventions que vous n'avez pas

- 57 à FIN -

la possibilité de lui donner .

En frappant les droits de succession, vous obligez les gens à morceler, ce qui va à l'encontre de l'objectif du troisième plan de modernisation qui est d'encourager l'augmentation de la productivité .

Il faut que vos services n'aient jamais su ce qu'était la production agricole pour présenter un projet qui, tout en ne vous rapportant rien, ruinera l'effort de remembrement fait par ailleurs.

M. LE MINISTRE. Il y a évidemment des gens qui préfèrent se ruiner que de payer des impôts.

M. DE MONTALEMBERT. Il s'agit de l'Etat et non pas des personnes !

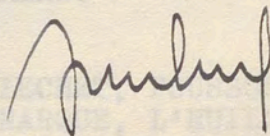
M. LE MINISTRE. On ne peut tout de même pas faire une législation pour elles !

M. LE PRESIDENT. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je remercie M. le ministre d'avoir bien voulu répondre avec bonne grâce à toutes nos questions .

La séance est levée à 18 heures 10.

Le Président,



Pas de communiqué  
à la presse

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-:-:-:-:-

1ère Séance du Jeudi 17 M A I 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 9 h. 55

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY,  
CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, LONGUET,  
de MONTALEMBERT, PELLENC, PRIMET, ROUBERT.

Suppléants : MM. MONICHON, RAYBAUD, ROCHEREAU.

Excusés : MM. MASTEAU, ROGIER.

Absents : MM. AUBERGER, DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, GASPARD,  
KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, LITAISE,  
MAROGER, PAULY, PESCHAUD, TINAUD, WALKER.

Ordre du Jour

Avis sur le projet de loi N° 443 (année 1955-1956) portant institution d'un Fonds national de solidarité.

Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

COMPTE-RENDU

M. LE PRESIDENT propose à la Commission une méthode de travail : traiter d'abord la question des bénéficiaires et ensuite la question du compte spécial qui pourrait être créé avec l'accord possible du Ministre des Affaires Economiques et financières, ensuite les impôts nécessaires à l'alimentation de ce fonds.

M. BERTHOIN.- Il ne faut pas trop modifier le texte. La création d'un compte spécial serait peut-être un obstacle nouveau pour le vote du projet à l'Assemblée Nationale.

L'article 10, avant-dernier alinéa, pourrait être supprimé sans opposition de la part du Ministre.

M. Berthoin insiste sur l'idée de solidarité qui est à la base du projet et sur l'utilité de fixer un taux différencié à l'allocation.

M. COUDE DU FORESTO proposera un amendement prévoyant différents taux de l'allocation, fixant un chiffre supérieur par exemple en faveur des assistés.

M. ARMENGAUD.- L'article 2 sera modifié si le principe du compte spécial est adopté. Pour le moment, l'article est à réserver.

Article 2 bis -

Il est inutile de créer ce nouveau comité consultatif de la vieillesse chargé d'étudier tous les problèmes de gérontologie. Ce n'est "qu'os à ronger pour candidat/supérieur dans l'Ordre de la Légion d'Honneur". à un grade

M. BOUSCH propose la suppression de l'article 2 bis.

M. ROCHEREAU.- Le problème de la vieillesse n'est pas à séparer des autres. Il faut supprimer l'article 2 bis.

La commission adopte la proposition.

L'article 2 bis est supprimé.

M. ARMENGAUD.- L'âge fixé pour l'allocation est 65 ans. Pourquoi pas 67 ans puisque l'âge moyen de la population s'élève.

M. BERTHOIN.- 65 ans est toujours adopté dans les régimes de Sécurité sociale.

M. ROUBERT.- Ce serait un précédent que tous les syndicats relèveraient et dont il s'inquiéteraient.

Article 5 -

M. ARMENGAUD.- Le taux de l'allocation doit rester uniforme et fixé à 31.200 francs.

M. COUDE DU FORESTO déposera un amendement qui tendra à remplacer les articles 5 et 6 et aux termes duquel le taux de l'allocation sera fixé de telle sorte que le revenu par an serait de 100.000 francs minimum par allocataire, compte tenu des différentes sources de revenus de celui-ci.

L'amendement n'apporterait aucun supplément de dépenses.

Article 6 -

M. ARMENGAUD.- C'est le corollaire de l'article 5.

Aucune modification à proposer.

La Commission adopte les articles 5 et 6.

Article 7 -

M. ARMENGAUD.- A l'article 7, relatif à l'évaluation des ressources de l'intéressé, que signifient les termes : " revenus professionnels et autres" ?

M. LE PRESIDENT.- Ce sont les ressources qui permettent de vivre. On veut écarter la notion de capital.

M. MONICHON.- " De l'ensemble des revenus dont il dispose" serait meilleur.

M. COUDE DU FORESTO.- Il est inutile de modifier le texte.

M. BERTHOIN.- Il est même inopportun de le ~~modifier~~ trop amender. Le nombre enlèverait du poids aux modifications importantes.

M. LE PRESIDENT.- Il faut faire attention à la jurisprudence du Conseil d'Etat qui tirera des conséquences imprévisibles des modifications apportées au texte par le législateur.

" La recherche de la volonté du législateur, peut être dangereuse.

M. ARMENGAUD propose de compléter le 2ème alinéa de l'article 7 par : "sous réserve des dispositions de l'article 11 relatif à l'obligation alimentaire."

M. PRIMET s'inquiète du chiffre de 20.000 frs fixé pour le revenu cadastral des exploitants agricoles au 2ème paragraphe de l'article 7.

La Commission adopte l'article 7 modifié.

Article 8 -

M. ARMENGAUD.- Je suis saisi à l'article 8 d'un amendement de M. Berthoin entraînant la suppression de l'avant-dernier alinéa de l'article 10 qui est ainsi conçu :

"Article 8 -

"

"L'allocation supplémentaire est liquidée et servie par les services ou organismes débiteurs d'un des avantages visés à l'article 3, sur demande expresse des intéressés, transmise par l'intermédiaire de la mairie de leur domicile.

" Cette déclaration devra indiquer notamment :

- a) le montant détaillé des diverses ressources dont bénéficier les intéressés;
- b) l'indication des divers organismes lui servant un avantage au titre de l'assurance-vieillesse;
- c) le nom, l'adresse et la profession des divers enfants;
- d) les donations qui ont pu être faites par les intéressés.

"L'allocation supplémentaire est payée à terme échu aux échéances de l'avantage de vieillesse dont jouit le bénéficiaire."

M. le Rapporteur propose d'accepter le texte de M. Berthoin, qui fixe le principe de la forme de la demande d'allocation. L'intervention du maire de la commune dans l'étude du dossier du demandeur peut être utile pour restreindre le nombre de demandes abusives.

M. DE MONTALEMBERT.- Les bureaux d'aide sociale pourraient donner un avis.

M. ARMENGAUD.- Ceci est déjà retenu par l'article 9.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter l'amendement de M. Berthoin.

M. COURRIERE.- L'amendement exige la rédaction d'un formulaire et implique des retards au paiement des allocations.

L'article 8 du projet, au contraire, permet de payer d'abord et de vérifier ensuite les droits des allocataires.

M. LE PRESIDENT propose de demander au Ministre des Affaires sociales quelle doit être l'interprétation de l'article 8 du projet mais, en fait, pour que les caisses statuent, il faut bien déjà qu'une demande ait été faite.

M. ARMENGAUD propose de prendre cependant en considération l'amendement de M. Berthoin, la demande n'est pas forcément d'ailleurs un formulaire.

La Commission des finances prend en considération l'article 8 dans le texte proposé par M. Berthoin, sous réserve de l'avis de M. le Ministre des Affaires sociales.

Article 9 -

M. ARMENGAUD.- La revision ou le retrait de l'allocation doit être fait par le fonds de solidarité lui-même plutôt que par les caisses ayant versé l'allocation.

Il propose de modifier l'article 9 en ce sens.

La Commission adopte l'article 9 modifié.

Article 10 -

M. ARMENGAUD propose de supprimer l'avant-dernier alinéa : "les ressources provenant de l'application de l'article premier de la présente loi resteront affectées intégralement au fonds national de solidarité".

Il ne faut pas en effet d'affectation spéciale.

La Commission adopte l'article 10 ainsi modifié.

Article 11 -

M. ARMENGAUD.- L'obligation alimentaire doit être comptée dans les ressources, de même les donations faites continuent à compter comme revenu dans les ressources.

La Commission adopte l'article 11.

Articles 12 et 13 -

M. ARMENGAUD.- Aucune modification à proposer.

La Commission adopte les articles 12 et 13.

Article 15 -

M. ARMENGAUD.- Il s'agit de la possibilité de lever le secret professionnel des agents des administrations publiques fiscales et de la Sécurité sociale pour l'établissement des droits des intéressés.

Pourquoi exclure les notaires?

M. COURRIERE.- Il y a d'autres possibilités de lever le secret professionnel pour les notaires.

La Commission adopte l'article 15 sans modification.

Article 16 -

M. ARMENGAUD. - Les rentes viagères sont considérées comme ressources.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL s'inquiète de l'automatisme de l'amende de 6 à 24.000 francs pour le défaut de déclaration d'un avantage de vieillesse (2ème alinéa, article 16).

Comment prévoir l'application d'une pénalité avant d'avoir fixé par un règlement d'administration publique son champ d'application?

M. ARMENGAUD propose de demander à la Commission de la Justice des éclaircissements à ce sujet.

La Commission adopte l'article 16 sous ces observations.

Articles 17 et 18 -

M. ARMENGAUD.- Aucune modification à proposer.

La Commission adopte les articles 17 et 18.

Article 19 -

M. ARMENGAUD.- C'est l'extension du projet aux départements d'outre-mer.

D'après M. le Ministre des Affaires Economiques et Financières, le coût de l'extension n'est que de 600 millions. Mais pourquoi employer le terme "des vieux salariés".

M. LE PRESIDENT.- Dans les départements d'outre-mer, il n'y a qu'une seule caisse payant l'allocation aux vieux travailleurs salariés. La différence de termes n'a donc pas de conséquences pratiques.

La Commission adopte l'article 19.

Article 20 -

M. ARMENGAUD.- C'est l'extension du régime des allocations à l'Algérie. Le coût en serait de 10 milliards.

La Commission adopte l'article 20.

Articles 21, 22, 23 -

Pas de modification à proposer.

La Commission adopte les articles 21, 22 et 23.

Article 24 -

M. ARMENGAUD.- Je propose de rétablir le texte initial ainsi conçu :

" Les dispositions de l'article 2 de la loi du 22 août 1950 sont étendues aux organismes créés par la loi du 17 janvier 1948 et aux autres organismes d'assurances vieillesse agricole.

La Commission adopte l'article 24.

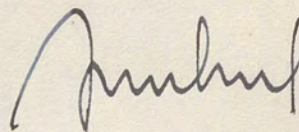
Articles 25, 26, 26 bis, 27 et 28.-

Pas de modification à proposer.

La Commission adopte ces articles.

La séance est levée à 11 heures 50.

Le Président,



Pas de communiqué  
à la presse

Suppléants: MM. BROUARD, GARRAUD.

Excusé: M. MASTEAU.

Absents: MM. AUBREY, BOUTEY, COMTE DE BOURGEOIS, DESSAINT, FICHET, FOUSSIER, GARRAUD, KALINZARA, LAFRANCO, L'HUILLIER, LAMOTTE, MARQUET, MASTEAU, PÉRISSOL, ROUILLON, TROUPEL, VIGIER.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

C O M M I S S I O N   d e s   F I N A N C E S

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Réunion commune avec la Commission du Travail

— ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ —

Présidence de M. THARRADIN, Vice-Président de  
la Commission du Travail

— • — • — • — • —

2ème Séance du Jeudi 17 M A I 1956

— :: — :: —

La séance est ouverte à 16h.40

- :-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, CHAPALAIN,  
COURRIERE, LAMARQUE, LITAISE, DE MONTALEMBERT, PAULY,  
PELLENC, PRIMET, ROUBERT.

Suppléants: MM. BROUSSE, RAYBAUD.

Excusé : M. MASTEAU.

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, L'HUILLIER, LONGUET, MAROGER, MASTEAU, PESCHAUD, ROGIER, TINAUD, WALKER.

Ordre du Jour

- COMMISSION des FAMILIERS
- Audition de M. GAZIER, Ministre des Affaires sociales sur le projet de loi A.N. 443 (année 1955-1956) portant institution d'un fonds national de solidarité.

Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

o o  
o

COMPTE-RENDU

La séance est ouverte à 10 h. 25  
(Voir Compte-rendu de la Commission  
du Travail)

Présents : MM. ALBIS, ARMENGAUD, BERTHOIN, BENOÎT, CHATAIGNIER,  
BOURDEAU, FERRAS, GOURRIER, J. L. LAFITTE,  
GABARD, LITAT, LONJUMET, MARTEL, M.  
M. LAMBERT, PAILLON, PRINCE, ROBERT,  
TIRAU.

Suppléants : MM. AUBERT, Paul CHATAIGNIER, CLAUDE, MARTIN.

Absents : MM. AUBERT, BOUDET, DUBOIS, FOUSSON,  
KALINZARA, LAFARRE, LAMBERT, L'HUILLIER,  
MARTEL, PAULY, PENNARD, ROGER, VALER.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

1ère séance du mercredi 23 Mai 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 h. 25

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, FLECHET, GASPARD, LITAISE, LONGUET, MASTEAU, de MONTALEMBERT, PELLENC, PRIMET, ROUBERT, TINAUD.

Suppléants : MM. AUBERT, Paul CHEVALLIER, CLAIREAUX, MONICHON.

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, DEBU-BRIDEL, FOUSSON, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, MAROGER, PAULY, PESCHAUD, ROGIER, WALKER.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

- Avis sur le projet de loi n° 443 (année 1955-1956) portant institution d'un fonds national de solidarité - Article 1er - Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

o  
o o  
COMPTE-RENDU  
-----

M. le PRESIDENT rappelle que deux séances ont déjà été tenues et deux ministres entendus sur le sujet, M. Gazier Ministre des Affaires sociales et M. Ramadier, Ministre des Affaires Economiques et Financières.

En tenant compte des informations obtenues, il s'agit d'examiner l'article premier du projet relatif au financement proprement dit du fonds.

M. ARMENGAUD, rapporteur pour avis. - Avant de voir les différentes recettes possibles, il faudrait que la Commission prit d'abord une décision sur l'équilibre recettes et dépenses du projet.

M. PELLENC, rapporteur général, voudrait démontrer qu'il n'est pas utile, et peut-être dangereux, de vouloir financer le fonds par des impôts nouveaux. Cela peut paraître paradoxal mais créer ce mécanisme du fonds de solidarité c'est séparer du budget général une fraction de celui-ci et donner une solution particulière à un problème sans s'occuper de la répercussion inévitable sur la situation économique du pays.

Il convient donc de rapprocher ce fonds ~~du~~ du budget général car, en fait, le but de la création de ce fonds est simplement d'éviter la répercussion sur les prix, d'augmentations/ou créations d'impôts. Dans les circonstances présentes le grand danger économique est une montée des prix et le déclanchement de l'échelle mobile des salaires.

Or, ce qui augmente la pression sur les prix est l'accroissement de la masse du pouvoir d'achat non compensé par l'accroissement de la masse des biens achatables. Les chiffres montrent que l'augmentation de la circulation est supérieure à l'augmentation des biens consommables ; 600 milliards de pouvoir d'achat supplémentaires sont jetés cette année sur le marché. Il y aurait également 600 milliards d'augmentations du revenu national si la progression économique restait constante. Il n'y a donc pas de danger immédiat réel mais ces chiffres seront affectés par les milliards nécessaires à l'indemnisation des dommages causés par les calamités

.../...

agricoles et au financement des opérations en Algérie. 300 milliards de produits achatables seraient peut-être seulement cette année à placer en face des 600 milliards d'augmentation du pouvoir d'achat. En admettant que ces 600 milliards représentent seulement 10 à 12% de l'ensemble du pouvoir d'achat, il y aurait cependant une montée des prix de 10 à 12% au moins.

Le retour à l'équilibre pourrait se faire d'une façon classique par l'augmentation des prix mais l'échelle mobile jouera nécessairement et ce sera le début de la course entre les salaires et les prix.

Dans le cas présent, on peut créer des impôts nouveaux pour éviter le déficit du budget. Cela ne changera rien à la pression inflationniste. Il n'y aurait de changement que si les revenus distribués en plus étaient repris, d'une manière ou d'une autre par l'Etat ; le Gouvernement estime que, sur les 100 milliards distribués, 50 milliards seulement seront lancés sur le marché de la demande, les 50 autres étant supportés par la communauté, les sociétés par exemple. Mais, même ces 50 premiers milliards contribueront inévitablement à accroître la pression sur les prix. Alors quelles mesures imaginer pour diminuer cette pression ?

- Réduire les dépenses de l'Etat et ramener le chiffre absolu du budget de l'Etat, des entreprises nationales de de la Sécurité sociale à un niveau qui ne soit pas dangereux pour l'équilibre économique.

Conclusion : il faut réorganiser les régimes de la Sécurité Sociale et de l'assurance vieillesse afin de permettre l'économie de plusieurs dizaines de milliards.

Il est impossible de dire au Gouvernement : "Faites d'abord ces réformes." Mais on peut lui dire : "Faites-les dès maintenant." Sur les 8.500 milliards que l'Etat dépensera dans l'année, ne serait-il pas possible de trouver un ou deux pour cent d'économies ?

Revenant à l'article premier du projet, M. le RAPPORTEUR GENERAL estime qu'il faudrait établir un texte tel que, si la suppression de certaines taxes prévues et votées par le Conseil de la République était décidée, par l'Assemblée Nationale, le texte ne soit cependant pas mutilé et que le cadre même subsiste.

Ainsi, retenant une idée émise par M. Berthoin, il propose de fonder un compte spécial du Trésor. Ce serait le câble qui, même si tous les impôts présentés par le Gouvernement étaient repoussés, permettrait de financer les dépenses entraînées par le fonctionnement du fonds.

En effet, un compte spécial peut être alimenté par des avances de Trésorerie, En attendant qu'il le soit par des fonds provenant d'économies réalisées grâce à la révision des régimes d'assistance et à la réduction des dépenses administratives. Ces économies, en particulier réalisables sur les régimes d'assistance, pourraient atteindre 50 à 60 milliards.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose un texte d'article premier répondant à ces préoccupations et tendant à la création d'un compte spécial du Trésor alimenté :

- 1° - par des économies
- 2° - par des taxes ou impôts nouveaux.

M. ALRIC. - Il est exact que l'équilibre budgétaire n'est pas suffisant pour arrêter la dégradation monétaire. La théorie quantitative des rémunérations (poids rémunérations sur les prix) est exacte. Tous les Gouvernements l'ont reconnu mais, dans les faits, il n'en tiennent jamais compte. Peut-être un jour les idées saines finiront-elles par triompher.

M. BERTHOIN. - Le problème est celui-ci : voterez-vous des taxes nouvelles ou non ?

La formule du compte spécial est bonne mais les recettes prévues provenant de réformes à faire sont hypothétiques; alors comment alimenter le fonds autrement que par des impôts ou par des avances de l'Etat, c'est-à-dire par l'inflation.

M. le PRESIDENT pense que la création d'un fonds spécial obtiendra l'adhésion du Gouvernement lui-même mais, en fait, il faut déterminer quelles seront les ressources du fonds.

M. ARMENGAUD s'inquiète de la procédure préconisée par M. le Rapporteur Général. L'affectation des économies obtenues par l'Etat est problématique. Il préférerait adopter le texte de l'article premier du projet, la solution de M. Berthoin lui semblant, en effet, entretenir des illusions sur le financement.

M. le PRESIDENT. - L'opinion publique considère déjà le fonds comme une réalisation acquise. Le système proposé par M. Pellenc permettra peut-être plus facilement l'accord avec l'Assemblée Nationale que l'adoption ou le rejet pur et simple de l'article premier du projet.

.../...

En fait, ce n'est qu'une question de présentation mais c'est une question importante cependant.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose à la Commission d'adopter sa proposition d'article premier dont il donne lecture :

"Jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la réforme générale de l'assurance-vieillesse - pour laquelle un projet de loi devra être déposé avant le 31 décembre 1956 - il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale intitulé : "Versement au Fonds national de solidarité" géré par le Ministre des Affaires Economiques et Financières.

Ce compte retrace :

- en recettes :

- 1° - le produit des ressources fiscales instituées par l'article 4 de la loi n° 56-331 du 27 mars 1956 (1)
- 2° - le produit des ressources fiscales instituées par les articles 1 à 3 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953. Toutefois, celles-ci ne seront prises en compte qu'après achèvement des opérations prévues à l'article 4 de ladite loi (2)
- 3° - une fraction, dont le montant sera déterminé chaque année par arrêté conjoint du Ministre des Affaires économiques et financières et du Ministre des Affaires sociales, de l'excédent, par rapport aux évaluations de la loi de finances, des ressources fiscales budgétaires,
- 4° - une fraction, dont le montant sera déterminé chaque année par arrêté conjoint du Ministre des Affaires Economiques et Financières, du Ministre des Affaires sociales et du Ministre chargé de la réforme administrative, des économies réalisées au titre de la réforme administrative.
- 5° - Les économies réalisées par la coordination des diverses mesures d'assistance.
- 6° - un prélèvement sur le produit des impôts et taxes établis à titre provisoire jusqu'à la mise en vigueur du projet de loi visé au premier alinéa du présent article et résultant des mesures édictées ci-après :

.....

(1) 5 milliards en 1956 - 7 en année pleine.

(2) 25 milliards en 1957 - 60 en année pleine.

M. CHAPATAIN. - Le remboursement des emprunts de l'Etat par la Caisse autonome laisse des disponibilités. Pourquoi ne pas les utiliser ?

M. COUDE DU FORESTO. - La rédaction du 6° de l'article proposé par M. PELLENC laisse au Gouvernement le soin de décider, compte tenu des ressources prévues aux 5 autres paragraphes, un prélèvement sur le produit des taxes du 6ème alinéa.

M. MASTEAU. - S'il s'agit d'un prélèvement, cela signifie que l'excédent ira au financement du budget général, sous couvert de créer des ressources pour le fonds. Ce texte crée des ressources destinées au budget général. Il ne peut donner son approbation à une telle procédure.

M. BERTHOIN. - Justement, il faut éviter que l'excédent ne soit affecté au fonds.

La Commission adopte les cinq premiers paragraphes du texte de l'article premier proposés par M. le Rapporteur Général.

M. ARMENGAUD examine les différentes sources de recettes : impôts nouveaux ou augmentations de taxes existantes proposées par le Gouvernement :

- 1° - Majoration d'un décime de l'impôt sur le revenu
- 2° - Majoration d'un décime de l'impôt sur les sociétés.

M. CHAPALAIN donne son accord à la suppression des augmentations prévues de l'impôt général sur le revenu qui accroîtrait les inégalités déjà existantes dans la répartition de l'impôt. Quant à l'impôt sur les sociétés, il estime la majoration d'un décime raisonnable. Il y ajouterait même une taxe sur les bénéfices non distribués.

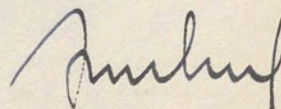
M. COUDE DU FORESTO n'acceptera pas le décime sur les sociétés.

M. BERTHOIN. propose qu'un Commissaire du Gouvernement assiste à la prochaine séance pour donner toutes informations utiles.

La Commission adopte cette proposition.

La séance est levée à 12 heures 45.

Le Président,



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du jour

- Avis sur le projet de loi n° 441 (amendé 1955-1956) portant institution d'un Fonds national de solidarité.  
Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

COMPTE-RENDU

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

M. ARMENGAUD, rapporteur pour avis, résume les mesures de financement de la Solidarité Nationale :

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

2ème séance du mercredi 23 Mai 1956

- Majoration d'un dégrèvement de l'impôt sur les sociétés ..... 29

- Supplément de la séance est ouverte à 15 h. 45  
- Réduction de l'impôt sur les loyers ..... 20

- Réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises ..... 4

- Taxe annuelle sur les véhicules automobiles ..... 23

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, FLECHET, GASPARD, LITAISE, LONGUET, MASTEAU, de MONTALEMBERT, PELLENC, PRIMET, ROUBERT, TINAUD.

Suppléants MM. Paul CHEVALLIER, MONICHON.

Assistaient en outre à la séance : M. de VILLOUTREYS (au titre de la Commission de la Production industrielle)

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, DEBU-BRIDEL, FOUSSON, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, MAROGER, PAULY, PESCHAUD, ROGIER, WALKER.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Ordre du Jour

-2

- Avis sur le projet de loi n° 443 (année 1955-1956) portant institution d'un Fonds national de solidarité. - Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

COMPTE-RENDU

M. ARMENGAUD, rapporteur pour avis, résume les mesures de financement adoptées par l'Assemblée Nationale :

Milliards de Frs

- Majoration d'un décime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive).....	37,7
- Majoration d'un décime de l'impôt sur les sociétés .....	29
- Suppression de l'exonération des majorations de loyers .....	20
- Surtaxe sur les apéritifs à base d'alcool.	4
- Taxe annuelle sur les véhicules automobiles	25
- Majoration des droits de timbre (15% en moyenne) .....	2,6
- Majoration de 50% de l'impôt sur les opérations de bourse .....	4,5
- Taxe sur les produits de luxe .....	3
- Taxe sur les mutations à titre gratuit ...	10
Totaux .....	<u>135,8</u>

A ajouter :

Recettes prévues par la loi du 27 mars 1956 (réduction de la marge de raffinage et taxe sur le supercarburant).....

7

Totaux généraux

142,8

.../...

Il suggère ensuite à la Commission les taxes nouvelles suivantes :

	<u>milliards de frs</u>
- Pari-mutuel .....	6
- Bouilleurs de crû .....	5
- Publicité routière .....	3
- Dégrèvement des investissements productifs .....	15 à 20
- Taxe sur les mutations à titre gratuit.	10
- Suppression de l'exonération des majorations de loyers .....	15
- Taxe sur les autos, scooters et vélomoteurs .....	27
- Suppression du quotient familial ou imposition des allocations familiales....	15
- Taxation des salaires agricoles .....	15
- Droit de timbre (sauf contrats de capitalisation et d'épargne) .....	2
	-----
	II3 à II9

à ajouter :

- Recettes affectées au remboursement des avances de la Banque de France .....	25
	-----
TOTAL .....	I38 à I43

en plus :

- Recettes déjà votées (majoration de 10%)	7
	-----
TOTAUX GENERAUX .....	I45 à I50
	=====

M. COUDE DU FORESTO propose une méthode de travail : d'abord examiner les propositions du Gouvernement et montrer leurs inconvénients et remplacer les ressources refusées par de nouvelles taxes.

Pour sa part, il n'acceptera pas la taxe sur les produits de luxe, la taxe spéciale sur les mutations à titre gratuit. Par contre, il acceptera une taxation des scooters, la majoration du prélèvement sur le pari-mutuel urbain et la taxation de la publicité routière.

M. le PRESIDENT propose d'examiner une à une les majorations de taxes ou taxes nouvelles prévues par le projet.

.../...

Taxe proportionnelle et surtaxe progressive.

M. BOUSCH pense qu'augmenter la taxe proportionnelle c'est influencer sur les prix. Donc, il ne peut en voter l'augmentation.

M. le PRESIDENT propose le vote par division de l'article premier et met aux voix la majoration d'un décime de la taxe proportionnelle.

La Commission repousse la majoration, par 12 voix contre 11.

M. le PRESIDENT met ensuite aux voix la majoration d'un décime de la surtaxe progressive.

La Commission adopte la majoration, par 12 voix contre 11

M. le PRESIDENT signale qu'il a reçu un amendement de M. CHAPALAIN et de M. COUDE DU FORESTO relatifs à l'impôt sur les sociétés.

L'amendement de M. Chapalain tend à grever plus lourdement les bénéfices des sociétés de capitaux proprement dites et à détaxer les revenus réinvestis:

" A - Le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à 40% pour la fraction du bénéfice qui n'excède pas 5% du montant des capitaux engagés dans l'entreprise.

" Ce taux est porté à 44% pour la fraction du bénéfice comprise entre 5% et 10% du montant des capitaux engagés et à 50% pour la fraction du bénéfice excédant 10% du montant desdits capitaux.

"La notion de capitaux engagés est limitativement fixée au capital social libéré et à l'ensemble des réserves.

" B - Une réduction de 15% du taux de l'impôt est accordée :

1°) pour la fraction des bénéfices réinvestis par l'entreprise dans le cadre du programme fixé par le plan de modernisation et d'équipement.

2°) Aux sociétés à responsabilité limitée dont les gérants sont majoritaires ou dont le capital appartient à concurrence de 75% au moins à un groupe familial."

M. le PRESIDENT met aux voix l'amendement de M. Chapalain.

La Commission adopte l'amendement par 15 voix contre 7.

.../....

M. Coudé du Foresto a déposé un amendement à l'article premier du projet afin d'éviter la rétroactivité de l'impôt sur les sociétés.

La Commission adopte l'amendement par 15 voix contre 6.

M. le PRESIDENT précise que l'impôt sur les sociétés est voté sous la forme de l'amendement de M. Chapalain.

Suppression de l'exonération des majorations de loyers :

M. ARMENGAUD propose de limiter cette suppression aux locaux commerciaux.

M. MASTEAU. - Attention au danger de travailler contre la politique du logement. L'abrogation de l'article 237 est une entrave de plus, même pour les loyers commerciaux.

M. BERTHOIN estime qu'il faut maintenir l'exonération de l'article 237 et, en ce qui concerne les loyers des locaux d'habitation.

M. MONICHON. - Pour favoriser la politique de l'habitat, il faudrait refuser toute suppression de l'exonération aussi bien pour les loyers commerciaux que pour les loyers des locaux d'habitation.

M. le PRESIDENT met aux voix la proposition de M. Armengaud.

La Commission adopte cette proposition par 10 voix contre 9.

M. ARMENGAUD. - Le Gouvernement propose une surtaxe sur les apéritifs à base d'alcool. Cette surtaxe pourrait être remplacée par une imposition des bouilleurs de cru.

M. PRIMET propose le retour au régime du forfait pour les bouilleurs de cru, comportant une taxation au pied de vigne et la liberté de distiller, système qui existait avant-guerre.

M. ARMENGAUD se rallierait à la proposition de M. Primet.

La Commission admet, jusqu'à plus ample informée le principe de l'amendement de M. Primet et réserve cet alinéa de l'article premier relatif aux droits sur l'alcool.

M. COUDE DU FORESTO propose un amendement tendant à la taxation des eaux minérales, à raison de 6 francs le litre.

M. FLECHET. - Les Compagnies productrices d'eaux minérales ne sont pas florissantes. La taxe se traduira en fait par une augmentation supérieure à 6 frs le litre.

.../.

La Commission adopte par 15 voix contre 2 l'amendement de M. Coudé du Foresto.

M. ARMENGAUD propose d'adopter la taxe sur les véhicules à moteur au taux maximum de 8.000 francs prévu par le Gouvernement et d'ajouter une taxe sur les scooters et vélomoteurs, au taux de 2.000 francs.

M. PRIMET votera contre la taxe sur les vélomoteurs car ce sont les seuls moyens de transport à la portée des ouvriers

M. le PRESIDENT propose de ne taxer que les scooters et motos d'une cylindrée égale ou supérieure à 125 cm<sup>3</sup>.

La Commission adopte cette proposition.

M. ARMENGAUD demandera des explications du Ministre~~re~~ relatives aux exonérations de taxe sur les véhicules à moteur et propose de supprimer : "Et notamment en ce qui concerne les véhicules de fabrication ancienne et certains véhicules à usage professionnel."

Ce sera au Gouvernement à fixer les cas d'exonération de paiement du droit.

La Commission adopte la proposition, par 13 voix contre 11.

M. ARMENGAUD. - Majoration de 15% en moyenne des droits de timbre : l'Assemblée Nationale a fait excepter les permis de chasse et de pêche et les cartes grises.

Il propose d'excepter également les contrats d'épargne et de capitalisation.

La Commission adopte la proposition.

M. ARMENGAUD. - Majoration de 50% du droit prévu à l'article 974 du Code Général des Impôts sur les opérations de Bourse. Il propose de supprimer cette majoration adoptée par l'Assemblée Nationale qui freinera les opérations de Bourse.

M. COURRIERE. - Psychologiquement il n'y a pas de raison<sup>de</sup> ne pas frapper les opérations de Bourse.

M. LONGUET. - 1 pour mille ne freinerait certainement rien.

La Commission adopte la majoration de 50 %, par 16 voix contre 6.

.... / ....

M. ARMENGAUD. - Taxe sur certains produits de caractère somptuaire :

Il propose de supprimer cette taxe.

La Commission adopte cette proposition.

M. ARMENGAUD. - Taxe sur les mutations à titre gratuit :

Il estime que la taxation est assez modérée et propose de l'adopter.

M. de MONTALEMBERT. - Actuellement, l'exonération des successions est de 5 millions par conjoint et 3 millions par enfant existant ou représenté. Sur 300.000 successions, exonérées par an, 30.000 seraient intéressées.

M. MONICHON. - La taxation des petites successions rurales conduira au morcellement du patrimoine.

La Commission repousse, par 13 voix contre 11, la proposition de M. Armengaud.

M. ARMENGAUD rappelle que, dans l'article premier adopté lors de la précédente séance et résultant de l'acceptation par la Commission du texte proposé par M. PELLENC, Rapporteur Général, sont déjà adoptés :

- prise en compte des recettes de la loi du 27 mars 1956, réduction de la marge de raffinage et taxe sur le supercarburant ..... 7 milliards.
- prélèvement sur les recettes de la loi du 11 juillet 1953 après remboursement total des avances de la Banque de France ..... 25 milliards

La séance est suspendue à 18 heures 20.

Toutefois, pour bénéficier de cette exonération, le contribuable devrait verser au Fonds national de la vieillesse une quote-part, la moitié ou les trois quarts par exemple de la diminution d'impôt dont il bénéficierait.

M. LE PRÉSIDENT pense que les suggestions de M. Armengaud sont intéressantes mais difficiles à introduire dans ce texte.

Il propose de ne pas les retenir pour l'instant.

La séance est reprise à 17 heures 45.

M. ARMENGAUD. signale que les majorations d'impôts et taxes nouvelles votées jusqu'ici équivalent à un revenu de 117 milliards par année pleine. Etant donné que 147 milliards sont nécessaires au financement du Fonds, la différence est donc de 23 milliards.

Il propose d'établir différentes taxes nouvelles.

D'abord une taxation de la publicité routière dont le produit serait de 3 milliards. C'est la reprise du texte intégral voté par le Conseil de la République lors du financement du "petit" fonds vieillesse.

La Commission adopte cette proposition.

M. ARMENGAUD propose une majoration de 10% du prélèvement sur le pari mutuel urbain qui pourrait produire 6 milliards

M. BERTHOIN.- Ce serait encourager les bookmakers.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait revoir tout le problème des jeux. Il semble toutefois judicieux de remplacer la taxe de luxe par une taxe sur le pari mutuel. Une majoration de 5% rapporterait 3 milliards et serait peut-être suffisante.

La Commission adopte la majoration de 5%.

M. FLECHET propose de reprendre un amendement de M. Giscard d'Estaing, majorant le prix des tabacs de luxe. Le produit de la majoration serait de 11 milliards.

La Commission adopte la proposition.

M. ARMENGAUD. propose un aménagement de la surtaxe progressive. Le système consisterait à permettre aux contribuables ~~de~~ déduire de son revenu net imposable dans la limite d'un plafond qui pourrait par exemple, être fixé à 10% de son revenu, les sommes qui seraient investies pour une durée minimum de 5 ou 10 ans dans des investissements approuvés par l'Etat.

Toutefois, pour bénéficier de cette exonération, le contribuable devrait verser au Fonds national de la vieillesse une ~~note~~ quote-part, la moitié ou les trois quarts par exemple de la diminution d'impôts dont il bénéficierait.

M. LE PRESIDENT pense que les suggestions de M. Armengaud sont intéressantes mais difficiles à introduire dans ce texte.

Il propose de ne pas les retenir pour l'instant.

La Commission décide de ne pas retenir les suggestions.

M. LE PRESIDENT introduit MM. Milin, Huguet, Normand, Commissaires du Gouvernement, qui donnent certaines informations chiffrées sur le produit des impôts sur les sociétés (amendement de M. Chapalain).

M. LE PRESIDENT.- Le produit de l'amendement, tel qu'il se présente, serait donc de l'ordre de 30 milliards.

D'autre part, la Commission désirerait certaines informations sur le forfait en matière de bouilleurs de cru.

D'après les renseignements donnés par le Ministère, cela représenterait 200 francs par litre, soit 2000 francs pour chaque bouilleur puisque chacun a droit à 10 litres d'alcool pur.

M. LE PRESIDENT demande, en ce qui concerne la surtaxe quelles seraient les conséquences de la suppression du quotient et l'introduction d'un abattement de 100.000 francs par personne à charge ~~représenterait 16,5 milliards.~~

M. BERTHOIN.- Cela ne sera jamais accepté.

M. ARMENGAUD récapitule les différentes ressources votées par la Commission :

Nature des recettes	:Rendement en :année pleine à :partir de 1957 : (en milliards de : frs)
- Majoration d'un décime de la surtaxe progressive (texte A.N.)	20,5
- Impôt progressif sur le bénéfice des sociétés	21
- Suppression de l'exonération des ma- jorations de loyers en ce qui concerne seule- ment les locaux industriels et commerciaux (reprise partielle du texte A.N.)	12
- Taxe de 6 frs par litre sur les eaux minérales	4,8

Nature des recettes	: Rendement en : année pleine à : partir de 1957 : (en milliards de : frs)
- Taxe annuelle sur les véhicules automo- biles (texte A.N.) au taux moyen de 8.000 frs par véhicule	25
- Taxe sur scooters et cyclomoteurs de cy- lindrée supérieure ou égale à 125 cm <sup>3</sup> (taux moyen 2.000 frs)	1
- Majoration des droits de timbre (15% en moyenne) sauf en ce qui concerne le permis de chasse, les cartes grises (texte A.N.) et les contrats d'épargne et de capitali- sation	2,5
- Majoration de 50% de l'impôt sur les opé- rations de bourse (texte A.N.)	4,5
- Taxe sur la publicité dont le principe avait été voté par le Conseil de la Répu- blique lors de la récente majoration des allocations vieillesse.	3,--
- Majoration de 5% du prélèvement sur le pari mutuel urbain	3,--
- Majoration du prix des tabacs de luxe	11
- Prise en compte des recettes de la loi du 27 mars 1956 (réduction de la marge de raffinage et taxe sur le supercarburant)	7
- Prélèvement sur les recettes de la loi N° 53-6II du 11 juillet 1953 après rembour- sement total des avances de la Banque de France	25
- Excédent des ressources fiscales budgé- taires par rapport aux évaluations de la loi de finances	mémoire
- Economies résultant de la réforme admi- nistrative	id.
- Economies résultant de la coordination des diverses mesures d'assistance	id.
Total .....	140,3
	: = =====

Il propose d'ajouter à la fin de l'article 4 "les dépenses entraînées par l'application du présent paragraphe sont couvertes dans les conditions prévues dans la loi précitée du 10 juillet 1952.", afin d'éviter le double emploi dans l'attribution des allocations.

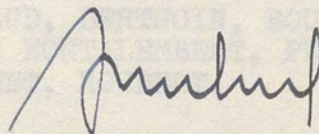
La Commission adopte les modifications de l'article 4.

M. LE PRESIDENT propose d'adopter l'ensemble de l'article premier, avec les modes de financement ci-dessus.

La Commission adopte l'ensemble du projet par 10 voix et 11 abstentions.

Séance du samedi 26 mai 1956  
La séance est levée à 19 heures 45.

Le Président,



Pas de communiqué  
à la presse

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

Séance du samedi 26 mai 1956

La séance est ouverte à 5 heures.

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, L'HUILLIER, de MONTALEMBERT, PELLENC, PESCHAUD, PRIMET, ROUBERT.

Suppléants : MM. MONICHON, PLAÏT, RAYBAUD, ROCHEREAU.

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, LITAISE, LONGUET, MASTEAU, PAULY, ROGIER, TINAUD, WALKER.

Ordre du Jour

- Examen d'amendements au projet de loi N° 443 (année 1955-1956) portant institution d'un fonds national de solidarité.

Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

COMPTE-RENDU

M. ARMENGAUD, rapporteur pour avis, indique à la Commission la récapitulation des recettes actuellement votées par le Conseil de la République et qui font contrepartie à 70 milliards de dépenses pour l'année 1956 et à 140 milliards en année pleine.

Financement du Fonds de solidarité. (Résultat des votes)

	<u>1956</u>	<u>1957 et suivantes</u>
Article 4 de la loi du 27 mars 1956 (Petits fonds vieillesse).....	5	7
Loi du 11 juillet 1953 ( avances de la Banque de France) .....	"	25
Un décime sur la surtaxe progressive.	17	20,7
Impôt progressif sur les sociétés	repoussé	repoussé
Réintégration des revenus locatifs d'immeubles commerciaux.....	repoussé	repoussé
Taxe automobile .....	repoussé	repoussé
Taxe scooters .....	repoussé	repoussé
20% sur les droits de timbre .....	1,7	2,5
Impôt de bourse .....	2,5	4,5
6 francs par litre sur eaux minérales	repoussé	repoussé
Taxe sur la publicité .....	1	3
Prélèvement PMU porté de 14 à 19%....	1,5	3
Tabacs de luxe .....	5,5	11
	-----	-----
	34,2	76,7
	=====	=====

M. BERTHOIN, constatant le déséquilibre entre les recettes et les dépenses ainsi mis en évidence, estime, pour sa part, que l'article premier de la loi de finances est incontestablement applicable mais ceci n'est pas une constatation suffisante car les sénateurs doivent agir maintenant, non plus en techniciens mais en hommes politiques, en tenant compte des réactions de l'opinion publique comme des nécessités de l'intérêt national et, par conséquent, doivent parvenir à une solution de conciliation.

M. de MONTALEMBERT déclare que les consignes données par la plupart des membres des différents groupes sont, à l'heure actuelle, extrêmement formelles. Il ne lui paraît pas possible que les présents puissent, de leur propre initiative, modifier ces positions. Si le débat était renvoyé à mardi prochain, peut-être la ou les solutions envisagées par M. Berthoin pourraient-elles être dégagées en mettant les groupes en face de leurs responsabilités.

M. le PRESIDENT déclare qu'à son avis il faut absolument renvoyer à l'Assemblée Nationale un texte équilibré, sinon étant donné l'ambiance actuelle assez défavorable au Conseil de la République et les projets de réforme constitutionnelle et de réforme budgétaire en cours, les conséquences pourraient être très graves pour le sort même du Conseil de la République.

Par ailleurs, en ce qui concerne la date, le Président du Conseil semble engagé devant l'Assemblée Nationale pour mardi prochain dans un débat sur l'Algérie. Il ne peut répondre, dans un même débat, au Conseil de la République, le même jour. Il semble donc que mardi prochain serait une séance libre.

La Commission des Finances pourrait prendre l'engagement d'amener un texte à cette date devant le Conseil de la République.

M. BERTHOIN. - Sur le fond même du problème, sans peut-être prétendre à une solution définitive, il faudrait trouver de quoi nourrir le dialogue avec l'Assemblée Nationale, dialogue qui est imposé par la navette. Si nous renvoyons à l'Assemblée un texte véritablement déséquilibré ou inadmissible, l'Assemblée reprendra son texte, appuyée par le Gouvernement et le dialogue ne pourra s'engager.

Dans le nombre des amendements déposés, on peut remarquer un amendement de M. Deguise qui pourrait fournir l'amorce d'une solution. Il s'agit d'une majoration générale uniforme, d'un taux très modéré, de tous les impôts. La majoration du taux tournerait autour de 3%. Si toutefois

.../.

on trouve que cette majoration est déjà lourde, ce qui est vrai et fait courir le risque d'une grosse incidence sur les prix. Peut-être une majoration du prix de l'essence pourrait-elle être envisagée. Quoi qu'il en soit, nous devons proposer une solution précise.

M. PESCHAUD. - Je voudrais poser une question préalable. Si le Conseil n'arrive pas à voter un article de financement équilibré, devra-t-il émettre un vote sur l'ensemble du projet et le transmettre à l'Assemblée Nationale ?

M. le PRESIDENT. - Certainement pas. Tant que l'article de financement n'est pas équilibré, puisque les dépenses, elles, sont définitivement votées, l'article premier de la loi de finances lui est opposable. Il ne peut donc pas être voté et il en est de même pour l'ensemble.

M. de MONTALEMBERT. - Il y a là une faille de la procédure car, par le jeu de cet article premier de la loi des maxima, le Conseil de la République ne pourrait plus discuter d'aucun texte venu de l'Assemblée Nationale et comportant des ressources nouvelles sans être forcé d'accepter lesdites ressources.

M. PELLENC, rapporteur général. - Cette remarque est judicieuse. Je rappellerai, en effet, le cas de l'amendement Dorey relatif au contrôle fiscal des artisans et commerçants où le Gouvernement avait voulu nous faire accepter l'aggravation des sanctions relatives à ce contrôle en contrepartie d'une augmentation de l'abattement à la base de la taxe proportionnelle.

D'une manière générale, on ne peut tout de même pas concevoir que le Conseil de la République soit obligé de voter des recettes nouvelles puisque, précisément, le projet de loi a pour but de lui demander de les voter.

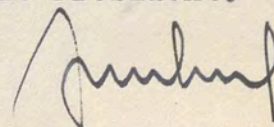
M. BERTHOIN. - Le Conseil n'est pas forcé de voter précisément celles-là mais il est forcé, soit d'en voter d'autres d'un montant équivalent, soit de refuser les dépenses.

J'estime que l'article premier des maxima est une loi fondamentale dans notre système parlementaire.

M. le PRESIDENT Quoiqu'il en soit, je pense que la Commission voudra remettre sa séance à mardi prochain, 15 heures. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 5 heures 40.

Le Président.





Ordre du Jour

-2

- Avis sur le projet de loi A.N. 442 (année 1955-1956) portant institution d'un Fonds national de solidarité.  
Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

COMPTE-RENDU

M. le PRESIDENT rappelle quelles ont été les péripéties du débat devant le Conseil de la République lors de la dernière séance publique.

M. ARMENGAUD avait été chargé d'affirmer que l'article premier de la loi de finances était bien applicable à l'article premier du projet de loi voté puisque celui-ci prévoyait des dépenses sans recettes équivalentes : 140 milliards en dépenses, pour un financement de 28 milliards.

M. ARMENGAUD, rapporteur pour avis. - Une seconde lecture sera demandée sur l'augmentation de la surtaxe progressive.  
M. BOUSCH a déposé un article 28 bis reprenant l'article premier et proposant 1% d'augmentation de tous les impôts.

Comment procéder ?

M. BOUSCH. - La Commission du Travail est saisie au fond. La Commission des Finances doit travailler sur les propositions de la Commission du Travail.

Mme DEVAUD, rapporteur de la Commission du Travail et de la Sécurité Sociale expose le nouveau financement proposé par la Commission du Travail :

- d'abord suppression de l'augmentation de la surtaxe progressive ; ceci pour éviter une deuxième lecture ;

- ensuite, majoration de l'ensemble des impôts de 2%, sauf la taxe à la valeur ajoutée et les droits de douane, pour éviter les répercussions sur les prix et le commerce extérieur.

Les rentrées fiscales étant évaluées à 2.600 milliards, le rendement de la T.V.A. et des douanes à 1.100, il reste 1.500 ou 1.600 milliards sur lesquels portera l'augmentation de 2% au lieu de 1% proposé par M. BOUSCH, qui semble insuffisant.

.../...

M. Bousch proposait également 1% d'économies mais il est difficile d'accepter sa suggestion étant donné les répercussions psychologiques inévitables de la mesure. La Commission du Travail a donc éliminé cette hypothèse.

La Commission du Travail a repris l'abrogation de l'article 237 du Code Général des Impôts limité aux locaux commerciaux ainsi que la taxe sur les voitures et les scooters.

En outre, elle a adopté une taxe sur les voitures immatriculées au nom des sociétés, taxe de 20.000 francs, qui se cumule avec les 8.000 francs déjà établis par l'autre taxe ; l'ensemble fait 28.000 francs, ce qui est peut-être beaucoup mais le principe en est intéressant.

+ 7  
milliards

Une évaluation approximative des ressources préconisées donne 96 milliards provenant des ressources instituées par la loi du 27 mars 1956 et 25 milliards provenant des ressources instituées par la loi du 11 juillet 1953, soit 128 milliards, plus, en 1958, 38 milliards nouveaux, la loi de 1953 produisant alors cet accroissement.

M. PRIMET. - Le dernier débat a laissé une grande amertume. On a pensé plutôt à la politique qu'aux vieux. Le vote de ce fonds est considéré comme une opération politique. Le Groupe communiste propose le financement adopté par l'Assemblée Nationale. Les contribuables faisant des bénéfices élevés et l'Etat responsable de la dégradation de la monnaie doivent supporter les charges du fonds de solidarité. En outre, les ressources destinées au fonds doivent être affectées et se reporter, si elles sont en excès une année, sur les années suivantes.

Parmi les propositions de la Commission du Travail et de la Sécurité Sociale il est difficile d'accepter en particulier l'augmentation générale des impôts. Quant à la taxe sur les scooters et les vélomoteurs, elle est inacceptable si ces engins sont employés par des travailleurs se rendant à leur lieu de travail.

Voilà pourquoi le groupe communiste refusera certains impôts.

M. LAFFARGUE. - En effet, il faut examiner point par point le financement proposé ; certains impôts sont acceptables et d'autres non.

M. BERTHOIN. - Une question préalable : l'Assemblée Nationale suivra-t-elle ou non les propositions que le Conseil de la République est susceptible de faire ? Tout le problème

.../....

est là : si la réponse est négative, pourquoi perdre son temps ? 140 milliards de dépenses sont votés. Les recettes correspondantes ne sont pas trouvées, donc l'article premier de la loi de finances est applicable. Il est inutile de voter des dépenses en disant : "pour le financement, le Bon Dieu y pourvoiera," car le Bon Dieu, c'est le Trésor en matière financière. Le projet est très imparfait. Les 30.000 francs de secours sont insuffisants. En outre, ils sont distribués trop largement. Ceci est le point important. Est-il possible d'obtenir des groupes une modification de leur position et de réaliser un accord sur le financement, au moins pour les deux trimestres prochains. Si oui, examinons les différents modes de financement. Sinon, pourquoi engager des discussions inutiles ?

M. le PRESIDENT propose de suspendre la séance pour permettre aux commissaires d'assister au débat en séance publique sur l'Algérie.

La séance est suspendue à 16 heures 10.

o  
o o

La séance est reprise à 18 heures 55.

M. le PRESIDENT. - La Commission a été saisie de divers amendements par M. René LANIEL.

La Commission décide de ne pas les retenir étant donné le caractère très général des dispositions préconisées.

M. ARMENGAUD revient à la remarque faite par M. Berthoin. Si des dépenses sont votées, il faut trouver les recettes suffisantes. C'est en effet une question préalable. Selon la réponse qui sera donnée, la Commission sera amenée à reconsidérer l'amendement de M. Bousch. Mais il est évident qu'il faut d'abord décider si l'on veut ou non voter les recettes avant d'examiner recette par recette.

M. le PRESIDENT. - Si l'accord des groupes n'est pas obtenu pour un mode de financement, il est en effet inutile d'entrer dans le détail des majorations ou de créations d'impôts.

Il propose que la Commission statue :

1° - sur les propositions de la Commission du Travail.

2° - sur l'amendement Bousch.

3° - Sur le point de savoir, au cas où l'article premier  
.../.

serait invoqué par le Gouvernement, si cet article est applicable ou non.

M. de MONTALEMBERT. - Le projet actuel est fluctuant. Il est bien difficile de voir si l'article premier est applicable.

M. BERTHOIN précise qu'un financement a été voté ; que ce financement est insuffisant, donc que l'article premier est applicable.

M. BOUSCH commente l'amendement qu'il a déposé et qui prévoit, en particulier, des ressources supplémentaires : majoration de 2% de tous les impôts, économies fixées à 1% du montant des dépenses publiques.

Le dernier alinéa de l'amendement supprime le problème de l'application de l'article premier de la loi de finances puisqu'il est rédigé en ces termes : "La date de mise en application de la présente loi sera fixée par le Gouvernement compte tenu des ressources dégagées par la mise en oeuvre des mesures précédentes."

Ce texte permettrait d'organiser un financement sans instituer d'impôts particulièrement nuisibles qui apporteraient de l'eau au moulin des Poujadistes.

M. BOUSCH propose d'exclure de l'augmentation générale de 2% des impôts, les droits de douane et la T.V.A. D'autre part, au lieu d'1% d'économies, on pourrait fixer un chiffre global de 30 milliards.

M. BERTHOIN. - 2% de 1.000 milliards donnent 20 milliards; 3%, en donnant 30, seraient certainement nécessaires.

Sans se faire d'illusions sur le sort des propositions du Conseil de la République devant l'Assemblée Nationale, il s'agit surtout de provoquer une "navette".

Mme DEVAUD. - Je regrette que nous soyons amenés à avouer cela; même entre nous ; et je regrette aussi que nous n'ayons pas le courage de choisir une solution et de nous y tenir.

M. LITAISE. - Puisque ce fonds vieillesse est une charge de solidarité, pourquoi ne pas créer une taxe de solidarité supportée par tous les Français ?

M. BERTHOIN. - Le décime sur les impôts directs a déjà été repoussé.

M. COUDE DU FORESTO. - Une proposition introduisant

.../...

3% au lieu de 10 ne change rien au principe.

M. BOUSCH. - Il faut trouver une centaine de milliards et fixer la date de mise en application en fonction des ressources obtenues. Ainsi l'article premier de la loi de finances ne pourra pas jouer.

La récapitulation des ressources prévues par l'amendement donne :

- Economies.....	30 milliards		
- Taxe sur les opérations de Bourse....	4 milliards,5		
- Taxe sur la publicité .....	3	-	
- Prélèvement pari-mutuel.....	3	-	
- Augmentation du prix des tabacs .....	11	-	
- Augmentation du droit de timbre .....	2	-	,3
- Recettes provenant de la loi du 27 mai 1956 .....	7		
- Recettes provenant de la loi de 1953.	25		
- 3% sur les impôts .....	30	-	

TOTAL ..... 115 milliards, 8

M. BERTHOIN. - Les crédits peuvent être diminués de 1%. En fait, le collectif sera tel que les dépenses réalisées seront quand même régularisées.

M. ARMENGAUD se démet de ses fonctions de rapporteur attendu que la Commission n'a pas retenu ses propositions.

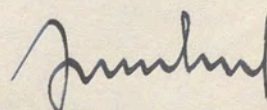
M. le PRESIDENT propose que M. Pellenc, Rapporteur Général rapporte l'avis de la Commission au terme duquel l'article premier n'est applicable, ni à l'amendement de M. Bousch, ni à la proposition de la Commission du Travail.

La Commission adopte cette proposition.

La séance est levée à 20 heures 05.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président;



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION des FINANCES  
(Réunion commune avec la Commission des Affaires Economiques)

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Séance du mercredi 6 Juin 1956

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

La séance est ouverte à 10 heures 10

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, CHAPALAIN,  
COURRIERE, DEBU-BRIDEL, LAFFARGUE, LONGUET,  
MASTEAU, de MONTALEMBERT, PELLENC, PRIMET,  
ROUBERT, TINAUD, WALKER.

Suppléants : MM. CHEVALLIER, FILLON, GONDJOUT, RAYBAUD.

Excusés : MM. BOUSCH, ROGIER.

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, FLECHET,  
FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAMARQUE,  
L'HUILLIER, LITAISE, PAULY, PESCHAUD.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Ordre du Jour

- Proposition de résolution (n° 407, session 1955-1956) relative au décret déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat. - Rapporteur : M. le RAPPORTEUR GENERAL.
- Audition de M. DEFFERRE, Ministre de la France d'Outre-Mer, sur le projet de loi (n° 402, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer

M. DEFFERRE. - Le terme "égalité" employé dans le projet de loi n° 402, session 1955-1956, a été adopté par l'Assemblée Nationale à l'effet de donner un effet sur le terrain.

M. PELLENC, rapporteur général. - Il ne s'agit que de l'égalité des droits, non pas des Assemblées.

o o

COMPTE-RENDU

M. le PRESIDENT suggère d'examiner, avant l'audition de M. le Ministre de la France d'Outre-Mer, la proposition de résolution de M. PELLENC sur le décret portant réorganisation du budget de l'Etat.

La semaine prochaine la Commission aura sans doute à étudier le projet de loi n° 446 - session 1955-1956 - tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956. A l'occasion de ce projet, il semble qu'il n'y ait pas intérêt à engager la discussion sur le fond puisque c'est la Commission de l'Agriculture qui est saisie. Il s'agit plutôt de savoir si l'article premier est applicable ou non.

M. PELLENC estime aussi que la Commission des Finances ne doit pas étudier le fond du projet qui est de la compétence de la Commission de l'Agriculture. La position de la Commission des Finances qui pourrait être en retrait sur celle de la Commission de l'Agriculture n'aurait d'ailleurs pas de chance d'être adoptée par le Conseil.

M. de MONTALEMBERT partage ce point de vue.

o o

Proposition de résolution n° 407 - session 1955-1956 -  
relative au décret déterminant le mode de présentation du budget  
de l'Etat

M. PELLENC, rapporteur général, expose qu'il y a urgence à déposer cette résolution car le Gouvernement est l'objet de sollicitations quasi quotidiennes de la part de la Commission des

.../...

Finances de l'Assemblée Nationale qui lui demande de publier sans délai le décret sur le budget. La Commission des Finances du Conseil de la République a demandé, de son côté, de retarder la publication du décret jusqu'au dépôt de la proposition de résolution. Il serait utile que la Conférence des Présidents proposât le plus tôt possible l'inscription à l'ordre du jour de ladite proposition de résolution.

M. DEBU-BRIDEL. - Le terme "égalité" employé dans le dispositif fera sur l'Assemblée Nationale l'effet du drapeau rouge sur le taureau.

M. PELLENC, rapporteur général. - Il ne s'agit que de l'égalité des droits des Commissions, non pas des Assemblées.

M. de MONTALEMBERT. - Sans doute la proposition de résolution sera renvoyée pour avis à la Commission du Suffrage Universel qui, d'après certaines conversations avec MM. Pernot, Marcihacy et Monnerville, est d'accord sur le fond avec la Commission des Finances.

M. BERTHOIN propose, pour le dispositif, un texte aux termes duquel le décret à intervenir ne devra porter : "ni atteinte, ni restriction à l'égalité actuelle des Commissions vis-à-vis de leurs assemblées respectives."

M. DEBU-BRIDEL se rallie à la formule de M. Berthoin.

La Commission charge M. le Rapporteur Général de la mise en forme de la proposition et adopte la proposition de résolution.

o  
o o

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

REUNION COMMUNE DES COMMISSIONS DES AFFAIRES

ECONOMIQUES ET DES FINANCES DU 6 JUIN 1956.

(Présidence de M. Rochereau)

M. LE PRESIDENT. La séance est ouverte. Je voudrais immédiatement remercier en votre nom M. le ministre Defferre qui a fait preuve de tant de diligence pour venir devant les commissions sénatoriales. Et c'est pour éviter de nouveau déplacement à M. le ministre que nous avons envisagé de tenir une réunion commune de la commission des finances et de la commission des affaires économiques.

Nous sommes très sensibles, monsieur le ministre, à votre obligeance, et je veux remercier aussi M. le président de la commission des finances qui nous offre l'hospitalité mais laisse cependant le président de la commission des affaires économiques présider cette réunion.

Monsieur le ministre, nous serions heureux d'entendre quelques observations et quelques indications de votre part sur la portée exacte de l'article 4 du projet qui nous est soumis. Nous n'entendons pas reprendre la discussion qui a déjà eu lieu au sein de la commission saisie au fond et devant la commission du suffrage universel, mais ce qui nous intéresse, c'est de savoir quelle est l'économie de cet article 4, quels seront les rapports économiques entre la métropole et la France d'Outre-mer. Nous voudrions savoir si vous les envisagez dans les relations ordinaires France - territoires d'outre-mer ou par des liaisons en fonction d'un éventuel marché commun.

Ce sont là les questions qui nous intéressent particulièrement et sur lesquelles nous serions désireux de vous entendre.

M; GASTON DEFFERRE, ministre de la France d'Outre-Mer. Il est tout naturel qu'à l'occasion d'un débat comme celui-ci, le ministre compétent se rende devant vos commissions. Je ne mérite donc pas de remerciements. Je ne fais que suivre une coutume établie depuis longtemps.

En ce qui concerne l'article 4 du texte qui vous est soumis, mes explications seront très simples. Mais je voudrais les faire précéder d'une considération d'ordre général.

Le texte de la loi actuellement soumis au Conseil de la République a pour objet essentiel d'apporter un certain nombre de modifications dans l'organisation politique et administrative des territoires d'outre-mer par la création de conseils de gouvernement et de conseils de circonscription, et par l'extension des pouvoirs des assemblées territoriales.

Mais vous savez comme moi que si les revendications politiques sont celles qui sont les plus ardemment soutenues par les représentants des territoires d'outre-mer et celles qui sont attendues avec le plus d'impatience, ce serait une erreur de notre part d'apporter seulement un certain nombre d'innovations politiques sans s'occuper en même temps des problèmes économiques.

Car il ne suffit pas de donner aux populations des territoires d'outre-mer des libertés politiques, il faut aussi, et c'est indispensable, leur apporter un certain nombre de satisfactions matérielles, j'emploie ce mot à dessein, c'est à dire, dans l'ordre économique, essayer d'élever le niveau de vie, car si on donne à ces populations plus de liberté politique sans rien faire pour améliorer la situation matérielle des hommes et des femmes vivant dans les territoires, un grand mécontentement se développera et, grâce à la liberté politique, se manifestera le cas échéant d'une manière désagréable.

C'est pourquoi, dans l'article 4, nous avons prévu un certain nombre de dispositions d'ordre économique à prendre. Ces dispositions, je tiens à le dire tout de suite, ont essentiellement pour objet de mettre un peu d'ordre dans ce qui existe déjà et de faire fonctionner mieux qu'ils ne fonctionnent aujourd'hui un certain nombre d'organismes également déjà existants.

En réalité, l'intention du Gouvernement est d'abord d'organiser le soutien des productions nécessaires à l'équilibre économique des territoires d'outre-mer. Vous savez que la plupart des produits provenant de ces territoires sont mis sur le marché à un cours supérieur aux prix mondiaux, ce qui provoque de grandes difficultés d'écoulement de ces produits, notamment des produits essentiels comme le cacao et le café, par exemple, qui peuvent très difficilement entrer en concurrence avec les produits analogues provenant des territoires d'outre-mer étrangers.

Pourquoi nos produits sont-ils plus chers? Pour maintes raisons. L'une des principales, aux dires des représentants des territoires d'outre-mer, provient du fait que les territoires importent pour leur consommation intérieure des produits manufacturés en provenance de la métropole qui sont, eux-mêmes, plus chers que ceux qui pourraient être importés de l'étranger. De ce fait, le niveau de vie dans les territoires d'outre-mer est plus élevé et les produits plus chers que si ces territoires étaient alimentés par des produits étrangers.

La métropole absorbe une partie de la production agricole des territoires d'outre-mer et une partie est exportée vers l'étranger. Mes prédécesseurs ont mis sur pied un certain nombre d'organismes destinés à soutenir les cours. Ces organismes ont fonctionné plus ou moins bien car ils sont nés au fur et à mesure que la nécessité s'en faisait sentir et les crédits nécessaires à leur fonctionnement n'étaient obtenus qu'en cours de campagne. C'est ainsi que l'on a pu voir une campagne du café commencer à un certain prix, puis, le soutien des cours ayant été accordé, les conditions de l'achat se sont trouvées modifiées. Il est donc indispensable d'organiser ce soutien des cours pour qu'il soit non seulement méthodique mais encore automatique.

Ainsi, d'une part les producteurs seront assurés d'un certain prix et d'autre part ce soutien des cours fonctionnera dès le début de la campagne. De la sorte, les sommes versées par les contribuables français pour le soutien des cours iront bien à leur véritable destination, c'est à dire aux producteurs. Car il est arrivé que les sommes versées par l'Etat français au titre de ce soutien se soient arrêtées entre les mains des intermédiaires et, dans certains cas, de certaines maisons de commerce.

Le but à obtenir, c'est que chacun y trouve son compte et que les producteurs aient la certitude d'une certaine rémunération.

Un point sur lequel je veux insister particulièrement, c'est l'aide à apporter à la production des fibres textiles d'outre-mer. Le ministère de la France d'outre-mer s'est efforcé de développer cette production. C'est très important notamment pour le coton, ce qui intéresse particulièrement certains de nos territoires. Récemment, le ministère de la France d'outre-mer et le ministère des finances, après une longue discussion, se sont mis d'accord pour allouer un certain soutien aux fibres textiles. J'ai obtenu de mon collègue des finances l'insertion dans le collectif d'une somme destinée à cet effet.

Nous avons aussi le souci de mettre en place une forme moderne de développement rural. Actuellement, il existe dans certains territoires ce que l'on appelle des sociétés de prévoyance ; on en trouve notamment en A.E.F. Le souci du Gouvernement est de développer ces organismes et de leur conférer la plus grande autonomie.

Nous voulons amplifier ce mouvement par la création de sociétés mutuelles et par le développement des sociétés coopératives de production dans les territoires d'outre-mer.

Je n'insiste pas sur cet aspect de la question que beaucoup d'entre vous connaissent bien.

En ce qui concerne l'activité rurale, je voudrais également essayer de développer certaines formes plus appropriées de crédit et d'épargne. Il est envisagé d'étendre l'application de la loi du 24 juin 1950, dite loi Minjoz, aux territoires d'outre-mer. Nous ne nous faisons, certes, pas trop d'illusions. L'épargne dans les territoires d'outre-mer ne peut pas atteindre le volume qu'elle atteint dans la métropole. Par conséquent, même si la loi Minjoz est étendue aux territoires d'outre-mer, on n'en obtiendra pas les mêmes résultats qu'en France.

Par contre, en ce qui concerne le crédit, on se trouve dans cette situation qu'il n'est pas propre aux territoires d'outre-mer, à savoir que les fonds sont, le plus souvent, accordés ~~à ceux~~ pas à ceux qui en ont le plus besoin.

En effet, pour obtenir des crédits, il faut donner beaucoup de garanties, donc disposer de possibilités financières. Or, ce ne sont pas les cultivateurs les plus pauvres, ceux à qui l'on demande de produire davantage, qui peuvent fournir ces garanties. Il faudrait donc mettre sur pied un système de caution mutuelle et de warrant agricole pour développer le crédit agricole.

J'en viens maintenant aux investissements à faire outre-mer et à la façon de les favoriser. Nous n'avons pas le même système que certains pays étrangers. Pour la France, les investissements se font par les fonds publics, par le système du F.I.D.E.S. alors que, dans les territoires d'outre-mer dépendant de pays étrangers, les investissements se font par le secteur privé, comme c'est le cas au Congo Belge par exemple.

Comment développer les investissements privés ? Il y a plusieurs moyens. On peut soit demander aux entreprises travaillant outre-mer d'investir sur place, soit demander aux assemblées territoriales de prévoir s'il serait possible d'accorder certaines facilités fiscales et certains contrats à longue durée.

Le Gouvernement n'entend pas disposer par décret dans ce domaine. Il appartient aux assemblées territoriales qui ont la charge d'établir leur budget, de régler cette question.

Il reste une dernière méthode. L'idée en a été lancée mais pas encore discutée à l'échelon ministériel, et vous comprendrez que le Gouvernement ne peut pas prendre d'engagement à cet égard. Cette idée consisterait à accorder certaines facilités fiscales à des sociétés métropolitaines, à condition qu'elles investissent une partie de leurs bénéfices dans les territoires d'outre-mer.

Ce serait un système extrêmement complexe à mettre en application. Je ne fais donc que le citer pour mémoire.

Il reste, si l'on veut faire un tour d'horizon rapide de la question, à examiner le problème de l'organisation des rapports économiques entre la métropole et les territoires d'outre-mer. La question se présente de la façon suivante, telle qu'elle apparaît à travers les chiffres.

Ces chiffres concernent l'ensemble des pays d'outre-mer et de l'Union française, ce que l'on appelle aujourd'hui les P.O.M.U.F. On y englobe les territoires tels que l'A.O.F., l'A.E.F., Madagascar, Saint-Pierre et Miquelon et les possessions du Pacifique qui font partie de la République, les départements d'outre-mer, ce qu'on appelait autrefois les Etats associés, et également les pays sous mandat et les territoires sous tutelle.

Les POMUF reçoivent 75 % de leurs importations / et 71 % de leurs exportations vont vers la zone franc.

En ce qui concerne les territoires d'outre-mer dont l'étendue est plus restreinte, ils importent 64 % de la métropole et 10 % du reste de la zone franc, c'est à dire des autres territoires. Ils exportent 60 % vers la métropole et 8 % sur le reste de la zone franc.

C'est donc une intégration très poussée. Il y a eu un léger fléchissement en 1954 qui provient d'une réduction du marché d'Indochine et de la baisse du pouvoir d'achat de certains africains consécutive à la baisse des cours de certains produits comme le café et le cacao.

Autre considération à ce sujet. L'augmentation de la production dans les territoires d'outre-mer les a poussés à chercher des débouchés vers l'étranger, ce qui modifie la valeur relative des échanges avec la métropole au point de vue statistique. Cela est vrai notamment pour le café. Le Gouvernement a essayé à cet égard de favoriser l'extension des ventes de café à l'étranger, notamment à destination des Etats-Unis, principalement pour les cafés solubles.

Il s'agit d'essayer d'améliorer la situation et d'organiser les rapports économiques d'une part entre la métropole et les territoires d'outre-mer, et d'autre part au sein de la zone franc.

Je serais très heureux d'avoir les suggestions de vos deux commissions pour la marche à suivre dans ce domaine. Faut-il créer un conseil supérieur du marché commun de la zone franc ? Faut-il prévoir la participation des représentants des territoires d'outre-mer dans le comité monétaire de la zone franc ? Autant de questions qui se posent et ne sont pas résolues. J'aimerais avoir votre avis à ce sujet.

/ de la zone franc

M. le Président Rochereau m'a demandé quand le Gouvernement envisageait l'intégration de cette sorte de marché commun qui existe ~~xxx~~ entre les territoires d'outre-mer et la métropole dans un éventuel marché commun qui pourrait être créé dans le cadre de l'Europe.

La question a été étudiée mais n'a pas encore été résolue. Lors d'une rencontre qui s'est tenue à Bruxelles avant la Conférence de Venise, à laquelle je participais en compagnie du ministre belge des colonies et de M. Spaak, ministre des affaires étrangères de Belgique, la question a été posée.

J'ai dit à cette occasion à nos collègues belges qu'il paraissait impossible que la France entre dans un marché commun sans ses territoires d'outre-mer.

D'abord, nos investissements sont faits sur fonds publics. Ce sont les contribuables français qui doivent supporter un certain nombre de milliards pour les investissements de base dans les territoires d'outre-mer. Or, le Conseil fait presque tous ses investissements sur fonds privés. Si nous entrions dans un marché commun avec nos territoires d'outre-mer, que se passerait-il ? Les autres territoires des pays comme l'Italie, l'Allemagne ou la Belgique laissent leurs territoires d'outre-mer se débrouiller bien seuls avec les autres, alors que eux seuls s'occupent de supporter le poids des investissements sur fonds publics. Il faut donc savoir, en cas de marché européen, comment les investissements seront assurés et quelle part y prendront les pays étrangers pour que la France ne soit pas la seule à supporter cette charge.

Il nous faut ensuite penser à la protection des cours des produits de nos territoires. Le Conseil protège, lui, au mieux possible. Si nous avons entretenu en concurrence avec d'autres territoires d'outre-mer, nous aurons très certainement des problèmes de concurrence. Nous ne pouvons donc pas négliger la protection des cours, car les producteurs étrangers qui ont obtenu des subventions très importantes sur le plan politique.

Il nous faut enfin assurer la protection de l'industrie métropolitaine. Je vous ai dit tout à l'heure que l'industrie métropolitaine exporte vers les territoires d'outre-mer une grande partie de ses produits à des prix supérieurs aux prix nationaux. Si nous avons un marché commun sans l'industrie métropolitaine se trouverait donc dans une situation défavorable par rapport à l'industrie européenne.

Car accepter d'entrer dans le marché commun sans les territoires d'outre-mer, étant donné notamment les chiffres que je viens de vous citer, ce serait créer une coupure brutale, sur le plan économique, entre la métropole et les territoires d'outre-mer, coupure qui aurait certainement des conséquences politiques graves. Il nous est très difficile d'entrer dans un marché commun européen, en raison d'autre part de nos prix de revient.

J'ai enfin ajouté qu'il était inconcevable que la France entre dans un marché commun avec ses territoires d'outre-mer si la Belgique laissait le Congo en dehors de ce marché. La Belgique a donc accepté le principe d'y faire entrer le Congo.

J'ai indiqué qu'en ce qui nous concernait nous posions d'ores et déjà un certain nombre de conditions.

D'abord, nos investissements sont faits sur fonds publics. Ce sont les contribuables français qui, chaque année, fournissent un certain nombre de milliards pour les investissements de base dans les territoires d'outre-mer. Or, le Congo fait presque tous ses investissements sur fonds privés. Si nous entrions dans un marché commun avec nos territoires d'outre-mer, que se passerait-il ? Sans parler ici des très graves problèmes que pose le déplacement de personnes, nous verrions des pays comme l'Italie, l'Allemagne ou la Hollande inonder nos territoires d'outre-mer de produits bien moins chers que les nôtres, alors que ces pays n'auraient pas à supporter le poids des investissements sur fonds publics. Il faut donc savoir, en cas de marché européen, comment ces investissements seront assurés et quelle part y prendront les pays étrangers pour que la France ne soit pas la seule à supporter cette charge.

Nous devons ensuite penser à la protection des cours des produits de ces territoires. Le Congo produit, lui, au cours mondial. Si nous devons entrer en concurrence avec d'autres territoires d'outre-mer, nous serons très défavorisés. Nous ne pouvons donc pas abandonner la protection des cours, car les conséquences économiques qu'aurait cet abandon se manifesteraient très rapidement sur le plan politique.

Nous devons enfin assurer la protection de l'industrie métropolitaine. Je vous ai cité tout à l'heure des chiffres et des pourcentages. L'industrie métropolitaine exporte vers les territoires d'outre-mer une grande partie de ses produits à des prix supérieurs aux cours mondiaux. Si demain un marché commun était institué, l'industrie métropolitaine se trouverait dangereusement concurrencée par d'autres industries européennes.

L'exclusion des territoires d'outre-mer d'un marché commun aurait donc des conséquences politiques très graves. Leur inclusion aurait des conséquences économiques et politiques également graves. C'est pourquoi ce problème ne peut pas être résolu simplement, ni rapidement. En ce qui me concerne, j'en ai posé à Bruxelles. M. le ministre des affaires étrangères, qui disposait de tous les éléments qui lui ont été fournis par le ministère de la France d'Outre-Mer, l'a également posé à Venise. Il n'est loin d'être résolu et il demandera encore beaucoup d'études et de temps.

Telles sont, mes chers collègues, les indications que je voulais vous donner. Je suis évidemment tout prêt à répondre aux questions que vous pourriez avoir à me poser.

M. LE PRESIDENT. Mes chers collègues, je serai votre interprète à tous en remerciant M. le ministre de la France d'Outre-Mer des précisions qu'il vient de nous apporter. Son exposé, qui est clair, confirme certaines des craintes formulées par la commission des affaires économiques à la suite d'un voyage que plusieurs d'entre nous avaient fait il y a à peu près un an. Un certain nombre de problèmes s'étaient posés à nous sur le plan concret, pratique, et je vais les illustrer en prenant quelques exemples.

Au cours de notre voyage, nous avons visité notamment la région de Pointe-Noire. Nous avons été à même de vérifier sur place la qualité des travaux et des études qui étaient envisagés pour la mise en valeur de ce territoire. Nous avons pu constater particulièrement le sérieux des études qui étaient faites pour utiliser le Kouilou comme réserve d'énergie hydraulique. Elles posent des problèmes financiers, bien entendu, mais également des problèmes techniques et économiques.

Parmi ces derniers, il en est un que vous avez souligné: si l'on envisage un équipement à long terme, une certaine stabilité du point de vue douanier et fiscal est nécessaire. Or, il semble - je peux me tromper et je vous demande dans ce cas de rectifier ma thèse - qu'en matière douanière les assemblées territoriales et surtout les grands Conseils soient compétents. Nous pourrions envisager de modifier la structure actuelle de notre système douanier, à condition que cette modification ne nuise pas à la stabilité des équipements à long terme.

Je suppose que le projet du Kouilou se réalise. C'est un projet qui n'est pas élaboré sur un plan exclusivement français. Si mes souvenirs sont exacts, doivent participer à cette œuvre, non pas dans un cadre juridique, mais dans le cadre de l'Europe, un certain nombre d'entreprises européennes et même extra-européennes, pour l'une d'elles tout au moins.

- 13 -

Si ce projet voit le jour, on fera appel à des investissements de type privé en même temps que de type public. C'est une entreprise qui ne peut être envisagée avec sécurité que si l'on maintient une certaine stabilité dans les législations fiscales et douanières.

Un deuxième problème nous avait été signalé sur place : des équipements de cette nature ne peuvent se concevoir avec sécurité que si leur production est en état de concurrence avec n'importe quelle production étrangère similaire. Ceci poserait le problème d'une zone douanière libre - qui se confondrait géographiquement avec le port de Pointe-Noire, par exemple - et celui d'une zone douanière franche dans les rapports avec le Congo belge.

Le Congo belge serait intéressé par l'utilisation de la ligne Brazzaville-Pointe-Noire, banalisée pendant tout le trajet. Pointe-Noire pourrait devenir le port exportateur des produits lourds du Congo belge.

Telle était l'économie du projet dont on nous a parlé sur place. Il posait donc un double problème : un problème douanier dans l'immédiat et un problème douanier à long terme.

Monsieur le ministre, je vais vous poser une question précise. Vous y avez déjà presque répondu tout à l'heure en disant que, par décrets, vous ne prendriez pas de décisions sur le plan fiscal ni, je pense, sur celui de la politique douanière. N'y a-t-il pas lieu de prévoir une harmonisation entre les décisions qui pourraient être prises à l'échelon des grands Conseils, compétants en la matière, et la politique douanière suivie par la métropole ?

M. Georges LAFFARGUE. Monsieur le ministre, ce qui m'a frappé dans votre exposé, c'est la situation des établissements de nos territoires d'outre-mer au point de vue de la compétition internationale, comparativement à celle des établissements du Congo belge. Vous avez fait remarquer que les prix des produits du Congo belge étaient compétitifs au point de vue international, alors que les nôtres ne l'étaient pas. Il y a une liaison intime entre le volume absolument fantastique des investissements qui ont été réalisés au Congo et le volume de ceux que nous avons faits dans nos territoires d'outre-mer.

La politique d'investissements d'ordre budgétaire que nous avons menée présente des inconvénients. Comme chacun le sait, nous avons mis la charrue avant les boeufs. Nous avons réalisé des équipements somptuaires et spectaculaires avant de penser aux équipements économiques, pourtant plus utiles.

N'envisagez-vous pas une formule qui permette aux investissements privés de se développer de façon beaucoup plus massive dans les territoires d'outre-mer - je pense non seulement aux investissements français, mais aux investissements étrangers - et qui permette également de trouver une solution juridique grâce à laquelle la France resterait constamment majoritaire et maîtresse du volume de ces investissements ?

La place de la France dans l'Union française est conditionnée essentiellement par le problème économique. Nous ne pourrions pas résoudre le problème politique - bien ou mal, cela n'a pas d'importance - tant que le problème économique ne sera pas résolu.

Pour faire des ensembles économiques de valeur, il faut des investissements privés beaucoup plus importants que ceux dont ont bénéficié jusqu'ici nos territoires d'outre-mer. Mais il faut définir une politique d'ensemble dans ce domaine. Pensez-vous, sinon la développer, du moins la promouvoir ou l'inaugurer ?

M. GONDJOUT. Monsieur le ministre, je viens d'entendre l'exposé de M. Laffargue sur les investissements faits au Congo belge et dans les territoires français. Je voudrais, pour faciliter une discussion éventuelle, apporter quelques précisions sur le régime douanier en Afrique équatoriale française.

En A.E.F. le régime conventionnel intéresse le Moyen-Congo, le Congo belge et le Congo portugais, ce qui a permis aux capitaux privés étrangers de s'investir soit au Congo belge, soit à Pointe-Noire, soit à Brazzaville.

Le Gabon, lui, a été placé par une loi de 1892 sous le régime métropolitain. Il n'a donc pas bénéficié des réalisations qui ont été faites dans d'autres territoires. Jusqu'ici, la situation n'a pas encore été réglée définitivement. Si j'ai bonne mémoire, c'est un texte du Gouvernement provisoire qui a suspendu la surtaxe sur les produits étrangers, dans certains territoires.

Je tenais à attirer votre attention sur la situation douanière en Afrique équatoriale française. A l'occasion du texte que nous allons discuter, envisagez-vous d'harmoniser le système douanier de l'A.E.F. ? Ou bien devons-nous penser que celui-ci va demeurer tel ? C'est une question de Gouvernement.

M. ARMENGAUD. La question soulevée par M. Laffargue est évidemment très importante. Le problème des investissements des capitaux privés dans des pays tiers a été évoqué à différentes reprises à l'Organisation des Nations Unies, à la deuxième commission, notamment, pour les investissements effectués dans les territoires sous-développés comme ceux dont il

- 15 -

est question maintenant. Moi-même, en tant que délégué à la deuxième commission et au comité économique et social, j'ai été amené à rapporter trois fois cette question devant l'Assemblée, sur la base des instructions générales données par le ministère de la France d'Outre-Mer.

Or, autant que je sache, la position du ministère de la France d'Outre-Mer dans ce domaine et les instructions données par le ministère des affaires étrangères à ses délégués à l'O.N.U. ne correspondent pas tout à fait à la position des services de votre propre département, monsieur le ministre, ni à celle des services du département des finances.

Au moment où la question est posée sur le plan purement français, je voudrais savoir s'il existe ou non, en la circonstance, une pensée commune. Les suggestions que j'ai faites - et qui d'ailleurs n'étaient pas très orthodoxes - ont eu à l'O.N.U. une certaine audience et peuvent probablement servir à établir un cadre. Encore faudrait-il savoir si la politique du Gouvernement est une ou si elle ne l'est pas.

M. LE MINISTRE. J'avoue ne pas avoir parfaitement saisi le sens de votre question et, si vous ne la précisiez pas, je serais assez gêné pour y répondre.

M. ARMENGAUD. La question des investissements privés étrangers est débattue à l'O.N.U. depuis des années. La chambre de commerce internationale et différents organismes gouvernementaux ont tenu de très longues discussions à ce sujet. Les documents publiés à l'O.N.U. sur ce problème représentent des kilogrammes de littérature. (Sourires.) Des suggestions très précises ont été faites qui rentrent dans le cadre de vos préoccupations.

Or, on constate que la politique qu'il nous est recommandé de défendre à l'O.N.U. sur la question des investissements étrangers n'est pas celle que défend votre département.

M. LE MINISTRE. Mais comment définissez-vous la politique que défend mon département ?

M. ARMENGAUD. C'est une politique qui laisse à l'administration des droits régaliens. Elle peut choisir qui elle veut, quand elle veut, alors qu'il faut un cadre général, une charte des investissements des capitaux privés dans les pays tiers si l'on veut que ceux-ci réussissent. C'est dans ce sens que le Gouvernement m'avait chargé moi-même, ainsi que d'autres délégués français comme notre regretté collègue M. Maroger, d'intervenir devant les assemblées internationales.

Monsieur le ministre, faites attention ! Au moment où vous allez être amené à prendre des décisions importantes, il est souhaitable que la position de votre département ne soit

pas trop éloignée de celle que fait défendre le ministère des affaires étrangères devant les assemblées internationales sur le plan plus général de la zone-franc.

Je suis à votre disposition, monsieur le ministre, pour vous en parler plus en détail quand vous le désirerez. Jusqu'ici, chaque fois que j'ai essayé de m'expliquer devant votre département, on m'a fait comprendre que je ferais mieux de me mêler de ce qui ne me regarde. (Sourires.)

M. Jacques DEBU-BRIDEL. Le problème des investissements dans les pays d'outre-mer est certainement le problème numéro un. Je ne reviendrai pas sur les critiques qui ont pu être formulées à propos de certains investissements spectaculaires.

La critique primordiale - car le problème est actuellement dramatique - concerne l'appel constant au contribuable français pour des investissements plus ou moins rentables. Si certains le sont à long terme, ils paralysent, ils retardent néanmoins ceux qui sont urgents dans la métropole.

Il est donc nécessaire de faire appel à des capitaux privés. M. Armengaud a insisté sur la nécessité d'une charte. Par modestie, il n'a pas parlé d'une proposition de résolution qu'il a déposée sur les sociétés mixtes d'investissements de capitaux publics et privés. Il est parfaitement possible de concevoir des sociétés où les capitaux privés collaborent avec les capitaux publics.

Je me permets d'insister sur ce problème, car je reviens avec quelques-uns de mes collègues d'une mission dans un des territoires les plus défavorisés de l'Union française : la Côte française des Somalis. Ce territoire ne vit que grâce à son port, grâce aussi à un régime financier et fiscal un peu anormal. Sa monnaie est en effet rattachée au dollar, ce qui pose des problèmes très graves pour l'économie nationale, car tout déficit se traduit pour nous par des achats supplémentaires de dollars.

Si l'on veut sauvegarder la présence de la France à cette extrémité orientale de l'Afrique, il faut faire un effort pour le port de Djibouti. M. Lachèvre met actuellement au point son rapport. Pourtant, étant chargé plus spécialement des problèmes financiers et fiscaux, je puis vous indiquer qu'on envisage à Djibouti la construction d'une cale de radoub qui peut se monter à 5 ou 6 milliards, cette dépense n'étant pas encore exactement chiffrée. C'est un gros effort pour un territoire aussi pauvre.

Cette cale est cependant rentable, car les pétroliers ont tout intérêt à venir dégazer dans le port de Djibouti. Ce sont cependant les compagnies pétrolières qui sont le plus intéressées. Elles pourraient donc collaborer à ces travaux.

Il serait urgent de trouver une formule de sociétés mixtes comme celle qu'a prévue M. Armengaud. J'insiste sur ce point car, parmi les mesures à prendre, la création de ces sociétés est peut-être celle qui pourrait rendre le plus grand service au développement de l'économie des territoires d'outre-mer.

Je voudrais enfin attirer votre attention sur un point secondaire qui a tout de même son importance : les échanges entre la métropole et les territoires d'outre-mer par fret aérien. A l'heure actuelle, ce fret est prohibitif. Il faut faire un effort pour que tous nos avions, ceux d'Air France comme ceux de la T.A.I. (Transports aériens intercontinentaux), fassent leur plein de fret, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Je vais vous faire part d'un exemple qu'il m'a été donné de connaître moi-même, pas de bon coeur, je vous l'assure. J'ai eu l'occasion d'envoyer un kilogramme de cerises à un enfant malade, précisément à Djibouti. Il m'a coûté 600 francs et les frais de transport 1.800 francs.

Alors que certains produits manquent dans nos territoires d'outre-mer, nous aurions intérêt à les y acheminer par avion, à condition de faire un effort sur les prix de transport.

M. Georges LAFFARGUE. Très bien !

M. LONGUET. La commission des finances sera intéressée également par l'article 3 du projet de loi qui va imposer au budget de la métropole un surcroît de charges. Le Gouvernement a dû s'en préoccuper, sinon pour l'exercice 1956, du moins pour les exercices suivants. Il semble qu'un certain nombre de services, actuellement à la charge des territoires, doivent passer à la charge de la métropole, ce qui est une source de dépenses supplémentaires.

Il est un deuxième point que je voudrais vous signaler, monsieur le ministre, et sur lequel je voudrais obtenir une réponse précise. L'article 3 prévoit le maintien des droits acquis pour les fonctionnaires actuellement en service. Avez-vous l'intention de faire supporter par le budget de la métropole le maintien des droits acquis ? Vous savez que les budgets locaux sont presque tous en déséquilibre et ne pourraient pas supporter ces charges supplémentaires.

M. Jean BERTHOIN. Mon intervention a pour but moins de vous poser une question, monsieur le ministre, que de vous soumettre une réflexion. Elle se rattache d'ailleurs aux interventions qui ont été faites par les orateurs qui m'ont précédé et elle vous montrera que mes soucis sont ceux de mes collègues

- 18 -

Nous sommes en présence -- vous l'avez mis en lumière -- d'un fait redoutable : la zone-franc est une zone chère et, pour cette raison, elle court de grands risques dans le monde actuel. L'Union française ne peut plus se concevoir, comme nous l'avons longtemps connue, sous une forme impérialiste, sans que ce mot ait rien de péjoratif. Ce sont évidemment les liens économiques qui l'emporteront sur les liens politiques. Au fur et à mesure que nous évoluerons -- nous le constatons chaque jour -- le politique disparaîtra devant l'utilitaire, devant une association beaucoup plus matérialiste que celle que nous avons pu connaître jusqu'à présent.

Les investissements envisagés dans nos territoires d'outre-mer ne devraient être décidés, selon moi, que s'ils permettaient aux productions qu'il s'agit de créer ou de développer d'obtenir des prix compétitifs sur le plan mondial.

Nous devons être bien persuadés que nous n'avons plus un potentiel d'attraction suffisant pour maintenir ces territoires autour de nous par d'autres raisons. Nous n'avons quelque chance de les maintenir dans l'orbite du potentiel français que dans la mesure où les prix de leurs produits auront un caractère mondial.

Monsieur le ministre, vous êtes appelé à faire des investissements dans le cadre de ce plan, qui vous donne des pouvoirs considérables qu'il n'est pas question de vous contester. L'idée que j'ai dégagée est-elle bien celle qui va guider votre action ?

Dans ma deuxième observation, je rejoindrai le souci exprimé par M. Longuet. Vous prévoyez dans votre projet des dispositions qui auraient des conséquences importantes sur le plan financier, non point tant pour l'année 1956, mais pour les années suivantes. Comme l'a écrit M. Razac dans son rapport, "il est nécessaire de prévoir un dégagement des ressources indispensables, sans quoi la réforme restera lettre morte." On ne saurait mieux dire !

Quelles ressources envisagez-vous et comment pensez-vous y faire face ?

M. Marcel LEMAITRE. Monsieur le ministre, mes chers collègues, mon intervention sera un peu particulière. On a parlé jusqu'ici de ressources financières. J'évoquerai quant à moi la question des ressources humaines.

Vous savez tous combien, en France, il est difficile de donner une situation aux jeunes agriculteurs. Or, dans la vallée du Biari, une expérience très intéressante d'investissements et de sélection a été tentée et nous pensons que nos jeunes agriculteurs métropolitains pourraient trouver là-bas à

- 19 / 20 -

s'employer utilement. Nous nous sommes heurtés jusqu'ici à une fin de non-recevoir et à des impossibilités financières.

Je ne vais pas vous faire une conférence sur un point qui est cependant très important. Je pense qu'il serait souhaitable de créer une émulation entre éleveurs français, choisis au préalable, qui permettraient aux autochtones de modifier leurs méthodes d'exploitation. Cette expérience serait en fait profitable aux uns comme aux autres.

Pouvez-vous, monsieur le ministre, étudier cette question, bien différente de celles qui ont été étudiées jusqu'à présent ?

M. PELLENC. Je voudrais demander à M. le ministre de solliciter de ses services quelques chiffres et de les méditer.

Le premier plan de modernisation et d'équipement a utilisé les fonds d'investissements publics, pour un peu plus de 50 p. 100, à des travaux d'ordre administratif...

M. Georges LAFFARGUE. Très bien !

M. PELLENC... dont je ne discute d'ailleurs pas la nécessité. Dans ces investissements, 12 p. 100 seulement sont destinés à des cultures vivrières, c'est-à-dire à l'amélioration du sort des populations.

Le deuxième plan de modernisation et d'équipement a infléchi très légèrement ce rapport : 47 p. 100 de ces investissements sont encore d'ordre administratif. Si vous allez à Dakar, à Brazzaville ou à Abidjan, vous trouvez des palaces immenses à côté d'une misère qui est une insulte.

M. Jacques DEBU-BRIDEL. C'est exact !

M. PELLENC. Il est grand temps d'éviter ce que nous voyons actuellement en Algérie par une réforme totale de l'orientation de nos investissements.

Dans ce deuxième plan, les investissements destinés aux cultures vivrières se montent à 14 p. 100, soit un changement insignifiant par rapport au passé.

Si, comme l'a dit M. Berthoin, nous ne procédons pas immédiatement à des investissements susceptibles d'améliorer la situation matérielle de ces populations, l'esprit qui règne en Afrique du Nord tendra à se développer et à contaminer toutes nos possessions. Nous ne devons pas faire la démonstration que nous continuons à exploiter ces territoires pour nos propres besoins, en négligeant ceux des indigènes. Sinon, nous créerons un climat que nous avons eu à déplorer dans bien d'autres possessions françaises et qui fait que nous devons maintenant les disputer aux autochtones. Ne l'oubliez pas !

J'appelle votre attention sur ce point pour que la même erreur ne soit pas commise lors de l'élaboration du troisième Plan. Il faut que l'on sache que, lorsqu'il y a des œuvres à accomplir dans ce pays, on ne commence pas, à trois ou quatre fois plus cher qu'en France, à faire de grands bâtiments spacieux pour une multitude de fonctionnaires - je suis allé là-bas, je les ai vus - alors que d'autres personnes vivent dans des cases et n'ont pas de quoi manger.

C'est pourquoi je vous dis: attention ! Réformez profondément l'orientation de vos investissements et réformez surtout l'esprit de vos collaborateurs qui sont sur place et qui procèdent à l'accroissement de ces investissements !

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

M. Rochereau m'a d'abord interrogé sur les possibilités d'établir une certaine stabilité fiscale. Dans ce domaine, je l'ai dit tout à l'heure, il est incontestable que les assemblées territoriales ont de très larges pouvoirs et il ne peut être question de les leur retirer. Au contraire, la politique que nous devons faire doit consister à accroître les pouvoirs de ces assemblées au fur et à mesure que nous progresserons dans la voie de la décentralisation et de la déconcentration du pouvoir administratif et politique.

Par conséquent, nous donnerons aux membres de ces assemblées un plus grand sens de la responsabilité. Ils se rendent parfaitement compte dans ce domaine de ce que peut être le véritable intérêt de leurs territoires.

M. Rochereau m'a également interrogé sur le rôle des grands conseils en matière douanière. Il est exact que les grands conseils ont une compétence totale en cette matière et que le ministre ou le haut commissaire peuvent seulement donner une approbation ou refuser cette approbation dans certains cas, notamment dans le cas d'illégalité. Là aussi, nous nous heurtons à un problème politique.

Il est très difficile tant au ministre qu'au haut commissaire de refuser de donner l'approbation. Tout ce qui a été dit sur les investissements le prouve bien. Les assemblées locales comme les grands conseils peuvent établir une politique douanière / favorable au développement de certaines industries, et notamment de certains investissements.

- 22- C.A.ECO. ET FIN. 16.1.56. CONSEIL DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

M. Rochereau m'a demandé encore si l'on ne pouvait pas créer une zone douanière libre. Cela pose des problèmes très graves et complexes. Je n'y suis pas a priori hostile, mais la question doit être étudiée.

En ce qui concerne le régime spécial du Bassin du Congo, je rappelle que ce régime résulte d'un accord international. Pour apporter des modifications à ce régime, nous devrions entrer en pourparlers avec les puissances signataires de l'accord.. Et le problème doit être étudié très longuement avant d'être résolu.

M. Laffargue m'a parlé des investissements somptuaires. On avait fait peu de choses avant guerre dans le domaine des investissements. C'est seulement depuis la vote de la loi de 1946 que l'on a fait véritablement une politique des investissements. Il est normal que quelques erreurs aient pu être commises. Mais quand on constate l'évolution de ces investissements et les résultats obtenus, on se rend compte qu'en réalité, le pourcentage d'erreurs a été extrêmement faible.

Je voudrais répondre maintenant à M. Pellenc qui a cité un pourcentage de 47 % pour les investissements à caractère administratif et qui a parlé des bâtiments administratifs et de la multitude des fonctionnaires.

M. PELLENC. Ce n'est pas cela que j'ai dit.

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.  
Je vous assure le contraire.

M. PELLENC. Je n'ai pas parlé d'une multitude de fonctionnaires.

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.  
Je l'ai noté sous votre dictée. Vous avez employé cette expression.

M. PELLENC. Ce que j'ai voulu signaler, c'est la multitude d'habitations à caractère manifestement trop luxueux pour ces territoires. Il est regrettable

que l'on consacre en priorité les crédits à des tâches  
~~XXXXXXXXXXXXXXXX~~ autres que celles auxquelles ils  
 devraient être affectés par destination, car ceci a  
 créé inévitablement dans l'esprit de ceux qui assis-  
 taient à ces réalisations une opinion extrêmement  
 défavorable à l'égard de notre action.

Voilà ce que je voulais dire. Je m'excuse  
 si je ne l'ai peut-être pas dit sous cette forme.

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.  
 En ce qui concerne le nombre des fonctionnaires dans  
 les territoires d'outre-mer, je peux vous dire que  
 ce nombre est insuffisant.

Actuellement, c'est un des maux dont nous  
 souffrons et qui m'a été encore récemment signalé par  
 nos collègues rentrant d'Afrique, il n'y a pas assez  
 de contacts entre les populations et les administra-  
 teurs. Nos territoires sont sous-administrés, et c'est  
 un grand danger.

Un des buts de la réforme a précisément pour  
 objet de laisser une fraction de l'administration  
 directe aux organes autochtones, nous permettant ainsi  
 de disposer d'un certain nombre de fonctionnaires  
 que nous pourrions envoyer dans les territoires où ils  
 pourront faire leur véritable métier qui est d'être  
 en contact avec les populations. Il y a là un grand  
 effort financier à faire, comme le soulignait M. Ber-  
 thuoin, pour avoir une bonne administration.

J'en viens à la question de M. Laffargue  
 relative aux investissements privés et étrangers.  
 Nous faisons tout ce que nous pouvons pour obtenir  
 des entreprises privées qu'elles participent aux  
 grands projets mis sur pied par le ministère.

Mais ce n'est pas toujours facile car ces  
 entreprises privées ont des exigences, c'est d'ailleurs  
 normal, qui ne sont pas toujours conciliables avec  
 l'intérêt général.

Pour ce qui est des investissements étrangers,  
 certains ont été prévus pour la réalisation de certains  
 grands projets intéressant certains territoires d'Afri-  
 que. Mais les représentants des intérêts étrangers,  
 en particulier américains, sont encore beaucoup plus  
 exigeants et difficiles que les représentants des in-  
 térêts français.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Néanmoins, en dépit des difficiles conversations que nous devons avoir avec les représentants des entreprises américaines et étrangères, nous avons intérêt à associer pour la réalisation des grands ensembles industriels les affaires françaises et étrangères à l'œuvre entreprise. Je m'y efforce en ce moment, tout en défendant évidemment les intérêts de l'Etat.

Sur le plan pratique, on peut créer outre-mer des sociétés de développement régional, comme il en a été créé dans la métropole, qui associent les intérêts publics et privés. Je connais assez bien les résultats obtenus par la société de développement régional de la région marseillaise, pour apprécier la valeur du système.

Mais il ne faut <sup>pas</sup> se faire trop d'illusions. Les capitaux privés ne s'investissent qu'à condition d'avoir un certain nombre de garanties, d'être certains d'être rémunérés et d'avoir la certitude que ces investissements seront limités dans le temps. Nous nous heurtons là à un certain nombre de difficultés pour obtenir les capitaux privés.

En ce qui concerne les investissements étrangers, M. Arnengaud a déposé un texte de loi dans lequel il prévoit, je crois, des actions A et des actions B, ces dernières avec des droits réduits pour les étrangers. Là encore, il ne faut pas se faire d'illusions. Les étrangers n'investiront dans les territoires d'outre-mer qu'à condition d'être traités sur un pied d'égalité avec les français, et avant tout, ne viendront même dans nos territoires d'outre-mer qu'à condition d'y trouver un intérêt.

Si nous établissons un cadre trop rigide et trop étroit à leur activité, les étrangers ne viendront pas. Ils ne veulent s'intéresser qu'à certaines affaires, qu'à certains produits se trouvant dans certains endroits, et seulement à certaines conditions. Tel produit qui nous intéresse, peut ne pas intéresser les entreprises étrangères, compte tenu de l'économie de leur activité.

Il faut donc traiter affaire par affaire. Et quand nous découvrons une nouvelle réserve de minerai, si les anglais, les américains, les hollandais, les canadiens, les belges ou les italiens ont besoin d'une telle ressource, il faut discuter avec eux au mieux pour chaque cas particulier.

M. Gondjout a parlé de la question du bassin conventionnel du Moyen-Congo. S'il y a là une différence de statut, cela tient à un accord inter-

national. Je répète que pour modifier ce statut, il faudrait procéder à des pourparlers diplomatiques où seraient exposés les intérêts contradictoires en présence.

M. ARMENGAUD. Je ne veux pas, ce n'est pas le moment, entamer avec vous une polémique sur ce point. Ce que vous venez de me dire est confirmé par un certain nombre d'entreprises étrangères importantes avec lesquelles j'ai eu des entretiens.

Sur ce point, ce que vous venez de me dire et ce que je pense ne se recouvrent pas entièrement. La vérité se promène peut-être entre les deux.

A partir du moment où, à l'O.N.U. on tend à créer une charte internationale des investissements étrangers en zone tierce, il y a probablement une idée qui chemine et qui tend à dire qu'il ne faut pas laisser à l'administration seule le soin de décider d'une façon rigoureuse de l'utilité de telle ou telle intervention étrangère.

Je reprendrai cette discussion en d'autres circonstances. Mais je voulais l'indiquer car vous n'êtes peut-être pas totalement informé par vos services, monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.  
Monsieur Armengaud, je ne peux pas vous laisser dire que mes services ne m'informent pas bien. C'est inexact. Si je suis mal informé, ce n'est pas parce que mes services me renseignent mal, c'est sans doute parce que je lis mal les renseignements qu'ils me donnent ! (Sourires)

Ceci dit, la question que vous venez de poser n'est plus du tout la même que celle que vous aviez posée tout à l'heure.

En effet, à l'O.N.U., il est question de créer un organisme destiné à permettre aux investissements étrangers de se faire notamment dans les territoires sous-développés. Il ne faut pas s'y tromper ! Cela peut être extrêmement intéressant pour la France, mais, suivant les modalités d'application qui seront adoptées, cela peut être aussi très dangereux.

Je suis très partisan de recevoir pour les territoires d'outre-mer une aide financière étrangère, mais pas de toutes les manières. Car, avec certains investissements étrangers, nous risquons de perdre dans ces territoires tout prestige, tout crédit et peut-être tout pouvoir.

J'en reviens à la question des possibilités à accorder à des sociétés étrangères notamment désignées d'investir dans certains grands ensembles industriels. Vous savez comme moi, monsieur Armengaud, les problèmes que cela pose. Quand telle ou telle société étrangère s'intéresse au cuivre, au fer ou au manganèse de tel ou tel territoire, l'Etat français doit lui laisser des possibilités de profits en échange de ses investissements, mais il doit également songer à la sauvegarde de ses propres prérogatives et intérêts et de la situation des populations du territoire intéressé.

M. Debu-Bridel m'a interrogé également sur les investissements étrangers et sur la cale de raboub de Djibouti. Cette dernière question est en train d'évoluer. Peut-être même aurons-nous certains concours de capitaux privés pour ce travail.

Cela serait très intéressant car on pourrait ainsi accélérer les travaux et assurer à cette cale de raboub une certaine clientèle de bateaux. Car il ne suffit pas de financer cette construction d'une cale qui doit coûter 4 ou 5 milliards de francs, il faut aussi avoir l'assurance que des bateaux viendront dans cette cale qui deviendra ainsi une richesse économique pour le territoire.

M. Debu-Bridel a attiré mon attention, par ailleurs, sur le prix du fret aérien qui est trop cher. Je le sais fort bien, mais les sociétés de transport aériens, et en particulier Air-France, se plaignent du déficit qui leur est imposé par des tarifs trop bas, notamment par suite de la concurrence de certaines entreprises étrangères !

Il y a évidemment une juste moyenne à trouver entre les prix de fret trop élevés que vous signalez et les prix du fret international. Car il est évident que lorsqu'elles transportent à perte, ces sociétés aériennes, c'est en définitive les contribuables français qui en font les frais !

M. DEBU-BRIDEL. Elles ne transportent pas à perte. Elles n'ont plus de fret du tout !

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.  
M. Longuet, et après lui M. Berthouin, m'a posé une question sur l'incidence financière de la réforme administrative. Il n'y aura pas d'incidence financière pour 1956. En 1957, il est possible qu'il y en ait une.

Il est évident que cette réforme, ou une partie de cette réforme, sera conditionnée par les crédits mis à la disposition du ministère de la France d'outre-mer par le ministre des finances. Je ne puis vous répondre d'une façon précise sur ce point tant que n'auront pas eu lieu les conversations préliminaires à l'établissement du prochain budget.

M. Longuet m'a posé une deuxième question relative au maintien des droits acquis aux fonctionnaires, en me faisant remarquer que cela provoquerait des dépenses que les budgets des territoires ne pourraient pas supporter.

Le problème s'est déjà posé tout récemment à propos de l'indemnité de résidence et de l'indemnité d'éloignement pour permettre aux fonctionnaires d'être à égalité avec leurs collègues métropolitains, et notamment de bénéficier des paliers d'augmentation prévus par les décrets actuellement en vigueur.

J'ai obtenu du ministère des finances une contribution importante sur des chapitres qui jusqu'à maintenant étaient entièrement <sup>pourvus</sup> par une contribution des territoires d'outre-mer. J'ai obtenu des crédits que je considère comme suffisants. Je n'ai pas obtenu satisfaction à 100 % et les fonctionnaires du ministère de la France d'outre-mer s'en sont plaint. Ils ont même manifesté d'une façon désagréable leur mécontentement. C'est pourtant une chose très importante que le ministère des finances ait accepté pour la première fois de prendre en charge des sommes qui étaient en totalité supportées jusqu'à présent par les territoires d'outre-mer. C'est de bon <sup>pour</sup> augure pour l'avenir.

M. Berthouin m'a interrogé sur la question du rapport entre les investissements et les prix et m'a dit que l'on ne peut investir tant que les prix ne sont pas compétitifs.

Au départ, il faut engager de l'argent. Ensuite, le but à atteindre, c'est d'arriver au stade où, les investissements étant faits, la production arrive à un niveau compétitif.

M. BERTHOVIN. Ce n'est pas la peine de s'engager dans une production déterminée si elle ne doit jamais être assez compétitive. Il faut qu'elle le devienne assez rapidement pour être rentable.

M. LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.  
Au début, il faudra investir à perte, mais l'objectif demeure d'obtenir par la suite des prix compétitifs.

Il faut faire une politique de choix que le Gouvernement doit conduire au mieux, notamment de choix des investissements et des productions.

M. Lemaire a fait une intéressante suggestion concernant l'emploi des jeunes agriculteurs dans les territoires d'outre-mer.

M. Pellenc a fourni des chiffres extrêmement intéressants en ce qui concerne les investissements et une comparaison entre les pourcentages d'investissements à caractère administratif et les investissements pour les cultures vivrières.

Je me permets simplement d'indiquer que dans les 47 % cités par M. Pellenc pour les investissements à caractère administratif, il faut mentionner non seulement les bâtiments administratifs, mais aussi les écoles, les hôpitaux, les routes, les chemins de fer qui sont eux aussi des investissements administratifs, mais des investissements de base indispensables pour la mise en valeur des territoires.

M. PELLENC. C'est exact, mais si l'on construit de nombreuses routes pour faciliter les besoins de l'administration, il faudrait développer de telles constructions au même rythme que les travaux qui permettent d'améliorer la situation du pays.

N'oubliez pas que tous ces investissements de caractère administratif nécessitent un certain entretien qui pèse sur les budgets des territoires.

Or, ce qu'il faut, c'est amortir ces investissements et les rendre immédiatement productifs. Si on ne le fait pas dans un plan coordonné, on créera des charges supplémentaires que les territoires ne pourront supporter. Et ces charges auront pour conséquences une réduction du niveau de vie des populations.

Il faut donc être très prudent en procédant ainsi. Car vous risquez d'aboutir à un déséquilibre dans les conditions de développement normales et rationnelles des territoires.

M. DEPU-BRIDEL. J'ai été frappé, au cours de mon récent voyage, du luxe, je dirais même du caractère somptuaire, des écoles dans une petite ville de 30.000 habitants environ, comme Koncouré.

Elles font penser aux écoles de banlieue parisienne. Or, la population de cette ville ne comprend qu'un pourcentage minime de personnes sachant parler français. Depuis que cette colonie a été occupée par la France, en 1888, on y a trouvé une dizaine d'élèves seulement capables d'obtenir le certificat d'études. Il y a là entre ce qui a été fait en dépenses d'architecture et les résultats obtenus pour la population un écart frappant et inquiétant.

Dans leurs colonies voisines, les anglais ont recruté quelques jeunes gens particulièrement évolués, les ont envoyés chez eux et ont réussi à "fabriquer" ainsi des avocats et des médecins. Pas nous. Dans notre Somalie française, nous avons fait un effort sanitaire qui nous a coûté dix fois plus cher que ce que l'Angleterre a fait dans ses territoires.

Entre l'effort financier demandé à la métropole pour certaines réalisations architecturales et les résultats pratiques obtenus, il y a un pas considérable. Cela m'avait déjà frappé à Brazzaville, il y a quelques années. Il ne faut pas abandonner la lutte contre la misère mais il faut qu'il y ait une certaine harmonie entre les dépenses faites et les buts atteints.

M. BERTHOVIN. Pour la question des investissements, il serait très important que les rapports entre le franc C.F.A. et le franc métropolitain soient



6/6/1956

J.L.

M. LE MINISTRE. Je répondrai d'abord à la question qu'a posée avec juste raison M. Berthoin. Je déclare de la façon la plus formelle - je l'ai déclaré à l'Assemblée de l'Union française, à l'Assemblée nationale et devant la commission des territoires d'outre-mer - que le Gouvernement a l'intention de maintenir la parité entre le franc C.F.A. et le franc métropolitain.

M. JEAN BERTHOIN. On aurait d'ailleurs intérêt, pour les investissements, à arriver à une formule permettant le choix de la monnaie, car cette question de parité me paraît très importante.

M. LE MINISTRE. Je réponds maintenant à M. le rapporteur général qu'évidemment il faut trouver une juste moyenne. Il faut faire des routes, des voies ferrées, des écoles, des hôpitaux, certains bâtiments administratifs. Il ne faut pas trop en faire, car il faut penser également à faire des investissements pour les cultures vivrières et pour l'augmentation du niveau de vie des autochtones.

Depuis dix ans, la France a fait beaucoup dans ces territoires. Quelques erreurs ont pu être commises, mais, dans l'ensemble, nous pouvons considérer ce qui a été fait comme satisfaisant. A l'avenir, il nous appartiendra de tenir compte des leçons du passé.

M. Debû-Bridel a attiré mon attention sur l'école et sur l'hôpital de Djibouti. Cette école a, sinon un caractère somptuaire, du moins un aspect et une architecture qui peuvent surprendre dans le pays.

M. Berthoin sait que j'ai le souci de construire beaucoup d'écoles et à bon marché. Dans la ville que j'administre, j'ai réussi, en pourcentage, à en construire plus que dans n'importe quelle autre ville de France. Nos prix étaient, au début, inférieurs de près de 50 p. 100 à ceux de la région parisienne. Ces principes que j'ai appliqués à la mairie de Marseille, je les appliquerai, si je le peux, au ministère de la France d'Outre-Mer.

M. GEORGES LAFFARGUE. Il faudrait vous muter pendant quelque temps au ministère de l'éducation nationale ! (Sourires.)

M. JEAN BERTHOIN. Lorsqu'il s'agit de construire des écoles outre-mer, que cela dépende de votre ministère ou de la rue de Grenelle, un certain nombre de considérations interviennent sur lesquelles il ne m'est pas nécessaire d'insister.

M. LE MINISTRE. Nous les connaissons en effet tous les deux.

Un mot encore au sujet de l'hôpital de Djibouti. M. Debu-Bridel nous a dit qu'il était très beau et que les Anglais n'avaient rien fait de pareil. Personnellement, je crois que c'est une très bonne opération, tant sur le plan humain que sur le plan politique.

Actuellement, alors qu'il est question de la création de la Grande Somalie, des habitants de tous les territoires des environs viennent nombreux se faire soigner à Djibouti. Si l'hôpital paraît un peu disproportionné par rapport à la ville elle-même, il est apprécié par les populations des territoires avoisinants.

M. Jacques DEBU-BRIDEL. Peut-être trop !

M. GONDJOUT. Monsieur le ministre, l'hôpital de Djibouti, que j'ai visité récemment avec M. Debu-Bridel, pose un problème. C'est le budget de Djibouti qui supporte les frais, l'entretien, le logement et la nourriture de tous les malades. Or, d'après ce qui nous a été dit, il ne compte parmi ses malades qu'un nombre infime d'habitants de Djibouti,...

M. Jacques DEBU-BRIDEL. Un tiers !

M. GONDJOUT... tous les autres venant des territoires anglais voisins.

Dans ces conditions, n'envisagez-vous pas de demander au Gouvernement anglais une participation pour l'entretien de cet hôpital ?

M. LE MINISTRE. C'est une question bien particulière dont nous pourrions parler un jour où j'aurais le plaisir de vous voir.

M. LE PRESIDENT. Mes chers collègues, nous allons libérer M. le ministre de la France d'Outre-Mer qui doit se rendre maintenant à un rendez-vous urgent.

Je tiens cependant à insister, en le remerciant des explications qu'il nous a données, sur la nécessité d'harmoniser certaines politiques. Peut-être serait-il opportun d'envisager la création d'un conseil supérieur de la zone-franc.

Le maintien de cette zone est en effet essentiel, quelles que soient les modifications que les territoires d'Outre-Mer sont appelés à apporter dans leur politique fiscale ou dans leur politique douanière.



o  
o o

Projet de loi n° 402, session 1955-1956, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des Territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer

M. le PRESIDENT propose de désigner M. Longuet rapporteur pour avis.

La Commission adopte cette proposition.

M. LONGUET, rapporteur pour avis, présente son rapport.

Il est nécessaire d'autoriser les pouvoirs étendus que le projet donne au Gouvernement. Les réformes qui sont réalisées auront évidemment des répercussions financières graves mais si ces réformes sont décidées il faut bien les financer.

M. FOUSSON apporte quelques précisions : les répercussions de l'article 3 résulteraient du refus par les Territoires de payer, comme ils le faisaient jusqu'ici, les fonctionnaires des cadres généraux. La charge en incomberait donc à l'Etat.

Il semble que le Ministère de la France d'Outre-Mer a constitué une "réserve générale d'assistance technique" pour obvier à cette possibilité mettant à la charge de la métropole les traitements des fonctionnaires des cadres généraux.

M. GONDJOUT. - Les territoires n'auront plus à payer les fonctionnaires que la Métropole leur impose mais la situation de fait ne changera pas pour les fonctionnaires des cadres généraux, lesquels sont indispensables.

M. LONGUET. - Les décrets de l'article 3 sont soumis à la ratification du Parlement et sont exécutoires dès leur publication.

M. DEBU-BRIDEL. - Ces décrets entraîneront des dépenses supplémentaires pour l'Etat. Il ne faut pas se le dissimuler : le montant de ces augmentations est incertain, mais leur existence est certaine.

M. LAFFARGUE. - Le problème essentiel est celui-ci : la valeur des échanges sera-t-elle accrue et permettra-t-elle, par suite, de supporter des dépenses nouvelles ?

M. DEBU-BRIDEL. - Ce projet est un acte de foi. Il faut le prendre comme tel.

M. LONGUET. - C'est parfaitement exact. Il faut signaler  
.../...

aussi que l'augmentation des charges du budget sont consécutives à l'application de la loi mais l'effort financier, au point de vue politique, est indispensable.

M. PELLENC, rapporteur général.- Quel serait au total cet effort financier ?

M. LONGUET. - Sans doute une trentaine de milliards.

M. BERTHOIN. - Si la démagogie et la surenchère électorale jouaient à l'occasion des lois particulières qu'il faudrait voter, si le projet actuel n'était pas adopté, les dépenses seraient encore bien plus lourdes. Il vaut mieux laisser le Gouvernement libre. La réflexion gouvernementale vaut mieux que la surenchère parlementaire.

M. LONGUET propose l'adoption du texte tel qu'il a été voté par la Commission de la France d'Outre-Mer.

M. le PRESIDENT. - L'avis des Commissions des Finances pour le décret prévu par le projet a été repoussé à une large majorité à la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale. La Commission du Suffrage universel a l'intention de déposer à l'article premier, un amendement tendant à revenir, en fait, à la procédure législative normale.

M. BERTHOIN. - Aux termes de l'article premier, les décrets déposés sur le bureau des Assemblées entrent en vigueur quatre mois après s'ils n'ont pas été examinés dans ce délai. C'est une procédure impossible pour le décret-loi. La ratification est implicite.

La rédaction de l'article premier de l'Assemblée Nationale risque de court-circuiter entièrement le Conseil de la République et la Commission du Suffrage Universel, dans son amendement, risque encore d'aller plus loin. Il faudrait trouver une solution plus heureuse mais il s'agit là d'une question de fond.

M. GONDJOUT. - Le Parlement a déjà plusieurs fois donné des pouvoirs spéciaux au Gouvernement. Pourquoi modifier la procédure cette fois ? En fait, certains cherchent des obstacles de forme pour éviter de s'opposer au fond.

M. ARMENGAUD considère que le terme "soutien" employé à l'article 4 est dangereux dans la phrase : "Le Gouvernement pourra ..... prendre toutes mesures ..... tendant à favoriser le développement économique ..... notamment par l'organisation et le soutien des productions nécessaires à l'équilibre économique des Territoires et au besoin de la zone franc.

M. le PRESIDENT. - Si le mot "soutien" est supprimé

.../...

il est à craindre que le Conseil d'Etat n'en déduise que le Parlement, dans ses travaux préparatoires, a manifesté le désir d'empêcher tout soutien.

M. LONGUET propose que la Commission émette un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

La Commission adopte cette proposition.

o  
o oo

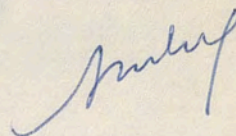
M. le PRESIDENT propose de désigner M. Armengaud, rapporteur du projet de loi 486, session 1955-1956, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la participation de la France à la Société financière internationale.

La Commission adopte la proposition.

La séance est levée à 12 heures 45.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

1ère séance du mercredi 13 Juin 1956

La séance est ouverte à 10 heures 25

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, AUBERGER, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, LITAISE, LONGUET, de MONTALEMBERT, PELLENC, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Suppléants : MM. DELRIEU, FILLON et RAYBAUD.

Absents : MM. FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LITAISE, LONGUET, de MONTALEMBERT, PELLENC, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Ordre du Jour

- Décision sur la communication éventuelle de documents d'enquête à M. le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice.
- Projet de loi (n° 446, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956. (Examen de l'applicabilité de l'article 1er de la loi de Finances)
- Projet de loi (n° 515, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, portant création d'un Fonds national de Solidarité (Examen pour avis en deuxième lecture).

°  
° °

COMPTE-RENDU  
-----

Décision sur la communication éventuelle de documents d'enquête  
à M. le Ministre d'Etat chargé de la Justice.

M. PELLENC, Rapporteur Général, rappelle que la Commission d'enquête sur certains marchés passés par le Secrétariat d'Etat à l'Air a conduit à la constatation de divers faits graves mais le témoin principal, présumé corrupteur, n'a pas pu être entendu étant donné son état de santé. Le Ministère public a demandé à connaître les dépositions faites devant la Commission d'Enquête mais pour la publication de ces dépositions il faut, en vertu du paragraphe 18 de l'instruction du Bureau, l'autorisation du Conseil de la République.

Les pouvoirs d'enquête ont été attribués à la Commission des Finances et c'est à la Commission des Finances de demander au Conseil de la République à être autorisée, en vertu du paragraphe 18, à communiquer les dépositions. Si le témoin principal peut venir d'ici quelque temps, la Commission d'Enquête pourra néanmoins publier son rapport.

M. DEBU-BRIDEL. - C'est le législatif qui va fournir au judiciaire des informations qu'il ne connaîtrait pas sans lui.

M. le PRESIDENT. - Plus exactement, la Justice sachant que la Commission a entendu des témoins, a demandé la communication des dépositions.

M. BERTHOIN. - La Justice, qui doit finalement statuer  
.../...

peut faire appel à toutes les sources d'information possibles.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Le Pouvoir Judiciaire n'a pas mis en demeure la Commission de lui fournir ces documents. Il demande seulement à bénéficier des informations réunies et l'article 18 de l'instruction du bureau prévoit justement ces communications.

La Commission décide la communication des documents.

o  
o  
o  
Projet de loi (n° 446, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956.

M. le PRESIDENT. - Le Gouvernement avait déposé un projet de loi repris dans l'alinéa premier du projet, adopté par l'Assemblée Nationale :

"Les producteurs de blé de la récolte de 1956 recevront une prime de difficultés exceptionnelles égale à 3% du résultat obtenu par l'application des paragraphes 1 et 2 de l'article 10 du décret du 30 septembre 1953."

Par 15 voix contre 14 et 10 abstentions, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a décidé que l'article premier de la loi de finances n'était pas applicable à cet alinéa.

L'Assemblée Nationale a ensuite retenu trois amendements qui, tous les trois, ont une incidence financière certaine. M. le Ministre des Finances a l'intention d'opposer, en séance au Conseil de la République, l'article premier. La Commission des Finances du Conseil de la République n'est pas appelée à juger du fond du problème mais peut être amenée à décider si l'article premier est applicable ou non. M. le RAPPORTEUR GENERAL est arrivé à ce sentiment que l'article premier est applicable pour diverses raisons.

Cette prime de difficultés exceptionnelles devrait donner lieu à l'inscription de crédits supplémentaires inévitables puisqu'il s'agit d'une dépense de l'ordre de 10 milliards autant que l'on puisse prévoir le total de la récolte de l'année évalué approximativement, dès maintenant à 40 ou 50 millions de quintaux.

L'amendement de M. Waldeck Rochet avait pour but de porter le taux de 3% à 10% pour les petits producteurs dont les  
.../...

livraisons ne dépassent pas 200 quintaux. Ces petits producteurs réunis produisent le tiers de la récolte totale, ce qui équivaut à accorder une prime supplémentaire de l'ordre de 200 francs par quintal pour toute la production.

Le taux moyen de la prime se trouve porté à 5,3 % et les dépenses totales engagées à 10 milliards. L'article premier est donc applicable.

D'autre part, la substitution de l'année de référence 1951 à 1953 entraîne également des répercussions financières inévitables puisque de 1951 à 1953 il y eut une augmentation réelle des prix, soit, dans un cas une augmentation de 189 frs par quintal, au total 8 milliards, dans l'autre cas, 345 frs par quintal, au total 18 milliards. L'article premier est donc applicable.

Dernier problème : l'application éventuelle de l'échelle mobile au prix du blé. C'est encore une augmentation de dépenses prévisible de 10 à 15 milliards. L'article premier est encore applicable.

Récapitulant l'ensemble, M. le RAPPORTEUR GENERAL constate que le projet entraîne de 30 à 50 milliards de dépenses supplémentaires. Quelles seront les répercussions du projet sur le prix du pain? Avec le texte du Gouvernement, l'augmentation sera de 1 fr 70, à condition toutefois que la production soit de 50 millions de quintaux. Avec le texte de l'Assemblée Nationale, ce sera 10 à 12 francs. Le déclic de l'échelle mobile est donc inévitable.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose que la Commission reconnaisse, s'il est invoqué, que l'article premier est applicable.

M. PRIMET estime que, financièrement, l'exposé de M. le Rapporteur Général est valable mais qu'il est loin des nécessités agricoles. Il conteste les calculs et les conclusions, notamment quant au nombre de petits producteurs qui est beaucoup plus élevé. En outre, dans les épis il y a deux ou trois fois moins de grains que normalement. La France devra importer du blé; alors le budget y gagnera et il n'est pas opportun d'appliquer l'article premier.

En définitive, la prime ne coûtera pas autant que M. le Rapporteur Général l'estime et l'article premier ne doit pas être applicable.

M. COUDE DU FORESTO. - Il y a deux questions :

1° - le texte risque-t-il de provoquer le déclanchement de l'échelle mobile ? C'est vraisemblable.

2° - Le gouvernement a-t-il l'intention d'opposer

.../..

l'article premier. L'Assemblée Nationale s'est prononcée et a confirmé la position de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale quand celle-ci a déclaré que l'article premier n'était pas applicable.

Juridiquement, la Conseil peut-il opposer l'article premier lorsque celui-ci n'a pas été retenu par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale ?

M. le PRESIDENT. - Nous ne sommes pas liés par la décision de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale. De plus, depuis que le Conseil de la République possède la navette, l'intervention du Conseil n'est pas limitée.

M. COUDE DU FORESTO. - Si le Conseil de la République déclare l'article premier applicable, le texte retournera à l'Assemblée Nationale à nouveau, des amendements seront repris et les deux Commissions des Finances se trouveront, en fait, opposées une fois de plus.

M. le Président du Conseil a l'intention de poser la question de confiance.

M. BERTHOIN. - Le Gouvernement, peut-être, d'ailleurs pourra, entendu par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, modifier l'opinion de celle-ci.

M. de MONTALEMBERT. - Le Gouvernement s'est mis dans une impasse dont il ne sortira pas, pas plus que l'Assemblée Nationale. Le Gouvernement devait poser la question de confiance à l'Assemblée lors de la 1ère lecture et non pas lors de la seconde. Il est vrai le projet entraîne des dépenses. Le prix du pain sera augmenté et l'article premier de la loi de finances est applicable mais le problème est social et politique. Aussi, l'Assemblée Nationale reprendra sa première décision parce que le Gouvernement n'a pas eu le courage, la première fois, de poser la question de confiance. Il semble que l'Assemblée Nationale et le Gouvernement veulent faire prendre la décision sur l'article premier par le Conseil de la République parce qu'eux-mêmes n'ont pas eu le courage, trop proches qu'ils sont du suffrage universel, de prendre la responsabilité que la décision comporte.

M. le RAPporteur GENERAL propose que la Commission déclare l'article premier applicable.

La Commission décide l'article premier applicable par 15 voix contre 2 et 2 abstentions.

Projet de loi (n° 515, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, portant création d'un Fonds national de solidarité (Examen pour avis en deuxième lecture.

M. ARMENGAUD. - L'Assemblée Nationale a repris son texte sur les recettes destinées au Fonds. Le Conseil de la République a obtenu satisfaction sur les dépenses.

Est-ce que la Commission des Finances estime qu'il faille séparer entièrement les dispositions actuelles des dispositions à venir relatives à l'Algérie ? ou qu'il faut lier les deux questions, comme certains commissaires l'ont suggéré ?

Selon la réponse, il faudra examiner les recettes possibles pour le fonds seul ou pour l'ensemble Fonds et dépenses d'Algérie. Quant à lui, il pense, pour une question de délai, qu'il faut traiter les problèmes séparément.

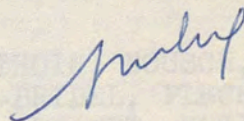
M. CHAPALAIN désirerait connaître la position du Gouvernement. Est-ce que les chiffres avancés de 140 milliards pour le Fonds et de 100 milliards pour l'Algérie sont exacts ?

M. BERTHOIN. - La Commission des Finances ne peut intervenir dans ce texte que par voie d'amendement sur le texte de la Commission du Travail. Le souci de la Commission des Finances doit être de présenter un projet équilibré. Donc, ou bien il faut prendre le texte de la Commission du Travail sans modification, ou bien mettre le Fonds en mouvement par paliers (Projet Giscard d'Estaing) en attendant la réforme des régimes de sécurité sociale et d'assistance.

La séance est levée à 11 heures 45.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## ORDRE DU JOUR

PROJET DE LOI (N° 315, sess. 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, portant création d'un Fonds national de solidarité (examen pour avis en deuxième lecture)

## COMMISSION des FINANCES

-----

Présidence de M.J.DEBU-BRIDEL, Vice-Président  
et de M. Alex ROUBERT, Président

M. LE PRÉSIDENT. — Il faut d'abord savoir si la Commission des finances a été désignée par l'Assemblée Nationale.

-----

M. COURRIERE demande que la Commission adopte le texte en l'état.

2ème Séance du Mercredi 13 Juin 1956

M. FAURE. — La Commission du Travail a demandé aussi de reprendre le texte en l'état. Il convient que la Commission des Finances du Conseil de la République le prenne.

La séance est ouverte à 15 h.20

M. LE RAPporteur GÉNÉRAL. — Le Conseil de la République a déjà adopté, lors de la première lecture, certaines suggestions de la Commission des Finances : compte spécial, principe des économies. Ces dispositions auraient la possibilité d'être votées plus facilement si elles étaient reprises.

M. VALÉRY. — Il ne faut pas proposer de réformes générales. Ce matin, la Commission du Travail a reconnu qu'il

Présents : MM. ARMENGAUD, AUBERGER, BERTHOIN, BOUSCH, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, LITAISE DE MONTALEMBERT, PELLENC, PRIMET, ROGIER, ROUBERT TINAUD, WALKER.

Absents : MM. ALRIC, BOUTEMY, CHAPALAIN, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD.

ORDRE DU JOUR

PROJET DE LOI (N° 515, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, portant création d'un Fonds national de solidarité (Examen pour avis en deuxième lecture)

Compte-Rendu

M. ARMENGAUD.- Avant d'examiner le financement, il s'agit de résoudre la question préalable déjà posée. Le financement du fonds sera-t-il joint au financement des dépenses d'Algérie?

M. LE PRESIDENT.- Il faut d'abord savoir si la Commission des finances accepte le texte de l'Assemblée Nationale.

M. COURRIERE demande que la Commission adopte le texte de l'Assemblée Nationale. Celle-ci a repris son texte à une majorité accrue. Il sera difficile de modifier son opinion.

M. PRIMET.- La commission du Travail a demandé aussi de reprendre le texte de l'Assemblée nationale. Il convient que la Commission des Finances du Conseil de la République le prenne également en considération.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Conseil de la République a déjà adopté, lors de la première lecture, certaines suggestions de la Commission des Finances : compte spécial, principe des économies. Ces dispositions auraient la possibilité d'être votées plus facilement si elles étaient reprises.

M. WALKER.- Il ne faut pas proposer de réformes générales. Ce matin, la Commission du Travail a reconnu qu'il fallait seulement suggérer des modifications de détail qui, seules, ont quelque chance d'être retenues par l'Assemblée Nationale.

Les dépenses ne sont pas modifiées.

M. FLACHET propose de voter par votant les recettes de l'article premier, pour éviter que des dépenses soient votées, sans intention de voter également des recettes.

Pour le financement, la Commission du Travail a remarqué que certaines mesures déjà votées par le Conseil de la République pouvaient être reprises. Certaines dispositions proposées par M. le Rapporteur Général ont peut-être été retenues lors de la discussion en séance au Conseil de la République mais il ne faut pas oublier que le Conseil de la République a rejeté l'ensemble du projet. C'est qu'il ne tenait pas beaucoup aux dispositions votées.

M. BOUSCH.- Le vote négatif a empêché le dialogue entre les deux Chambres. Une attitude semblable en deuxième lecture, permettrait à tous les impôts prévus par l'Assemblée nationale, en particulier les plus nocifs, d'être votés. Il faut donc éviter ce vote négatif.

M. ROGIER.- Quelles sont les intentions de M. le Ministre des Finances pour la troisième lecture?

M. ARMENGAUD a vu M. Filippi, Secrétaire d'Etat au Budget. Une transaction est peut être possible; si des recettes acceptables étaient apportées par le Conseil de la République, peut-être le Gouvernement accepterait-il une solution de conciliation.

M. BERTHOIN.- Un seul texte sur lequel nous devons prendre position est celui de la Commission du Travail. Or, nous ne l'avons pas encore. Il serait préférable de suspendre la séance.

La séance, suspendue jusqu'à 17 heures, est reprise à 17 heures 30.

#### Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

M. ARMENGAUD.- Quant aux recettes, la Commission du Travail a repris celles qui ont été votées par le Conseil de la République, complétées par certaines autres votées par l'Assemblée Nationale.

Les dépenses ne sont pas modifiées.

M. FLECHET propose de commencer par voter les recettes de l'article premier, pour éviter que des dépenses soient votées, sans intention de voter ensuite des recettes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL rappelle que si le Conseil de la République désire une troisième navette, il faut que la moitié du délai d'accord ne soit pas dépassé, donc que le texte soit renvoyé vendredi 15 avant minuit.

M. DEBU-BRIDEL.- Il vaut mieux un texte bien équilibré ~~plutôt~~ qu'un texte quelconque, même adopté dans les délais les meilleurs.

M. BERTHOIN.- Trois possibilités se présentent :

- 1) adopter le texte de la Commission du Travail qui est très peu différent de celui de l'Assemblée Nationale et prévoit un financement de 140 milliards;
- 2) réduire le champ d'application du projet (reprise de l'amendement de M. Giscard d'Estaing, modifié);
- 3) modifier l'assiette, par exemple, comme certains l'ont suggéré, en attribuant l'allocation à toutes les personnes de plus de 70 ans, qui ne sont pas imposées sur le revenu.

Cette généralisation ne coûterait que 90 milliards. Ce procédé éviterait toutes les investigations dans les familles: évaluation des pensions alimentaires, détermination des revenus, vérification des donations, frais de personnel et de contrôle, etc... C'est, il est vrai, un recul de l'âge de l'attribution de l'allocation mais c'est aussi une simplification du système. Dans ce cas, il suffirait de voter pour cette année 45 milliards pour 6 mois.

M. DE MONTALEMBERT accepterait le 3ème système exposé par M. Berthoin, avec l'âge de 70 ans.

M. WALKER.- Tout le monde peut être d'accord sur le système mais dans l'opinion publique, l'âge de 65 ans a été lancé. Choisir 70 ans est une option politique.

M. LE PRESIDENT.- Il est probable que l'âge de 65 ans sera ~~maintenu~~ maintenu fermement par la Commission du Travail.

M. WALKER.- Il faut voter des recettes, et d'après le total, l'âge de la retraite sera déterminé.

M. LE PRESIDENT propose d'examiner les ressources.

M. ARMENGAUD. Le chiffre des recettes retenu par la Commission du Travail équivaut à un total de 134 milliards. Si 90 milliards sont suffisants, il faut supprimer certaines ressources. 134 milliards pourraient permettre de donner la retraite à 67 ans, avec le système de M. Berthoin, compte tenu de la disparition des frais de contentieux et de contrôle.

M. PRIMET votera pour le texte de la Commission du Travail.

M. LE PRESIDENT.- Après avoir voté les recettes, celles prévues par la Commission du Travail ou d'autres, la Commission décidera sur le mode de répartition, système Berthoin ou autre.

M. BERTHOIN propose de voter paragraphe par paragraphe le texte de la Commission du Travail.

Il faudra faire ensuite le total et voir s'il y a lieu de le compléter.

M. LE PRESIDENT met aux voix <sup>les</sup> différentes ressources retenues par la Commission du Travail.

- Majoration de la surtaxe progressive.

La Commission adopte cette majoration par 11 voix contre 8.

M. PELLENC s'inquiète, du point de vue politique, du recul de 65 à 70 ans de l'âge de l'attribution de l'allocation dans le système de M. Berthoin.

M. DEBU-BRIDEL.- Les sénateurs ont bien leur retraite à 55 ans.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose deux points sur l'essence et la reprise de l'abrogation de l'article 237, suppression de l'exonération des loyers.

M. LE PRESIDENT met aux voix les autres ressources préconisées par la Commission du Travail :

- Un dixième sur la taxe proportionnelle des sociétés

La Commission adopte cette majoration par 11 voix contre 9.

Présidence de M. Jacques DEBU-BRIDEL,  
Vice-Président

M. LE PRESIDENT met aux voix les ressources retenues par la Commission du Travail.

- Taxe sur les véhicules automobiles des sociétés :

La Commission adopte cette taxe par 14 voix contre 1.

- Taxe sur les véhicules automobiles à l'exclusion des scooters.

Il s'agit d'une taxe à la valeur qui est dégressive, en fonction du vieillissement.

La Commission rejette la taxe par 10 voix contre 2.

M. LE PRESIDENT.- L'ensemble des recettes votées jusqu'ici rapporterait 109 milliards en année pleine, soit 83 milliards pour 1956.

Il s'agit de savoir maintenant si la commission désire répartir les ressources jusqu'ici réunies, ou si elle entend en rechercher d'autres.

M. TINAUD.- A quel âge peut-on donner l'allocation avec les ressources votées?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Avec le système proposé par le Gouvernement, à 65 ans, l'application pour 1956 étant reportée au 1er juillet. Avec le projet de M. Berthoin, à 67 ans peut-être.

M. TINAUD.- Et pour donner l'allocation à 65 ans?

M. BERTHOIN.- Au moins 180 milliards.

M. FLECHET.- La majorité de la commission peut voter n'importe quoi, cela ne sera pas ratifié par le Conseil de la République, dont la majorité est différente.

Nous avons supprimé 25 milliards en repoussant la taxe sur les véhicules automobiles. La Commission entend-elle remplacer ces 25 milliards?

M. WALKER.- La Commission du Travail a voté 134 milliards. Il faudrait en voter autant.

M. LE PRESIDENT.- Faute d'autres propositions de ressources, je demande d'examiner les autres articles et de voter sur le contre-projet de M. Berthoin.

M. ARMENGAUD précise que les 7 milliards de la loi du 27 mars 1956 sont à décompter.

M. LE PRESIDENT.- Voter le texte de M. Berthoin, avec l'âge de 70 ans, semble bien difficile du point de vue politique.

M. BERTHOIN.- En abaissant à 67 ans, il faudrait 134 milliards, non compris les Territoires d'Outre-Mer.

M. LE PRESIDENT.- Le Gouvernement, avec son système, demandait 140 milliards, alors où est l'économie opposable, s'il ne s'agit que d'une différence de 6 milliards.

M. BERTHOIN.- Les caisses de Sécurité sociale et les services administratifs seront opposés au contre-projet puisqu'il évitera des créations de postes.

L'appréciation de 134 milliards est évidemment un maximum. Il faudrait tenir compte exactement du nombre des assujettis à la surtaxe progressive. La généralisation de la retraite à 67 ans ne coûte pas plus que les complications du texte gouvernemental.

M. WALKER.- D'accord mais nous n'avons pas les 134 milliards nécessaires. Il faudrait donc revenir sur le financement de l'article premier.

M. LE PRESIDENT.- Si l'âge est fixé à 70 ans, les ressources votées jusqu'ici suffisent mais si la commission adopte l'âge de 67 ans, il faut encore trouver une trentaine de milliards.

M. le Président met aux voix la proposition de fixer l'âge de la retraite à 70 ans.

La proposition est repoussée par 9 voix contre 7 et 1 abstention.

M. LE PRESIDENT met ensuite aux voix la proposition de fixer l'âge de la retraite à 67 ans.

La proposition est adoptée par 10 voix contre 6.

M. LE PRESIDENT.- Il faut donc trouver 30 milliards supplémentaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour 1956, nous avons actuellement : 83 milliards, 5  
- 5 milliards (loi de 1956),  
donc approximativement 78 milliards. Pour une durée de 9 mois, avec l'âge de 67 ans, il faut 95 milliards.

M. BERTHOIN.- 100 milliards, si l'on compte les territoires d'Outre-Mer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour 9 mois de 1956, il faut donc encore 15 milliards; pour 6 mois de 1956, 78 milliards suffisent.

M. WALKER.- Je propose de voter sur la date du 1er avril ou du 1er juillet.

La commission, par 11 voix contre 3, retient la date du 1er avril.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faut donc encore 15 milliards.

M. WALKER propose une taxe sur les véhicules automobiles, par exemple la taxe prévue par la commission du Travail mais avec un maximum fixé à 5.000 francs au lieu de 8.000.

La commission adopte ces propositions par 12 voix contre 4 et 2 abstentions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le produit sera de 16 milliards.

La commission adopte les autres articles du contre projet de M. Berthoin.

M. LE PRESIDENT met l'ensemble du projet aux voix.

M. BOUSCH demande une deuxième lecture.

La commission, par 9 voix contre 0, décide la deuxième lecture.

M. BOUSCH demande, au nom de M. Chapalain, la prise en considération de son amendement, relatif à l'imposition des sociétés, déjà commenté par son auteur lors d'une précédente séance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si l'amendement est voté, 46 milliards 1/2 sont perdus et 12 seront récupérés sauf si la rétroactivité est décidée sur 1955.

La commission décide qu'elle n'est pas hostile à l'amendement, si celui-ci est remanié.

M. LE PRESIDENT met l'ensemble du projet aux voix.

La commission adopte l'ensemble du projet par 7 voix contre 0 et 7 abstentions.

M. LE PRESIDENT propose la nomination de M. Walker comme rapporteur du projet en discussion.

La commission adopte la proposition.

La séance est levée à 19 heures 55.

Le Président,

*Walker*

pas de communiqué  
à la presse

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## Ordre du Jour

Examen de l'article premier du projet de loi N°515, session 1955-1956, adopté par l'Assemblée Nationale dans sa 2<sup>e</sup> lecture, portant création d'un fonds national de solidarité.

## COMMISSION des FINANCES

-----

Présidence de M. André LITAISE, Secrétaire

-----

M. L. LITAISE, Secrétaire M. le Président Roubert qui, retenu par ailleurs, est tenu informé téléphoniquement du déroulement de la séance.

Séance du Vendredi 15 JUIN 1956

M. LE RAPORTEUR GÉNÉRAL rappelle aux membres de la commission que la présente séance est tenue afin de dégager les chiffres exacts des recettes et des dépenses résultant des votes émis jusqu'ici par le Conseil de la République sur le projet du Fonds National de Solidarité.

-----

La séance est ouverte à 0 h. 30

En ce qui concerne les dépenses pour 1956, sur la base de l'amendement de M. François Valentin adopté par le Conseil de la République, le Ministère du Travail évaluerait les dépenses à 52-53 milliards, le Ministère des Finances aux environs de 55 milliards. Il ne faut cependant pas oublier que, en raison de l'échelonnement des dates de naissance des bénéficiaires, les dépenses augmentent progressivement.

;-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, COURRIERE, FLECHET, FOUSSON, LAFFARGUE, LITAISE, de MONTALEMBERT, PELLENC, PRIMET, ROGIER, TINAUD, WALKER.

Suppléant : M. DELRIEU.

Excusé : M. Alex ROUBERT

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, DEBU-BRIDEL, GASPARD, KALENZAGA, LAMARQUE, L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD.

M. le Rapporteur rappelle que la commission a pour tâche de contrôler les dépenses et de proposer des amendements. Il ne faut pas oublier que l'on sait jusqu'ici du nombre des bénéficiaires. Selon lui, la dépense à couvrir devrait être un peu inférieure à 50 milliards pour 1956.

Ordre du Jour

Examen de l'article premier du projet de loi N°515, session 1955-1956, adopté par l'Assemblée Nationale dans sa 2ème lecture, portant création d'un fonds national de solidarité.

COMPTE-RENDU

M. LE PRESIDENT excuse M. le Président Roubert qui, retenu par ailleurs, est tenu informé téléphoniquement du déroulement du débat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL rappelle aux membres de la commission que la présente séance est tenue afin de dégager les chiffres exacts de recettes et de dépenses résultant des votes émis jusqu'ici par le Conseil de la République sur le projet du Fonds national de solidarité.

En ce qui concerne les dépenses pour 1956, sur la base de l'amendement de M. François Valentin adopté par le Conseil de la République, le Ministère du Travail évaluerait les dépenses à 62-63 milliards, le Ministère des Finances aux environs de 55 milliards. Il ne faut cependant pas oublier que, en raison de l'échelonnement des dates de naissance des bénéficiaires, c'est, non pas trois trimestres de dépenses qu'il faudra assurer mais deux trimestres I/2, soit les 5/6èmes des chiffres prévus.

M. COURRIERE met en garde la commission contre une minoration systématique des dépenses obtenue en vue de voter le moins de taxes possible mais qui laisserait de côté en fin d'exercice de nombreux bénéficiaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL indique qu'il n'y a pas de raison de contester les statistiques mises en avant par le Département des finances et qui semblent bien corroborées par ce que l'on sait jusqu'ici du nombre des économiquement faibles. Selon lui, la dépense à couvrir devrait être un peu inférieure à 50 milliards pour 1956.

En ce qui concerne les recettes, il propose de donner la parole aux commissaires du Gouvernement.

M. LAXAN donne les chiffres ci-après pour les recettes votées par le Conseil de la République.

- Impôts sociétés (1/4 décime) . . . . .	5,3
- Surtaxe progressive . . . . .	0,--
- Droits de timbre . . . . .	1,2
- Impôt de bourse . . . . .	2,2
- Taxe publicité . . . . .	1,-
- Prélèvement sur le P.M.U. . . . .	1,5
- Majoration des tabacs de luxe . . . . .	5,5
- Taxe véhicules de tourisme sociétés . . . . .	4,
- Majoration de deux francs essence . . . . .	7,
- Premier fonds vieillesse (loi d'avril 1956) . . . . .	5,

TOTAL . . . . . 32,7

M. WALKER, rapporteur pour avis, fait préciser que la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés ne rendra 4 milliards que si elle est déclarée non déductible des frais généraux.

M. BERTHOIN rappelle que l'impôt sur les sociétés et la surtaxe progressive ne rendent ensemble que 5,3 milliards en raison de l'imperfection du texte de l'amendement hâtivement rédigé. Il demande à la Commission de revoir l'amendement de façon qu'il rende de 20 à 25 milliards en 1956.

M. CHAMPION, Commissaire du Gouvernement, déclare que ce résultat serait largement atteint si l'on prévoit 1/2 décime pour la surtaxe progressive sur les revenus de 1955, et pour l'impôt sur les sociétés; 1/4 de décime sur les bénéfices des exercices clos en 1955 et 1/2 décime sur ceux clos en 1956. Ces sommes rapporteraient respectivement 8,5, 6, 6 et 10,6 milliards en 1956, soit au total 25,7 milliards.

La Commission adopte cet amendement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans ces conditions, l'article premier de la loi de finances, s'il était opposé à l'ensemble du projet, ne devrait pas être admis par la Commission.

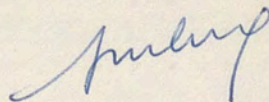
La Commission décide de ne pas reconnaître applicable l'article premier de la loi des maxima opposé à l'ensemble.

COMMISSION DES FINANCES

La séance est levée à 1 heure 20.

Présidence de M. Alex ROBERT, président.

Le Président,



Séance du mercredi 20 Juin 1956

La séance est ouverte à 10 h.15

Présents : MM. AUBERGIER, BERTHOUD, CHAPALAIN, GOURRIERE, KALENKAG, L'HUILLIER, LUCHEUX, de MONTAIGNEY, PAULY, PELLERIN, ROBERT, TIRAND, YELLE.

Excusé : M. ADRIE

Suppléants : MM. BROUSSE, Paul CHEVALLIER, CLAIRHEUX, NOUVEON, RAYBAUD.

Absents : MM. ARMENTAUD, BUCHET, BOUTET, GUYOT DU FOREST, JEAN-BRUEL, LAMBERT, POUSSIN, GASPARD, LAFARQUE, LAFARQUE, LITTAUER, MICHARD, PÉCAUD, PRINCE, ROSTER.

Pas de communiqué  
à la presse

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- Exposé général préliminaire à l'étude du projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des cotisations budgétaires pour l'exercice 1956 par M. VALLÉAU - Rapporteur Général.
- a) Crédits relatifs au Ministère de la France d'Outre-Mer - Rapporteur : M. LOEQUET.
- b) Crédits relatifs au Ministère du Travail - Rapporteur : M. WALKER.

## COMMISSION des FINANCES

M. le Président a accordé avec M. WALKER, l'examen des crédits relatifs au Ministère du Travail est reporté à une séance ultérieure.

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

Exposé général à l'étude du Collectif

Séance du mercredi 20 Juin 1956

La situation économique et financière du pays. L'héritage économique de la dernière législature est satisfaisant mais il a été payé par un endettement de 300 milliards, lequel dépasse l'augmentation du revenu national.

La séance est ouverte à 10 h.15

Les travaux ont été consacrés à l'avance dans les deux dernières séances de la législature précédente. Heureusement, le pleinisme des porteurs de tous ports, grâce à la confiance qu'il implique, de vouloir la situation. A noter que 1955 a pu se terminer favorablement grâce à l'aide américaine mais que cette aide est maintenant terminée.

Présents : MM. AUBERGER, BERTHOIN, CHAPALAIN, COURRIERE, KALENZAGA, L'HUILLIER, LONGUET, de MONTALEMBERT, PAULY, PELLENC, ROUBERT, TINAUD, WALKER.

Excusé : M. ALRIC

Suppléants : MM. BROUSSE, Paul CHEVALLIER, CLAIREAUX, MONICHON, RAYBAUD.

Absents : MM. ARMENGAUD, BOUSCH, BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, GASPARD, LAFFARGUE, LAMARQUE, LITAISE, MASTEAU, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER.

Ordre du Jour

- Exposé général préliminaire à l'étude du projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 par M. PELLENC - Rapporteur Général.
- a) Crédits relatifs au Ministère de la France d'Outre-Mer - Rapporteur : M. LONGUET.
- b) Crédits relatifs au Ministère du Travail - Rapporteur : M. WALKER.

o

oo oo

M. le PRESIDENT déclare qu'en accord avec M. WALKER, l'examen des crédits relatifs au Ministère du Travail est reporté à une séance ultérieure.

o

o o

Exposé général préliminaire à l'étude du Collectif

M. le RAPPORTEUR GENERAL situe le collectif en face de la situation économique et financière du pays. L'héritage économique de la dernière législature est satisfaisant mais il a été payé par un endettement de 3.500 milliards, lequel dépasse l'augmentation du revenu national.

Les moyens d'action des budgets suivants ont été consommés à l'avance dans les deux dernières années de la législature précédente. Heureusement, le plébiscite des porteurs de bons permet, grâce à la confiance qu'il implique, de sauver la situation. A noter que 1955 a pu se terminer favorablement grâce à l'aide américaine mais que cette aide est maintenant terminée.

Nous avons 360 milliards de devises au début de cette année mais le déficit mensuel est de 30 Milliards. Par suite, cela implique la nécessité d'une augmentation de nos exportations. Le Présent budget représente dit-on, 159 milliards d'économies mais il s'agit d'économies faites sur les premières estimations des services des Finances. En réalité, les dépenses civiles s'accroissent cette année de 351 milliards.

L'aide à l'exportation a été réduite de 16 milliards, ce qui aggravera encore les difficultés de notre commerce extérieur.

En ce qui concerne l'Algérie, 1 milliard et demi seulement est prévu pour les distributions en nature. L'aide économique en Algérie n'est donc pas organisée. Pour les investissements seulement, en Afrique du Nord, une augmentation de crédits est fixée à 11 milliards ce qui est bien insuffisant.

Pour les budgets militaires, ils ont été arrêtés à 984 milliards par la loi du 6 Août 1955. En décembre, un décret les avait réduits. Qu'arrivera-t-il avec les événements d'Afrique

.../...

d'Afrique du Nord ? 1125 milliards sont demandés, 925 sur le budget normal, le reste figurant en opérations spéciales. L'augmentation sur l'an dernier est nettement insuffisante. Il faudra ajouter 100 à 150 milliards nouveaux. Au total, le budget actuel est en accroissement de 500 milliards sur l'année dernière et en déficit de 585 milliards.

Avec les dépenses des entreprises nationales, les charges de la dette, l'endettement public atteindra cette année 1.300 milliards. La situation est préoccupante et jamais l'accroissement de la dette et du déficit n'ont été aussi élevés avec toutes les conséquences sur les prix, les salaires et la vie économique en général.

La tension sur les prix provient d'une expansion considérable du pouvoir d'achat en face d'une réduction de la production de biens achatables. Dans le premier cas ce sont les accords de salaires, la suppression des abattements de zone, les dépenses pour l'Algérie, le fonds vieillesse, toutes causes qui vont jouer dans les mois d'été ; même chose pour la réduction des biens qui provient du rappel des disponibles, du gel de cet hiver, etc... Ce ne serait pas dramatique si on pouvait amener de l'extérieur une injection de biens disponibles sur le marché français mais d'ici la fin de l'année il faudrait pour ce faire environ 500 milliards de plus d'or ou de devises. Or nous ne les aurons pas. Il faudrait alors peut-être se faire consentir un emprunt extérieur. Ce n'est peut-être pas impossible. L'étranger offre du blé payable au prix mondial en 40 ans. On pourrait également paraît-il se procurer du coton dans des conditions analogues. Cette politique doit être envisagée à très court terme.

M. le PRESIDENT. - Je pense que, instruits par l'exposé de M. le Rapporteur Général, nous devons attendre demain l'audition de M. RAMADIER pour l'interroger sur tous ces points.

M. LONGUET. - Ce n'est pas tout. Il y a encore la section territoriale qui est la plus importante et la plus complexe. Elle est la plus importante et la plus complexe. Elle est la plus importante et la plus complexe.

## II - Aménagements des crédits destinés à la France d'Outre-Mer.

M. LONGUET, rapporteur spécial présente son exposé sur l'aménagement des crédits pour la France d'Outre-Mer. Il commente ensuite les différents chapitres qui appellent des observations.

### Chapitre 31-41 - Personnel d'autorité en service dans les territoires d'Outre-Mer

Il s'agit de la mise en place des nouvelles juridictions Outre-Mer. Cette réforme est importante. Le crédit semble

justifié.

-4

Chapitre 34-05 - Contribution à l'entretien et au fonction-  
nement des postes de radiodiffusion  
outre-mer.

On veut augmenter la dotation de ce chapitre de 100 millions afin de développer le réseau Outre-Mer. Il est question de créer une société d'économie mixte pour présider à ce développement. Ceci en vertu d'un arrêté du 18 janvier 1956.

M. le PRESIDENT. - Cette date est assez curieuse. Le Parlement s'est réuni le 19.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Mais je crois qu'on ne peut plus créer une société d'économie mixte par arrêté. Le chapitre doit, semble-t-il être réservé jusqu'à ce que la Commission ait pu entendre M. DEFFERRE.

Chapitre 41-91 - Subvention aux budgets fédéraux et locaux  
des Territoires d'Outre-Mer

M. LONGUET. - La plus grande partie de ce crédit est destinée à la reprise en charge par la métropole des fonctionnaires des cadres généraux des fonctionnaires détachés. Ceci prélude d'ailleurs à la réforme du statut des territoires. Il figure ensuite certains crédits d'aide à divers territoires.

M. CLAIREAUX. - Je désire indiquer ici que les efforts faits en faveur de St-Pierre et Miquelon, notamment par le F.I.D.E.S. a produit des résultats et que l'économie du territoire est en voie de redressement.

Chapitre 68-90 - Subvention au F.I.D.E.S (section générale)  
-----

M. LONGUET. - Ce qui est prévu ici ira au F.I.D.E.S. (section générale) mais je trouve qu'on néglige un peu la section territoires qui est celle qui aide à l'équipement du paysan nat et de l'agriculture autochtone.

La Commission décide de porter cette observation dans son rapport.

Chapitre 68-94 - Construction de tribunaux .

M. LONGUET. - Je suis pleinement d'accord pour l'effort envisagé qui paraît vraiment indispensable, car la réforme des juridictions restera lettre morte si matériellement rien n'est fait.

M. COURRIERE. - En France, les collectivités locales

.../...

né bénéficient pour les tribunaux d'aucune aide de l'Etat.

Les chapitres de la F.O.M. sont adoptés sauf le chapitre 34-05 réservé jusqu'à l'audition du Ministre.

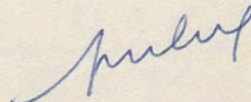
### III - Aménagement des crédits destinés à la Marine marchande.

M. COURRIERE indique que ces crédits n'appellent pas d'observations spéciales, sauf celui relatif à la construction du paquebot transatlantique qui est "accroché" à l'Assemblée Nationale.

M. le RAPPORTEUR GENERAL signale le cas d'un bateau qui depuis trois ans est en cale par incapacité de manoeuvrer en raison des aménagements qui lui ont été apportés. Il y a là un cas d'incurie étonnant qu'il faudrait examiner.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président,



Séance du Jeudi 21 juin 1956

La séance est levée à 3 heures 30

MM. ALRIC, AMBASSADEUR, VICE-PRÉSIDENT,  
FLEURY, VICE-PRÉSIDENT,  
de MONTAIGNEY, VICE-PRÉSIDENT,  
TIRARD, VICE-PRÉSIDENT,  
MM. BRUNER, VICE-PRÉSIDENT,  
MONTAUDO, VICE-PRÉSIDENT,  
MM. BOURN, VICE-PRÉSIDENT,  
DEBAILLE, VICE-PRÉSIDENT,  
LITAISS, VICE-PRÉSIDENT,

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-:-:-:-:-

Séance du Jeudi 21 juin 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 9 heures 40

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, AUBERGER, BERTHOIN, CHAPALAIN,  
FLECHET, FOUSSON, L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU,  
de MONTALEMBERT, PAULY, PELLENC, PORTMANN, ROUBERT,  
TINAUD, WALKER.

Suppléants : MM. BROUSSE, Paul CHEVALLIER, CLAIREAUX, DELRIEU,  
MONICHON, RAYBAUD.

Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, COURRIERE,  
DEBU-BRIDEL, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE  
LITAISE, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER.

Ordre du Jour

1) Projet de Loi N° 567 (session 1955-1956) - Ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

Crédits relatifs au Ministère du Travail

Rapporteur : M. WALKER.

2) Audition de M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et financières sur :

a) Projet de Loi N° 446 (session 1955-1956) - Prime aux producteurs de blé;

b) Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) - Ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

COMPTE-RENDU

M. LE PRESIDENT fait une communication concernant le\* projet de loi N° 446, session 1955-1956, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte 1956.

Il signale que la commission de l'Agriculture a préparé un nouveau texte et que le Ministre des Finances doit être entendu sur ces nouvelles propositions, en réunion commune de la commission de l'Agriculture et de la commission des Finances.

1) Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.

- Crédits relatifs au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

M. WALKER, rapporteur spécial, rappelle que le budget est en augmentation cette année de 10 milliards.

D'abord, cinq chapitres sont augmentés, en conséquence d'une modification de structure du Ministère. Ce sont les chapitres : 31-01, 31-02, 34-01, 34-02 et 34-92.

M. le Rapporteur espère que cette nouvelle structure sera meilleure.

Des crédits sont prévus pour une société d'économie mixte destinée à apporter une aide aux Nord-Africains. Il est en effet indispensable d'accroître notre aide mais une société d'économie mixte est encore créée, à laquelle 40 millions sont affectés pour aménager de nouveaux foyers au profit de Français musulmans.

Il estime que le Gouvernement devrait donner des renseignements sur la situation de cette nouvelle société d'économie mixte.

M. CHEVALIER signale un cas semblable dans son département où un centre d'hébergement de travailleurs nord-africains est organisé à Chambéry.

M. le RAPPORTEUR relève au chapitre 44-13 une prévision de 13 millions de crédit au profit de l'Institut des sciences et de recherches sociales. C'est un chapitre nouveau, qu'il serait préférable de trouver dans un autre budget. Il considère que la méthode n'est pas encourageante.

M. PELLENC, Rapporteur Général.- Là-dessus aussi, le Gouvernement pourrait donner quelques explications.

M. LE RAPPORTEUR.- En ce qui concerne le chapitre 57-10, on relève 400 millions d'autorisations de programme et 135 millions de crédits de paiement, destinés en particulier au relogement des services en province.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL estime que tous ces crédits nouveaux devraient être examinés de très près et qu'il faudrait que tous les budgets en soient débarrassés.

Chapitre 66-10

M. LE RAPPORTEUR.- Il s'agit de la réadaptation et du reclassement de la main-d'oeuvre.

On relève 1600 millions d'autorisations de programme. Il s'agit d'autorisations de programme correspondant à des crédits votés il y a deux années. La procédure est curieuse.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est une régularisation d'écritures.

M. LE RAPPORTEUR remarque enfin que 22 milliards de ce budget sont destinés à l'équilibre de la Sécurité sociale minière et qu'il y a deux ans, ce chiffre n'était que de 11 milliards.

M. LE PRESIDENT.- C'est une augmentation due au changement de l'âge de la retraite.

M. LE RAPPORTEUR désire également obtenir des explications du Ministre sur le chapitre relatif à la formation professionnelle des adultes.

Cette formation correspond-elle bien aux nécessités actuelles, au besoin des techniques nouvelles?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faudrait que la politique du Ministère du Travail s'adaptât à celle du ministère de la Reconstruction.

La commission adopte le projet sous la réserve des explications qui seront demandées au Ministre sur les différents points évoqués.

2) Audition de M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et financières.

- 5 - Com. Finances et agriculture  
21/6/1956  
J.L.

M. LE PRESIDENT. La séance est reprise.

Monsieur le ministre des affaires économiques et financières, je vous remercie d'avoir bien voulu répondre à la double convocation des commissions de l'agriculture et des finances pour examiner, avant qu'il soit discuté en séance publique, le nouveau texte de la commission de l'agriculture relatif à la prime exceptionnelle sur le blé.

Je n'ai pas à rappeler dans quelles circonstances, lors du dernier débat, le Gouvernement ayant été amené à opposer l'article 1er de la loi de finances à des dispositions qui augmentaient les dépenses sans contrepartie, la commission des finances avait été dans l'obligation de déclarer cet article 1er applicable.

M. le président de la commission de l'agriculture m'a demandé hier si le nouveau texte retenu tomberait éventuellement sous le coup du même article. Nous avons pensé l'un et l'autre que le mieux serait de demander à M. le ministre, avant même d'entrer en séance, dans quelle mesure il pourrait accepter un texte qui paraît aller moins loin que celui qui avait été proposé par l'Assemblée nationale.

Ce nouveau texte tient compte de la prime de 3 p. 100 proposée par le Gouvernement et intègre dans la prime de difficultés exceptionnelles la prime éventuelle de 6 p. 100 laissée à la disposition du Gouvernement, qui devait être versée en cas de mauvaise récolte. La commission serait donc désireuse de savoir dès maintenant si vous êtes décidé, monsieur le ministre, à accorder la prime de 6 p. 100 en même temps que celle de 3 p. 100 que vous avez prévue.

En ce qui concerne le volume des livraisons, la commission, après avoir entendu vos explications, est descendue de 200 à 50 quintaux. Il s'agit donc bien de petits exploitants dont le revenu cadastral serait d'autre part inférieur à 20.000 francs, chiffre nouveau.

C'est pourquoi nous vous demandons de nous indiquer dès maintenant si vous jugez ce texte acceptable, pour que le Conseil de la République puisse le voter le plus rapidement possible.

M. Paul RAMADIER, ministre des affaires économiques et financières. Monsieur le président, je vous remercie de m'avoir consulté sur ce point, mais j'avoue être pris un peu de court. J'ai reçu communication de ce texte hier soir après vingt et une heures. Comme j'ai quitté ce matin le ministère à neuf heures, il m'a été difficile de trouver pendant la nuit des indications chiffrées. Je ne puis donc vous répondre d'une façon catégorique.

Tout ce que je puis vous dire, c'est que ce texte représente certainement un progrès par rapport aux textes antérieurs. La prime de difficultés exceptionnelles ne soulève aucun problème, puisque les dispositions résultant de l'alinéa 4° du décret de 1953 se trouvent confondues dans cette prime de 9 p. 100.

Les difficultés commencent avec la phrase suivante : "Cette prime sera portée à 16 p. 100, pour des livraisons limitées à 50 quintaux, aux petits exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs."

S'agit-il d'une exonération au profit des agriculteurs qui livrent au maximum 50 quintaux pendant la campagne ou d'un abattement à la base au profit de tous les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 20.000 francs ?

M. RESTAT, président de la commission de l'agriculture.  
Les deux, monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE. S'il s'agit d'un abattement, je suis à peu près certain de vous répondre par la négative, car les dépenses qui résulteraient d'une telle mesure - 7 à 8 milliards dépasseraient les ressources dont dispose l'Office national interprofessionnel des céréales et retomberaient sur le budget.

S'il s'agit, au contraire, d'une exonération, on approche des limites du possible. Si l'on arrive à un chiffre de 4 ou 5 milliards, c'est impossible. Mais si l'on reste autour du chiffre de 2 milliards, 2 milliards et demi ou 3 milliards, c'est réalisable. Je ne puis malheureusement que vous répéter que je ne dispose pas ici de statistiques et que je ne peux vous répondre d'une façon précise, ni prendre un engagement que je prendrai dans la nuit.

J'attire votre attention sur un autre point. Vous avez exclu, pour le calcul des fermages, la totalité de la prime de 9 p. 100, c'est-à-dire non seulement la partie correspondant à l'abattement pour augmentation de la productivité, mais également les 6 p. 100. Cela découle du fait que vous avez bloqué les primes de 6 et de 3 p. 100.

En réalité, la prime de difficultés exceptionnelles est en dehors du produit de la propriété. C'est une allocation accordée par le Gouvernement au profit de l'exploitant. Au contraire, les 6 p. 100 prévus aux termes du décret-loi de 1953 font partie du prix du blé. C'est une innovation par rapport au décret-loi de 1953 que de ne pas en tenir compte dans le calcul des fermages.

Je ne m'y oppose pas formellement, mais je tiens à vous signaler que cette façon de faire constitue une révision du décret-loi de 1953. Je ne sais pas ce qui se produira à

l'avenir, mais il est possible que nous soyons saisis de demandes de révision de ce décret. Ce sont des réactions en chaîne qui souvent, à propos d'un texte anodin, finissent par se répéter les unes sur les autres.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. Monsieur le président, je vous remercie d'avoir bien voulu accueillir la commission de l'agriculture dans cette salle respectable. J'espère qu'elle sera sage (Sourires.) et que la discussion se déroulera à la satisfaction générale.

Monsieur le ministre, nous n'avons pas voulu faire bénéficier tout le monde d'une exonération de 50 quintaux. Nous désirons que la prime de 16 p. 100 soit applicable aux exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs et qui livrent au maximum 50 quintaux de blé. Si donc un exploitant dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs livre 80 quintaux, il ne bénéficiera pas de la prime de 16 p. 100. Ces deux conditions doivent être remplies simultanément. Notre interprétation est donc beaucoup plus restrictive et je pense que vous ne pouvez pas refuser de faire un effort en faveur de ces petites exploitations qui sont vraiment familiales.

M. LE MINISTRE. Votre interprétation est donc la mienne, mais il est nécessaire de modifier votre texte.

M. LE PRESIDENT. Il faut en intervertir les termes.

M. LE MINISTRE. Il faudrait rédiger ainsi cette phrase : "Cette prime sera portée à 16 p. 100 pour les livraisons s'élevant au maximum à 50 quintaux fournis par les petits exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs."

M. LE PRESIDENT. Ou bien : "Cette prime sera portée à 16 p. 100 pour les petits exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs et dont les livraisons sont limitées à 50 quintaux."

M. LE MINISTRE. Je vous sou mets le texte que j'avais préparé hier soir : "Cette prime sera portée à 16 p. 100 pour les petits exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs, pourvu que leurs livraisons n'excèdent pas 50 quintaux pendant la campagne."

M. Jean BERTHOIN. Il faut bien spécifier : "... livraisons totales..." Ainsi, aucun doute ne subsiste.

M. LE MINISTRE. Je suis évidemment dans l'impossibilité de vous donner immédiatement une réponse. On vient de me transmettre une note qui contredit les renseignements que je possède et qui évalue le supplément de dépenses à 12 ou 15 milliards.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. C'est impossible !

M. LE MINISTRE. Cette évaluation me paraît en effet douteuse car, avec le chiffre de 200 quintaux, nous arrivions à 12 milliards. En réduisant ce chiffre à 50 quintaux, nous devrions aboutir à un montant inférieur. Dans quelle proportion ? Je l'ignore. En réalité, cette estimation a été faite hier soir par l'un de mes collaborateurs qui n'avait pas non plus de statistiques sous les yeux, qui n'a pu consulter personne et qui s'est montré prudent.

Je ne pourrai me prononcer qu'après avoir consulté le ministère de l'agriculture et l'Office national interprofessionnel des céréales.

M. DURIEUX. Je propose à M. le ministre une rédaction qui aurait peut-être son agrément : "Cette prime sera portée à 16 p. 100 pour les producteurs n'ayant pas livré plus de 50 quintaux au cours de la campagne et dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs."

M. LE MINISTRE. Très bien !

M. DURIEUX. Ce texte ne prête à aucune confusion. Il n'est même pas nécessaire de préciser : "... pour les petits producteurs..." car c'est évident.

Monsieur le ministre, j'aurais voulu également attirer votre attention sur la liaison du prix des fermages avec la prime de difficultés exceptionnelles. Celle-ci devrait être déduite des fermages, car c'est en raison des calamités qu'on utilise les possibilités offertes par certains textes antérieurs. En réalité, les conditions de productivité demeurent. C'est uniquement en raison de l'hiver et des gelées qu'on a recours justement à cette faculté d'augmenter de 9 p. 100 le prix du blé.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. J'approuve entièrement les observations présentées par notre collègue M. Durieux. En ce qui concerne le dernier paragraphe qui vise les fermages payables en nature, on a voulu les assimiler au paiement du prix du blé. Si une prime exceptionnelle est accordée, elle doit l'être à l'exploitant et non au bailleur.

M. Jean BERTHOIN. C'est légitime.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. Dans des circonstances exceptionnelles, il faut prendre des mesures exceptionnelles.

M. LE PRESIDENT. C'est un point qui est du ressort de la commission de l'agriculture. La commission des finances n'aura pas à prendre position sur ce dernier paragraphe.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. Nous avons d'ailleurs bien précisé au début de ce texte qu'il s'agissait de la campagne 1956, ce qui, monsieur le ministre, doit vous donner toutes garanties.

M. LE MINISTRE. Mais je ne combats pas ce texte !

On m'indique à l'instant que les agriculteurs livrant au maximum 50 quintaux seraient au nombre de 600.000. Voilà un chiffre précis.

M. PRIMET. C'est un chiffre ancien !

M. LE PRESIDENT. D'ailleurs, 600.000 livreurs de 50 quintaux, cela ferait 30 millions de quintaux. C'est impossible !

M. LE MINISTRE. Il serait préférable de faire ce calcul à tête reposée. (Nombreuses marques d'approbation.)

M. PRIMET. Il faut se servir, non pas de cette statistique ancienne, mais de la carte des gelées. Prenez l'exemple des départements situés au nord de la Loire : la Loire-Inférieure, la Mayenne ou la Sarthe. Les exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 francs y sont très peu nombreux et les dispositions que vous prévoyez ne joueront pas.

Dans le Finistère, le Morbihan ou les Côtes-du-Nord, au contraire, où les primeurs ont subi de très fortes gelées mais où les blés ont peu souffert, les agriculteurs bénéficieront de ces dispositions, car les petites exploitations sont nombreuses.

Quant aux départements au sud de la Loire, les agriculteurs qui livraient souvent 20 ou 30 quintaux n'ont pas réensemencé leurs terres en blé de printemps. Comme ils n'auront pas de blé, ils ne bénéficieront pas non plus de ces mesures.

Voilà pourquoi il ne faut pas tenir compte de statistiques périmées.

M. DURIEUX. Mes chers collègues, je voudrais vous apporter une précision qui met en évidence la difficulté des évaluations. Quand on parle d'un maximum de 50 quintaux, il faut considérer le poids moyen des livraisons qui vont être faites. Tous les agriculteurs qui vont livrer moins de 50 quintaux ne vont pas en livrer 49 !

-10 -

D'autre part, certains producteurs ne livrent que 30 quintaux de blé, mais ils vont tout de même être exclus du bénéfice de ces mesures parce qu'ils ont d'autres cultures, des herbages par exemple, et qu'ils dépassent les 20.000 francs de revenu cadastral.

Je crois donc que le chiffre définitif sera bien inférieur à celui qu'on peut imaginer. Rien ne nous interdit de prévoir que cette prime ne sera accordée qu'aux agriculteurs ayant eu réellement leurs emblavures gelées.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE.  
D'accord !

M. DURIEUX. Le volume des dépenses ne sera certainement pas comparable à celui dont a parlé tout à l'heure M. le ministre.

M. Jean BERTHOIN. On ne peut pas prendre pour base des statistiques qui portent sur de bonnes années. On estime que, cette année, 50 p. 100 des emblavures ont été gelées. Il faudrait donc réduire les chiffres de moitié.

Ce qu'il faut retenir, c'est le volume des crédits offerts par M. le ministre, qui a bien voulu nous dire tout à l'heure qu'il acceptait déjà d'accorder un crédit de l'ordre de 4 milliards.

M. LE MINISTRE. Non ! J'ai dit : deux ou trois milliards.

Quoi qu'il en soit, je ne peux pas prendre de décision immédiate car, dans des calculs faits sur le bout de la table, on peut se tromper d'un zéro. (Sourires.) Je pense cependant qu'il me sera possible d'accepter.

M. LE PRESIDENT. Mes chers collègues, je remercie M. le ministre d'avoir bien voulu répondre à notre convocation et promettre d'étudier le texte proposé par la commission de l'agriculture qui, a priori, si les calculs sont exacts, semble pouvoir être accepté.

M. le ministre nous demande de patienter quelque temps encore. Dès que sa réponse sera définitive, il la fera parvenir à M. le président de la commission de l'agriculture.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. Je vous en remercie, monsieur le ministre.

J'aurais une dernière question à vous poser. La commission de l'agriculture aurait voulu reprendre l'article 2 du texte de l'Assemblée nationale. Avez-vous l'intention d'y opposer l'article 1er de la loi de finances ?

M. LE MINISTRE. Oui, car il faut choisir entre les prix de revient et les salaires.

M. LE PRESIDENT. Je remercie la commission de l'agriculture de nous avoir permis d'éclaircir un problème important.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE. Je vous remercie quant à moi d'avoir bien voulu nous accueillir dans cette salle.

(MM. les membres de la commission de l'agriculture quittent la salle de la commission.)

Les conditions dans lesquelles nous avons préparé le collectif de 1956 sont assez particulières, d'abord parce que par l'effet de dispositions de loi de 1954-1955, il a été établi le 31 décembre 1955 un budget de reconstruction des services civils et ensuite parce que au mois d'avril 1956, le budget 1956 avait déjà été voté pour l'année 1956 et l'année 1956 de telle sorte que c'est véritablement un collectif, c'est-à-dire un cahier de rectifications que nous vous soumettons en ce moment.

Les conditions dans lesquelles s'est présenté ce budget étaient déjà par elles-mêmes difficiles. Je vous rappelle qu'au mois de juillet 1955 M. Pflimlin estimait que le déficit du budget de 1956 s'élevait à 440 milliards. Au mois de décembre il avait fait une nouvelle évaluation et le chiffre était alors de l'ordre de 550 milliards. Il marquait une aggravation de déficit véritablement budgétaire de l'ordre d'une centaine de milliards sur celui de 1955, année où le déficit prévisionnel du budget s'élevait à 435 milliards.

Depuis sont intervenues les affaires d'Algérie. A l'heure actuelle d'après les demandes des ministères militaires telles que nous les avons contrôlées, les crédits militaires nécessaires pour l'Algérie s'élevaient aux environs de 300 milliards. Bien entendu ce chiffre ne peut être considéré comme définitif et je ne me fais aucune illusion, il atteindra et dépassera peut-être 300 milliards. Ces dépenses aggravent le déficit budgétaire dans la même proportion.

Lorsque ce Gouvernement est arrivé au pouvoir après les élections, ces perspectives n'étaient pas encore clairement ouvertes devant nous. Nous avions seulement l'impression d'une aggravation importante des dépenses de caractère militaire.

M. LE PRESIDENT. M. le ministre des finances a bien voulu au moment où la commission des finances a commencé l'examen du collectif de 1956, venir nous apporter quelques explications sur la situation économique et financière de la France au mois de juin 1956 et peut-être acceptera-t-il de répondre aux quelques questions qui pourront être posées par la commission concernant les dispositions contenues dans le collectif et dans les articles joints.

M. LE MINISTRE. Je demande seulement la permission de partir à midi en raison du scrutin de confiance qui a eu lieu à l'Assemblée nationale.

Les conditions dans lesquelles nous avons préparé le collectif de 1956 sont assez particulières, d'abord parce que par l'effet de dispositions de lois de 1954-1955, il a été établi le 31 décembre 1955 un budget de reconduction des services civils et ensuite parce que au mois d'avril 1955, le budget 1956 avait déjà été voté pour l'année 1955 et l'année 1956 de telle sorte que c'est véritablement un collectif, c'est-à-dire un cahier de rectifications que nous vous soumettons en ce moment.

Les conditions dans lesquelles s'est présenté ce budget étaient déjà par elles-mêmes difficiles. Je vous rappelle qu'au mois de juillet 1955 M. Pflimlin estimait que le déficit du budget de 1956 s'élèverait à 640 milliards. Au mois de décembre il avait fait une nouvelle évaluation et le chiffre était alors de l'ordre de 550 milliards. Il marquait une aggravation du déficit véritablement budgétaire de l'ordre d'une centaine de milliards sur celui de 1955, année où le déficit prévisionnel du budget s'élevait à 435 milliards.

Depuis sont intervenues les affaires d'Algérie. A l'heure actuelle d'après les demandes des ministères militaires telles que nous les avons contrôlées, les crédits militaires nécessaires pour l'Algérie s'élèveraient aux environs de 280 milliards. Bien entendu ce chiffre ne peut être considéré comme définitif et je ne me fais aucune illusion, il atteindra et dépassera peut-être 300 milliards. Ces dépenses aggravent le déficit budgétaire dans la même proportion.

Lorsque ce Gouvernement est arrivé au pouvoir après les élections, ces perspectives n'étaient pas encore clairement ouvertes devant nous. Nous avons seulement l'impression d'une aggravation importante des dépenses de caractère militaire.

Notre premier soin a été d'exercer la pression la plus vive, tout au moins dans la limite des possibilités, sur le budget des dépenses courantes en cours d'exercice pour obtenir une restriction des crédits. Nous sommes parvenus à ramener le déficit budgétaire normal, c'est-à-dire des dépenses annuelles entraînées par l'effet des causes économiques et administratives et en dehors de l'Algérie à 388 milliards, soit environ 40 à 45 milliards de moins que le déficit de 1955 et une centaine de milliards de moins que les prévisions de décembre 1955.

Dans cet état de choses, nous avons évidemment à prévoir les dépenses de l'Algérie. Quand nous avons établi le collectif celles-ci se présentaient avec un total vraisemblable de 200 milliards - depuis leur note s'est augmentée - et nous pensions qu'en définitive le déficit des opérations budgétaires de 388 milliards serait aggravé des 200 milliards que je vous indique et que le déficit total - opérations spéciales puisque c'est sous cette rubrique que le budget l'a placé - s'élèverait à 585 milliards, soit un chiffre voisin des 560 milliards que M. Pflimlin avait prévu au mois de décembre et inférieur à celui qui avait été prévu au mois de juillet de l'année précédente.

Ce n'est évidemment pas un résultat tellement mauvais. En tout cas, je puis vous assurer qu'il n'a pas été obtenu sans de très gros efforts, pas de moi, mais essentiellement de M. Filippi et de la direction du budget. M. Filippi a exercé ses talents de persuasion avec beaucoup d'efficacité. Les questions qui sont venues à mon arbitrage ont été assez peu nombreuses et celles qui ont été à l'arbitrage de M. le président du Conseil se réduisent à deux ou trois.

Bien entendu il faut ajouter à ces chiffres les charges spéciales du Trésor qui sont un peu plus élevées cette année du fait de l'augmentation des prêts aux H.L.M. et d'une certaine augmentation du découvert des comptes spéciaux du Trésor de telle sorte que les charges du Trésor passent de 326 milliards à 397 milliards. Le découvert global de la trésorerie y compris le déficit budgétaire et les charges propres du Trésor s'élève à 982 milliards. C'est un chiffre très important, je dirai volontiers trop important et j'avoue que je ne le considère pas sans quelque appréhension.

On peut évidemment par des moyens de trésorerie se procurer des ressources importantes et il est normal que cette année-ci où nous avons à faire face aux dépenses d'Afrique du Nord, nous les exploitions au maximum, quitte une fois le danger passé à revenir à des chiffres beaucoup plus bas. Néanmoins le chiffre de 1.000 milliards à 13 ou 14 milliards près nous porte certainement à la limite extrême des possibilités de crédit.

J'ai essayé d'apprécier le maximum possible du recours aux moyens de trésorerie et j'ai cette conviction que jusqu'à 800 milliards, il n'y a vraiment pas de risque grave, c'est une somme que l'on peut trouver dans des appels au crédit à court terme, moyen terme, long terme en utilisant toutes les ressources de la caisse des dépôts et consignations de la banque de France et des banques.

Au-dessus de cette limite, on entre dans le domaine des hypothèses. Il s'est confirmé à chaque exercice que les charges réelles de la trésorerie sont toujours au moins de 100 milliards inférieurs à ce qui est prévu par suite de retards de paiement, de règlement, etc.. de telle sorte que le chiffre tel qu'il ressort des "bleus" rentre dans la zone des possibilités. Nous pouvons assurer ce financement.

Mais il faut aller plus loin puisqu'aux dépenses d'Algérie qui étaient prévues s'ajouteront sûrement 75 milliards, peut-être 100 milliards et peut-être davantage, nous n'en savons rien. Les échéances difficiles sont nombreuses dans l'année et ce serait prendre un risque énorme que d'avoir recours encore aux moyens de trésorerie. C'est la raison pour laquelle il est absolument indispensable de couvrir par l'impôt les dépenses supplémentaires de l'Algérie.

Nous ne pouvons agir autrement, à moins de recourir à l'avance de la banque de France qui est peut-être un procédé mais qui peut créer un élément inflationniste, peut-être plus psychologique que mécanique, mais qui serait, certainement très fâcheux dans la conjoncture actuelle. Actuellement la pression inflationniste ne s'exerce pas plus en France que dans les pays voisins et sans doute s'exerce-t-elle même moins.

Voilà donc les conditions difficiles dans lesquelles se présente le budget. Si maintenant je regarde par-delà le budget, quelle est la situation de l'économie, je suis obligé de considérer qu'elle n'est pas si mauvaise. Bien sûr, suivant la manière dont on considère chaque fait, on peut y voir un symptôme de prospérité ou un signe d'inflation. J'ai lu hier dans une revue suisse sur la conjoncture dans ce pays que le symptôme le plus grave que l'on puisse trouver d'une inflation en Suisse et qui constitue une menace extrême, c'était une activité sans cesse croissante de l'industrie. Evidemment si tout signe de prospérité est un signe d'inflation, nous trouvons des éléments inflationnistes qu'on ne recense pas d'habitude. Il faut se garder d'exagération de ce genre.

Quels sont ces éléments ? C'est tout d'abord l'augmentation continue de la production industrielle. En avril l'indice est de 91, ce qui montre un progrès de 12 p.100 par rapport à l'année dernière. C'est un progrès appréciable. Peut-être dès le mois d'avril une certaine prospérité de l'industrie tenait-elle aux commandes militaires. Mais elle n'a pu jouer un rôle important.

La production agricole sera certainement de son côté inférieure cette année à celle de l'année dernière. On a craint une réduction de l'ordre de 10 p.100. D'après les dernières estimations que je possède, ce chiffre me semble pessimiste. Il doit être aux environs de cinq points. Cette diminution a été sensible sur toutes les productions de printemps. Ce qui était en terre en février et au début mars a été anéanti. Mais ce n'est qu'une faible partie de la récolte.

On a même enregistré des surprises. Nous avons craint de ne pas voir de pommes de terre primeures à Paris. C'est ce qui a été constaté jusqu'aux environs du 20 mai, alors que nous aurions dû les voir apparaître dans le début du mois. Jusqu'au 20 mai nos collègues qui représentent des départements producteurs de pommes de terre primeures sont venus nous demander avec insistance de fermer la frontière et de prendre des mesures protectionnistes. Nous les avons écoutés un peu, mais pas trop parce que nous craignons que la production française ne suffise pas à alimenter la consommation.

Puis, à la fin du mois de mai, l'attitude de ces mêmes collègues a tout à fait changé. Ils sont venus nous demander avec insistance qu'on ouvre toutes les frontières sans restriction. Nous n'avons pas cédé et nous avons simplement en raison des arrivages abondants de pommes de terre primeures, admis l'envoi d'un petit tonnage à Londres. Mais, en même temps, parallèlement les pommes de terre ont fait leur apparition à Paris en assez grande quantité et les prix ont rapidement baissé. C'est vers le 2 ou le 3 juin que nous avons pu ouvrir les frontières entièrement et laisser partir les pommes de terre. Or, il s'agit d'une production de primeurs qui n'a pu être mise en terre qu'après les intempéries et qui cependant est arrivée sur les marchés. La production semble même avoir été supérieure à celle de l'année dernière.

Enfin, par contre, sur le plan financier, la première constatation que l'on peut faire dans ce domaine, c'est une certaine abondance de capitaux sur le marché. Elle provient vraisemblablement de l'amélioration des revenus au cours des années précédentes et particulièrement de l'année 1955. D'autre part, des rapatriements de capitaux qui reviennent encore un peu d'Indochine, mais surtout d'Afrique du Nord, en particulier du Maroc et de la Tunisie, et peut-être un peu moins d'Algérie.

- 21 -

J'espère qu'il en sera ainsi pour de nombreuses productions agricoles. Evidemment, c'est sans doute le blé qui, parmi toutes les productions, sera le plus fortement atteint en quantité et en prix de revient, puisqu'il aura fallu deux semailles pour une récolte médiocre en définitive.

Je pourrais continuer mon tour d'horizon dans le domaine de l'agriculture. Le bétail n'a pas subi une atteinte considérable. Par contre, le lait a été touché dans une certaine mesure, mais cela a été compensé par un prix plus élevé pour le lait et parfois très élevé pour le beurre qui, malgré nos interventions, est toujours resté aux Halles à des cours nettement supérieurs à ceux de l'an dernier. En contrepartie, il faut reconnaître que les prix de revient ont augmenté d'une manière assez sensible, car, d'une part les gelées et d'autre part la sécheresse qui a suivi dans certaines régions, ont obligé les producteurs à utiliser des aliments artificiels ou des céréales secondaires.

Ces causes, qui ont agi jusqu'à ce moment, cessent peu à peu de produire leurs effets et la courbe des prix de la production dépendra peut-être davantage de l'évolution des conditions climatiques des mois qui viennent que des conditions passées. Ainsi, notre production agricole, qui est touchée et qui se trouvera cette année à un niveau <sup>supérieur</sup> à celui de l'an dernier, n'est pas cependant atteinte autant que nous pouvions le craindre et, s'il existe des inquiétudes, s'il y a des mesures à prendre, la situation, néanmoins n'a pas le caractère catastrophique qu'à un certain moment, on était en droit de redouter. Je pourrai citer, par comparaison, l'année 1947 où, à la suite de fortes gelées, la production agricole était en déficit et il avait fallu se livrer à toutes sortes de manœuvres plus ou moins acrobatiques pour arriver à alimenter suffisamment la population.

Par conséquent, sur le plan de la production agricole, malgré des inquiétudes, malgré des déficiences, nous pouvons dire que nous sommes dans une période saine et, sinon de très grande prospérité, tout au moins de progrès continu.

Voilà les éléments favorables. On peut avoir des inquiétudes, par contre, sur le plan financier. La première constatation que l'on peut faire dans ce domaine, c'est une certaine abondance de capitaux sur le marché. Elle provient vraisemblablement de l'amélioration des revenus au cours des années précédentes et particulièrement de l'année 1955, d'autre part, des rapatriements de capitaux qui reviennent encore un peu d'Indochine, mais surtout d'Afrique du Nord, en particulier du Maroc et de la Tunisie, et peut-être un peu moins d'Algérie.

L'abondance des capitaux est donc certaine et elle se traduit par le succès relatif des émissions tant publiques que privées. Du 1er Janvier à la fin du mois de Mars, malgré qu'il n'y ait pas eu d'emprunts d'Etat pendant cette période alors qu'il y en avait eu l'année précédente, nous avons obtenu, dans le secteur public et semi public, et aussi par les émissions privées, un chiffre supérieur à celui de l'année dernière. Elle se traduit également par une augmentation des dépôts dans les Caisses d'Epargne, dépôts qui ont été même anormalement importants pendant les deux premiers mois, et surtout en Janvier. Cette augmentation se poursuit encore, bien que cette sorte de rush vers les Caisses d'Epargne se soit un peu atténué.

Ainsi, nous pouvons constater que l'épargne s'accroît et que les capitaux sont abondants. C'est évidemment un élément favorable de premier ordre et de nature à faciliter notre tâche dans le domaine de la trésorerie. On pouvait craindre - je l'ai craint et j'avoue que je le crains encore - que cette augmentation des capitaux disponibles, jointe à la hausse des prix dont je vous parlerai tout à l'heure, n'entraîne les négociants et aussi les industriels à constituer des stocks. Je me suis préoccupé de cette question avec un grand soin. J'ai fait procéder, en particulier par la Banque de France, à plusieurs enquêtes approfondies et détaillées. Il n'a pas été possible de constater, je dois le dire, sur un point quelconque, un accroissement sensible des stocks. Peut-être y a-t-il dans deux ou trois départements, principalement dans les régions d'industrie textile, une certaine tendance à la constitution possible de stocks, mais c'est plus un soupçon qu'une réalité confirmée et il faut reconnaître honnêtement que les enquêtes, notamment celles de la Banque de France, n'ont pas révélé d'opérations de crédit en vue de l'augmentation des stocks.

On peut dire, par conséquent, que nous sommes finalement dans une situation financière saine.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Eh bien !

M. LE MINISTRE.- La seule progression que nous puissions constater concerne le crédit à la consommation. Celui-ci continue à croître dans des proportions assez importantes et il peut y avoir là un élément de déséquilibre. Le Conseil National du Crédit, qui a la surveillance des établissements spéciaux, envisage de prendre un certain nombre de mesures, non pas pour supprimer le crédit à la consommation, mais pour en éviter les abus, par exemple en exigeant que ceux qui en bénéficieront, versent, au début de l'opération, une somme plus importante que celle exigée jusqu'à présent.

- 23 -

Peut-être y aura-t-il une autre mesure à prendre, car il existe sans doute un certain marché noir du crédit à la consommation. Un certain nombre de personnes, sans violer d'ailleurs aucune loi, font du crédit à la consommation dans des conditions qui échappent à toute surveillance. Il sera probablement nécessaire de vous soumettre un texte qui les astreigne à une surveillance de la part du Conseil National du Crédit. C'est un problème sérieux, mais qui n'est ni grave ni préoccupant.

Nous avons donc, du point de vue financier, des éléments favorables. Il faut que je vous énonce maintenant les éléments inflationnistes qui exercent leur action. Le premier, c'est le mouvement international de hausse des prix. Je crois qu'en France on n'en a jamais tenu suffisamment compte. Nous sommes dans un courant dont nous ne sommes qu'une partie et qui nous entraîne. Nous ne pouvons pas y résister, à moins de fermer absolument nos frontières et de nous isoler totalement. Or, la hausse des prix se produit d'une manière plus ou moins inquiétante dans tous les pays d'Europe occidentale : en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Suède, en Hollande et même en Allemagne, encore que, dans ce pays, la menace inflationniste revête plutôt un autre caractère. Nos prix se trouvent entraînés par ce courant. La conséquence, c'est que l'écart entre nos prix et les prix internationaux s'est un peu réduit. Dans certains cas, ces derniers ont même dépassés les prix français. Je vous citerai le cas du bétail. Traditionnellement, quand on constatait une hausse des prix de la viande en France, on faisait entrer un certain contingent d'importations et, à l'inverse, quand on voulait soutenir les prix, on faisait de l'exportation. Actuellement, une certaine tension se manifeste sur le marché de la viande et nous avons ouvert certains contingents, mais il se trouve que, dans les pays voisins, qui sont évidemment les seuls à pouvoir nous fournir de la viande, les prix sont au moins aussi élevés qu'en France, de sorte que ce moyen traditionnel nous échappe. C'est un fait qui existe, je crois, pour un certain nombre d'autres produits.

Un deuxième élément inflationniste, incontestable, c'est le déficit budgétaire. Cette masse que je vous ai indiquée et qu'il est possible, mais certainement difficile de financer, pèse sur le marché. Fort heureusement, il se produit ce mouvement de reflux de capitaux vers la France. Ces disponibilités relativement grandes, nous ont permis de ne pas sentir trop fortement, pour le moment, les conséquences de cette augmentation du déficit budgétaire.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL : Monsieur le Ministre, c'est la seule chose vraie que vous nous avez dite.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 24 -

Vous me permettrez d'aborder ici un sujet un peu délicat. On peut se demander s'il y a lieu ou non d'envisager la couverture d'une partie de ce déficit par des impôts. A mon avis, le pire, c'est le déficit qu'on essaye pas de combler et l'accroissement des impôts me paraît sans aucun doute beaucoup moins nocif. Je constate même que, dans le passé, on a souvent considéré le contraire, peut-être avec quelque exagération, que le remède spécifique à l'inflation, c'était l'augmentation des impôts, grâce à laquelle on peut éponger les trésoreries excédentaires qui viennent à se constituer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela n'a pas empêché sept dévaluations.

M. LE MINISTRE.- Cela en a peut-être empêché d'autres !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Monsieur le Ministre, je regrette que vous soyez obligé de partir à midi, car il y a là un point fondamental qui mériterait d'être éclairé devant notre commission.

M. LE MINISTRE.- Ce déficit provoque une pression qui s'exercera tant qu'il ne pourra pas être comprimé et qui est étroitement liée aux problèmes de l'Afrique du Nord. Par ailleurs, la tendance au développement des dépenses m'a beaucoup inquiété ces derniers temps. J'ai essayé de préparer les premiers éléments du budget de 1957 et, en tenant compte des engagements déjà pris par des lois, j'arrive à une aggravation du déficit, que j'estime inadmissible et qui est de l'ordre de 200 à 300 milliards. J'ai d'urgence immédiatement proposé au Gouvernement, qui les a acceptées, les mesures nécessaires pour réduire ce déficit et le ramener au niveau actuel, et même, si possible, au-dessous.

Cela ne sera pas possible sans revenir sur un certain nombre de décisions qui ont été prises un peu dans tous les domaines. Je me suis efforcé d'exercer une police sévère sur les dépenses et j'ai dû prendre, devant les Assemblées, des attitudes qui ont paru parfois désagréables et qui, sans aucun doute, ne pourront devenir encore que plus désagréables pour moi et pour tout le monde au cours des mois suivants, tant que subsistera cette menace. Je suis prêt, pour ma part, à poursuivre avec férocité un effort de restriction et d'économies. Ce n'est qu'en se montrant, non pas d'une grande modération - car ce n'est pas suffisant - mais d'une "pingrerie harpagnesque", que nous pourrions arriver à franchir le cap.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Excusez-moi de vous le dire, Monsieur le Ministre, c'est la seule chose vraie que vous nous ayez dite.

- 25 -

M. LE MINISTRE.- Nous sommes, en tout cas, en accord sur ce point qui est essentiel.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, je vous remercie, au nom de la commission, des indications que vous avez bien voulu lui fournir. Puisqu'il nous reste une vingtaine de minutes, peut-être pourrez-vous répondre à quelques questions que certains d'entre nous désirent vous poser.

La parole est à M. Chapalain.

M. CHAPALAIN.- Monsieur le Ministre, les dépenses occasionnées par la guerre d'Indochine s'élevaient, je crois, à 300 milliards. Ces dépenses sont maintenant supprimées. Je ne comprends pas, dans ces conditions, pourquoi il faut encore des centaines de milliards supplémentaires pour l'Algérie.

M. LE MINISTRE.- Compte tenu du concours américain, les dépenses d'Indochine étaient ramenées à des sommes beaucoup plus faibles.

M. CHAPALAIN.- Il serait souhaitable que nous ayons sur ce point des indications précises.

M. LE MINISTRE.- Vous les trouverez dans les rapports, mais je peux vous dire que, pratiquement, les dépenses de la guerre d'Indochine, depuis 1951 ou 1952, étaient pour la plus grande partie supportées par l'aide américaine.

M. BERTHOIN.- On peut même dire, à ce point de vue, que la France a vécu sur la guerre d'Indochine, financièrement et économiquement.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. le Rapporteur général.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mes chers collègues, il nous reste encore quelques instants et je voudrais présenter quelques rapides observations. Je ne veux pas chicaner M. le Président Ramadier sur la présentation de ce budget. Il a cédé au petit travers auquel nous avons été habitués. Il nous a présenté avec satisfaction son texte, qu'il a eu beaucoup de mal à établir, mais il a utilisé des artifices qui consistent, selon la méthode habituelle, à faire apparaître un budget moins mauvais qu'il n'est en réalité, en surestimant un peu les recettes et en sousestimant considérablement les dépenses auxquelles ce budget doit faire face.

- 26 -/- 30 -

Je vais surtout parler de la sousestimation des dépenses. D'abord, une somme d'environ 150 milliards, dont 100 milliards au moins pour les crédits militaires, n'a pas été incluse dans votre budget. D'autre part, il y a, dans ce budget, une présentation qui tend à faire croire que l'on a réalisé des économies parce qu'on a procédé à des réductions sur des sommes qui auraient pu être inscrites s'il n'y avait pas eu la reconduction que nous-mêmes avons envisagée l'an dernier. Il y a également de fausses économies. Quand on reconduit, par exemple, les dépenses destinées à la reconstruction en ce qui concerne les crédits de paiement, ou bien c'est un report de paiement, ou bien des crédits qu'on supprime parce qu'on n'a pas engagé des dépenses, mais il faudra accomplir les opérations et finalement les solder. Ce ne sont donc pas de véritables économies. Je n'insiste pas sur ce point, car ce que vous avez fait en la circonstance, c'est péché mignon, et vous avez agi avec discrétion comparativement à ce qui avait été fait les années précédentes.

J'en viens maintenant à ce que je considère comme le vice fondamental de votre exposé, à savoir d'être paralysé par cette notion de déficit budgétaire qui m'a fait bondir tout à l'heure. On s'est imaginé, satisfaisant en cela une tradition du ministère des Finances, que c'est le déficit budgétaire qui est à l'origine de ce que vous appelez la pression inflationniste. Or, ce n'est pas cela qui est à l'origine de cette pression, mais bien la masse des rémunérations, des pouvoirs d'achat supplémentaires que vous mettez sur le marché, comparée à la masse achetable que, dans le même temps, vous pouvez placer pour faire l'équilibre. Le déficit du budget est la conséquence de cette masse irraisonnée de rémunérations et de pouvoirs d'achat jetée sur le marché, de même que la pression inflationniste en est aussi la conséquence. Il n'y a aucun lien direct de cause à effet entre le déficit et la pression inflationniste. L'un et l'autre sont la conséquence de la même cause qui consiste à gonfler, d'une année à l'autre, les dépenses en valeur absolue de votre budget. Lorsque ces dépenses, auxquelles s'ajoutent d'ailleurs celles des autres activités de l'Etat, se résolvent en salaires et en pouvoir d'achats, ce qui est le cas pour l'intégralité de votre budget, à l'exception des achats extérieurs, si ces dépenses excèdent celles des années précédentes et dépassent le gabarit qui correspond à l'augmentation de la valeur des produits achetés au cours de la même année, vous provoquez un déséquilibre et la pression inflationniste commence à se manifester.

par les quatre premiers mois de l'année. Les chiffres que vous nous avez cités pour le mois d'avril sont supérieurs de 11 à 12 p. 100 à ceux de l'année dernière.

- 31 -

C'est dans cette optique d'économiste que la ministre des affaires économiques devrait examiner la question, alors qu'il nous l'a présentée dans celle du ministre des finances, qui est une optique de comptable se laissant hypnotiser par les chiffres qu'il va aligner en face d'une dépense pour en assurer la couverture.

Monsieur le ministre, je n'ai qu'une question à vous poser. Je voudrais que vous y répondiez car elle intéresse tous nos collègues et, en fait, tout le pays.

Nous allons faire le compte de la masse de pouvoir d'achat que, par suite des circonstances principalement, par suite de l'héritage qu'il a reçu et également par suite de certaines mesures qu'il a prises d'une manière peut-être un peu hâtive, le Gouvernement va voir jeter sur le marché en 1956.

D'abord l'accroissement des dépenses budgétaires sur celles de l'an dernier : 500 milliards, dans votre évaluation sous-estimée de 150 milliards. A côté de cela : secteur nationalisé, dont les dépenses en salaires dépassent cette année de 150 milliards celles de l'an dernier. A côté de cela : sécurité sociale - dans son acception la plus large : caisses des retraites, allocations familiales, sécurité sociale proprement dite, etc. - dont les paiements vont dépasser de 200 milliards ceux de l'an dernier. A côté de cela : ce que, par la politique dite des transferts, on a pris au revenu du secteur privé pour le convertir en salaires par la réduction des écarts entre les zones de salaires, par les nouveaux accords de salaires, par l'augmentation du plafond de la sécurité sociale, par d'autres mesures qui ont pour effet d'augmenter les dépenses de 150 milliards au moins.

Le total de toutes ces dépenses représente, dans une évaluation sous-estimée, 1.000 milliards de pouvoir d'achat supplémentaire, qu'en 1956 vous jetez sur le marché de la consommation.

Pour y faire face, même dans votre optique rassurante - qui malheureusement ne correspond pas à la réalité - vous nous dites : nous n'avons pas à redouter que la production industrielle faiblisse cette année, à en juger par les quatre premiers mois de l'année, les chiffres que vous nous avez cités pour le mois d'avril étant supérieurs de 11 à 12 p. 100 à ceux de l'année dernière.

Je souhaite, sans y croire d'ailleurs certainement pas plus que vous (Sourires.), que le rappel des disponibles, la troisième semaine de congés payés et les conséquences des intempéries dont vous nous avez dit qu'elles n'amoinçdriront pas trop la production agricole n'apportent aucun changement par rapport à l'année dernière.

En revanche, l'augmentation du revenu national, très largement sur-estimée, sera de 660 milliards, d'après les comptes de la nation que vos services eux-mêmes établissent. Admettons que nous laissions s'amenuiser la valeur de notre capital productif en ne l'amortissant que peu cette année, admettons que nous n'accordions qu'une part minime à l'augmentation de nos investissements, qui sont seuls susceptibles de calmer un peu les appréhensions que vous avez pour le budget de demain, admettons que les produits achatables dans le secteur de la consommation soient en augmentation de 500 milliards - voyez si je suis large ! - nous avons encore 1.000 milliards de demande d'une part - hypothèse sous-estimée - et 500 milliards d'offre, d'autre part - hypothèse sur-estimée - pour y faire face .

N'est-ce pas là, monsieur le président, que se trouve la pression qui s'exerce sur les prix, sur la monnaie ? Je vous demande d'y réfléchir, car malheureusement nous avons mangé notre pain blanc en premier, pendant les trois ou quatre premiers mois de l'année . Nous avons reçu un sérieux avertissement car nous sommes tombés sur une pierre qui était dans notre farine : les gelées du mois de février .

Vous vous rappelez le jour où vous nous avez invités, les deux présidents et les deux rapporteurs généraux des commissions des finances, à nous rendre à midi chez M. le président du conseil . Vous nous avez dit : " Ce soir, à dix-huit heures, il faut que j'annonce la détaxation d'un certain nombre de denrées alimentaires ; Si j'attends le vote de la loi destinée à m'y autoriser - et à ce moment-là vous pensiez que la loi pourrait intervenir très peu de temps après - j'ai franchi l'indice critique qui marque le point à partir duquel fonctionne automatiquement le déclic de l'échelle mobile ; il faut donc que , dès maintenant , vous vous portiez caution et que vous m'autorisiez, anticipant sur la loi, à détaxer certains produits " . Nous l'avons fait bien volontiers . On est toujours suivi des assemblées quand il s'agit de détaxer . Ce n'était donc pas de l'héroïsme. (Sourires.)

- 33 -

Mais réfléchissez bien . C'était l'époque de l'année où un tout petit secteur de la production nationale - je ne veux pas dévaloriser l'agriculture, mais elle n'y intervient que pour un tiers - ne produit presque rien. Or, cette pression sur les prix jouait déjà alors qu'aucune des causes que nous allons énumérer maintenant n'était entrée en action .

Je vous demande - moi, à votre place, je ne dormirais pas, je vous l'avoue - ...

M. LE MINISTRE. Vous auriez tort !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Monsieur le président, vous avez un équilibre que moi, qui suis méridional, je n'ai pas. Ce que je n'extériorise pas provoque chez moi parfois certaines exclamations . Cela me soulage ! (Sourires.)

M. LE MINISTRE. Vous êtes au nord par rapport à l'Aveyron !

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Réfléchissez que c'est à partir de maintenant que toutes les causes vont jouer, sans aucune exception, dans le même sens . Faisons-en la récapitulation : la troisième semaine de congés payés, qui va diminuer la production, c'est maintenant qu'elle va jouer ; la diminution des écarts entre les zones de salaires, c'est maintenant qu'elle commence à jouer . La revalorisation des traitements des fonctionnaires, c'est au mois de juillet qu'elle va jouer . Les allocations-vieillesse que vous allez voter, c'est à partir de maintenant qu'on va en sentir les effets . Je ne critique pas ces mesures et je n'en fais pas le procès , je les analyse. (Mouvements divers.)

Je vous laisse le soin de le faire si vous le désirez, mais je ne le fais pas moi-même .

Le rappel des disponibles, c'est à partir de maintenant qu'il va désorganiser votre production. La diminution de la production agricole , c'est maintenant qu'elle va faire sentir au maximum ses effets .

Je vous pose la question suivante, monsieur le président, pour vous permettre de nous tranquilliser et

- 34 -

de nous faire partager votre sérénité . Avec 1.000 milliards de pouvoir d'achat supplémentaire et, en face, 500 milliards de biens de consommation, nous entrons dans le tunnel . En sortirons-nous ? Nous aimerions bien être fixés sur ce point et, en tout cas, sur les moyens que vous comptez employer pour que nous revoyions à l'avenir un peu de grisaille, pour qu'au moins nous soyons sûrs de pouvoir sortir de ce tunnel .

Telle est, monsieur le président, l'unique question que je voulais vous poser, car c'est celle qui se pose actuellement et non celle du déficit du budget .

M. LE MINISTRE. Pour répondre à M. Pellenc, je ne présenterai que deux observations . La première, c'est que j'ai fait le même exposé à la commission des finances de l'Assemblée nationale , puis à l'Assemblée elle-même et que l'on m'a trouvé d'un noir pessimisme .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. C'est le tunnel , parbleu ! (Rires.)

M. LE MINISTRE . J'avais pensé trouver du soleil chez M. Pellenc ...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . C'est la Saint-Médard ! (Nouveaux rires.)

M. LE MINISTRE . ... je le trouve encore beaucoup plus pessimiste que je ne l'étais moi-même .

Je partage entièrement son avis . Nous pouvons constater un fait - ce n'est pas la cause de l'inflation, c'est sa définition même - c'est qu'en présence d'une demande qui s'est accrue l'offre est restée la même ou s'est accrue dans une proportion moindre. Quel est l'écart inflationniste ? Si l'on tient compte des comptes de la Nation - et il faut en tenir compte parce que c'est la seule prévision commode dont nous disposons - l'augmentation du revenu national atteindra 660 milliards . On prévoit un peu plus de 1.000 milliards d'augmentation du pouvoir d'achat . La différence entre ces deux chiffres représente à peu près exactement l'écart . Bien entendu, ces chiffres ne constituent pour moi que des ordres de grandeur qui peuvent nous orienter dans une certaine mesure . Au demeurant, je ne suis pas trop éloigné de ceux qu'influe

- 35 -

M. Pellenc . Nous sommes donc à peu près d'accord sur le mal.

Il s'agit de savoir quelles en sont les causes . Vous me dites que le déficit budgétaire est un effet . C'est possible, mais c'est en même temps une cause , car le déficit budgétaire crée un pouvoir d'achat supplémentaire qui, par surcroît , n'est pas gagé par des recettes . Vous m'excuserez de vous chercher un peu querelle ...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Vous ne me cherchez pas querelle, vous ne m'avez pas compris !

M. LE MINISTRE . C'est à la fois un effet et une cause . Il y a action et réaction mutuelles . Si nous réussissions à supprimer le déficit budgétaire, nous arriverions d'une part à réduire dans une certaine mesure les consommations ; nous arriverions d'autre part à les couvrir par des prélèvements sur le revenu national venu d'ailleurs et par conséquent par des transferts plutôt que par des créations . Mais, au demeurant, cela n'a pas une très grosse importance .

Quels sont les éléments sur lesquels nous pouvons agir ? Nous sommes ici, non pas entre économistes, mais entre hommes politiques . Dans une période comme celle-ci, pensez-vous qu'il soit possible de réduire les engagements qui ont été pris par le Gouvernement à l'égard de catégories sociales importantes ?

Je prends un cas particulier , par exemple les traitements des fonctionnaires . C'est entendu , vous avez raison : la charge qui va tomber sur nous lorsqu'il faudra payer les suppléments de traitements prévus pour le mois de juillet, sera très lourde et pèsera sérieusement sur la trésorerie, donc également sur les prix . Pensez-vous que, dans ce domaine, nous puissions améliorer la situation en ne tenant pas les engagements qui ont été pris ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . Je n'ai pas posé la question sur ce terrain-là . Ne me mettez pas en opposition avec les fonctionnaires . Je suis fonctionnaire.

M. JEAN BERTHOIN . Ce n'est pas une raison !

M. LE MINISTRE . J'ai répété exactement ce qu'a dit le président du conseil dès le premier jour ,

- 36 -

alors qu'il n'avait à faire face ni aux intempéries, ni aux gelées . Il faut d'abord tenir ses promesses dans toute la mesure où on le peut . Sinon, on provoque des réactions qui sont d'ailleurs beaucoup plus fortes qu'il n'est raisonnable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . Bien sûr, mais ce n'est pas la question !

Depuis trois ou quatre minutes, vous nous parlez de 30 milliards en faveur des fonctionnaires, alors qu'il s'agit de 1.000 milliards ! Ne me mettez pas en opposition avec eux . On m'a assez reproché, dans un texte de loi que j'ai défendu ici , d'avoir demandé pour eux les mêmes avantages que dans le secteur privé .

M. LE MINISTRE . Je ne vous mets en opposition avec personne . Ce que j'ai dit des fonctionnaires, je pourrais le dire des anciens combattants , du fonds de solidarité , de toutes les dépenses dont vous avez parlé . Je me suis opposé à un relèvement du prix du blé qui entraînait une charge budgétaire . Evidemment, nous pourrions revenir sur toutes les promesses et les décisions qui ont été prises . Chacun veut augmenter son revenu individuel sans avoir égard au revenu national et il pense qu'ainsi il sauvegardera ses intérêts .

Nous prêchons la modération et la restriction . Vous savez que , lorsqu'on fait une proclamation de ce genre , on est généralement assez peu entendu . La première chose à faire pour être un peu entendu, c'est de rester dans la ligne qu'on s'est tracée . Le Gouvernement a dit : Voici ce que nous ferons cette année et rien de plus . Cela nous permet de nous tourner vers les catégories sociales ou administratives diverses et de leur dire : " Ce que nous avons promis, nous le ferons ; c'est difficile, c'est devenu plus difficile encore depuis la constitution du Gouvernement en raison des événements inopinés qui ont surgi, mais nous le ferons quand même ; cependant ne nous en demandez pas davantage, car vous entreriez dans le domaine de l'impossible " .

Vouloir aller trop loin et revenir sur ce que l'on a promis ne ferait en réalité qu'aggraver la situation . Nous serons obligés de supporter la charge qui - j'en suis bien d'accord avec M. Pellenc - est lourde pour l'économie .

PLUSIEURS SENATEURS . Ce n'est pas nous qui la supporterons, c'est le franc !

à 37 -

M. LE MINISTRE . Le franc, c'est la mesure de notre richesse . Je sais également que, si nous allions dans une autre voie, nous supporterions de plus graves et de plus lourds inconvénients . Je ne crois pas être en désaccord avec vous, Monsieur Pellenc .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . Vous ne m'avez pas répondu . Je vous ai demandé ce que vous comptiez faire . C'est le seul point que vous n'avez pas abordé !

M. LE MINISTRE . Tenir nos promesses et refuser d'aller plus loin d'un centimètre . Vous me direz qu'il vaudrait mieux passer à l'offensive . Si vous y passez, vous êtes battus.

M. JEAN BERTHOIN . Mes chers collègues, j'ai été frappé par la clarté et la grande sincérité de l'exposé de M. le ministre des affaires économiques et financières . Il ne nous a point caché ses difficultés . Je ne sais si vous êtes arrivés à la même conclusion que moi, mais je constate qu'il n'y a aucune opposition entre l'exposé de M. le rapporteur général et celui de M. le ministre . M. le ministre se rend parfaitement compte que les conditions matérielles, techniques, de l'inflation sont, hélas ! réalisées, comme elles le sont depuis plusieurs années .

Ce qui compte à l'heure actuelle, c'est de ne pas déclencher les conditions psychologiques de l'inflation, car ce phénomène est avant tout psychologique . Matériellement, à partir du moment où les moyens de paiement sont supérieurs aux biens de consommation, vous êtes en état d'inflation . Il suffit qu'à ce moment - là le climat se transforme pour qu'on se rue vers la marchandise, quelle qu'elle soit, pour que le phénomène de hausse et le cycle infernal se déclenchent .

Le premier devoir est bien en effet, comme l'a dit M. le ministre, de tenir ses engagements . Il faut éviter d'en prendre de trop lourds et nous devons, quant à nous, limiter les dépenses publiques dans les textes dont nous avons à délibérer .

Mais, monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire qu'un des grands devoirs de l'Etat ne s'accomplit pas aujourd'hui avec suffisamment de rigueur : c'est le devoir de stricte gestion . Je ne veux point citer d'exemples, mais nous pourrions tous le faire . Il m'est arrivé pendant les mois où j'ai eu l'honneur de faire

- 38 à FIN -

partie des gouvernements de la République de constater des abus considérables dont on ne tenait pas assez compte . Bien souvent, lorsqu'on veut s'en donner la peine , il est possible de les limiter .

Ce dont le pays a besoin , devant une situation dramatique , c'est de savoir qu'il a affaire à un Gouvernement honnête , austère . Voilà les deux mots qui doivent dominer la gestion des affaires publiques . C'est un élément utile , presque indispensable pour rassurer l'épargne dont vous parliez tout à l'heure , qui n'est pas disponible , mais inquiète . En fait ceux qui ont des disponibilités, qu'elles soient à la caisse d'épargne, ou dans les comptes en banque , ou qu'elles reviennent d'Afrique du nord en masses importantes, sont inquiets . Ils se disent : " Que faire de mon argent ? Comment puis-je éviter qu'il ne s'engouffre dans un cycle d'inflation dont on parle trop ? " .

Prenez des dispositions . Dans la mesure où votre gestion apparaîtra comme une gestion nationale - et elle l'est en Afrique du nord - et comme une gestion stricte , honnête, résistant à toutes les formes de démagogie - et nous vous aiderons dans ce sens - vous éviterez de déclencher l'aspect psychologique du phénomène. C'est tout le problème .

M. JOSEPH RAYBAUD . Très bien !

M. LE PRESIDENT. On vient de m'informer que le scrutin sur la question de confiance était ouvert à l'Assemblée nationale . Nous allons donc rendre sa liberté à M. le ministre , en le remerciant une fois de plus des explications qu'il a bien voulu nous fournir .

Personne ne demande plus la parole ? ...

La séance est levée .

(La séance est levée à douze heures dix minutes.)

Pas de communiqué  
à la presse

*Julius*

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION des FINANCES

-----

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-----

1ère Séance de Vendredi 22 juin 1956

-----

La séance est ouverte à 10h.10

---

Présents : MM. ALRIC, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY, COURRIERE,  
DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, LITAISE, LONGUET,  
DE MONTALEMBERT, PELLENC, PORTMANN, PRIMET  
ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Absents : MM. ARMENGAUD, AUBERGER, CHAPALAIN, COUDE DU  
FORESTO, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE,  
LAMARQUE, L'HUILLIER, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD  
WALKER.

Ordre du Jour

1) Projet de loi N°567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

Crédits relatifs au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Rapporteur : M. ALRIC.

2) Projet de loi N° 558 (session 1955-1956) 3ème lecture

Fonds national de solidarité

Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

Avant que la relève de l'énergie atomique ne soit effective, ce sera sans doute le pétrole qui remplacera le charbon relativement à l'industrie.

COMITE-RENDU1) Crédits relatifs au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. ALRIC, rapporteur, présente ses observations relatives au budget examiné et étudie trois questions importantes : la question du charbon, la question du pétrole, en particulier la question du gaz de Lacq et enfin, la question de fonds pour la recherche technique.

Actuellement, le déficit de la production charbonnière atteint 18.000 tonnes et il semble que 3 ou 4 milliards manquent pour financer l'importation nécessaire.

M. LE PRESIDENT rappelle que les créances sur la Pologne permettront vraisemblablement d'obtenir des importations de charbon importantes.

M. PORTMANN.- Pourquoi constatons-nous ce déficit alors que récemment nous avions des excédents?

M. FLECHET.- Dès l'année dernière, des stocks existaient dans le département de la Loire par exemple. Il y a une année la production égalait la vente mais les froids de cet hiver ont tari les stocks et la production n'a pas rattrapé le retard.

M. ALRIC.- La nécessité d'importer paraît donc évidente.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait peut-être demander que les indemnités du Nord-Viet-Nam soient réglées en charbon.

M. BOUSCH.- D'après M. le Ministre de l'Industrie, le relais partiel de l'énergie atomique ne sera possible que dans une vingtaine d'années; d'ici là, il faudra importer du charbon américain en particulier.

M. COURRIERE s'inquiète de la diminution de la production en été, en raison des congés payés, alors que c'est l'époque où les grossistes pourraient constituer leurs stocks.

M. ALRIC.- Le Ministre de l'Industrie et du Commerce a fermé des puits mais il a expliqué qu'il s'agissait de puits non rentables. Il n'est donc pas sérieux de penser les rouvrir.

Avant que le relais de l'énergie atomique ne soit effectif, ce sera sans doute le pétrole qui remplacera le charbon relativement insuffisant.

C'est justement le pétrole de Lacq qui jouera ce rôle de relais; dans le domaine du pétrole, la question principale actuellement est la question de l'utilisation du pétrole de Lacq. A ce sujet, se pose le problème des prix différentiels que l'on ferait aux utilisateurs placés près du puits, en vertu de la théorie des régions sous-développées. Ceci intéresserait le Sud-Ouest.

M. PORTMANN précise que l'accord a été obtenu pour que toute la région de l'Aquitaine profite, par priorité, du pétrole de Lacq.

M. COURRIERE.- Même dans le Sud-Ouest, à partir de quelle année peut-on compter sur l'utilisation de ce pétrole?

M. PORTMANN.- D'après les techniciens, ce ne serait pas avant 4 ou 5 ans.

M. FLECHET demande que les travaux soient poussés au maximum.

M. COURRIERE.- Il faudrait aussi qu'il y ait une politique d'ensemble.

M. DEBIEUX-PRINCE.- Seul un investissement à long terme jusqu'ici; il ne faudrait tout de même pas oublier la science de la recherche scientifique.

M. PELLENC propose qu'un plan d'industrialisation de la région de Lacq soit établi.

M. BERTHOIN.- Cela éviterait plus tard le paiement d'indemnités d'expropriation.

M. ALRIC constate, au sujet du chapitre 64-90 - Fonds pour la recherche technique- que tout ce qui est fait le plus souvent pour la recherche technique est axé sur une réalisation immédiate. On oublie qu'il y a des cas nécessaires de recherches sans rentabilité immédiate.

Il rappelle à ce sujet le projet de M. Armengaud sur la recherche scientifique.

M. Portmann a déposé avec M. Longchambon une proposition de loi relative à la recherche scientifique, exonérant, du point de vue fiscal, l'aide volontaire à la recherche.

En effet, il existe deux sortes de recherches, les unes immédiatement rentables, les autres rentables mais à terme et ce sont ces dernières qui représentent la véritable recherche scientifique.

M. COURRIERE regrette la dispersion des efforts dans le domaine de la recherche scientifique.

M. BERTHOIN indique, de la part de M. Armengaud, que celui-ci est hostile aux crédits inscrits au budget de l'Industrie et du Commerce, au chapitre de la recherche technique, pour les mêmes raisons que celles qui ont été exprimées par M. Alric.

Selon lui, le service de la recherche scientifique se sclérose. En ce domaine, il faut veiller au progrès de la recherche fondamentale plutôt qu'aux progrès de recherches immédiates. Il faudrait d'abord coordonner tous les efforts en faveur de la recherche et surtout ne pas disperser les crédits. Toutefois, si les crédits attribués au Ministère de l'Industrie sont réellement utiles, il ne faut pas hésiter à les accorder.

M. PELLENC.- Il faut en fait réagir contre la tendance de tous les ministères à créer leur propre service de recherches de statistiques, etc... Chaque ministère essaie ainsi de se soustraire au contrôle de l'Institut de la Recherche. Il faudrait créer un fonds concentrant tous les efforts. Les 100 millions inscrits au crédit du Ministère de l'Industrie dans l'autorisation de programme ne sont pas importants. Ce qui compte c'est le fait de la création par un biais d'un fonds.

M. DEBU-BRIDEL.- Seul un réquisitoire a été présenté jusqu'ici; il ne faudrait tout de même pas oublier la défense de la recherche scientifique.

M. ALRIC propose de disjoindre les crédits et d'entendre le Ministre.

M. BERTHOIN.- Avant de prendre une décision, la courtoisie demanderait d'entendre le Ministre.

M. LE PRESIDENT propose que le Ministre soit invité à donner des explications.

La Commission adopte la disjonction des crédits, sous réserve d'explications à obtenir.

2) Projet de loi N° 2203 A.N. C.R.558, 3ème lecture  
adopté par l'Assemblée Nationale, portant institution d'un fonds national de solidarité.

M. LE PRESIDENT.- L'Assemblée nationale, en troisième lecture, a repris son texte. La taxe sur les véhicules des sociétés, proposée par le Conseil de la République, a été la seule suggestion retenue. Il est probable que la commission du Travail du Conseil de la République reprendra le texte de l'Assemblée nationale mais il ne faut pas oublier que c'est actuellement la dernière navette.

Si la transmission est faite, étant donné les délais, avant samedi minuit, l'Assemblée nationale devra voter deux fois; une première fois avant la fin du délai d'accord pour éviter la prolongation du délai et une deuxième fois après l'expiration du délai pour prendre acte.

M. DE MONTALEMBERT.- Le financement est incohérent. Les impôts sur les voitures de plus de 16 CV aboutissent à des conséquences désastreuses mais faut-il à nouveau discuter?

M. LE PRESIDENT.- La Commission du travail a adopté, pour l'âge des voitures, la date de leur fabrication et non pas celle de leur immatriculation.

M. DE MONTALEMBERT.- La taxe instituée sur les voitures de luxe étrangères est basée sur une idée de discrimination. La formule n'est pas bonne.

M. BERTHOIN.- Plus généralement, il ne faut pas ignorer que les pays étrangers prendront des mesures de rétorsion.

M. DE MONTALEMBERT.- L'acheteur d'une voiture qui a déjà subi un million de droits et qui devra ajouter 100.000 francs encore, renoncera peut-être à l'acquisition d'une voiture étrangère. Ainsi, le Trésor perdra plus d'un côté qu'il ne gagnera par l'établissement de la taxe de luxe.

M. LE PRESIDENT.- Le texte certainement peut être amélioré, même en troisième navette. Encore faut-il que ce texte soit voté et que le Conseil de la République soit disposé à le faire. Si le vote du Conseil est encore négatif, l'Assemblée nationale ne pourra reprendre que son dernier texte.

M. DE MONTALEMBERT.- Il faudrait qu'il soit établi que le vote sur l'ensemble constatant un désaccord suffit à provoquer une navette.

M. BERTHOIN.- Si le vote est négatif, il n'y a pas de texte et l'Assemblée nationale ne pourra adopter que le sien; si l'on veut proposer encore des améliorations, il faut un vote positif.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait également adopter, aux dires du service du Budget, une modification relative aux sanctions à attacher aux taxes sur les véhicules automobiles.

M. DE MONTALEMBERT.- Si nous renvoyons le "bouquet" (de taxes) non ficelé, c'est-à-dire sans un vote sur l'ensemble rien n'empêche l'Assemblée nationale de retenir quelques fleurs du bouquet.

M. DEBU-BRIDEL.- Si le texte est renvoyé avant minuit, l'Assemblée nationale pourra le reprendre. Elle pourra aussi en adopter un autre, qu'elle nous renverra mais que le Conseil de la République ne pourra plus examiner.

M. BERTHOIN.- Si l'Assemblée nationale innove, elle prolonge de ce fait le délai. Lorsque le délai est clos, elle ne peut que reprendre son texte ou le texte total ou partiel du Conseil de la République.

M. DE MONTALEMBERT.- En fait, pour l'efficacité de nos délibérations, nous avons à transmettre un texte avant ~~un~~ minuit.

M. BERTHOIN.- L'Assemblée nationale ne peut considérer comme un vote du Conseil de la République qu'un vote sur l'ensemble. Elle ne peut prendre en considération un vote positif sur un amendement si le vote sur l'ensemble est négatif.

M. LE PRESIDENT signale, au sujet de la taxe sur les voitures des sociétés, que la mention : "sauf lorsqu'elles sont

exclusivement affectées aux personnes étrangères à cette société" sert uniquement à renforcer la preuve que les voitures ne sont pas destinées à transporter un membre de la société.

M. COURRIERE.- Ainsi une voiture de société paiera 8.000 + 20.000 + 100.000 francs.

M. PELLENC.- Non, la taxe de 100.000 francs est exclusive des deux autres. Il précise que la taxe sur les voitures rapportera 2 milliards 1/2, alors que les droits de douane sur les voitures étrangères rapportent déjà 4 milliards.

M. BERTHOIN estime que le texte de l'Assemblée nationale repris par la Commission du Travail du Conseil de la République devrait être modifié dans sa forme : "les mesures suivantes sont édictées : majoration, au lieu de majorer...; abrogation au lieu d'abroger."

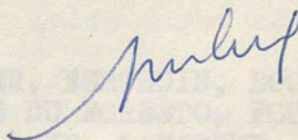
La Commission n'émet pas d'avis sur l'ensemble du projet, se réservant d'entendre le Gouvernement en séance publique.

M. DEBU-BRIDEL signale qu'il votera contre l'augmentation de la surtaxe progressive.

M. PORTMANN est désigné comme rapporteur du budget des Affaires Etrangères.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président,



C O M M I S S I O N   d e s   F I N A N C E S

[illegible]

— ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ —

—•—•—•—•—

— ∷ —

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

Ordre du Jour

- Audition de MM. RAMADIER (Ministre des Affaires économiques et financières) et DULIN (Secrétaire d'Etat à l'Agriculture) sur le projet de loi n° 446 (session 1955-1956) - Prime exceptionnelle aux producteurs de blé.

o  
o o

COMPTE-RENDU

M. le PRESIDENT donne immédiatement la parole à M. le Ministre des Affaires économiques et financières qui désire faire reconnaître par la Commission que l'article premier de la loi de finances est applicable aux alinéas 4 et 5 de la proposition relative au prix du blé.

M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières indique en détail à la Commission la situation financière de l'O.N.I.C. Quelles que soient les circonstances ultérieures, l'O.N.I.C. se trouve dès maintenant en déficit de 6 à 9 milliards.

Or que dit l'alinéa 4 : "Une prime supplémentaire de 7% sera allouée, en fin de campagne, aux producteurs dont le revenu cadastral est inférieur à 20.000 frs et qui n'auront pas livré plus de 50 quintaux au titre de la récolte 1956." L'étude des statistiques montre que pour cette année cette disposition entraînerait une dépense voisine de 3 milliards, charge qui ne peut être supportée par l'O.N.I.C. Or, comme celui-ci est un établissement public, l'article premier de la loi de finances est applicable.

M. PRIMET conteste les bases du calcul précédent.

M. RESTAT, Président de la Commission de l'Agriculture signale que les statistiques ne peuvent guère dire combien il y a d'exploitants de moins de 20.000 frs de revenu cadastral. Quant aux livreurs de moins de 50 quintaux, ils étaient pour la dernière campagne environ 600.000 et avaient livré, au total, 5.000.000 de quintaux. Il est bien probable qu'à cause du gel ce chiffre sera réduit d'environ 30%. La prime ne correspondrait donc qu'à une dépense maximum de 1 milliard,5.

M. de MONTALEMBERT. - Vous irez, Monsieur le Ministre, à des difficultés considérables si vous maintenez l'application de l'article premier.

M. le SECRETAIRE d'ETAT à l'AGRICULTURE. - L'amendement de M. Waldeck-Rochet avait été repoussé à la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale. 3.800 francs comme prix du blé avait obtenu l'approbation des producteurs et l'accord du Ministre des Finances.

M. DEBU-BRIDEL. - La fixation du prix du blé à deux taux différents est dangereuse.

M. le PRESIDENT. - Sur l'article 2, la Commission a déjà décidé que l'article premier était applicable.

Sur l'article premier, si la Commission des Finances laisse le Conseil juge, il est probable que l'article premier bis nouveau sera voté.

M. PELLENC, Rapporteur Général. - Le vote par division sera sans doute demandé. Lorsque le Conseil de la République arrivera à l'alinéa sur l'orge et le maïs, il faudra que le Gouvernement observe que si les deux alinéas sont votés, le budget sera compromis. Il opposera alors l'article premier de la loi de finances au premier alinéa (orge et maïs).

Le second alinéa, seul, sera voté.

M. le PRESIDENT reconduit Messieurs les Ministres.

M. le PRESIDENT. - Compte tenu des précisions données par le Gouvernement, il y a donc deux séries d'augmentations, celles qui concerne le blé et celle qui concerne l'orge et le maïs

M. PRIMET. - Les deux choses sont liées ; les petits producteurs qui n'ont pas réensemencé en blé l'ont fait en orge.

M. le PRESIDENT. - Un texte a déjà été voté sur le prix de l'orge.

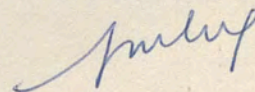
M. le RAPPORTEUR GENERAL. / <sup>propose que</sup> lorsque le Gouvernement demandera l'application de l'article premier aux deux alinéas examinés, la Commission des Finances le reconnaisse applicable à l'alinéa relatif à l'orge.

La Commission adopte cette proposition.

La séance est levée à 17 heures 35.

Pas de communiqué  
à la presse  
- - - - -

Le Président.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Nomination d'un vice-président.

Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 - Crédits relatifs

COMMISSION des FINANCES : M. LAMARQUE.  
Crédits relatifs à la loi de finances - Rapporteur :  
M. COURRIERS.

---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

---:---:---:---:---:---

M. le PRÉSIDENT présente le plan d'ensemble des travaux de la Commission dans les prochaines semaines, lequel permettrait de terminer l'examen en Commission du collectif pour le 6 juillet. Le projet pourrait être inscrit à la séance du 10 juillet.

1ère séance du mercredi 27 Juin 1956

M. DEBU-BRIDEL demande que le Ministre de l'Information soit entendu sur la fusion.

---:---:---

La séance est ouverte à 10 h.20

---:---

M. le PRÉSIDENT propose à la Commission de désigner M. Fléchet.

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, KALENZAGA, LAMARQUE, L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, PAULY, PORTMANN, PRIMET, ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Assistait, en outre, à la séance : M. PLAIT

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, FOUSSON, GASPARD, LAFFARGUE, MASTEAU, de MONTALEMBERT, PELLENC, PESCHAUD, WALKER.

---:---:---:---:---:---

M. LAMARQUE présente son rapport.  
Le budget est en augmentation nette d'un milliard de 20 milliards, 150; 15 milliards pour les crédits de reconstruction et 7 milliards et demi pour les crédits nouveaux.

Ordre du Jour

- Nomination d'un vice-président.
- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 - Crédits relatifs au Ministère des Travaux Publics. - Rapporteur : M. LAMARQUE. Crédits relatifs à la Marine marchande - Rapporteur : M. COURRIERE.

o o  
o o  
COMPTE-RENDU  
-----

M. le PRESIDENT présente le plan d'ensemble des travaux de la Commission dans les prochaines semaines, lequel permettrait de terminer l'examen en Commission du collectif pour le 6 juillet. Le projet pourrait être inscrit à la séance du 10 Juillet et/ou se terminer le 12 dans la nuit.  
la discussion

M. DEBU-BRIDEL demande que le Ministre de l'Information soit entendu sur la Radiodiffusion.

Nomination d'un vice-président.

M. le PRESIDENT propose à la Commission de désigner M. Fléchet.

La Commission adopte la proposition à l'unanimité.

M. FLECHET remercie les Commissaires du témoignage de sympathie qu'ils lui ont manifesté.

o o  
o o  
Projet de loi 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956. Crédits relatifs au Ministère des Travaux Publics et des Transports.

M. LAMARQUE, rapporteur, présente son rapport.

Le budget est en augmentation cette année de 20 milliards, 150; 13 milliards pour les crédits de reconduction et 7 milliards et demi pour les crédits nouveaux.

.../...

200 emplois nouveaux sont créés au titre des ponts et chaussées, dont 100 au titre du Fonds routier. Ces emplois étaient payés auparavant sur les crédits de travaux et maintenant ils sont inscrits au personnel. L'Assemblée Nationale s'était inquiétée de cette inscription de crédits mais l'audition du Ministre a permis l'adoption.

On relève d'autres augmentations de crédits pour des améliorations diverses : 950 millions pour l'entretien des routes 250 pour l'entretien des canaux.

Tels sont les traits caractéristiques du budget des Travaux Publics.

M. COURRIERE. - Les 100 emplois créés au Fonds d'Investissement Routier sont expliqués par la nécessité de gros travaux. Il n'était pas possible de prélever sur le Fonds des sommes suffisantes pour régler les salaires de ces contractuels.

M. LAMARQUE demandera au Ministre des précisions sur ce sujet.

M. le PRESIDENT. - N'est-ce pas un premier pas vers la suppression du Fonds Routier pour tout ramener sous la Direction du Ministère des Travaux Publics ? Cela semble, en effet, une réintégration progressive des fonds dans les crédits du Ministère.

M. DEBU-BRIDEL. - Le Fonds Routier était un état féodal sans sujets.

M. BERTHOIN. - Il n'y a pas de raison de faire supporter ces dépenses de personnel par le fonds. Il s'agit de travaux exceptionnels. Le Fonds est un organisme collecteur et il n'y a aucune difficulté à ce que le personnel employé soit celui des Travaux publics.

M. ARMENGAUD. estime qu'il faut cependant attirer l'attention du Ministre sur ce problème.

M. LAMARQUE signale enfin les différentes interventions faites à l'Assemblée Nationale sur les points traditionnellement discutés lors de l'examen du budget des Travaux publics : situation des cantonniers etc...

Au sujet du Fonds routier, on craint que tous les crédits soient utilisés pour les autoroutes au détriment des routes nationales. Le Ministre, à l'Assemblée Nationale a calmé les appréhensions en ce domaine.

.../...

M. ARMENGAUD. - C'est donc du fait que la reconstruction de certains ponts détruits pendant la guerre soit inscrite au dépenses du Fonds Routier. Il s'agit de dépenses qui devraient être supportées par la reconstruction.

M. DEBU-BRIDEL demande, au sujet de la S.N.C.F., quelles sont les prévisions en ce qui concerne le nombre des voyageurs et le trafic marchandises relatives au changement de régime et à la suppression de la 3ème classe.

Cette suppression, en fait, a correspondu à une augmentation des prix.

D'autre part, est-ce que les crédits supplémentaires prévus au collectif résultent des frais supplémentaires dûs au transport des troupes en Algérie ?

M. LAMARQUE. - Il est certainement très difficile, dès maintenant d'évaluer les répercussions de la suppression de la 3ème classe.

M. BERTHOIN. - En tout cas, la mesure n'était pas urgente. Il aurait été préférable d'attendre quelques mois.

La suppression de la 3ème classe et l'abaissement du prix de la 1ère classe apportent un réel bouleversement dans la composition des trains.

"Chemins  
de fer"

M. le PRESIDENT. - Au sujet du chapitre 45-42, il faut noter qu'il ne sera examiné que lors du vote de l'article 12, relatif à la coordination des transports.

Au sujet de la présentation du rapport, M. le PRESIDENT précise qu'il n'y aura qu'un rapport général. Les rapporteurs pour avis seront, lors de la discussion, au banc de la Commission pour répondre aux questions qui pourraient leur être posées.

La Commission adopte les crédits proposés.

o  
o o

#### Marine marchande

M. COURRIERE, rapporteur, présente son rapport.

L'une des questions les plus importantes est l'inscription d'un crédit de 4 milliards pour la construction d'un bateau de 55.000 tonnes. Cette question pose le problème des chantiers de Penhoët. Par le volume de leurs travaux et par leur contrôle d'autres chantiers, les Etablissements de Penhoët jouissent, en fait, d'un monopole c'est de peur de la réaction du

.../...

Parlement que Penhoët a consenti à baisser ses prix.

M. ARMENGAUD. - Il faudrait connaître les contrats et les commandes de Penhoët. En outre, le paquebot n'est peut-être pas d'une utilité incontestable. Les marchés avec Penhoët constituent une réelle subvention d'une entreprise privée.

M. PORTMANN estime que l'avion ne prendra pas la place des paquebots. Les Queen de l'Angleterre rapportent incontestablement beaucoup. En outre, le pavillon français doit rester sur l'Atlantique.

M. ARMENGAUD. - Dans ce cas, le problème est clair. Il ne faut pas qu'une entreprise s'arroge le monopole des constructions. Il ne faut pas, non plus, que Penhoët donne des ordres au Ministre de la Marine marchande.

M. COURRIERE. - Ce qu'il faut, c'est surveiller les comptes et les contrats. Mais il ne faut pas, psychologiquement, soulever le principe de la construction du paquebot.

M. FLECHET. - Ce sont deux problèmes différents.

M. PORTMANN. - Il s'agit d'un problème de contrôle et d'autorité de l'Etat qui se pose dans le premier cas.

M. COURRIERE signale encore une augmentation des subventions aux Compagnies de Navigation. En ce domaine, le rapport fera connaître qu'aucun engagement n'est pris pour l'avenir.

Il signale enfin un crédit d'une centaine de millions pour l'armement artisanal, lequel crédit semble justifié.

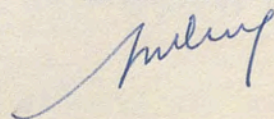
Il rappelle enfin l'affaire du "Bretagne" déjà évoquée plusieurs fois ces années dernières, notamment lors de l'homologation de l'avenant avec la Compagnie Générale Transatlantique. Il s'agit de ce bateau estimé 270 millions et vendu quelques mois après, sans doute à Ho Chi Minh pour 30 millions.

La séance est levée à 12 heures 10.

Pas de communiqué  
à la presse  
- - - - -

Le Président

Alex ROUBERT.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## Ordre du Jour

- Projet de loi n° 367 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.  
Audition de M. BARPHELEZ, Ministre de la France d'Outre-Mer (Chapitre réservé à la radiodiffusion Outre-Mer)

## COMMISSION des FINANCES

Rapporteur : M. ARMENGAUD.

---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

---:---:---:---:---:---

2ème séance du mercredi 27 Juin 1956

---:---:---:---

La séance est ouverte à 15 heures 50

---:---

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BOUSCH, BOUTEMY, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, ROUSSON, KALENZAGA, L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, ROGIER, ROUBERT, TINAUD,

Suppléant : M. CLAIREAUX

Absents : MM. AUBERGER, BERTHOIN, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, FLECHET, GASPARD, LAFFARGUE, LAMARQUE, MASTEAU, de MONTALEMBERT, PAULY, PELLENC, PESCHAUD, PRIMET.

---:---:---:---:---:---

Il demande d'abord si le Ministère de la France d'Outre-Mer reconnaît la nécessité d'une impulsion donnée à la R.T.F. et à la S.O.R.A.F.O.M.

Il demande ensuite quelle est la situation financière

Ordre du Jour

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.  
Audition de M. DEFFERRE, Ministre de la France d'Outre-Mer  
(Chapitre réservé à la radiodiffusion Outre-Mer)
- Projet de loi n° 486 (session 1955-1956) Participation de la France à la Société financière internationale. -  
Rapporteur : M. ARMENGAUD.

o  
o   o

COMPTE-RENDU  
-----Audition de M. DEFFERRE, Ministre de la France d'Outre-Mer  
(Chapitre réservé à la radiodiffusion Outre-Mer)

M. le MINISTRE de la FRANCE d'OUTRE-MER souligne l'importance de la radiodiffusion outre-mer. Les problèmes de la radio sont à la fois politiques et techniques. Jusqu'en 1939, la radio des territoires d'Outre-Mer était laissée à l'initiative privée, la radio de Brazzaville étant le seul organisme de la Radiodiffusion Télévision Française

Ensuite, il a été envisagé la création d'un Office et l'on a abouti à la création de la S.O.F.I.R.A.D. Depuis 1951, la radio Outre-Mer a été réorganisée sous la direction de la France d'Outre-Mer. Des conventions doivent être passées entre la S.O.R.A.F.O.M. (Société pour la Radio de la France d'Outre-Mer) et le Ministre de la France d'Outre-Mer.

Des conventions semblables le seront aussi entre la R.T.F. et la S.O.R.A.F.O.M. Ainsi sera clarifiée la situation de la radio outre-mer.

Le MINISTRE de la FRANCE D'OUTRE-MER fait ensuite un tableau des diverses stations et réseaux et remarque qu'un gros effort reste à faire.

M. DEBU-BRIDEL. - Le problème capital est le problème des rapports entre la R.T.F. et la S.O.R.A.F.O.M.

Il demande d'abord si le Ministère de la France d'Outre-Mer reconnaît la nécessité d'une impulsion commune à donner à la R.T.F. et à la S.O.R.A.F.O.M.

Il demande ensuite quelle est la situation financière

.../...

respective des deux organismes. Il désirerait ensuite savoir si le poste de Brazzaville restera toujours le seul poste principal rayonnant en Afrique aux mains de la R.T.F.

Enfin, il estime qu'un effort particulier doit être fait en faveur de la radio de Djibouti pour lui permettre d'avoir des émissions suffisantes en face du monde arabe.

M. le MINISTRE de la FRANCE d'OUTRE-MER. - La coordination entre la R.T.F. et la S.O.R.A.F.O.M. résultera de la composition du Conseil d'administration de la S.O.R.A.F.O.M. Quant au personnel les nécessités sont différentes dans la métropole et outre-mer et justifient des personnels différents. Pour les fournitures, des accords sont déjà intervenus entre la R.T.F. et la S.O.R.A.F.O.M. Quant au poste de Brazzaville il est impossible, même au Ministre, d'imposer un accord à la R.T.F.

Enfin, le poste de Djibouti est en effet très important et le Gouvernement n'oublie pas de développer les émissions en langue arabe.

M. KALENZAGA. - Quelles sont les perspectives d'avenir pour les territoires isolés tels que la Haute-Volta, le Soudan et le Niger.

M. le MINISTRE de la FRANCE d'OUTRE-MER. - Les crédits sont encore insuffisants pour installer des postes nouveaux dans ces régions mais toutes les suggestions seront étudiées.

M. ARMENGAUD attire l'attention sur la situation de Saint-Pierre et Miquelon.

M. le MINISTRE de la France d'OUTRE-MER. - L'avenir financier de Saint-Pierre et Miquelon n'est pas très rassurant. Une subvention d'équilibre permet de boucler le budget de Saint-Pierre et Miquelon. On peut toutefois espérer que l'avenir sera meilleur du fait du développement de la pêche et de la conserve frigorifique.

La subvention au fonds de compensation résulte de la nécessité de tenir compte de la situation économique de Saint-Pierre et Miquelon qui se trouve liée à la zone dollar. Si l'effort budgétaire de la France diminuait, ce serait très grave pour l'avenir politique de ces îles proches du Canada et lointaines de la France.

M. CLAIREAUX. - On peut faire encore beaucoup pour Saint-Pierre et Miquelon. C'est l'endroit de l'Union Française le mieux situé pour la pêche et les débouchés pour le poisson ne manquent pas. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'administration locale de Saint-Pierre et Miquelon est

.../...

fatalement très lourde et sans doute les îles ne pourront jamais subvenir à leurs propres besoins mais on oublie que la subvention n'a jamais été si faible que cette année et l'on attache certainement trop d'importance à la question.

M. ARMENGAUD s'inquiète également de la possibilité de se procurer du minerai riche dans les Territoires d'Outre-Mer et des prévisions d'investissement.

M. FOUSSON demande si des administrateurs de la France d'Outre-Mer servant jusqu'ici dans les Etats associés pourront être réemployés par le Ministère de la France d'Outre-Mer ou s'il faudra demander au Ministère des Affaires Etrangères de prendre ces administrateurs en charge.

M. le MINISTRE de la FRANCE d'OUTRE-MER. - Pour les administrateurs jeunes le problème est simple et ils peuvent être réemployés; pour les administrateurs chefs, ce sont des personnels beaucoup plus difficiles à réintégrer dans les services de la France d'Outre-Mer.

M. le PRESIDENT reconduit M. le Ministre de la France d'Outre-Mer après l'avoir remercié de son exposé.

M. LONGUET, rapporteur des crédits du Ministère de la France d'Outre-Mer se déclare satisfait des déclarations du Ministre et propose d'adopter les crédits prévus pour la radio d'outre-mer dans le collectif.

M. DEBU-BRIDEL regrette toutefois que Brazzaville reste le seul poste outre-mer important et que ce poste demeure sous la direction de la seule R.T.F. La S.O.R.A.F.O.M. sans Brazzaville ne sera rien.

M. LONGUET signalera ces observations dans son rapport.

o  
o o

Projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale  
relatif à la participation de la France à la  
Société financière internationale (n° 486 - ses-  
sion 1955-1956)

M. ARMENGAUD signale que pour développer les Territoires sous-développés on a eu d'abord recours à la Banque internationale de reconstruction et de développement.

Ensuite, un fonds spécial de développement des Nations-Unies a été proposé, auquel les pays sous-développés ne devaient verser qu'un dollar symbolique.

.../...

La Société Financière Internationale diffère surtout de la précédente société par différents points, dont celui-ci : la Société ne pourra pas faire d'investissements dans les pays membres qui ne les accepteraient pas.

La France a été parmi les promoteurs de cette Société financière internationale, elle ne peut donc pas faire autrement que de souscrire à cette société.

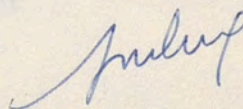
M. le RAPPORTEUR propose d'accepter le projet.

La Commission adopte la proposition.

La séance est levée à 16 heures 50.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



1ère Séance du Jeudi 28 juin 1956

La séance est ouverte à 10h.30

Présents : MM. ALRIO, ARRENGAUD, CHABRIERE, FLECHET, FURBER, KALBERG, L'HUILIER, LONGUE, MARTENS, TIRARD.

Excusés : MM. CHAPLAIN, KISTAL, Alex BOUBERT.

Absents : MM. ARRENGAUD, BERTHOU, BOUARD, BOUTIER, COHEN DE FORTIS, DEPU-BRIEL, GASTAUD, LASTRAPPE, LAFARGE, LITVIN, M. MONTALEMBERT, PAILLY, REICHERT, FROSTMAN, PRINET, ROUSSE, VALIER.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. FLECHET, Vice-Président

+:-:-:-:-:-

1ère Séance du Jeudi 28 juin 1956

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10h.10

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, COURRIERE, FLECHET, FOUSSON,  
KALENZAGA, L'HUILLIER, LONGUET, PORTMANN, TINAUD.

Excusés : MM. CHAPALAIN, MASTEAU, Alex ROUBERT.

Absents : MM. AUBERGER, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY, COUDE DU  
FORESTO, DEBU-BRIDEL, GASPARD, LAFFARGUE, LAMARQUE  
LITAISE, DE MONTALEMBERT, PAULY, PELLENC, PESCHAUD,  
PRIMET, ROGIER, WALKER.

Ordre du Jour

Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

a) Crédits relatifs au Ministère des Affaires Etrangères,

Rapporteur : M. PORTMANN

b) Crédits relatifs au Ministère des Affaires marocaines et tunisiennes,

Rapporteur : M. KALENZAGA.

c) Crédits relatifs au Ministère des Etats Associés

Rapporteur : M. FOUSSON

d) Crédits relatifs au Ministère de la Justice

Rapporteur : M. TINAUD

o o

COMPTE-RENDU

Projet de loi N° 567 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.

a) Crédits relatifs au Ministère des Affaires Etrangères.

M. PORTMANN, rapporteur spécial, présente son rapport.

Dans ce collectif, 1 milliard 24 millions sont demandés, en particulier pour l'amélioration du sort des fonctionnaires et la prise en charge des services culturels français de Pondichéry, d'Allemagne, d'Autriche et de Sarre.

Chapitre 31-01 -

M. LE RAPPORTEUR relève la transformation d'emplois permanents aux Affaires Etrangères par suite de la suppression du service des Affaires allemandes et autrichiennes.

Chapitre 41-91 -

M. le Rapporteur signale le rajustement de la pension de la famille Abd-el-Kader.

Chapitre 42-22 -

Une réduction a été opérée à l'Assemblée Nationale pour demander un accroissement de l'aide culturelle à l'étranger.

En ce qui concerne les instituts, M. le Rapporteur signale le maintien probable du lycée français à Sarrebrück ~~mais~~

mais l'inutilité des crédits pour l'Université.

En ce qui concerne les étudiants, il rappelle les avantages que l'on peut attendre de leur assistance aux cours français. Malheureusement, les étudiants désertent la France actuellement pour les U.S.A. Il faut multiplier les bourses et le collectif, à ce sujet, est insuffisant. C'est, en effet, par la distribution de bourses nombreuses et importantes que les U.S.A. aident les étudiants étrangers et il ne faut pas oublier que les élèves étrangers sont les meilleurs et les plus dévoués de nos propagandistes.

#### Chapitre 42-23 -

Sur ce chapitre, M. le rapporteur signale que là aussi les crédits sont insuffisants. Dans le domaine de l'assistance technique, une lutte d'influence existe entre le Secrétariat d'Etat aux Affaires économiques et le ministère des Affaires Etrangères.

Sous ces observations, M. le Rapporteur demande d'émettre un avis favorable à l'adoption des crédits du ministère des Affaires Etrangères.

M. ARMENGAUD présente deux observations, l'une relative au monde "bilingue". Une subvention de 10 millions est prévue et M. Armengaud la considère comme inutile et même néfaste à la propagande française à l'étranger. Il aimerait que cette subvention soit supprimée.

M. PORTMANN, rapporteur, répond sur le fond et sur la forme.

1°) Le chapitre 42-52 ne comprend pas une subvention au monde bilingue;

2°) Quant au fond, il ne faut pas oublier que dans certains pays, le Français est inconnu, par exemple aux Indes. Si l'on veut communiquer avec les autochtones, il faut bien avoir recours à une langue tierce, par exemple l'anglais.

Il cite le cas de médecins hindous en stage en France. Il ne faut pas toujours s'opposer à l'utilisation d'une autre langue que la sienne si cet usage permet l'extension de l'influence française.

M. ARMENGAUD estime cependant qu'il faut limiter cette aide au monde bilingue.

M. COURRIERE.- Un grand nombre de parlementaires défend le monde bilingue et on ne peut pourtant pas reprocher à ces parlementaires de s'opposer à l'extension du français et de l'influence française.

M. FLECHET.- Sous le vocable "monde bilingue" il ne s'agit nullement en fait de favoriser une langue ou une autre.

Il évoque la convocation du Congrès par M. Bresson, secrétaire général du monde bilingue à Saint-Etienne, congrès décommandé au dernier moment pour manque de crédits.

M. W.L'HUILLIER pense que l'invitation de certaines municipalités soviétiques est une des causes qui ont contribué au report du congrès.

M. FLECHET.- Sur le plan départemental et communal, c'est une question de crédits qui a empêché le congrès de se tenir.

M. ARMENGAUD répètera, une fois de plus, à l'occasion de la séance, qu'il proteste contre le maintien du crédit accordé à l'association dite du "monde bilingue" et pour des raisons qu'il a déjà exprimées dans son intervention du 14 février 1956.

La commission décide que cette observation sera consignée dans le rapport.

M. ARMENGAUD présente sa seconde observation. Elle concerne le défaut de coordination dans le développement des points d'influence française à l'étranger.

Le Gouvernement a-t-il une politique d'expansion française à l'étranger? Si oui, les moyens prévus au collectif sont insuffisants.

M. Armengaud demande que cette observation soit aussi soulignée dans le rapport.

La commission décide que l'observation sera consignée dans le rapport.

M. PORTMANN, rapporteur, signale un fait d'expérience personnelle. Il a eu l'occasion d'assister à Panama à une projection de films sur les événements d'Algérie particulièrement déplaisante pour les Français mais il a constaté, d'autre part, qu'aucun effort n'était fait par les services des Affaires étrangères pour répondre par des films français à ces films tendencieux.

La commission adopte les crédits du Ministère des Affaires Etrangères.

b) Crédits relatifs au Secrétariat d'Etat aux Affaires Marocaines et tunisiennes.

M. KALENZAGA, rapporteur spécial, expose que ce budget n'appelle pas d'observations importantes.

Il s'agit en fait de la reconduction, en année pleine, du précédent budget.

Le collectif n'a été l'objet d'ailleurs, d'aucune modification à l'Assemblée nationale.

Il propose donc d'adopter les chapitres relatifs à ce budget sans modification.

La commission adopte les crédits.

c) Crédits relatifs au budget des Etats Associés.

M. FOUSSON, rapporteur spécial des crédits affectés aux Etats associés, présente son rapport.

Il signale :

- Au chapitre 31-01 -Administration centrale-, l'inscription d'un crédit de 4 millions affecté à 10 emplois d'assistantes sociales;

- Au chapitre 46-11 - Crédits nécessaires au reclassement des personnels rapatriés- le cas de 44 gouverneurs et administrateurs de la France d'Outre-Mer, qui doivent être réintégrés.

Ce serait au Ministère des Affaires étrangères de réemployer dans des fonctions métropolitaines ces fonctionnaires de la France d'Outre-Mer.

Le personnel non réintégré serait remis à la disposition du Ministère de la France d'Outre-Mer.

M. BERTHOIN estime que le transfert de ministère doit être réalisé. Il est normal que les crédits correspondant au traitement d'un fonctionnaire soit inscrits au ministère qui l'emploie.

M. FOUSSON, rapporteur spécial, déposera un amendement à cet effet, afin d'attirer l'attention du Gouvernement et sous cette réserve, demande à la Commission d'adopter les crédits.

M. BERTHOIN souligne qu'il conviendrait de ne pas négliger, même maintenant, notre action culturelle en Indochine.

La commission adopte les crédits, sans modification.

d) Crédits relatifs au Ministère de la Justice

M. TINAUD, rapporteur spécial des crédits affectés au Ministère de la Justice, expose que le Budget du Ministère de la Justice est en diminution.

Les crédits reconduits sont d'un peu plus de 20 milliards. Les crédits qui se trouvent augmentés résultent de la création d'emplois nouveaux et de modifications intervenues dans certains services. (Conseil d'Etat, Cour de Cassation, administration pénitentiaire.)

M. le Rapporteur fait observer que le fonctionnement accéléré du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation nécessite évidemment la création de postes nouveaux. La Commission des Finances de l'Assemblée nationale avait même envisagé de créer plus de postes que le Gouvernement n'en demandait.

M. L'HUILLIER.- Certes, le nombre de magistrats est à augmenter mais il faudrait aussi modifier les méthodes de ces vénérables organismes.

M. ARMENGAUD.- Si les conseillers d'Etat restaient à leur poste au lieu de se faire détacher dans tous les cabinets ministériels, le travail du Conseil d'Etat serait peut-être plus rapide.

M. LE PRESIDENT.- Les conseillers d'Etat sont également appelés à siéger dans de nombreuses commissions ou comités où ils dispersent leurs activités.

M. L'HUILLIER.- C'est ainsi que le fonds de péréquation de la taxe locale est présidé par un conseiller d'Etat.

M. LE RAPPORTEUR.- Il ne s'agit pas particulièrement des conseillers mais des auditeurs ou des maîtres de requête.

Il signale que la Cour de Cassation est en train également de modifier ses méthodes. Elle siégera bientôt en sous-commissions comme le Conseil d'Etat.

M. BERTHOIN évoque les cas nombreux de détachement dans les cabinets ministériels.

M. LE RAPPORTEUR évoque, à l'occasion du chapitre 31-12 les revendications des greffiers de simple police qui s'adressent souvent aux municipalités.

M. W.L'HUILLIER a l'intention de revenir sur le problème des greffiers de simple police à l'occasion du budget de l'intérieur.

La commission adopte, sur le chapitre 31-12, un abatement de 1.000 francs, pour provoquer les explications du Ministre.

M. LE RAPPORTEUR signale, au chapitre 31- 22, qu'une réduction a été votée par l'Assemblée nationale pour attirer l'attention du Gouvernement sur le personnel des services pénitentiaires.

M. ARMENGAUD.- Au sujet du chapitre 34-11 -services judiciaires- signale le manque de diligence des services, greffiers des tribunaux de commerce, en ce qui concerne l'enregistrement des brevets

M. LE RAPPORTEUR soulève le problème de l'entretien des palais de justice. C'est une charge considérable pour les départements qu'il conviendrait de mettre au compte de l'Etat.

M. COURRIERE se joint à ces remarques relatives à l'état de délabrement de nombreux palais de justice.

M. LE RAPPORTEUR propose d'adopter le budget, sous réserve des observations présentées.

La commission adopte les crédits.

o o  
o

M. LE PRESIDENT propose de désigner M. Primet rapporteur spécial des crédits de l'Imprimerie Nationale.

La commission adopte cette proposition.

La séance est levée à 11 heures 35.

de communiqué  
la presse

Le Président,  
*Primet*

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## Ordre du Jour

1°) Projet de loi n° 367 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

a) Crédits relatifs à la Présidence du Conseil

Rapporteur : M. ROGIER

b) Crédits relatifs au Ministère des Finances (Services financiers - Charges communes)

Rapporteur : M. PAULY

2°) Audition de M. LEMAIRE, Secrétaire d'Etat à l'Industrie - (Fonds d'encouragement à la recherche technique)

COMMISSION des FINANCES

Rapporteur : M. PAULY

-----

Présidence de M. FLECHET, Vice-Président  
et de M. DEBU-BRIDEL, Vice-Président

1°) Crédits relatifs à la Présidence du Conseil -  
(Services divers)

-----

M. ROGIER, rapporteur spécial, présente son rapport

2ème Séance du Jeudi 28 J U I N 1956

Deux questions ont été soulevées à l'Assemblée Nationale, d'abord la difficulté de trouver des chercheurs, ensuite, la question des ensembles industriels africains.

-----

La séance est ouverte à 15h.15

Il a été déposé, aux termes duquel le Commissariat à l'Energie aurait dû être placé sous l'autorité d'un seul ministre responsable.

---

En ce qui concerne le bureau d'organisation des ensembles industriels africains, il faut noter que le montant des dépenses s'élève à 22 millions, comme l'année précédente.

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, L'HUILLIER, PAULY, PORTMANN, ROGIER, TINAUD.

Suppléants : MM. Paul CHEVALLIER, MONICHON.

Excusés : MM. AUBERGER, CHAPALAIN, MASTEAU, Alex ROUBERT.

Absents : MM. BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, LITAISE, LONGUET, DE MONTALEMBERT, PELLENC, PESCHAUD, PRIMET, WALKER.

Ordre du Jour

1°) Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

a) Crédits relatifs à la Présidence du Conseil

Rapporteur : M. ROGIER

b) Crédits relatifs au Ministère des Finances (Services financiers - Charges communes)

Rapporteur : M. PAULY.

2°) Audition de M. LEMAIRE, Secrétaire d'Etat à l'Industrie- (Fonds d'encouragement à la recherche technique)

3°) Crédits relatifs au Ministère des Finances (suite)

Rapporteur : M. PAULY

COMPTE-RENDU

1°) Crédits relatifs à la Présidence du Conseil -  
(Services civils)

M. ROGIER, rapporteur spécial, présente son rapport et signale que, en ce qui concerne le Commissariat à l'Energie atomique, il n'y a point de difficultés principales.

Deux questions ont été soulevées à l'Assemblée Nationale, d'abord la difficulté de trouver des chercheurs, ensuite, la question des ensembles industriels africains.

Un amendement de M. Louvel avait été déposé, aux termes duquel le Commissariat à l'Energie aurait dû être placé sous l'autorité d'un seul ministre responsable.

En ce qui concerne le bureau d'organisation des ensembles industriels africains, il faut noter que le montant des dépenses s'élève à 22 millions, comme l'année précédente.

Au sujet du Service juridique et technique de la presse M. le Rapporteur relève que 1.775 millions sont demandés pour l'Agence France-Presse mais la commission des finances de l'Assemblée Nationale a estimé ne pas devoir aborder maintenant le projet relatif à France-Presse. En ce qui concerne le crédit supplémentaire de 90 millions, il est destiné aux fonctionnaires de l'Agence.

Au sujet du budget des Journaux officiels, on relève une augmentation de 1490 millions, destinée à l'acquisition de matériels modernes nécessaires aux nouveaux bâtiments.

M. ARMENGAUD reprend les observations qu'il a faites au sujet des dotations à la Recherche technique dans le budget de l'Industrie et demande au Rapporteur de consigner ces remarques, compte tenu des explications données par le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. COURRIERE.- En effet, il ne faut pas disperser les efforts dans le domaine de la recherche scientifique.

M. LE PRESIDENT.- Dans cette dispersion se sont créées de véritables chapelles, si bien que l'opposition s'est ajoutée à la dispersion.

La commission adopte les crédits proposés.

#### b) Crédits de la Défense nationale

M. ROGIER présente, au nom de M. Laffargue, rapporteur spécial, ses conclusions tendant à l'adoption des crédits.

La Commission adopte les crédits proposés.

o o  
o

#### Crédits relatifs au Ministère des Finances -

##### I - Charges communes

M. PAULY, rapporteur spécial, signale que 4.400 millions sont affectés à l'amélioration de la situation du personnel de l'Etat, 9 milliards aux subventions économiques. La dette représente une grande part également des charges communes.

Tous ces problèmes ayant été évoqués assez souvent, il n'estime pas devoir insister particulièrement.

FIN. 2ème S. du 28 juin 1956

Il commence ensuite l'examen des chapitres.

Au sujet du chapitre 33-92, il signale qu'une réduction a été adoptée. Il s'agit de la reversion des pensions des femmes fonctionnaires sur la tête de leur mari.

L'examen du budget "Finances" est suspendu pour l'audition du Ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. DEBU-BRIDEL remplace M. FLECHET à la présidence  
de la Commission

Audition de M. LEMAIRE, Ministre de l'Industrie  
et du Commerce

M. LE PRESIDENT.- La création du fonds d'encouragement à la recherche technique prévue au chapitre 64-90 du Budget de l'Industrie et du Commerce a provoqué diverses contestations au sein de la Commission et c'est à ce sujet, Monsieur le Ministre, que nous avons demandé à vous entendre.

M. LE MINISTRE de l'INDUSTRIE et du COMMERCE.- Il me semble comprendre que la Commission désire que la création d'un fonds d'encouragement ne vienne pas interférer l'organisation de la recherche scientifique proprement dite.

De graves lacunes existent encore dans la recherche technique. La balance entre les recettes et les dépenses est fortement déficitaire et il est à craindre que la libération des échanges vienne encore aggraver la situation. Il faut donc encourager particulièrement la recherche technique mais on peut remarquer également que les frais de la recherche technique sont généralement beaucoup plus élevés que ceux de la recherche pure.

Ainsi, dans le domaine du pétrole, il faudra encore engager de gros frais mais je ne crois pas que le Fonds viendra interférer avec les autres organismes, attendu qu'il doit servir, soit à des sociétés privées, soit à des individus qui ont projeté des engins destinés à la création de nouveaux moyens industriels. Il doit arriver aussi à fournir des moyens nouveaux au Centre professionnel de l'Industrie ainsi qu'à promouvoir des progrès dans les industries nationalisées, par exemple Electricité de France.

M. le Ministre donne l'exemple d'un procédé d'entretien des voies de chemins de fer, qui demandait au début quelques fonds de mise en route pour construire les premiers appareils et qui, ensuite, a été étendu universellement en France. En ce domaine, il ne s'agissait pas de recherche scientifique mais uniquement d'une amélioration de la technique.

La recherche technique et la recherche scientifique ne se superposent pas mais se complètent.

M. le Ministre donne deux exemples : les métiers à tisser sans navette et la fabrication d'eau potable à partir de l'eau salée. Cette aide, pour être efficace, doit être laissée à la disposition du Ministre de l'Industrie et du Commerce, qui pourra aider la poursuite de la recherche technique. Bien sûr, il existe aussi le problème de la coordination de l'action entre les divers ministères mais ce n'est pas un problème inconciliable avec le précédent.

M. ALRIC est d'accord avec ce qu'a dit M. le Ministre mais il insiste à nouveau sur les inquiétudes qu'avait eues la Commission devant la dispersion de l'effort. Il est évident qu'une supervision est nécessaire.

M. ARMENGAUD.- Sur le fond, l'accord existe mais l'absence de coordination se fait sentir. Il n'est pas normal en effet de trouver, dans les crédits de chaque Ministère des fonds concourant au même objet. M. Longchambon avait cherché à créer une supervision. Les fonds seraient concentrés mais mis à la disposition des divers ministères pour la réalisation pratique des recherches.

La solution de la création d'un fonds d'encouragement à la recherche technique au Ministère de l'Industrie et du Commerce n'est pas la meilleure solution car les autres départements seront tentés d'en faire autant et c'est pourquoi le Comité permanent de la Recherche Scientifique avait proposé la création d'un fonds centralisant les crédits.

Il propose de supprimer les 100 millions de crédits de programme prévus au budget et de reporter les crédits à la Recherche scientifique de la Présidence du Conseil.

En outre, le terme même de "fonds d'encouragement" est à supprimer. Il tenterait tout particulièrement à une émulation entre les ministères. Une autre formule serait préférable.

M. BERTHOIN.- Il s'agit d'une aide directe à des recherches déjà avancées, qui sera certainement moins efficace si elle vient de plus loin et si elle doit passer par l'intermédiaire de la Présidence du Conseil, avec toute la paperasserie et les délais que cela implique. Evidemment, le terme "fonds" pourrait être supprimé.

M. ARMENGAUD.craint que les directions des ministères n'encouragent des inventions sans intérêt.

M. COURRIERE ne pense pas qu'une direction de ministère puisse distribuer en connaissance de cause des crédits aussi importants.

Il préférerait la distribution par un arbitre compétent, organisme national spécialisé.

M. ALRIC partage l'opinion de M. Courrière.

M. BERTHOIN.- Ce qui compte, c'est la rapidité de distribution des fonds.

M. FLECHET ne pense pas qu'un tel fonds d'encouragement devrait consentir des prêts.

M. ALRIC.- La frontière entre la technique et la science est très floue, ce qui donne une raison de plus pour créer un organisme de supervision.

M. LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE répond aux différents orateurs.

En effet, "Fonds d'encouragement au progrès technique" serait plus exact d'abord que "Recherche technique". L'argumentation de M. Berthoin est judicieuse. Une coordination est essentielle mais il ne faut pas qu'elle soit une entrave à la rapidité de l'action.

Par ailleurs, on a prévu des prêts pour que, précisément quand la recherche a abouti à une découverte rentable, ils puissent être remboursés.

M. le Ministre se retire.

M. ARMENGAUD propose de majorer de 100 millions le chapitre 43-01 de la Présidence du Conseil et de libeller le chapitre du budget de l'Industrie et du Commerce sous la forme "Encouragement à la Recherche technique", en abandonnant l'idée d'un fonds autonome.

Ce chapitre serait alimenté par transfert des crédits de la Présidence du Conseil.

M. PORTMANN.- Il ne paraît pas bien logique de confondre "recherche appliquée", immédiatement rentable, et "recherche fondamentale".

M. ARMENGAUD.- Il ne faut pas oublier que la recherche appliquée est de la recherche tout de même et c'est le Ministre chargé de la recherche qui doit définir la politique commune et la contrôler.

M. LE PRESIDENT.- Je crois que nous sommes tous d'accord pour maintenir 100 millions et changer le libellé du chapitre.

Je mets aux voix le transfert de ces 100 millions au chapitre 43-01 de la Présidence du Conseil.

La Commission repousse la proposition par 6 voix contre 6.

M. FLECHET.- Je crois nécessaire de spécifier qu'on ne pourra consentir de prêt s'il n'est pas du ressort du Ministère de l'Industrie.

M. ARMENGAUD.- N'oubliez pas que les banques sont à l'affût et ces prêts sont en somme pour elles une bonification d'intérêt.

M. LE PRESIDENT.- Je propose le libellé suivant : "Encouragement aux améliorations techniques."

La Commission adopte ce libellé.

Crédits relatifs au Ministère des Finances -

I- Charges communes (suite)

M. PAULY, rapporteur spécial, poursuit la présentation de son rapport. Il lit une note de M. Pellenc et de M. Jean Masson relative au débarquement à Marseille de sucre en provenance des Antilles Françaises.

M. ARMENGAUD.- L'affaire ayant été déférée au tribunal des instances, la commission pourrait se tenir au courant mais il semble difficile de mettre en concurrence plusieurs compagnies de navigation pour les Antilles.

M. PAULY, rapporteur.- Il y a certainement un risque à suspendre les communications.

En ce qui concerne le dégrèvement du carburant agricole (chapitre 44-93), j'estime que c'est un problème plutôt agricole que financier.

M. ARMENGAUD.- A ce sujet, il faut soulever le problème général des subventions qui augmentent chaque année, sans avantage pour le pays.

M. PAULY signale que le chapitre 55-01 -participation du budget à la construction de la Maison de la Radio à Lyon comprend aussi la Radio de Tunisie.

M. ARMENGAUD se demande pourquoi ces crédits ne se trouvent pas dans le budget de la Radio-Télévision française.

La Commission adopte les crédits proposés.

## II - Services financiers.

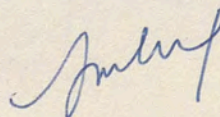
M. PAULY, rapporteur, examine ensuite les différents chapitres du budget des Services financiers et propose leur adoption.

Au sujet du chapitre 31-31 - Services extérieurs du Trésor, il propose un abattement de 1.000 francs pour que soit prévue la mise en route du statut du Cadre A des agents du Trésor.

La commission adopte cet amendement et ne propose aucune modification aux autres chapitres.

La séance est levée à 17 heures 50.

Le Président,



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1) Projet de loi portant sur le régime des dotations budgétaires relatives au budget de l'Intérieur - Rapporteur : M. MASTEAU.

2) Projet de loi portant sur le régime des dotations budgétaires relatives au budget de l'Intérieur - Rapporteur : M. MASTEAU.

## COMMISSION des FINANCES

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M. J. DEBU-BRIDEL, vice-président.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

1ère séance du mardi 3 juillet 1956

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

La séance est ouverte à 10 h.30

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présents : MM. BERTHOIN, BOUSCH, DEBU-BRIDEL, MASTEAU, PELLENC, PORTMANN.

Excusés : MM. CHAPALAIN et Alex ROUBERT.

Suppléants : Mme DERVAUX, MM. NAMY et RAYBAUD.

Assistait, en outre à la séance : M. NAYROU, au titre de la Commission de l'Intérieur.

Absents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, AUBERGER, BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, FLECHET, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, de MONTALEMBERT, PAULY, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER, TINAUD, WALKER.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Ordre du Jour

-2

- 1) Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956. Crédits relatifs au Ministère de l'Intérieur - Rapporteur : M. MASTEAU.
- 2) Projet de loi n° 579 (session 1955-1956) portant report de dates d'application de certaines mesures d'ordre fiscal. Rapporteur : M. PELLENC, rapporteur général.

o  
o o

COMPTÉ-RENDU

---

Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 - Crédits relatifs au Ministère de l'Intérieur -

M. MASTEAU, rapporteur. - Pour l'année 1956, les crédits alloués au Ministre de l'Intérieur s'élèveront à ..... 165.179.500.000 frs, alors qu'en 1955, ils n'avaient atteint que ..... 128.943.310.000 frs

Soit en plus ..... 36.236.190.000 frs

c'est-à-dire un accroissement de dépenses de 28% d'une année sur l'autre.

Cette augmentation globale de dépenses de 36.236.190.000 francs résulte d'une augmentation de 17.777.721.000 francs réalisée par le décret de reconduction du 31 décembre 1955, d'une diminution de 1.915.000.000 francs résultant des dispositions du décret d'économies du 14 avril 1956 et d'ouvertures nouvelles de crédits qui figurent au projet de loi d'ajustement des dotations budgétaires reconduites pour 20.373.469.000 francs.

Les mesures nouvelles proposées dans le projet d'ajustement des dotations reconduites se présentent comme suit :

.../...

## a) dépenses ordinaires :

- rémunération du personnel .....	831.429.000 frs
- dépenses de matériel et d'entretien (Algérie) .....	1.146.040.000 frs
- dépenses relatives aux élections législatives du 2 janvier .....	1.586.000.000 frs
- interventions politiques et administratives (Algérie) .....	4.650.000.000 frs

## b) dépenses en capital :

- équipement administratif .....	630.000.000 frs
- investissements divers financés avec le concours de l'Etat .....	530.000.000 frs
- équipement pour l'Algérie .....	11.000.000.000 frs
	<u>20.373.469.000 frs</u>

On voit que le problème de l'équipement de l'Algérie domine actuellement les autres questions financières soulevées à l'occasion de ce budget.

Sur le chapitre 31-41, un assez large débat s'est instauré à l'Assemblée Nationale. Il visait d'abord le régime de retraite des personnels de la Préfecture de Police, ensuite, la parité de rémunérations entre la sûreté nationale et la Préfecture de Police.

En ce qui concerne le corps préfectoral, le Gouvernement avait demandé :

1° - la transformation des secrétariats généraux des Préfectures les plus importantes. Les secrétaires généraux de ces Préfectures devraient avoir le traitement des Préfets de 3ème classe.

2° - la transformation des postes de préfets et sous-préfets en surnombre en postes de préfets et sous-préfets hors cadre.

L'Assemblée Nationale n'a accepté que le premier point.

.../...

Au chapitre 3I-II - "Administration préfectorale et Tribunaux administratifs", la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a opéré une réduction de 8.599.000 frs qui porte sur les crédits demandés pour la rémunération de 11 préfets hors-cadre et de 3 sous-préfets hors-cadre. Mais la Commission des Finances et la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale sont ensuite revenues officieusement sur leur position et le Conseil de la République pourrait reprendre les crédits.

Les préfets en surnombre ne pourraient être dorénavant employés dans les cabinets ministériels que s'ils étaient placés auparavant dans la position hors-cadre.

M. le RAPPORTEUR GENERAL donne le nombre des préfets : II6 ou II2. Il est difficile de donner un chiffre exact.

M. DEBU-BRIDEL fait observer que dans la Seine, il y a actuellement 6 Préfets au lieu de 2.

M. MASTEAU propose de rétablir le crédit disjoint.

M. BOUSCH demande où en sont les travaux de reclassement des sous-préfectures.

M. DEBU-BRIDEL soulève le problème de l'existence même des sous-préfets qu'il estime inutiles.

M. BERTHOIN, au contraire, croit à l'utilité des sous-préfets et des sous-préfectures. Ils dégagent les Préfectures de nombreuses affaires et ils rendent de grands services aux maires.

M. MASTEAU donnera à M. Bousch l'état actuel du classement des préfectures.

La Commission adopte le rétablissement des crédits sur le chapitre 3I-II.

M. MASTEAU apporte ensuite la question de la protection civile, dont les crédits étaient en 1953 d'I.787.000, en 1955, d'I.500.000.000 à utiliser sur 4 ans.

Cette année, les crédits prévus à ce chapitre 57-30 "Protection civile" ont été disjoint, par l'Assemblée Nationale, comme insuffisants.

Le collectif prévoyait 1.450.000.000 de frs d'autorisations de programme et 150.000.000 de frs de crédits de paiement. Il estime que les crédits sont insuffisants et que l'Etat devrait faire un effort en ce domaine, afin de ne pas laisser les communes supporter la plus grande part de la charge résultant de la protection civile.

.../...

Il propose, ayant fait ces observations, de rétablir cependant les crédits.

M. BOUSCH demande si les Compagnies d'assurance ne pourraient pas être appelées à apporter une aide aux services de la Protection civile, par exemple, un versement égal aux crédits inscrits par l'Etat en faveur de la Protection civile.

M. le RAPPORTEUR propose de consigner ces observations au nom de la Commission.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Demander un effort aux Compagnies d'assurances ne serait, en fait, que déplacer le problème.

La Commission adopte le rétablissement des crédits du chapitre 57-30.

M. MASTEAU, rapporteur continue par l'examen de la situation du personnel de l'administration centrale. Il faudrait que les cadres retrouvent des perspectives de carrière normale sans que tous les postes supérieurs soient pourvus par un autre moyen que l'avancement.

Au sujet des Tribunaux administratifs, il propose (Article 24 quater du projet) d'adopter la proposition de détachement de membres du Conseil d'Etat auprès des tribunaux administratifs les plus importants.

M. DEBU-BRIDEL estime la méthode des détachements dangereuse.

M. PELLENC, Rapporteur Général, . - Le Conseil d'Etat détache beaucoup trop de ses membres dans les cabinets ministériels. En outre, les conseillers, imprégnés des préoccupations de l'exécutif dans leur rôle ministériel, ne seront peut-être plus aussi bien adaptés aux fonctions juridictionnelles.

Le détachement de membres du Conseil d'Etat est une mesure trop importante pour qu'elle puisse être décidée à l'occasion de ce collectif.

La Commission décide de ne pas retenir la proposition du rapporteur.

M. MASTEAU, rapporteur, aborde l'examen du chapitre 31-41 "Sûreté nationale - rémunérations principales".

Il propose la suppression de 671.000 francs correspondant à la suppression du poste de chargé de mission

désigné en remplacement d'un pharmacien.

La Commission adopte la proposition.

M. le RAPPORTEUR propose, d'autre part, une réduction de 10 millions dans le but de pouvoir demander au Gouvernement des explications sur la transformation de 200 emplois de dactylographes.

La Commission adopte la réduction.

M. le RAPPORTEUR examine ensuite le problème des subventions. Toutes les subventions restent au niveau de 1955. Seul apparaît un ajustement de 100 millions pour les subventions d'intérêt général. C'est un chiffre peu élevé quand on pense que le budget de l'Intérieur, dans son ensemble, est en augmentation de 20%.

Il regrette que le Gouvernement ne tienne pas compte dans les subventions, de l'augmentation des charges des collectivités locales.

M. BOUSCH. - Il est impensable que les subventions aux communes restent bloquées aux chiffres actuels.

Il demande que la Commission des Finances supprime le crédit, sauf à le rétablir en séance.

M. le RAPPORTEUR. - Un abattement serait préférable.

M. DEBU-BRIDEL. - Mais sur quel chapitre ? Aucun chapitre n'est prévu au collectif à ce sujet.

M. le RAPPORTEUR souligne enfin l'insuffisance du chapitre 65-52, - Subvention d'équipement aux collectivités pour l'habitat rural.

Mme DERVAUX. - Il faudrait 4 milliards, il y a 800 millions.

M. RAYBAUD. - Ne pourrait-on insérer un article sur un amendement prévoyant que la Caisse des Dépôts devra améliorer les conditions des prêts qu'elle consent aux collectivités locales tant pour l'habitat urbain que pour les réseaux d'assainissement ?

M. BERTHOIN. - On pourrait peut-être aligner les conditions de prêts consentis par la Caisse des dépôts. La durée et le taux seraient les mêmes pour toutes les opérations H.L.M., voirie, assainissement, etc...

M. RAYBAUD. - Une autre possibilité consisterait à

.../...

rénover les bases de l'impôt foncier bâti car la taxe de déversement à l'égout qui est calculée sur cet impôt rapporte peu de chose et pourtant elle devrait couvrir les annuités.

rapporteur.-  
M. MASTEAU, - Il est bien difficile de faire rentrer cette disposition dans le présent collectif. Mais le rapport pourrait prévoir la création d'une Caisse d'Equiperment des collectivités locales demandée depuis si longtemps.

M. BERTHOIN . - Je voudrais signaler la lenteur extrême des travaux de désenclavement. J'ai encore une commune où on accède par une échelle. Il faut accroître les crédits.

o  
o o

Prorogation de certaines dispositions fiscales.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Les produits alimentaires de grande consommation ont été détaxés en mars afin d'arrêter la montée de l'indice des prix. Cette détaxation expirait le 1er juillet; le Gouvernement propose de l'étendre jusqu'au 31 décembre.

M. DEBU-BRIDEL. - Les détaxations constituent peut-être un jeu de dupes car la répercussion en baisse sur les prix ne semble pas s'être effectuée.

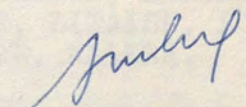
M. BERTHOIN. - En fait, depuis mars, les prix dans leur ensemble ont eu tendance à monter et ceux qui avaient été détaxés ont suivi ce mouvement. Mais si on ne perpétuait pas cette détaxation les prix monteraient encore bien plus.

Le projet de loi est adopté dans le texte de l'Assemblée Nationale.

La séance est levée à 13 heures.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1) Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

- Grille relative au Secrétariat d'Etat aux Arts et Lettres.

Rapporteur : M. Jacques DEBU-BRIDEL.

## COMMISSION des FINANCES

-----

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-----

2ème Séance du Mardi 3 juillet 1956

-----

La séance est ouverte à 16h.20

-----

Présents : MM. ALRIC, BERTHOIN, DEBU-BRIDEL, FLECHET, GASPARD, MASTEAU, PELLENC, PORTMANN, PRIMET, ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Suppléants : Mme DERVAUX, M. RAYBAUD.

Absents : MM. ARMENGAUD, AUBERGER, BOUSCH, BOUTEMY, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, FOUSSON, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, DE MONTALEMBERT, PAULY, PESCHAUD, WALKER.

Ordre du Jour

1) Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

- Crédits relatifs au Secrétariat d'Etat aux Arts et Lettres.

Rapporteur : M. Jacques DEBU-BRIDEL.

2) Communication de M. Jacques Debu-Bridel, au sujet du budget de la Radiodiffusion.

3) Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

- Crédits relatifs au Secrétariat d'Etat aux Affaires Economiques.

Rapporteur : M. FLECHET.

° ° °

COMPTE-RENDU

1) Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

- Crédits relatifs au Secrétariat d'Etat aux Arts et Lettres.

M. DEBU-BRIDEL, rapporteur spécial, indique que pour examiner ces crédits, il s'est reporté au document dit "violet" relatif à la reconduction des crédits pour 1956.

On y décèle une anomalie assez grave, au chapitre 51-71 où le Gouvernement a prévu un emploi de gouverneur général des spectacles, en contre-partie de deux emplois d'inspecteurs principaux, qui semblent être pourtant d'une utilité bien plus grande.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A ce propos, il faut absolument évoquer, en séance publique, l'abus qui est fait maintenant par l'administration, de facilités dévolues par l'article premier de la loi du 17 août 1948, qui était conçue pour la

réforme d'ensemble de l'administration. Pourquoi ne pas introduire un article additionnel supprimant cet emploi d'inspecteur général?

M. BERTHOIN.- La mesure n'est pas en soi illégitime. Les subventions données aux théâtres de province sont assez importantes pour qu'un inspecteur général les surveille.

Bien entendu, il ne faudrait pas que les deux emplois supprimés reviennent figurer au budget sous une forme ou sous une autre.

M. LE RAPPORTEUR demande, au sujet du chapitre 34-65 - Archives de France, l'achat de documents. ~~Il demande qu'un effort~~ soit fait pour l'entretien de nos archives.

M. LE PRESIDENT signale que la situation des archivistes doit être révisée.

M. LE RAPPORTEUR propose justement sur le chapitre 31-65 - Archives de France - Rémunérations principales - un abattement de 1.000 francs pour attirer l'attention du Gouvernement sur la situation des archivistes.

La commission adopte l'amendement.

M. LE RAPPORTEUR propose également un abattement de 1.000 francs au chapitre 31-73- mobilier national et manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais et manufacture nationale de Sèvres, afin d'obtenir du Gouvernement une information sur l'état de réorganisation de la Manufacture de Sèvres.

La commission adopte l'amendement.

M. LE RAPPORTEUR propose un abattement de 1.000 francs sur le chapitre 34-62 - bibliothèques- pour attirer l'attention du Gouvernement sur l'insuffisance des crédits.

Au sujet du chapitre 36-74 -théâtres nationaux,

M. le Rapporteur signale que les salles nationales coûtent au budget 2 milliards de francs, dont 312 millions pour l'Opéra et 383 millions pour la Comédie française notamment, ce qui représente, à l'Opéra, 2.000 francs par place et par spectateur.

Il s'inquiète, à ce sujet, de l'importance de l'effort financier par rapport aux résultats obtenus.

Le problème des théâtres nationaux n'est toujours pas réglé.

Au sujet du chapitre 43-73, il évoque la subvention de 40 millions au Théâtre des Nations, pour le Festival international qui se tient au théâtre Sarah Bernhardt. Ce festival se révèle un succès. Il est certain que Paris et le département continueront leurs efforts pour 30 millions environ mais le crédit de 40 millions de l'Etat, quoique insuffisant, est parfaitement justifié.

Au sujet du chapitre 56-82 -bâtiments civils et palais nationaux,

M. le Rapporteur relève une première tranche de crédits destinés à la construction de la Cité des Arts. Il s'agit d'atelier d'art pour les étrangers.

Au sujet du chapitre 37-71 -célébrations et cérémonies officielles, il relève les sommes élevées qui ont dû être dépensées pour la commémoration du 500ème anniversaire de la réhabilitation de Jeanne d'Arc.

Sous ces observations, M. le Rapporteur propose l'adoption des crédits.

La commission adopte cette proposition.

o o

o

## 2) Communication de M. Jacques Debu-Bridel, au sujet du budget de la Radiodiffusion.

M. Jacques DEBU-BRIDEL.- Un immense malaise règne dans les services de la Radiodiffusion, illustré par la grève de Tournon et ses conséquences.

En plus des questions de personnel jouent les questions de personnes. Le licenciement du directeur des émissions dramatiques, exécuté en 24 heures, la réintégration du directeur du journal télévisé, à raison de 350.000 francs par mois, ont provoqué des réactions.

Un réseau de modulation de fréquence, avec son programme propre, a été créé mais on entend faire de la modulation de fréquence une sorte d'auxiliaire des trois autres chaînes. Ce n'est pas une politique judicieuse et d'ailleurs les autres pays ne l'ont pas adoptée.

Enfin, M. Debu-Bridel se demande quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de la Société de Radio pour la France d'Outre-Mer (SORAFOM) et de l'avenir du poste-radio de Brazzaville.

Sur ces différents points, M. Debu-Bridel, rapporteur du Budget de la Radiodiffusion, a l'intention de demander des explications au Ministre.

3) Projet de loi N° 567 (session 1955- 1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.  
- Crédits relatifs au Secrétariat d'Etat aux Affaires Economiques.

M. FLECHET, rapporteur spécial, signale au chapitre 44-12 -garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportations- <sup>que</sup> les crédits ont été ramenés de 17 à 12 milliards.

Au chapitre 44-13 -remboursement des charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles, les crédits ont été ramenés de 54 à 46 milliards.

Il estime ces réductions justifiées.

Au chapitre 34-33, -travaux de recensement, M. le Rapporteur signale que les crédits sont destinés à compléter l'établissement du recensement général agricole.

A l'Assemblée nationale, une assez longue discussion s'est instaurée sur ce sujet, aboutissant à la constatation que les statistiques agricoles doivent être développées dans les années à venir.

M. DEBU-BRIDEL s'inquiète au sujet de la participation de la France à certaines foires, par exemple celle de Poznan, de constater la faiblesse de l'effort français.

M. ROGIER.- Notre effort est faible dans les pays où nous n'avons actuellement que peu de débouchés possibles.

Au chapitre 68-00, M. LE RAPPORTEUR relève 841 millions au titre des subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer.

Au sujet du chapitre 84-01 - Versement aux producteurs  
de matières textiles-

M. LE RAPPORTEUR relève 4.564 millions ristournés aux utilisateurs.

Un amendement déclaré irrecevable à l'Assemblée Nationale avait proposé d'augmenter cette somme dans les limites des recettes de 1955. C'était une augmentation de dépenses à travers une augmentation de prévision de recettes.

M. LE PRESIDENT.- Il n'y a de distribution des ressources affectées que lorsque les sommes sont encaissées.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL estime que l'amendement était en effet irrecevable.

La commission adopte cette position.

M. LE RAPPORTEUR propose, sous ces observations, d'adopter les crédits des Affaires Economiques.

La commission adopte les crédits sans modification.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Président,

*Julien*

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

1ère séance du mercredi 4 juillet 1956.

-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 h. 20

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH,  
COURRIERE, FOUSSON, GASPARD, de MONTALEMBERT,  
PELLENC, PORTMANN, PRIMET, ROGIER, ROUBERT,  
TINAUD, WALKER.

Suppléants : Mlle RAPUZZI et RAYBAUD.

Excusés : MM. CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, DEBU-BRIDEL.

Absents : MM. BOUTEMY, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE,  
L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, MASTEAU,  
PAULY, PESCHAUD.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

- 1) Crédits relatifs à l'Aviation civile et commerciale  
Rapporteur : M. WALKER.
- 2) Crédits relatifs au Ministère des P.T.T. - Rapporteur :  
M. GASPARD.
- 3) Crédits relatifs au Ministère de la Reconstruction  
Rapporteur : M. BOUSCH.

o                      o                      o

M. le PRÉSIDENT. - C'est la conséquence de la concurrence. Le problème ne peut être résolu que par une coordination des transports internationaux.

M. le PRÉSIDENT. - En fait, ce sont les contribuables qui, dans tous les pays, supportent la différence entre le prix réel du transport payé. Or, cependant, les compagnies privées, qui, dans les pays de concurrence, subissent tant cependant, dans les pays de concurrence, un prix de revient inférieur.

COMPTE-RENDU

-----

Crédits relatifs à l'Aviation civile et commerciale.

M. le PRÉSIDENT. - Il ne faut pas les abandonner.

M. WALKER, rapporteur spécial, souligne que ce budget est encore en réelle augmentation sur l'année précédente, augmentation de l'ordre de 22%, ce qui n'empêche que le budget est encore insuffisant.

Le malaise de l'aviation civile réside dans le problème du personnel. Air-France a perdu, du fait de la grève, plus d'un milliard. En outre, de telles grèves ont des conséquences commerciales très graves.

Quelles sont, en fait, les causes de ces difficultés ? Le coût moyen du personnel est de 840.000 francs par an et par tête, ce qui, à première vue, ne semble pas particulièrement élevé. Mais il ne faut pas comparer les salaires de l'aviation civile et les salaires des autres professions. Certains traitements de personnels techniques sont certainement insuffisants. En outre, après l'exercice d'un travail exécuté dans de difficiles conditions, les intéressés doivent pouvoir compter sur un statut assurant de décentes conditions d'existence.

M. le PRÉSIDENT. - Dans ces personnels, on trouve des employés de formations et d'origine très diverses et c'est encore une source de difficultés.

M. GASPARD. - La formule : "à travail égal, salaire égal" est certainement difficilement réalisable dans les services de l'aviation civile.

.../

M. le RAPPORTEUR se demande si la Compagnie Air-France doit faire de nouveaux sacrifices pour maintenir son pavillon sur toutes les lignes, même si elles ne sont pas rentables. De toutes façons, il semble que la subvention à Air-France ne doive pas être discutée.

M. le Rapporteur évoque ensuite un autre point important : les subventions aux aérodromes.

M. PORTMANN. - Mexico-New-York-Paris fonctionne à plein et cependant la ligne est déficitaire. Pourquoi ?

M. ARMENGAUD. - C'est la conséquence de la concurrence. Le problème ne peut être résolu que par une coordination des transports internationaux.

M. le RAPPORTEUR. - En fait, ce sont les contribuables qui, dans tous les pays, supportent la différence entre le prix réel du transport et le prix payé. Cependant, les compagnies privées, qui, elles, ne reçoivent pas de subvention, subsistent cependant. Sans doute obtiennent-elles un prix de revient inférieur.

M. PORTMANN. - Certaines lignes peut-être déficitaires doivent cependant demeurer car ce sont des lignes de prestige. Il ne faut pas les abandonner.

M. FLECHET soulève un cas particulier : les Chambres de Commerce concessionnaires des aérodromes se voient retirer par l'Etat le bénéfice des taxes qui leur permettent d'entretenir ces aérodromes.

M. ARMENGAUD désire attirer l'attention sur la coordination des transports internationaux.

M. le RAPPORTEUR. - Sous le bénéfice de ces observations, je propose l'adoption des crédits.

La Commission adopte les crédits relatifs à l'Aviation civile.

o  
o o

Crédits relatifs au Ministère des P.T.T.

M. GASPARD, rapporteur spécial, signale que l'exercice 1956 sera en strict équilibre.

Il souligne la forte expansion du budget annexe

.../...

des P.T.T. et l'intensification du trafic des Postes dans les dernières années.

L'augmentation des dépenses d'exploitation est due à la reconduction, en 1956, de mesures prises en faveur des agents de l'Etat ou à des mesures nouvelles prévues par le collectif.

M. le RAPPORTEUR examine les différents chapitres et les revendications du personnel y afférent.

Sous ces observations, il propose, pour la première section, l'adoption des chapitres avec les chiffres transmis par l'Assemblée Nationale.

La Commission adopte cette proposition.

M. PRIMET demande si la tendance ancienne de minorer les prévisions de recettes subsiste.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Pour cette année, 245 milliards sont prévus alors que 217 seulement avaient été prévus l'an dernier. Il ne semble donc pas que les recettes soient sous-estimées.

M. PRIMET se demande si le système des abonnements à prix forfaitaire donnant droit à un certain nombre de communications par jour ne devrait pas être institué en France.

M. le RAPPORTEUR GENERAL donne connaissance d'un article nouveau donnant satisfaction à certains inspecteurs des P.T.T.

M. le RAPPORTEUR examine ensuite la deuxième section du budget.

Celle-ci est en augmentation de 5 milliards sur l'année précédente.

Au sujet de l'emploi direct, par les P.T.T., de fonds remis à titre de dépôt, il rappelle la tendance de la Commission à en demander la limitation.

Sous ces observations, M. le Rapporteur propose l'adoption des divers chapitres.

La Commission adopte les crédits relatifs au Ministère des P.T.T.

o o

Crédits relatifs au Ministère de la  
Reconstruction.

M. BOUSCH, rapporteur spécial, expose que les dépenses de fonctionnement passent de 12 milliards, 4 en 1955 à 12 milliards, 7 en 1956, et que les dépenses d'investissement passent de 3 milliards, 182 en 1955 à 2 milliards, 351 en 1956.

Quant aux opérations de dommages de guerre, le chiffre passe de 243 milliards à 206.

Dans l'ensemble donc, les crédits globaux sont réduits de 14%.

M. le Rapporteur propose, sur le chapitre 31-01, un abattement de 100.000 francs dans le but de faire préciser les tâches du Ministère de la Reconstruction et accorder au personnel les mesures nécessitées par le reclassement de certains fonctionnaires dans les services à maintenir.

M. le RAPPORTEUR GENERAL croit nécessaire de présenter des observations mais il suggère de réduire l'amendement à 1.000 francs.

M. le PRESIDENT propose que M. le Rapporteur demande seulement, sans apporter d'amendement, si le projet de loi-cadre sur la reconstruction sera déposé rapidement et s'il prévoit le règlement des difficultés soulevées.

La Commission adopte cette proposition.

Le chapitre 31-01 est adopté sans modification.

M. le RAPPORTEUR présente ensuite ses observations sur différents chapitres, notamment le chapitre 55-46 : "Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées - 65-40 : "Aménagement des lotissements défectueux", 65-42 : "Subvention pour une meilleure utilisation des îlots d'habitations", 65-44 : "Subvention pour la réalisation d'équipements collectifs".

Ces chapitres sont adoptés.

M. le RAPPORTEUR présente enfin ses observations relatives aux dommages de guerre.

Les autorisations de programme sont en légère diminution puisqu'elles passent de 227 à 225,2 milliards. Les crédits de paiement également puisqu'ils passent de 203 milliards en 1955 à 152 milliards en 1956.

La réduction des dépenses s'explique par le fait que les grands ensembles sont maintenant en voie d'achèvement. En

.../...

outre, sauf pour l'Indochine, les travaux de reconstruction s'achèvent pour les Territoires d'Outre-Mer.

En ce qui concerne les sinistrés mobiliers, 25 milliards sont prévus pour chacune des années suivantes. Cet accroissement des crédits mobiliers avait été promis pour le moment où les crédits pour dommages immobiliers commenceraient à diminuer. A l'Assemblée Nationale, le Gouvernement a opposé l'article 48 à tous les amendements destinés à faire améliorer la situation de telle ou telle catégorie de sinistrés mobiliers.

Toutefois, l'amendement de M. DENVERS, sur l'article 4 bis, a été adopté. Aux termes de cet amendement, les sinistrés invalides de guerre ou économiquement faibles percevront un versement intégral et en espèces.

M. le Rapporteur souscrit évidemment à cet amendement.

A l'Assemblée Nationale, un autre amendement a été retenu, sur l'article 4 ter, aux termes duquel aucune annuité ne pourra être inférieure à 5.000 francs.

M. de MONTALEMBERT pose trois questions :

- la première relative aux titres mobiliers qui devraient être rendus pour partie nantissable ;

- la seconde relative à l'indemnisation pour la reconstitution physique et chimique des sols par des propriétaires français louant leurs terres à des agriculteurs belges ;

- la troisième relative au règlement d'acomptes en ce qui concerne les indemnités dues en vertu de la loi du 28 Octobre 1946 pour les déprédations causées par les autorités françaises ou alliées.

Il déclare son intention de déposer un amendement relatif à la reconstitution physique et chimique des sols et demande si l'article 43 bis règle la troisième question qu'il a évoquée.

M. le RAPPORTEUR GENERAL répond affirmativement.

M. ARMENGAUD signale que dans l'état actuel des choses, les moyens à la disposition des entrepreneurs ne correspondent pas aux demandes de la reconstitution.

M. BOUSCH, rapporteur. - En effet, pour dépasser les 250.000 logements par an qui sont nécessaires, il faudrait modifier la structure de la reconstruction.

M. ARMENGAUD attire enfin l'attention sur la liquidation

.../...

Sous ces observations, la Commission adopte les cré-

La séance est levée à 12 heures 45.

Le Président.

guthrie

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Réunion commune avec la Commission des Moyens  
de Communication, des Transports et du Tourisme

-:-:-:-:-

Présidence de 1) M. Alex ROUBERT, Président  
2) M. FLECHET, Vice-Président

-:-:-:-:-

2ème Séance du Mercredi 4 juillet 1956

-:-:-

La séance est ouverte à 15h.10

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY, COURRIERE  
DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, KALENZAGA, LAMARQUE,  
Waldeck L'HUILLIER, LONGUET, DE MONTALEMBERT, PELLENC  
PORTMANN, ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Suppléants : MM. COUDE DU FORESTO, Melle RAPUZZI, M. RAYBAUD.

Excusés : MM. AUBERGER, CHAPALAIN.

Absents : MM. GASPARD, LAFFARGUE, LITAISE, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD  
PRIMET, WALKER.

Ordre du Jour

- 1) Audition de M. PINTON, Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, sur la coordination des Transports.
- 2) Avis sur le projet de loi N° 423 (1955-1956) - Organisation du Laboratoire national de la Santé Publique.

Rapporteur pour avis : M. ARMENGAUD.

COMPTE-RENDU

M. LE PRESIDENT.- L'article 12 du projet de loi N° 567 portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956, a soulevé de réelles difficultés.

La Commission désirerait savoir le contenu exact de cet article et dans quelles mesures il pourrait être modifié.

M. PINTON, Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, Transports et Tourisme.- La forme de l'article 12 n'est pas imputable au Ministre. C'est l'amendement de M. Leenhardt qui est devenu l'actuel article 12. Il ne répond en rien aux préoccupations du Gouvernement. En effet, celui-ci estime que le déficit de la S.N.C.F. doit être limité et qu'il faut saisir l'occasion de réaliser la coordination des transports par l'accord des intéressés.

Il explique comment ces deux préoccupations se sont imposées. Le déficit ne peut évidemment disparaître immédiatement. Il peut cependant être limité alors que les dépenses de la S.N.C.F. augmentent. Le chiffre des recettes "marchandises" a baissé de 8 à 5% par suite de réductions multiples des tarifs, dues le plus souvent à des mesures imposées par le Gouvernement.

Depuis 1953, la baisse de la tonne kilométrique a été de 9%. Les dépenses totales de la S.N.C.F., de 625 milliards en 1955 seront de 676 milliards en 1956. En 1955, l'Etat a versé 168 milliards à la S.N.C.F. Il en a reçu 62. L'exploitation a coûté net 106 milliards. En 1956, la S.N.C.F. versera 70 milliards mais en recevra 210, soit 140 milliards de différence contre 106 en 1955. Cette hémorragie ne doit pas se poursuivre.

En ce qui concerne le personnel, la baisse a été de 20 % quoique le trafic ait augmenté de 10%.

A ce sujet, Monsieur le Ministre note les charges particulièrement élevées des retraites. Quelle solution envisager? Peut-être la fermeture de lignes à condition qu'il ne s'agisse jamais de celles qui intéressent le parlementaire demandant la fermeture. Il est donc bien difficile d'attendre un résultat satisfaisant de la fermeture de lignes.

Le coefficient d'augmentation des prix par rapport à 1938 est 27. En ce qui concerne les transports "marchandises" il est actuellement de 18,60, après avoir été de 20. Une majoration de tarif rétablirait évidemment l'équilibre. C'est une solution qui semble impraticable. C'est pourquoi une augmentation de 5% qui devrait rapporter 12 milliards avait été proposée dans l'article 12. Par suite de baisses successives de tarifs, la S.N.C.F. a eu 25 milliards de manque à gagner. Un tiers pourrait être ainsi récupéré.

En ce qui concerne plus particulièrement le problème de la coordination, le point de départ est le décret du 12 novembre 1949. Ses dispositions fondamentales n'ont jamais pu être appliquées étant donné l'esprit de la profession des transporteurs routiers. A la base doit se trouver, d'après le décret de 1939, une organisation commune à la S.N.C.F. et aux transporteurs routiers. La coordination repose sur une organisation professionnelle associant routiers et chemins de fer. L'accord de la S.N.C.F. et des routiers pourrait rallier le vote de l'article 12 gouvernemental avec l'égalité fiscale rail et route, par la suppression de la taxe des prestations de service.

Le principal reproche qui a été adressé à l'article 12 fut celui de surcharger l'économie nationale de 45 milliards. Cette surcharge évidemment reste lourde pour l'économie puisque l'article 12, ainsi envisagé, devient une opération fiscale.

Pour les transporteurs publics, la différence n'était pas sensible mais pour les transporteurs privés, l'augmentation des taxes était réelle. Cependant, des dispositions peuvent être prises qui feraient disparaître l'incidence financière.

Après avoir disjoint l'article 12, l'Assemblée Nationale a vu apparaître l'amendement Leenhardt maintenant les taxes de prestations de service et par suite empêchant toute possibilité d'accord. Cet amendement ne répond pas aux préoccupations du Gouvernement ; c'est une mesure de caractère fiscal en même temps qu'une augmentation de tarif de la S.N.C.F. Le texte de M. Leenhardt en outre, comporte d'autres inconvénients ; par exemple, la détaxation du petit tonnage et l'Assemblée nationale ayant confondu les petits véhicules et les petits transporteurs, le fait de détaxer à 2.000 les véhicules de moins de 5 tonnes n'est pas une mesure démocratique, c'est une erreur aggravant encore l'amendement Leenhardt. Jusqu'à 4 et 5 tonnes, les véhicules seront grevés de 20.000<sup>fr</sup> pour tomber à 0 et ce n'est qu'au-delà de 9 tonnes que la contribution redeviendra équivalente. Ce que les usagers ne paieront pas devra être payé par les contribuables. Le Ministre pense que sans dépasser les ressources votées par l'amendement Leenhardt, il existe certaines possibilités de coordination, tout en supprimant la taxe de prestations de service.

M. BRUHNE.- Il est certain que l'article 12 de M. Leenhardt anéantit à peu près tous les efforts faits pour la coordination depuis 10 ans. Taxer le camionnage est une absurdité. Enfin, dire que les majorations de tarifs de la S.N.C.F. seront rendues possibles par l'augmentation des impôts est tout à fait fausse.

Enfin, quand les tarifs de la S.N.C.F. sont augmentés, rien ne prouve que les tarifs de la route feront de même.

La meilleure solution serait le retour au texte gouvernemental. Si le texte du Gouvernement n'a pas été accepté, c'est que la commission des finances de l'Assemblée nationale s'est opposée à l'augmentation des tarifs. Le Conseil de la République pourrait :

- ou bien rejeter la totalité de l'article 12,
- ou bien reprendre l'article 12 du Gouvernement, en obtenant une diminution de 0,25 de la T.V.A.,
- ou bien accepter l'article 12 de M. Leenhardt et le rendre moins néfaste, au moins en seconde navette.

M. LAMARQUE.- Le maintien de la taxe sur les prestations de service favorise les transporteurs privés mais dans le texte de M. Leenhardt, certaines corrections sont apportées au texte du Gouvernement.

Pour répondre à M. Bruhnes, il estime que le Conseil de la République ne peut entreprendre une sorte de lutte avec l'Assemblée nationale mais qu'il peut corriger les inconvénients du texte transactionnel.

M. BEAUJANNOT.- Le problème de la coordination n'a jamais été envisagé sérieusement jusqu'ici. L'Assemblée nationale, plus soucieuse des finances que des transports, a détruit les espoirs de réalisation. Les surcharges fiscales qui seraient supportées par les entreprises de transports rendront toutes les associations de coordination très difficiles. Actuellement, tous les moyens sont employés pour éviter les hausses du coût de la vie. Est-ce donc le moment de demander cette imposition des entreprises de transports et de provoquer une augmentation inévitable du coût de la vie. En outre, beaucoup d'entreprises routières seront amenées à disparaître et ce ne sera pas un bien pour le pays.

En conclusion, il estime meilleur le projet gouvernemental.

M. BERTAUD. - Les transports sont souvent considérés comme taillables et corvéables à merci.

Deux thèses s'affrontent :

- celle de la Fédération des transports routiers, orientée par le texte gouvernemental;

- celle des autres transporteurs qui comprend paraît-il la majorité des transporteurs et qui considère que le texte du Gouvernement, aussi bien que le texte de M. Leenhardt aboutiront à une coordination faisant la meilleure part aux gros transporteurs.

Les petits transporteurs préféreraient une simple disjonction de l'article 12.

M. DEBU-BRIDEL.- Est-ce que l'on tient compte dans le bilan de la S.N.C.F. des exonérations ou diminutions de tarifs, lorsqu'il s'agit d'une subvention de l'Etat. Ce sont des charges qui ne peuvent entrer dans une balance commerciale. D'autre part, je me demande quelle serait l'incidence d'une augmentation des transports sur le prix des marchandises.

M. BOUQUEREL demande des précisions sur la création dans cet article 12, des groupements professionnels.

D'autre part, il estime que si les travaux d'électrification en cours étaient suspendus, le déficit de la S.N.C.F. serait peut-être moins grave.

M. ROGIER.- Il est certain que M. le Ministre désire trouver un terrain d'entente entre les deux chambres mais si le Conseil de la République reprend le texte du Gouvernement, le Gouvernement est décidé à l'appuyer en deuxième lecture devant l'Assemblée nationale jusqu'à la question de confiance incluse?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il existe 34 milliards de déficit et par un circuit détourné, celui de la coordination, on aboutit à imposer au pays 50 milliards supplémentaires. Il serait plus honnête de décider tout simplement une augmentation de tarif car en fait c'est en ces termes que se pose le problème.

Il insiste à nouveau sur le point des charges de personnel, qui est sans cesse accru. En fait, la transaction contenue dans le texte de l'Assemblée nationale est moins mauvaise que le texte du Gouvernement puisqu'elle a divisé par moitié les charges imposées au pays et qui ne seraient que de 25 milliards.

M. BEAUJANNOT.- le projet de l'Assemblée nationale ne sera pas de 25 milliards seulement; il faut ajouter 15 milliards si l'on tient compte de la part déductible de la taxe sur les prestations de service.

M. BOUSCH.- Est-il exact qu'il y ait à la S.N.C.F. 746 emplois et à la R.A.T.P. 156, dont la rémunération soit supérieure à celle d'un Conseiller d'Etat?

M. PINTON, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, répond aux divers orateurs.

Il examine l'influence possible de l'article 12 sur les prix.

Dans le cadre du projet gouvernemental, la hausse des transports serait de 5% et par suite de 2% sur la valeur des marchandises soumises à la T.V.A. et de 0,60 sur les marchandises non soumises à la T.V.A.

Au sujet des groupements professionnels, on a dit qu'ils étaient une préface à la nationalisation. En fait, il seront de deux ordres :

- les groupements routiers départementaux qui ne tendront pas à la nationalisation;
- les groupements régionaux, qui comprendront :
  - 40% de participation S.N.C.F.,
  - 40% de participation transporteurs routiers,
  - 20% de participation d'auxiliaires de transports publics.

Les uns et les autres sont et resteront entièrement libres.

Ce n'est un pas vers la nationalisation que si l'on considère que toute tentative d'organisation est une tentative de nationalisation.

Quant au personnel de la S.N.C.F., la charge des salaires est peut-être de plus en plus élevée mais le nombre des employés ne l'est pas étant donné les efforts de compression faits notamment à l'occasion de mises à la retraite. Il ne faut pas oublier que depuis 4 ans il n'y a pas eu de recrutement.

Répondant à M. Bousch, en ce qui concerne les employés dont la rémunération est supérieure à celle d'un Conseiller d'Etat, il répond que les chiffres cités sont à peu près exacts.

1ère séance du jeudi 3 Juillet 1956.

o o  
o

La Commission demande le renvoi pour avis du projet de loi N° 423 - session 1955-1956- déposé par l'Assemblée nationale portant organisation du Laboratoire national de la Santé Publique, et désigné M. Armengaud rapporteur pour avis.

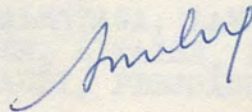
Présents :

Excusés :

La séance est levée à 18 heures 10.

Suppléants :

Le Président,



Absents :

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- Projet de loi relatif aux crédits budgétaires pour l'exercice 1956.

1) Crédits relatifs au budget de l'Algérie.

## COMMISSION des FINANCES

2) Articles 1 à 31 du projet de loi.

-----

3) Audition de M. Alex ROUBERT, président.  
Rapporteur : M. Alex ROUBERT.

-----

1ère séance du jeudi 5 Juillet 1956.

-----

M. PESCHAU La séance est ouverte à 10 heures.

---

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUTEMY,  
COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, GASPARD,  
MASTEAU, PELLENC, PORTMANN, PRIMET, ROUBERT.

Excusés : MM. AUBERGER, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO,  
TINAUD.

Suppléants : MM. BROUSSE et SOLDANI.

Absents : MM. BOUSCH, FOUSSON, KALENZAGA, LAFFARGUE,  
LAMARQUE, L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET,  
de MONTALEMBERT, PAULY, PESCHAUD, ROGIER,  
WALKER.

-----

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.
- 1) Crédits relatifs au Ministère de la Santé publique  
Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général au nom de M. PESCHAUD.
  - 2) Articles 1 à 20 A - Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.
  - 3) Audition de M. JAQUET, Secrétaire d'Etat à l'Information  
Crédits relatifs à la Radiodiffusion-Télévision française.  
Rapporteur : M. DEBU-BRIDEL.

o  
o o

Crédits relatifs au Ministère de la  
Santé Publique.

M. PELLENC, Rapporteur Général, présente, au nom de M. PESCHAUD, rapporteur spécial, des crédits affectés au Ministère de la Santé Publique et de la Population, les observations appelées par l'examen de ce budget.

Il insiste, d'abord, sur le rythme d'utilisation des crédits d'équipement sanitaire et social. Cette question a retenu l'attention particulière de la Cour des Comptes qui a constaté que l'utilisation aussi faible des crédits de paiement alloués pour l'équipement est d'autant plus frappante qu'elle n'est pas une exception dans le temps. Elle contraste, au surplus avec l'urgence de la modernisation des établissements.

Il fait, ensuite, une observation sur la nécessité d'une décentralisation des services hospitaliers.

Autre point évoqué : la protection sanitaire de la population civile en temps de guerre.

M. ALRIC signale qu'à l'étranger, les dépenses en ce domaine sont beaucoup plus élevées.

M. le PRESIDENT demande si dans les installations de Mers-el-Kebir ont été prévus les moyens de défense à l'attaque atomique. Pour sa part, il indique qu'il ne le croit pas.

M. ALRIC. - La défense dans ce domaine à Mers-el-Kebir

La Commission adopte l'article 5 ainsi modifié. ....

a bien été prévue.

M. le RAPPORTEUR GENERAL désire provoquer les explications du Ministre quant à la coordination de la protection civile.

Sous ces observations, il propose à la Commission l'adoption des crédits.

La Commission adopte les crédits relatifs au Ministère de la Santé Publique sans modification.

o  
o o

Articles de loi

M. le RAPPORTEUR GENERAL examine d'abord l'article 2 bis pour lequel il propose une nouvelle rédaction tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans un bref délai le projet de réforme administrative.

M. DEBU-BRIDEL. - Cet article n'est, en fait, qu'un voeu de conseil général.

Il en propose la disjonction.

La Commission adopte la disjonction.

M. le RAPPORTEUR GENERAL passe ensuite à l'examen de l'article 2 ter - "Inventaire des subventions".

M. ARMENGAUD. - Cet article est également inutile.

M. BERTHOIN en propose la disjonction.

La Commission adopte cette proposition.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Les articles 3, 4, 4 bis, et 4 ter visant la reconstruction sont à réserver.

A l'article 5, il s'agit des crédits de constructions navales.

M. ARMENGAUD propose un amendement tendant à soumettre les entreprises de constructions navales au plan comptable, un règlement d'administration publique réglant les conditions d'application du plan.

La Commission adopte l'article 5 ainsi modifié.

.../...

M. le RAPPORTEUR GENERAL, estime, en ce qui concerne les articles 6 à 10, qu'il n'y a pas lieu de présenter des observations.

La Commission adopte ces articles.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - L'article 12 visant la coordination des transports est à réserver.

Il passe ensuite à l'examen de l'article 12 bis.

M. ARMENGAUD. - Une fois encore je demande la suppression du privilège des bouilleurs de cru à partir de cette année et la suppression de l'article 12 bis.

La proposition de M. Armengaud est repoussée par 3 voix contre 1.

L'article 12 bis est adopté.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption des articles 12 ter et 13, sous réserve d'adaptation des chiffres.

Les articles 12 ter et 13 sont adoptés.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption des articles 14 à 18.

La Commission adopte ces articles.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose la disjonction de l'article 19 afin d'obtenir des précisions du Gouvernement quant à la récapitulation du total des emplois créés ou supprimés, la Commission se réservant le droit de rétablir, en séance, l'article.

La Commission adopte la disjonction.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption, sans modification, de l'article 20.

Cet article est adopté.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Deux articles additionnels sont proposés par M. Fousson, pour assurer l'intégration de certains fonctionnaires de la France d'Outre-Mer provenant d'Indochine et qui devraient être intégrés dans les cadres des Affaires étrangères d'Extrême-Orient.

M. le PRESIDENT. - Le Quai d'Orsay n'est pas du tout disposé à favoriser ces intégrations qui viendront barrer la carrière des agents normaux du Quai.

.../....

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Sans doute, mais on crée aussi de nouveaux emplois aux Affaires étrangères.

M. le PRESIDENT. - On pourrait envisager un texte permettant de sortir des cadres aux fonctionnaires qui le demanderaient.

L'article 20 A est adopté.

o  
o o

Audition de M. JAQUET, Secrétaire d'Etat  
à l'Information.

M. JACQUET, Secrétaire d'Etat à l'Information répond aux questions qui lui ont été posées par écrit par M. Jacques DEBU-BRIDEL, rapporteur spécial du budget de la Radiodiffusion.

1° - La question des primes est une des causes du malaise ressenti au sein du personnel de la radio.

Les primes étaient fixées à 4.000 frs pour le personnel technique et à 1.000 frs pour le personnel administratif. Ces chiffres sont considérés comme insuffisants. Les personnels demandent respectivement 10.000 frs et 4.000 frs. Mais donner satisfaction à ces revendications serait dangereux. Ce serait provoquer les revendications des autres fonctionnaires de l'Etat.

Un amendement, cependant, a été adopté à l'Assemblée Nationale, tendant à instituer une prime de 4.000 frs au profit des personnels administratifs.

M. le Secrétaire d'Etat a l'intention de demander, à nouveau, à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, de faire un effort en faveur de ces personnels.

2° - Régime des trois orchestres.

Entre l'orchestre national et les deux autres, les traitements sont assez différents. M. le Secrétaire d'Etat au Budget n'a pas accepté, cette année, la reprise des parités internes mais des cachets supplémentaires aux deux orchestres défavorisés pourront vraisemblablement réduire la disparité.

3° - Frais de déplacements.

Une augmentation a été demandée par les radio-reporters  
.../.

étant donné les conditions particulières de leurs déplacements. M. le Secrétaire d'Etat au Budget a accepté les suggestions de M. le Secrétaire d'Etat à l'Information à ce sujet.

#### 4° - Mutations et révocations.

Il est nécessaire d'organiser une coordination de l'Information à la radio et à la télévision. Un service commun a donc été créé. Par suite, certaines mutations et remplacements ont dû avoir lieu. Mais les mutations ne seront pas massives et il n'y a pas de raison qu'elles soulèvent d'inquiétude.

M. le Secrétaire d'Etat évoque les cas de M. LEROY et de M. Pierre SABAGH.

#### 5° - Projet de statut.

Le projet de statut de la radio sera discuté bientôt. Une commission est chargée d'étudier les problèmes posés.

#### 6° - Poste de Brazzaville.

C'est le seul poste de la radio-télévision française puisque les autres postes appartiennent maintenant à la S.O.R.A.F.O.M. (Société pour la Radio de la France d'Outre-Mer)

Il n'a jamais été question de retirer Radio-Brazzaville à la radio française car c'est un poste essentiellement international, dont les émissions sont destinées à l'étranger.

#### 7° - Réseau de modulation de fréquence.

L'intention du Ministre est de procéder à la relève par ce réseau dans les régions où les ondes moyennes ne sont pas entendues, telles les régions montagneuses.

M. DEBU-BRIDEL, rapporteur pour avis demande quelles sont les intentions du Gouvernement quant au poste de Tunis.

M. le SECRETAIRE d'ETAT à l'INFORMATION répond que des négociations vont être engagées avec le Gouvernement tunisien et que le Gouvernement français s'efforcera de conserver le poste de radio Tunis.

M. le PRESIDENT demande quelles sont les perspectives de la télévision.

M. le SECRETAIRE d'ETAT à l'INFORMATION. - En 1959, tout le territoire français sera couvert.

M. GASPARD. - Des essais de propagation sur le

.../....

Canigou avaient été faits en 1956 ; où en sont ces projets ? En outre, les Espagnols seraient heureux de voir un poste pyrénéen au Canigou.

M. le SECRETAIRE d'ETAT à l'INFORMATION. - Les travaux vont être accélérés.

M. GASPARD déposera un amendement quant au recrutement du personnel de la radio.

M. le SECRETAIRE d'ETAT à l'INFORMATION ne s'y opposera pas.

M. COURRIERE. - Où en est la "Maison de la Radio" ?

M. le SECRETAIRE d'ETAT à l'INFORMATION. - Juridiquement, l'affaire a été plaidée le 3 juillet dernier devant le Tribunal administratif de la Seine. L'affaire est en délibéré. 5 milliards sont engagés dans cette opération et la maison sera certainement construite.

o  
o o

Crédits relatifs à la Radiodiffusion-Télévision française.

M. DEBU-BRIDEL, rapporteur spécial des crédits, expose que le problème le plus grave est celui du personnel et, en particulier, des contractuels.

M. le PRESIDENT estime qu'un plafond des traitements doit être fixé.

M. COURRIERE aimerait connaître combien gagnent certains reporters, comme M. Georges Delamare.

M. BERTHOIN. - La radio est un milieu fermé, une féodalité qui n'accepte aucun recrutement externe. Il y a lieu de le regretter.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Il est évident que les fonctionnaires de la radio peuvent s'inquiéter devant certains traitements effarants d'un certain nombre d'entre eux.

M. le RAPPORTEUR. - Trois amendements ont été adoptés à l'Assemblée Nationale sur ce budget :

- l'un, relatif à la question des primes, évoquée par le Ministre.

M. le Rapporteur propose d'accepter l'amendement sans fixer le chiffre des primes.

Au chapitre 31-11, un autre amendement a été adopté,  
.../.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. J. DEBU-BRIDEL, vice-président .  
et de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

2ème séance du jeudi 5 Juillet 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 15 heures 55.

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY,  
COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, LAMARQUE,  
L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU, de MONTALEMBERT,  
PELLENC, PESCHAUD, PORTMANN, PRIMET, ROGIER,  
ROUBERT, WALKER.

Excusés : MM. AUBERGER, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, TINAUD.

Suppléants : Mme DERVAUX, M. MONICHON.

Absents : MM. FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LITAISE,  
PAULY.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 -
  - Crédits relatifs au Ministère de l'Education NationaleRapporteur : M. ARMENGAUD (au nom de M. AUBERGER)
- Articles de loi - Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

COMPTE-RENDU  
-----

Projet de loi<sup>n°</sup> 567 (session 1955-1956) portant ajustement  
des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956  
Education Nationale

M. ARMENGAUD, au nom de M. AUBERGER, rapporteur spécial, présente le rapport relatif aux crédits affectés à l'Education Nationale. Il souligne l'intérêt de développer les disciplines scientifiques et techniques.

D'autre part, le Centre National de la Recherche Scientifique distribue trop de petites subventions au détriment des subventions qui seraient nécessaires pour des recherches importantes.

Au sujet du chapitre 31-01, il relève la création de postes d'ingénieur des services techniques des constructions scolaires.

M. PELLENC, rapporteur Général, s'élève contre ces nouvelles créations.

M. WALKER. - Il ne faut pas confondre les fonctions. L'Education Nationale n'est pas chargée de construire ses bâtiments elle-même. Il n'y a pas de raison pour que ce Ministère possède un corps d'ingénieurs spécialisés.

M. PORTMANN s'associe aux remarques de M. Pellenc.

M. le PRESIDENT. - Il ne s'agit que de rationaliser les constructions.

M. PELLENC, rapporteur général. - En fait, il s'agit du recrutement de 5 contractuels.

.../...

M. ARMENGAUD propose de modifier le libellé du chapitre : "Ingénieurs des bâtiments".

La Commission adopte cette modification.

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

M. ARMENGAUD, rapporteur spécial. - Chapitre 43-11 - "Enseignement supérieur - Bourses".

Il signale que la distribution des bourses est insuffisante pour inciter les étudiants à se diriger vers les études scientifiques indispensables à l'heure actuelle.

Chapitre 36-OI - "Centre national de la recherche scientifique" : le crédit a été disjoint à l'Assemblée Nationale.

M. Armengaud désirerait maintenir la disjonction.

La Commission réserve sa décision sur le chapitre.

M. Jacques DEBU-BRIDEL - Chapitre 47-I2 - "Contribution forfaitaire de l'Etat aux charges d'enseignement et de recherches médicales". Le crédit a été supprimé au titre de l'Education Nationale par le décret d'avril 1956. Il demandera des explications au Ministre en séance.

o  
o o

#### Articles de loi

M. ROGIER demandera l'introduction d'un article I2 quarter nouveau, créant une taxe sur les oranges, mandarines et pamplemousses, pour financer la publicité.

M. DEBU-BRIDEL fait toutes réserves sur les taxes parafiscales et ne pense pas cette initiative financière possible.

M. le PRESIDENT. - Il s'agit du texte gouvernemental publié dans le "bleu" et légèrement modifié.

La Commission adopte l'amendement de M. Rogier.

.../..

Article 65 - Taxes parafiscales - Etat P.

M. J. DEBU-BRIDEL examine le problème des taxes parafiscales; à partir de 1958, toutes les taxes seront supprimées, sauf autorisation législative contraire. Il faut remettre de l'ordre dans les taxes parafiscales. Avant le 31 décembre 1957, le Gouvernement devra procéder à une réforme des taxes et des organismes qui en bénéficient.

Dans l'article 65, les alinéas 1 et 2 ont été ajoutés par l'amendement de B. Benard à l'Assemblée nationale. L'alinéa 3 est le même que celui qui avait été adopté l'année dernière.

M. COURRIERE. Les deux premiers paragraphes risquent de permettre au Gouvernement la suppression de taxes qui sont peut-être utiles.

La Commission décide que M. Pellenc sera chargé de la rédaction d'un article 65 dans une forme mieux adaptée.

M. DEBU-BRIDEL examine ensuite les taxes dont la sous-commission de la Parafiscalité demande la suppression :

Ligne 15 - Retenue sur le prix des betteraves.

Ligne 60 - Cotisation à la charge des entreprises concourant à la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle.

M. COURRIERE est d'accord pour la suppression de la ligne 60 sous la réserve de l'approbation des Chambres de Métiers.

Ligne 107 - Redevance versée par les sociétés dont les titres sont cotés en bourse.

Ligne 128 - Prélèvement sur le montant des travaux publics adjugés dans la région parisienne.

La Commission décide la suppression.

M. DEBU-BRIDEL demande le rétablissement de la taxe prévue à la ligne 93 - Redevance de compensation des prix des beurres importés.

M. LE PRESIDENT.- Il ne semble pas possible de rétablir une ligne supprimée par le Gouvernement à l'Etat P.

M. DEBU-BRIDEL.- Il nous est cependant possible de demander au Gouvernement de la rétablir.

La Commission adopte la proposition.

Education Nationale (fin)

M. ARMENGAUD revient au chapitre 36-01 "Centre National de la Recherche Scientifique".

Il propose, au lieu de maintenir la suppression, de rétablir un crédit réduit par rapport au crédit initial, ce qui permettrait de reprendre la discussion.

Mme DERVAUX. - Le Gouvernement doit présenter une lettre rectificative relative au Centre National de la Recherche Scientifique.

La Commission adopte la proposition de M. Armengaud.

Les autres chapitres sont adoptés.

o  
o o

Articles de loi (suite)

M. PELLENC, Rapporteur Général, propose l'adoption des articles 20 bis, 20 ter, 21, 22, 22 bis, 22 ter, 23, 24, 25 à 29.

En ce qui concerne les articles 25 à 29 il s'agit des créations de charges au Conseil d'Etat.

M. le RAPPORTEUR relève la création déplaisante, à côté de nouvelles charges, de taxes qui semblent destinées à faire payer par les justiciables les postes créés.

L'article 25 quater a déjà été disjoint. Il s'agit du détachement de membres du Conseil d'Etat près des Tribunaux administratifs.

M. PELLENC, rapporteur général, propose à l'article 29 une modification rédactionnelle : "Ajouter : "sans intervention obligatoire d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation."

La modification est adoptée.

M. PELLENC, rapporteur général, propose l'adoption des articles 30, 30 bis, 31 et 32.

Ces articles sont adoptés.

.../...

Les articles 33, 34, 35 et 36 concernent la Cour de Cassation.

La Commission adopte ces articles.

M. PELLENC, rapporteur général, propose un article 36 bis à la demande de M. Leenhardt, Rapporteur Général de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

Cet article concerne la création de 6 postes de Procureurs de la République.

La Commission adopte l'article 36 bis.

Les articles 37 à 44 sont réservés (Reconstruction).

M. PELLENC, rapporteur général, propose l'adoption des articles 44 A et 44 bis.

Ces articles sont adoptés.

Article 45 - Compte "Gestion des titres de Sociétés d'Economie mixte appartenant à l'Etat"

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose un abattement de 1 million de francs pour obtenir des éclaircissements sur le fonctionnement de ce compte.

M. ARMENGAUD. - On demande 6 milliards pour faire participer la France aux aciéries Roebling qui vont redevenir allemandes. Est-ce que vraiment il y a intérêt à mettre des ressources importantes dans cette affaire alors que nous y serons minoritaires ?

Les Articles 46, 47, 47 bis, 48, 49, 50, et 51 sont adoptés.

Article 52 -

M. le PRESIDENT. - A propos de cet article qui prévoit le compte d'aide au Gouvernement Yougoslave, je pense que la Commission devrait réitérer son observation des années précédentes sur le fait que ce Gouvernement n'a pas encore pris les mesures d'exécution des accords d'indemnisation des biens français nationalisés.

Les articles 53 et 54 sont adoptés.

Article 55 -

M. ARMENGAUD demande si l'on peut être assuré que les utilisateurs des "Caravelle" c'est-à-dire Air-France

.../...

essentiellement, se porteront garants de l'utilisation effective de ces appareils. Il faudrait qu'Air-France soit à tout le moins partie au contrat.

M. COURRIERE. - Il vaudrait mieux qu'Air-France soit liée à l'Etat pour le remboursement des prêts.

M. le PRESIDENT. - Je crois qu'un contrat est en fait conclu entre Air-France et la S.N.C.A.S.E., mais c'est une précision que nous devons exiger du Gouvernement en séance publique.

Article 56 -

M. ARMENGAUD. - Je désirerais qu'une observation soit faite comme plus haut sur l'inexécution des clauses d'indemnisation des accords franco-yougoslaves et franco bulgares.

Les articles 57, 58, 60, 62, 63, 64 sont adoptés.

Article 66 -

M. le PRESIDENT. - A propos du compte relatif au Service des Alcools, il est impossible d'avoir des renseignements précis et exacts. Lorsqu'on envisage la possibilité de céder de l'alcool à l'étranger on répond qu'il n'en existe plus un litre disponible. Inversement, au point de vue financier, les excédents sont toujours dits excessifs.

M. ARMENGAUD. - Je propose la disjonction.

M. PELLENC, rapporteur Général, Il vaut mieux, semble-t-il, demander des explications en séance.

Article 67 -

M. PELLENC, Rapporteur Général. - Nous avons ici une grande satisfaction car cette mesure de taxation d'office était préconisée depuis très longtemps par notre Commission, en cas d'opposition à un contrôle fiscal.

Article 69 -

M. COURRIERE. - A propos des formalités hypothécaires, je proteste contre la nécessité de produire un plan de géomètre expert pour une petite mutation de terrain aussi faible qu'elle soit.

Article 71 - Modification du taux des amendes.

Cet article est adopté.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption des articles 72 à 81.

Ces articles sont adoptés.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose la disjonction de l'article 82. Il s'agit de l'exonération de la taxe de la télévision.

La Commission adopte la disjonction.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter les articles 83 à 85.

La Commission adopte ces articles.

M. PELLENC, rapporteur général, propose la disjonction de l'article 86 à la demande de la Sous-Commission des Entreprises Nationales de l'Assemblée Nationale. Il s'agit d'une ouverture de crédits par arrêtés, dans la limite du montant des sommes remboursées au Trésor par les entreprises nationales sur les prêts d'équipement qui leur ont été consentis avant le 1er janvier 1956.

La Commission adopte la disjonction.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption des articles 87 et 88.

La Commission adopte ces articles.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose, pour l'article 89 visant le cumul des allocations d'aide sociale aux infirmes, d'adopter un nouveau texte, d'origine gouvernementale, excluant de la règle de non cumul l'allocation servie au titre du fonds de solidarité.

La Commission adopte l'article 89 ainsi modifié.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption des articles 90 à 94.

La Commission adopte ces articles.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose d'ajouter à l'article 95 : "Cet article a une valeur interprétative."

La Commission adopte l'article 95 ainsi modifié.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption des articles 96 et 97.

La Commission adopte ces articles.

M. COURRIERE propose un article additionnel relatif à la validation des dispositions de l'article 4 du décret du 16 octobre 1948 "Transfert de Fonds".

La Commission adopte cet article additionnel.

M. PELLENC proposera un article additionnel disposant que les emplois créés ne comporteront pas d'avantages rétroactifs.

La Commission adopte cet article additionnel.

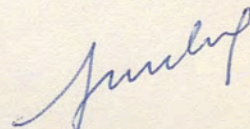
La suite de l'examen des articles est reportée à la prochaine séance.

La séance est levée à 19 heures 35.

Présidence de M. Alex ROBERT, Président

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président



Séance du Vendredi 5 juillet 1956

-----

La séance est ouverte à 18h.10

Présents : MM. ALAJO, BERTHELEMY, MASON, BERNARDY, GARRIGUES,  
LITAISE, DE MONTAIGNEY, PELLANC, PERRAUD,  
PORTMANN, PRUDON, ROGIER, ROBERT.

Excusés : MM. ARPENHAUT, ARRENGER, CHAPALAIN, COURRIN, PARENTS.

Absents : MM. DEBO-SYMON, FLORET, FUSCON, GASPARD, KALINZADA,  
LATASSIE, LEMANON, L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU,  
MAUZY, TIGHE, WALLER.

— 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 —

Séance du Vendredi 6 juillet 1956

- : — : — : —

La séance est ouverte à 10h.10

: MM. ALRIC, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY, COURRIERE,  
LITAISE, DE MONTALEMBERT, PELLENC, PESCHAUD,  
PORTMANN, PRIMET, ROGIER, ROUBERT.

: MM. ARMENGAUD, AUBERGER, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO.

: MM. DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA,  
LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU,  
PAULY, TINAUD, WALKER.

Ordre du Jour

Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

1) Crédits relatifs au Ministère des Anciens Combattants  
Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

2) Crédits relatifs au Ministère de l'Agriculture  
Rapporteur : M. DE MONTALEMBERT.

3) Articles concernant la Reconstruction.  
Rapporteur : M. BOUSCH

4) Article 12  
Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

o o  
o

COMPTE-RENDU

1) Crédits relatifs au Ministère des Anciens Combattants et victimes de la Guerre.

M. PELLENC, Rapporteur Général, présente, au nom de M. Chapalain, rapporteur spécial, les observations appelées par le collectif, en ce qui concerne le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Les crédits de reconduction sont les mêmes que ceux de l'année dernière, à part 8 milliards 330 millions. Sur ces 8.330 millions, il faut signaler que 8 milliards sont destinés au plan quadriennal de reclassement.

L'Assemblée nationale n'a pas apporté de modification au budget des Anciens Combattants.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter les crédits sans modification.

La Commission adopte les crédits.

o o  
o

2) Crédits relatifs à l'Imprimerie Nationale -

M. PRIMET, rapporteur spécial, présente ses observations.

L'Imprimerie nationale a connu, en 1955, une activité nettement supérieure à celle des autres années. 136 millions de feuilles imprimées en plus, soit une augmentation de 22% en tonnage, et ceci, avec un effectif de personnel inchangé.

Cependant, le personnel ne présente aucune revendication de salaires. Il est lié par la Convention du Livre. La seule difficulté cependant, réside dans le fait que le cadre titulaire est un peu trop restreint et que le cadre inférieur, ou manoeuvre, ne dispose que d'un avancement limité dans le cadre supérieur par les mises à la retraite dans ce dernier.

Autre revendication : le personnel désirerait que les crédits affectés aux oeuvres sociales soient augmentés notamment pour faire face au fonctionnement des crèches. Pour les oeuvres sociales,

au lieu de 817.000 francs, il faudrait 1.500.000 Fr. Enfin, pour les allocations familiales, le personnel ne bénéficie pas de prime de vacances alors que le personnel de la profession du livre en bénéficie.

M. LE RAPPORTEUR propose de demander au Gouvernement de faire un effort, notamment pour une subvention accrue d'aide sociale.

Sous ces observations, il propose d'adopter le budget.

La Commission adopte les crédits.

o o

o

3) Crédits relatifs au Ministère de l'Agriculture -

M. DE MONTALEMBERT, rapporteur spécial, signale que le total des crédits affectés au budget de l'Agriculture, en 1955 et 1956, s'établit ainsi :

devraient par obtenir  
de nouveaux emplois.

~~dit,~~ pour 1955, 97 milliards, pour le budget proprement <sup>dit,</sup>  
pour 1956, 134 milliards.  
Pour 1955, 161 milliards d'autres crédits,  
pour 1956, 145 milliards,

et ceci, sans compter les prestations agricoles.

Il faut donc relever l'importance des sommes non inscrites au budget lui-même. Cela prouve la nécessité d'une remise en ordre et augmente les difficultés d'analyse et de contrôle du budget.

Le projet d'ajustement porte sur 8 milliards.  
A l'Assemblée nationale, deux abattements ont été opérés sur les chapitres 61-80 et 51-80 pour demander des augmentations de crédits sur les dotations des Eaux et Forêts.

Convient-il de maintenir ces réductions de dotations d'un million, étant donné la navette?

M. le Rapporteur propose de rétablir les crédits en donnant au rétablissement le sens qui avait été donné à la réduction.

La commission adopte le rétablissement du crédit au chapitre 51-80 et au chapitre 61-80.

#### Chapitre 31-01 -

M. LE RAPPORTEUR signale que l'augmentation est due surtout à l'augmentation du traitement des fonctionnaires.

M. PORTMAN demande les raisons qui ont fait modifier l'effectif du personnel.

M. LE RAPPORTEUR.- 842 emplois nouveaux ont été créés en conséquence des programmes pluri-annuels de vulgarisation et d'enseignement agricole.

M. LE PRESIDENT.- Depuis 7 à 8 ans, le Gouvernement a promis de revoir la situation des fonctionnaires des Eaux et Forêts.

Il se demande si ces fonctionnaires anciens ne devraient pas obtenir satisfaction avant que l'on songe à créer de nouveaux emplois.

M. PORTMANN s'associe à ces remarques.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il est malheureusement difficile de contrôler les nécessités de création de nouveaux emplois. Il cite le cas de l'inspecteur de reconstitution des oliv~~es~~eries.

M. LE RAPPORTEUR signale, au chapitre 31-37 - enseignement agricole- la création importante d'emplois nécessaires à 351 foyers d'expansion agricole.

Au chapitre 31-71 - direction générale du génie rural et de l'Hydraulique agricole, il relève la création d'emplois nécessaires à l'accélération du remembrement et l'organisation du Centre d'Antony.

A ce sujet, il évoque l'influence néfaste de l'augmentation des droits de succession sur le remembrement.

Sous ces observations, M. le Rapporteur propose l'adoption des crédits.

La commission adopte les crédits.

M. LE RAPPORTEUR signale que divers amendements seront proposés par la Commission de l'Agriculture et qu'il y aura sans doute lieu de les examiner.

M. LE PRESIDENT.- Si des amendements sont déposés, n'ayant pas de rapport avec le projet de loi examiné, l'article 62 du Règlement leur sera appliqué.

o o

o

#### 4) Articles concernant la Reconstruction-

- de
- M. BOUSCH, rapporteur spécial, propose l'adoption/
- l'article 3 (Caisse autonome de la Reconstruction);
  - l'article 4 - Reconstruction des immeubles à usage familial;
  - l'article 4 bis - Règlement prioritaire des dommages mobiliers subis par des sinistrés économiquement faibles ou grands invalides;
  - l'article 4 ter - Minimum des annuités à payer aux détenteurs des titres mobiliers;
  - l'article 37 - Règlement de reconstitution par titre;
  - l'article 38 - Crédits ouverts pour 1956 pour la mobilisation et le remboursement des titres de 3, 6, et 9 ans;
  - l'article 39 - Indemnités d'éviction.

M. LE RAPPORTEUR propose un article 39 bis nouveau et un article 39 ter nouveau, ainsi conçus :

" Article 39 bis -

" L'article 20, § 7, de la loi N° 55-357 du 3 avril 1955, est  
" modifié comme suit :

" Une commission spéciale, présidée par un membre  
" du Conseil d'Etat et composée d'un magistrat de la Cour des  
" Comptes, d'un magistrat de l'ordre judiciaire, en activité  
" ou honoraire, de représentants des ministères des affaires  
" étrangères, des finances et des affaires économiques, de la  
" reconstruction et du logement et de représentants du conseil  
" supérieur des Français à l'étranger, arrêtera la liste défi-  
" nitive des attributaires, statuera souverainement, sauf recours  
" à la commission supérieure de Cassation des dommages de guerre  
" sur le bien fondé des demandes et la valeur des dommages su-  
" bis, enfin déterminera le montant des indemnités attribuées,  
" ou des forfaits particuliers à chaque catégorie."

" Article 39 ter -

" L'article 20 de la loi N° 55-357 du 3 avril 1955  
est complété du paragraphe additionnel suivant :

" 9 - Les dispositions du présent article sont  
" applicables aux dommages subis en Italie par les personnes  
" physiques originaires des territoires rattachés à la France  
" en vertu du Traité de Paix avec l'Italie qui ont acquis la  
" nationalité française par la loi N° 47 - 2626 du 13 décembre  
" 1947".

La Commission adopte les articles 39 bis et 39  
ter.

M. LE RAPPORTEUR propose l'adoption de :

- l'article 40 - montant des primes annuelles, des primes  
susceptibles d'être engagées;
- l'article 41 - subvention maximum à chaque office ou société  
d'H.L.M.;
- l'article 43 - subvention au Centre scientifique du bâtiment;

- l'article 43 bis - acompte sur les sommes versées aux sinistrés pour les dommages causés par les autorités françaises ou alliées;
- l'article 44 - création d'emplois au Secrétariat d'Etat à la Reconstruction;
- l'article 58 - amélioration des logements de première nécessité;
- l'article 59 - programme annuel de constructions à réaliser par organismes H.L.M.;
- l'article 60 { bonification d'intérêt pour emprunt H.L.M.
- l'article 61 }

M. LE RAPPORTEUR GENERAL signale que M. Jaubert a déposé un article additionnel relatif aux frais de contrôle de distribution d'énergie électrique.

La commission adopte les articles proposés par M. Bousch et l'article additionnel de M. Jaubert.

#### 5) Article 12 -

M. LE RAPPORTEUR GENERAL rappelle dans quels termes se pose le problème de la coordination. On admet comme légitime de charger d'une façon supplémentaire le transport routier public lorsqu'il fait concurrence sur les longs trajets à la S.N.C.F. qui est plus économique et également le transport privé par rapport au transport public plus spécialisé.

En outre, il y a l'aspect financier, en ce qui concerne la S.N.C.F., qui bénéficiait de :

- la suppression de la taxe de prestations de service (T.P.S.)  
+ 23 milliards;
- la suppression de la redevance  
d'entretien de la voie + 19 milliards
- hausse de tarifs + 12 milliards
- création d'une taxe spéciale - 21 milliards

de la sorte, l'accroissement du déficit de la S.N.C.F. était compensé.

En outre, venaient la taxe de zone courte et la surtaxe de zone longue, remplaçant la T.P.S. sur les transports automobiles.

Cette opération donnait au Trésor :

- + 49,5 milliards ( du fait de la suppression de la déductibilité)
- 3,5 milliards (dû aux taux plus modérés de la nouvelle taxe)

-----

+ 46 milliards

et ces nouvelles taxes sur les transports automobiles permettaient à la S.N.C.F. de rajuster ses tarifs sans danger.

Le texte issu de l'Assemblée nationale représente une charge pour l'économie de 25 milliards, mais il devient uniquement fiscal et abandonne en grande partie les notions de coordination surtout par le maintien de la T.P.S. et l'abaissement des taxes de coordination.

Toutefois, les taxes seront réduites d'un tiers pour les transporteurs acceptant de se grouper au sein d'un organisme régional rationalisant les transports qui comprendra des représentants de tous les modes de transports.

M. COURRIERE.- Je reçois des protestations contre cette forme de syndicalisme professionnel qualifié de forcé ou de quasi-obligatoire.

M. BERTHOIN.- Le principe évidemment me heurte mais dans le cas particulier il s'agit plutôt d'un organisme de coordination et de répartition des flux de transports, en vue d'éviter la déperdition considérable qui coûte à la nation l'anarchie des transports.

M. COURRIERE.- En tout cas, ce cadeau d'un tiers sur les taxes doit être compensé par l'acceptation à priori par les intéressés de la discipline et de la réglementation émise par les comités.

as de communiqué  
à la presse

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- Projet de loi n° 100 (Assemblée 1955-1956) portant approbation des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

Addition de M. André L. M. Ministre des affaires économiques et financières et de M. Philippi, Secrétaire d'Etat au Budget.

## COMMISSION des FINANCES

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Séance du mardi 10 juillet 1956

M. le Président rappelle quels sont les différents textes en présence. L'assemblée est unanime lorsque'il s'agit de coordonner les travaux. Les problèmes sont en effet de nature fiscale, les divergences apparaissent lorsque'il s'agit des taxes à établir sur les différents transports.

La séance est ouverte à 18 h.15

L'adhésion à un groupement de transporteurs sera favorisée par une réduction de 50% des taxes sur les groupements. Seront-ils des groupements de coordination ou bien des groupements ayant uniquement pour but de se soustraire aux charges fiscales ?

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, LAMARQUE, L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, de MONTALEMBERT, PELLENC, ROGIER, ROUBERT, TINAUD, WALKER.

Excusé : M. AUBERGER.

Suppléants : MM. BROUSSE, Paul CHEVALLIER, MONICHON, Mlle RAPUZZI M. RAYBAUD.

Assistaient en outre à la séance : MM. BERTAUD et Julien BRUNHES au titre de la Commission des moyens de communication.

Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD, PORTMANN, PRIMET.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Ordre du Jour

- Projet de loi 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

Audition de M. RAMADIER, Ministre des Affaires économiques et financières et de M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget,

sur l'article I2 (Coordination des Transports)

o  
o o

COMPTE-RENDU

Examen de l'article I2 du projet de loi n° 567  
(session 1955-1956) portant ajustement des dotations  
budgétaires pour l'exercice 1956

M. le PRESIDENT rappelle quels sont les différents textes en présence. L'accord est unanime lorsqu'il s'agit de coordonner les transports mais le problème étant en même temps fiscal, les divergences apparaissent lorsqu'il s'agit des taxes à établir sur les différentes catégories de transporteurs.

L'adhésion à un groupement de transporteurs sera favorisée par une réduction de 30% des taxes mais ces groupements seront-ils des groupements de coordination ou bien des groupements ayant uniquement pour but de se soustraire aux charges fiscales ?

que  
D'autre part, la coordination ne peut intervenir/lorsqu'il y a sur le même itinéraire concurrence des moyens de transport, ce qui n'existe pas toujours. Enfin, il ne faut pas oublier que ce n'est qu'à partir de l'année prochaine que les taxes pourront produire leur résultat.

M. le RAPPORTEUR GENERAL précise que 25,1 milliards doivent venir au Trésor. Dans ce cadre, il s'agit de trouver un texte qui, non seulement produise les ressources envisagées mais établisse une véritable coordination des transports.

M. BERTAUD. - La Commission des Moyens de Communication des Transports et du Tourisme s'est réunie en présence de M. Pinton, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics. Elle a élaboré un texte qui a obtenu l'unanimité, moins 3 abstentions, des Commissaires, texte qui semble réunir l'accord également du Ministre des Finances et du Ministre des Travaux Publics.

.../...

M. BRUNHES commente ce texte élaboré par la Commission des Moyens de Communication. Depuis dix ans, la suppression de la taxe de prestations de services est demandée par les organismes de transport. L'amendement en propose la suppression et le remplacement par différentes taxes : taxe d'exploitation, taxe et surtaxe aux véhicules mais une coordination n'est certainement possible qu'avec la taxation des transports privés. Elle suppose d'autre part l'existence de groupements et ce n'est qu'en faisant jouer la diminution des taxes que le Gouvernement peut inciter les transporteurs à se grouper en organisations.

Le texte proposé correspond à une légère surtaxe sur les transports publics et à une surtaxe des transports privés. L'ensemble reste dans le cadre des 25 milliards votés par l'Assemblée Nationale.

A l'article 2, la diminution de la taxe à la valeur ajoutée est prévue de 0,20 % correspondant à la suppression de la taxe de prestations de service.

M. FLECHET demande si 10.500 francs, montant de la taxe est le chiffre exact.

M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget remercie M. Brunhes de son exposé et se félicite du maintien du chiffre de 25 milliards. Il faut s'orienter vers des dégrèvements de certaines catégories de transporteurs : ceux qui font beaucoup de transport, ceux qui ont besoin de transport de pondéreux.

Par ailleurs, les chiffres de l'amendement exigent un examen car il se demande si les chiffres des taxes et surtaxes routières que l'amendement de la Commission des Moyens de Communication avance, et qui sont moins forts que ceux qui avaient été proposés par le Gouvernement - surtout pour les transports privés - vont permettre à la S.N.C.F. d'augmenter sélectivement ses tarifs dans une proportion suffisante pour réaliser utilement un début de coordination.

M. BRUNHES. - Bien entendu, nous n'avons aucune envie de faire des cadeaux gratuits aux transporteurs publics, notamment, et c'est pourquoi vous avez vu que nous avons augmenté leurs taxes de zone longue.

M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget. - J'insiste pour qu'on n'édicte pas par la loi un abaissement automatique de la T.V.A. car certains producteurs n'ont, dans leurs prix, que peu de transport et certains en ont beaucoup. Une diminution uniforme serait une véritable injustice. Il faut absolument agir par dégrèvement sélectif ou spécifique.

Je vous signale ensuite que les transports privés vont être surchargés de 10 milliards environ, mais ils opèrent presque tous en zone courte.

.../...

M. COUDE DU FORESTO. - Ceci est contraire à la coordination.

M. FILIPPI. - Ce n'est pas de la coordination rail-route, mais ce n'est pas contraire à la coordination. En fait, ce sont eux qui opéraient déjà en grande majorité dans cette zone, et remarquez que chacun est un peu imposé parce qu'ils sont nombreux. Au contraire, en zone longue, nous faisons vraiment de la coordination.

M. de MONTALEMBERT. - Les transports agricoles au départ des fermes se trouveront taxés immédiatement. C'est une taxation impossible à accepter.

M. Jacques DEBU-BRIDEL. s'inquiète de ces 25 milliards d'impôts dont le poids se répercutera sur les prix.

M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières ne le pense pas.

M. COUDE DU FORESTO. - A quoi correspond la zone courte ?

M. BRUNHES. - Le département et les départements limitrophes.

M. le PRESIDENT. - Les services des travaux publics acceptent la domiciliation dans un département voisin, ce qui change l'interprétation de la zone courte.

M. COUDE DU FORESTO. - Il faudrait définir plus exactement cette zone courte.

M. COURRIERE. - La nouvelle taxe aura une incidence de 2/10<sup>e</sup> seulement, selon le Gouvernement. A mon avis, l'incidence sur les transports privés sera certainement supérieure. Je m'inquiète particulièrement de l'influence sur les prix de certaines denrées de première nécessité.

M. BERTHOIN. - Le problème est difficile à enfermer dans un texte trop précis. On peut admettre que la perception des 25 milliards doive se faire ; cependant, il faut que l'effort demandé soit compensé par un avantage de coordination. L'incidence sur les produits essentiels de l'économie est indéniable. Il faudrait donc pouvoir détaxer sélectivement mais abattement ou suppression de taxes doivent rester à la discrétion du Gouvernement dans une limite à établir. Cette limite devrait être fixée en pourcentage de la taxe.

M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières. - Le texte primitif prévoyait la détaxation possible, par décrets, de certains produits.

.../...

M. LAMARQUE analyse à nouveau le texte primitif du Gouvernement, lequel faisait supporter au pays une charge de 50 milliards, puis le projet de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale qui accablait plutôt la zone longue; le projet de la Commission des Moyens de Communication du Conseil de la République supprime la taxe sur les prestations de service ; par suite, elle supportera, à l'Assemblée Nationale, les mêmes critiques que le projet gouvernemental.

M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières cherchera, à l'Assemblée Nationale, à obtenir un accord sur un texte qui se situera entre le texte de l'Assemblée Nationale et le texte de la Commission des Moyens de Communication du Conseil vraisemblablement.

M. FLECHET. - Le jeu de la navette est déjà faussé du fait que la question de confiance a été posée en première lecture.

Il insiste pour que le texte de la Commission des Moyens de Communication soit pris en considération car il est certainement meilleur que le texte de l'Assemblée Nationale.

M. le PRESIDENT. - La modification, une fois ajoutée à la demande de M. Berthoin (pourcentage limite) il semble que la Commission adopterait le texte de la Commission des Moyens de Communication, ainsi modifié.

M. PELLENC, Rapporteur Général. - De toutes façons, il ne faut pas oublier que le rapport des taxes, pour cette année, sera nul. Si le Conseil désire un texte essentiellement de coordination des transports, on peut accepter le texte de la Commission des Moyens de Communication mais il ne faut pas prévoir de tarif dans ce cadre, les transporteurs en profiteraient pour augmenter dès maintenant leurs prix.

Une fois le mécanisme mis en place, les tarifs pourraient être augmentés, avec un moins grand danger pour l'économie.

M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget. - La progressivité de l'application est difficile à organiser si la suppression de la taxe de prestations de services est immédiate. De toutes façons, il faut psychologiquement que les décrets de détaxation soient pris en même temps que les taxes seront établies.

M. BERTAUD. - Il faut éviter les hausses préventives. Pourquoi ne pas envisager de faire entrer le texte en application au 1er janvier prochain seulement puisque, de toutes

.../.

façons il n'apportera aucune recette cette année. Ainsi le Gouvernement ne perdrait certainement rien et les hausses spéculatives seraient évitées.

M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières. - Le texte du Gouvernement prévoyait 45 milliards en année pleine. L'Assemblée Nationale est tombée à 25. Il est impossible d'accepter moins.

M. le PRESIDENT. - Il est certain qu'il faut retransmettre un texte comportant un financement égal à celui qui avait été prévu à l'Assemblée Nationale. Le Conseil devrait se contenter de demander certains allègements fiscaux. On pourrait envisager que le texte soit applicable, non pas à une date fixe mais lorsque certaines conditions seraient réalisées.

M. le Président propose de remplacer le paragraphe II par : "Le Gouvernement devra, par décrets en Conseil d'Etat, alléger les charges fiscales des entreprises dans les secteurs de l'économie comportant une utilisation importante de moyens de transport. "

L'ensemble de la loi n'entrerait en vigueur que lorsque ces décrets auraient été pris.

M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières. - Le texte examiné est plus près du texte du Gouvernement que celui qui a été adopté par l'Assemblée Nationale mais il rencontrera vraisemblablement l'opposition de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

M. le PRESIDENT reconduit Messieurs les Ministres.

M. le PRESIDENT met aux voix la prise en considération de l'amendement présenté par M. Brunhes et les membres de la Commission des Moyens de Communication.

La prise en considération est décidée par 10 voix contre 2.

M. COUDE DU FORESTO demande de fixer une définition de la zone courte.

M. COURRIERE. - Avec ce texte, les 20 tonnes, étant donné les tarifs, paieront moins s'il s'agit de transports publics que s'il s'agit de transports privés. C'est ce qu'il faut éviter.

M. le Président propose un nouveau texte : "Le Gouvernement devra, par décrets en Conseil d'Etat, alléger les charges fiscales des entreprises dans les secteurs de l'économie comportant une utilisation importante de moyens de transport. .../.

M. le PRESIDENT. - La Commission entend-elle maintenir les termes "taux semestriel" ou préfère-t-elle : "taux annuel".

La Commission adopte le taux annuel.

M. le PRESIDENT relit à nouveau le paragraphe II.

M. CHEVALLIER préférerait un autre texte comportant : "marchandises de première nécessité". Selon lui, le texte proposé pour le paragraphe II est trop vague.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Il faudrait viser également à côté des produits d'alimentation, les produits nécessaires à la construction et aux travaux publics.

M. BERTHOIN. - Il faudrait dire : "dans la limite d'une diminution de 0,20 de la T.V.A., le Gouvernement devra...."

M. FLECHET. - Il serait mieux de remplacer la diminution de 0,20 par un chiffre.

M. le PRESIDENT souligne que dans le texte proposé pour le paragraphe II, il s'agit des entreprises pour lesquelles les frais de transport entrent pour une grande part dans le prix de leurs produits.

M. FLECHET aimerait que le Ministre des Travaux Publics et des Transports soit consulté quant au montant du dégrèvement. Il demande que le total en soit fixé à 14 milliards correspondant à 0 point 20 de réduction de la T.V.A.

Ce dégrèvement ~~lui~~ semble inapplicable en fait.

M. BERTAUD. - La Commission des Moyens de Communications a voulu une égalité des charges entre les secteurs privé et public, faisant comprendre au secteur privé son intérêt à participer à la coordination.

M. COUDE DU FORESTO. - On veut taxer les camions et détaxer les marchandises. C'est une antinomie. Il faudrait étendre la zone courte et la détaxer et ne laisser une taxe que sur la zone longue qui est la seule intéressée par la coordination.

M. COURRIERE. - Il faut dire : "Seront détaxés les camions transportant les produits de l'alimentation et de la construction."

M. le PRESIDENT propose un nouveau texte : "A concurrence d'une somme correspondant à un dégrèvement de 0 point,20 de la T.V.A. le Gouvernement dégrèvera les transports privés

.../.

pour les matières agricoles et de construction."

M. FLECHET. - Il faudrait maintenir les dégrèvements de l'Assemblée Nationale et ajouter un dégrèvement de 0, point 15 de la T.V.A.

M. de MONTALEMBERT propose de supprimer simplement le paragraphe II et de modifier le paragraphe III pour répondre aux préoccupations de dégrèvement sur lesquelles l'accord est réalisé.

La Commission adopte cette proposition et charge M. le Rapporteur de rédiger un nouveau paragraphe III tenant compte des préoccupations de la Commission et introduisant :

1°) la notion de dégrèvement des camions affectés exclusivement au transport des productions agricoles, de construction et de travaux publics (dans la limite de 0, point 05)

2°) la notion de dégrèvement des transports essentiels au point de vue économique, dans la limite de 0 point, 15.

M. Jacques Debû-Bridel votera contre l'ensemble.  
M. Chapalain également.

La séance est levée à 21 heures 15.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.

*Paul*

Présents :

Suppléants :

Excusés :

Absents :

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-:-:-:-:-

Séance du Mercredi 11 juillet 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 16h.25

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, GASPARD, LAFFARGUE, LONGUET, PELLENC, PORTMANN, PRIMET, ROGIER, ROUBERT, WALKER.

Suppléants : M<sup>me</sup> DESVAUX, M. SOLDANI.

Excusés : MM. AUBERGER, MASTEAU.

Absents : MM. BOUTEMY, CHAPALAIN, FOUSSON, KALENZAGA, LAMARQUE, Waldeck L'HUILLIER, LITAISE, DE MONTALEMBERT, PAULY, PESCHAUD, TINAUD.

o o  
o

Ordre du Jour

- Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.

- Examen de la recevabilité d'un amendement Colonna sur le chapitre 60-80 du budget des Affaires marocaines et tunisiennes.

Audition de M. SAVARY, Secrétaire d'Etat aux Affaires Marocaines et tunisiennes,  
M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget.

- Examen de l'article 19 du projet.

o o

COMPTE-RENDU

M. LE PRESIDENT.- La Commission doit examiner si l'amendement déposé par M. Colonna, au chapitre 60-80 - Aide extérieure" au Budget Finances -Charges communes- est recevable.

M. SAVARY, Secrétaire d'Etat aux Affaires Marocaines et Tunisiennes. - Les plans d'investissement du Maroc et de la Tunisie ont été établis par les Protectorats et c'est maintenant la dernière année d'application.

Le Gouvernement doit faire face à ses obligations résultant d'engagements antérieurs aux termes desquels il avait promis aux deux gouvernements de couvrir le déficit du budget ordinaire, soit 7 ou 8 milliards.

Pour l'avenir, aucune promesse n'a évidemment été faite, en ce qui concerne les investissements ou le budget. En outre, un don de blé avait été fait au gouvernement tunisien, dont le paiement nous coûte 800 millions.

A l'égard des fonctionnaires, le Gouvernement avait apporté sa caution solidaire avec le gouvernement tunisien afin d'assurer le paiement des traitements.

M. le PRESIDENT reconduit MM. les Ministres.

Le crédit de 16 milliards inscrit au chapitre correspond soit à des engagements antérieurs, soit à des engagements envers les Français de Tunisie.

M. le Secrétaire d'Etat insiste sur les inconvénients politiques de la rédaction proposée par M. Colonna puisqu'elle exprime un sentiment de défiance à l'égard du Gouvernement tunisien avec lequel nous sommes en négociation.

Secrétaire d'Etat au Budget.

M. FILIPPI/estime qu'en changeant le libellé, en remplaçant : "Aide extérieure" par : "Aide extérieure, à l'exclusion de toute subvention au Gouvernement tunisien", c'est en fait demander une augmentation des dépenses puisque le Gouvernement devra inscrire les dépenses interdites à ce chapitre à un autre chapitre.

M. BOUSCH.- Il serait préférable de provoquer en séance une déclaration de M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires Marocaines et Tunisiennes, plutôt que d'aboutir à un vote sur l'application de l'article 47.

M. WALKER.- Il semble d'ailleurs que l'article 47 n'est pas applicable. Il s'agit ici d'un problème politique sur lequel la Commission des Finances n'a pas compétence.

M. FLECHET partage l'opinion de M. Bousch.

M. LAFFARGUE souligne le caractère particulier de l'amendement et s'associe aux remarques des autres orateurs.

M. J. DEBU-BRIDEL, au contraire, est sensible aux explications de M. Filippi, Secrétaire d'Etat au Budget et se demande si l'article 47 n'est pas, en fait, applicable.

M. ALRIC.- Le Gouvernement dit : "Il y a certaines dépenses que je dois obligatoirement faire. Si vous ne me donnez pas les crédits, il faudra que je les trouve ailleurs."

Le raisonnement n'est pas valable. L'amendement est bien recevable.

M. BERTHOIN.- Dans ce chapitre, il n'y a pas lieu de faire de division et d'affectation. Il faut tout simplement laisser le Gouvernement libre d'agir.

La Commission décide que l'article 47 n'est pas applicable mais que sur le fonds, elle n'est pas favorable à l'adoption de l'amendement.

M. le PRESIDENT reconduit MM. les Ministres.

M. BERTHOIN.- Il conviendra seulement que M. le Rapporteur Général signale en séance que l'article 47 n'est pas applicable et c'est tout.

M. ARMENGAUD.- Il est certain qu'il faut laisser à l'inférieur de ce crédit le Gouvernement libre de négocier.

Article 19 -

M. LE RAPPORTEUR GENERAL lit le nouvel article 19 du projet de loi N° 567, session 1955-1956, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, article relatif aux créations ou transformations d'emploi dans le cadre de la réforme administrative:

" Article 19 -

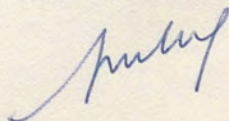
" A l'exception des emplois relevant des Ministères de l'Education nationale et de l'Agriculture et correspondant à des fonctions effectives d'enseignement ou de vulgarisation, des emplois prévus au budget des P.T.T., en raison du développement du trafic, et des emplois prévus au budget des Affaires économiques pour assurer le contrôle de l'utilisation des fonds publics dans les entreprises ou sociétés faisant appel au concours de l'Etat, emplois qui pourront être créés par décret et sans rétroactivité, dès la promulgation de la présente loi les créations ou transformations d'emplois pour lesquelles des crédits ont été inscrits dans les chapitres afférents aux budgets des divers ministères récapitulées dans le tableau donné en annexe II à la présente loi ne pourront intervenir avant le vote des dispositions législatives fixant l'ensemble des crédits civils et militaires de l'exercice 1956 ainsi que leur financement.

"Ces créations ou transformations interviendront dans le cadre de la réforme administrative et après réalisation des économies prévues par les dispositions législatives ou réglementaires. Elles donneront lieu, pour chaque ministère, au fur et à mesure des besoins, à des décrets soumis préalablement à l'avis des commissions des finances des deux Assemblées."

La Commission adopte l'article 19 ainsi modifié.

La séance est levée à 17 heures 15.

Le Président,



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

Rapporteur : M. P. 1956, Rapporteur Général.

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

1ère séance du jeudi 12 Juillet 1956.

-:-:-:-

La séance est ouverte à 9 h. 15

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, CHAPALAIN,  
COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL,  
FLECHET, FOUSSON, LAMARQUE, de MONTALEMBERT,  
PELLENC, PRIMET, ROGIER, ROUBERT, WALKER.

Excusés : MM. AUBERGER, MASTEAU.

Suppléant : M. MONICHON.

Absents : MM. BOUTEMY, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE,  
L'HUILLIER, LITAISE, LONGUET, PAULY, PESCHAUD,  
PORTMANN, TINAUD.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.
- Examen des amendements.

Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

o  
o o

COMPTE-RENDU

M. le PRESIDENT demande s'il y a lieu d'examiner d'abord les amendements relatifs aux travaux publics.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Il s'agit de réductions indicatives destinées à permettre aux orateurs de parler.

M. ARMENGAUD. - Avec la navette, les réductions indicatives sont inutiles. Il suffit de demander la parole sur le chapitre. Il conviendrait que tous les amendements indicatifs fussent retirés.

M. COUDE DU FORESTO. - De toutes façons, le collectif ne sera pas terminé aujourd'hui.

M. le PRESIDENT. - Il n'y a qu'à instituer une taxe sur les interventions!

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - M. Leenhardt a fait remarquer que si début août était dépassé, tout le mois serait occupé par les travaux parlementaires.

Il estime que si l'Assemblée Nationale a le collectif en 2ème lecture mardi, les vacances pourraient commencer comme prévu.

M. le PRESIDENT. - Le Conseil de la République devrait tenter de terminer les budgets dans la nuit du 12 au 13 Juillet.

M. le RAPPORTEUR GENERAL examine les amendements déposés sur le budget des Travaux Publics.

Il propose à leurs auteurs de retirer les amendements n° 45 et 54, le premier de M. Bouquerel, le second de M. Dutoit qui ont déjà été votés dans un budget analogue à l'Assemblée Nationale.

Sur l'amendement N° 95, déposé par M. Rogier, il propose que la Commission émette un avis favorable. Il s'agit de taxe d'atterrissage sur les aérodromes.

Sur l'amendement n° 169, déposé par M. Dutoit, concernant les subventions à Air-France, il convient d'obtenir des explications du Ministre, et, ensuite l'auteur pourrait peut-être le retirer.

L'amendement n° 161, de M. Razac, sur le budget de la Marine marchande pourrait également être retiré après explications.

M. le RAPPORTEUR GENERAL examine ensuite deux amendements déposés sur le budget de l'Agriculture, amendements n° 80 et 47 rectifié, le premier de M. Le Sassier-Boisauné, le second de M. Houdet. Il s'agit de la perception du prélèvement sur la taxe de circulation des viandes.

Les deux amendements semblent recevables. La Commission doit-elle émettre un avis quant au fond ou s'en remettre à la Commission de l'Agriculture ?

Il propose que la Commission des Finances émette un avis favorable à l'amendement N° 80, qui n'augmente pas le taux (14%) et un avis défavorable à l'amendement n° 47 rectifié qui l'augmente.

La Commission adopte cette proposition.

Sur le Budget du Ministère de l'Intérieur, un amendement n° 82 a été déposé par Mme Devaud concernant les primes aux services extérieurs des préfectures.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose que la Commission s'en remette à la sagesse de l'Assemblée.

Un amendement n° 106, déposé par M. Boudinot concerne la rémunération des fonctionnaires de l'Etat dans les territoires d'Outre-Mer.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose que la Commission s'en remette à la sagesse de l'Assemblée.

M. le PRESIDENT propose que lorsqu'il s'agit d'une réduction indicative, M. le Rapporteur Général demande aux auteurs de s'exprimer brièvement et de retirer ensuite l'amendement.

La Commission approuve cette proposition.

M. le RAPPORTEUR GENERAL poursuit l'examen des amendements :

Sur le budget de l'Intérieur, l'amendement n° 29, de M. Georges Maurice, et l'amendement n° 35 de Mme Devaud (parité sûreté nationale et Préfecture de Police), pourraient sans doute être retirés après explications du Ministre.

Sur le budget de la Présidence du Conseil, M. Rogier a déposé un amendement n° 162, visant la subvention à France-Presse.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose que l'amendement soit retiré après les observations du Ministre.

Sur le Budget de la Reconstruction, M. Plazanet a déposé un amendement n° 103 sur les espaces verts à aménager.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose également que l'amendement soit retiré après les observations du Ministre.

Sur le budget du Ministère du Travail, M. Menu a déposé un amendement n° 60 concernant les primes de rendement.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose que l'amendement soit retiré après les observations du Ministre.

Il examine ensuite les différents amendements déposés sur les articles du collectif :

La Commission applique l'article 47 du Règlement aux amendements suivants :

Article 2 quater	-	Amendement n° 136	de M. L'Huillier
" 4 bis	-	n° 188	de M. Roux
" 4 bis	-	n° 105	de M. Plazanet
" 4 ter	-	n° 131	de M. L'Huillier
* " 10 ter	-	n° 97 rectifié	de M. Monichon
" 12 quinquies	-	n° 129	de M. de Menditte
" 20 ter	-	n° 48	de M. Driant
" 23 bis	-	n° 19	de M. Biatarana
" 23 bis	-	n° 32	de M. Durand Reville
* art. 10 quater	-	n° 121	de M. Laurent-Thouverey.

Article 23 ter	-	Amendement n° 166	de M. Boudinot
" 24 bis	-	" n° 83	de Mme Dervaux
" 87	-	" n° 87	de Mme Devaud
" 93	-	" n° 127	de M. Cornat
" 97 bis	-	" n° 36	de M. Bertaud
" 97 ter	-	" n° 43	de M. Nayrou
"	-	" n° 26 rectifié	de M. Driant
"	-	" n° 27 rectifié	de M. Driant
"	-	" n° 108	de M. de Montullé
"	-	" n° 130	de M. Lamousse
"	-	" n° 146	de M. Primet
"	-	" n° 174	de M. Hamon

La Commission applique l'article 60 du Règlement aux amendements suivants :

Article 4 quater -	Amendement n° 20	de M. Bertaud
" 6	" n° 189	de M. Alric
" 10 bis	" n° 92	de M. Monichon
" 13 bis	" n° 85	de M. Manent
" 21 bis	" n° 111	de M. Canivez
" 22 bis	" n° 42	de M. Primet
" 22 bis	" n° 165	de M. Boudinot
" 22 bis	" n° 176	de M. Pauly
" 22 Bis	" n° 177	rectifié - de M. Hamon
" 22 bis A	" n° 86	de Mme Devaud
" 22 bis B	" n° 112	de M. Lamousse
" 69 bis	" n° 114	de M. Cordier
" 79 bis	" n° 1	de M. Restat
" 79 ter	" n° 2	de M. Restat
" 79 quater	" n° 3	de M. Restat
" 79 quinquies	" n° 8	de M. Restat
" 89 bis	" n° 88	de Mme Devaud
" 102	" n° 46	de M. Primet
"	" n° 75	de M. Menu
"	" n° 77	de M. Boulanger
"	" n° 160	de M. Minvielle
"	" n° 183	rectifié de M. Laniel.

La Commission applique l'article 62 du Règlement aux amendements suivants :

Article 12 quinquies -	Amendement n° 44	de M. Cornu
" -	" n° 173	de M. Hamon

La Commission décide de s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée en ce qui concerne les amendements suivants :

Article 12 quinquies -	Amendement n° 129 rectifié	de M. Lamousse
" 25 quater -	" n° 10	de M. Biatarana

.../...

Article 33	Amendements n°33	de M. Durand-Réville
" 35	" n°102	de M. Biatarana
" 58	" n°135	de M. L'Huillier
" 77	" n°52	de M. Driant
" 80	" n°34	de M. Hamon
" 86 ter	" n°124	de M. Cornat
" 86 quater	" I25	de M. Coudé du Foresto
" 86 quinquès	" I26	de M. Coudé du Foresto
" 94	" 98	de M. Brousse
" 94	" 99	de M. Brousse

La Commission décide d'émettre un avis défavorable aux amendements suivants :

Article 2 quater	Amendements n°22	de M. Méric
" 20	" n°31	de M. Motais de Narbonne
" 36 bis	" n°18	de M. Biatarana
" 59 bis	" n°132	de M. L'Huillier
" 59 ter	I33	de M. L'Huillier
" 59 quater	I34	de M. L'Huillier
" 65	94	de M. Blondelle
" 82	II3	de Mme Cardot
" 86	I22	de M. Cornat
"	76	de M. Yvon.

La Commission décide d'émettre un avis favorable aux amendements suivants :

Article 12 quater	Amendements n°128	de M. Rogier
" 20 Bis	" n°30	de M. Biatarana
" 20 ter	n°49	de M. Driant
" 22 ter	n°39	de M. Valentin
" 26	n°11	de M. Biatarana
" 27	n°12	de M. Biatarana
" 28	n°13	de M. Biatarana
" 29	n°14	de M. Biatarana
" 65	n°28	de M. Jaubert
" 68	n°120 rectifié	de M. Rochereau
" 84	n°50	de M. Driant
" 84	n°53	de M. Restat
" 85 bis	n°178	de M. Hamon
" 85 bis	n°168	de Mme Devaud
" 86 bis	n°123	de M. Cornat
"	n°117	de Mme Cardot
"	n°118	de Mme Cardot
"	n°119	de M. Chapalain
"	n°164 rectifié	de M. Minvielle.

.../...

M. BOUSCH demande un nouvel examen de l'amendement n° 121, déposé par M. Laurent-Thouverey à l'article 10 quater. "Impôt sur les spectacles".

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Il me semble difficile de faire un sort spécial à cet amendement, auquel comme à beaucoup d'autres, l'article 47 a été appliqué.

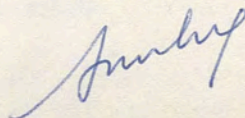
M. BERTHOIN. - C'est un texte qui peut être placé dans une loi de finances puisqu'il y a augmentation de recettes.

La Commission émet un avis favorable à l'amendement.

La séance est levée à 12 heures 40.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



2ème séance du jeudi 12 juillet 1956

La séance est ouverte à 16 heures 20

M. la. PRESTON:—:—

présents Le Co

Suppléants : Mme DERVAUX, M. MONICHON.

Accusés : MM. AUBERGER et COUDE DU FORESTO.

fait, en outre,

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956.  
Examen des amendements à l'article I2.

Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

o  
o o

Examen des amendements sur l'article I2

- Amendements relatifs à la détaxation des véhicules servant au transport des produits forestiers.

M. le PRESIDENT. - Evidemment ces produits sont intéressants voire même essentiels mais nous avons déjà dit dans le texte que les marchandises d'intérêt économique fondamental étaient détaxées il ne faut pas surcharger le texte.

- Amendements n° I93 tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale (M. Rochereau):

M. le PRESIDENT.- L'exposé des motifs est net, il pense que les transports privés sont trop surchargés par le texte de la Commission.

La Commission décide de repousser cet amendement à l'unanimité.

- Amendements n° I90 de M. Julien Brunhes.

M. BRUNHES. - J'aimerais qu'on fasse référence au texte de M. Pineau de 1949 définissant les comités régionaux de coordination.

M. le PRESIDENT. - Les groupements professionnels ont-ils été interrogés ?

M. BRUNHES. - Ils sont favorables.

L'amendement est adopté.

- Amendements n° I91 et I92 de M. Bertaud.

M. BRUNHES. - Le terme : "véhicules" est impossible à

.../...

Il déclare qu'il sera susceptible, après les explications du Ministre, de retirer ses amendements.

- Amendement n° 55 de M. Dutoit.

en faveur des grosses sociétés.

Il semble que le paragraphe 7 de l'article I2 proposé

M. le PRESIDENT propose de repousser les amendements

La commission repousse les amendements.

La séance est levée à 17 heures 15.

Pas de communiqué  
à la presse

Le Président.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

1ère séance du mardi 17 juillet 1956

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 9 h.55

-:-

Présents : MM. ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY,  
CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE,  
FLECHET, LAFFARGUE, L'HUILLIER, LITAISE,  
LONGUET, de MONTALEMBERT, PELLENC, ROGIER,  
ROUBERT.

Suppléants : MM. MONICHON et RAYBAUD, Mlle RAPUZZI.

Assistait, en outre à la séance : M. BIATARANA, (au titre de la  
Commission de la Justice)

Absents : MM. ALRIC, AUBERGER, DEBU-BRIDEL, FOUSSON,  
GASPARD, KALENZAGA, LAMARQUE, MASTEAU,  
PAULY, PESCHAUD, PORTMANN, PRIMET, TINAUD,  
WALKER.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.  
Examen d'un article relatif à la taxe locale.  
Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

o o

Examen de l'amendement n° II4 de M. Coudé du Foresto.

M. COUDE DU FORESTO demande un nouvel examen de l'amendement n° II4 qu'il a déposé concernant la réforme de la publicité foncière. Il s'agit de dispenser les collectivités en ce qui concerne les travaux d'électrification des formalités extrêmement complexes de la publicité foncière lorsqu'il s'agit de servitude d'ancrage, d'appui de passage, de support aérien d'élagage et d'abattage ainsi que pour l'acquisition relativement minime nécessaire à l'installation des transformateurs. Il se plaint que tous les travaux des communes soient retardés de 3 mois par l'application du décret-loi du 4 Janvier 1955.

M. COURRIERE n'estime pas que cet amendement doive être retenu et que le texte proposé soit praticable. Il est impossible de viser un cas particulier lorsqu'il s'agit de faire une réforme.

La Commission décide de ne pas revenir sur sa décision relativement à l'amendement n° II4.

Article 96 bis - Garantie de recettes en faveur des collectivités locales.

M. le RAPPORTEUR GENERAL expose que l'article I2 du décret n° 55-465 du 30 avril 1955 avait garanti aux collectivités locales, pour 1955 et 1956, au titre des attributions directes de taxes locale, des recettes au moins égales au total des sommes perçues en 1954, au titre de la taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz, des attributions directes de la taxe locale additionnelle et des garanties de recettes instituées par les articles 21 et 22 de la loi du 10 avril 1954, ainsi que de la surtaxe, pour les communes qui avaient, dès la mise

.../....

en vigueur dudit décret, maintenu la nouvelle taxe locale soit au taux de 2,65%, soit à un taux excédant le minimum de 2,20% d'une fraction au moins égale au double du taux de la surtaxe appliquée en 1954.

Ce régime paraît insuffisant sur deux points :

Le compte annexé, institué par l'article I2 du décret du 30 avril 1955, après compensation des moins-values ainsi apparues, répartira aux seules collectivités bénéficiaires, au prorata des plus-values, le reliquat dont il disposera. Les communes perdantes ne pourront donc, en aucun cas, percevoir plus qu'elles n'ont perçu en 1954.

Cette cristallisation est extrêmement fâcheuse. Les municipalités comptaient, chaque année, sur une augmentation du rendement de la taxe locale, augmentation qui s'expliquait par le développement constant du volume des transactions. Au moment même où les charges des collectivités s'accroissaient (augmentation des dépenses de personnel, d'assistance, etc.....) les communes qui ne se sont pas trouvées avantagées par le décret du 30 avril 1955, disposent d'une recette de taxe locale figée à son niveau de 1954. Il en est résulté pour elles des difficultés non négligeables lors de l'établissement de leur budget primitif de 1956.

Il importe donc de donner à ces collectivités l'assurance qu'elles toucheront, en 1956, plus qu'elles ont touché en 1954 au titre de la taxe locale, des attributions compensatoires de la taxe sur le gaz et éventuellement de la surtaxe. La recette garantie pourrait être fixée à 104% des recettes de 1954, dans la limite toutefois de quatre fois la moyenne nationale du produit de la taxe locale.

Les collectivités gagnantes conserveront, elles, en tout état de cause, des recettes égales à 104% de leurs recettes garanties de 1954, l'écêtement des plus-values ne jouant qu'au delà de ce pourcentage.

Il importe, en outre, de ne pas enlever à ces dernières la fraction des plus-values sur lesquelles elles pouvaient compter, d'après les instructions qui leur avaient été données par le Ministère de l'Intérieur. Celui-ci avait indiqué qu'elles pouvaient inscrire à leurs budgets de 1956 60% de leurs plus-values par rapport à 1954.

Aussi importe-t-il de leur garantir au moins ce pourcentage de leurs plus-values.

Au cas où le compte annexe ne serait pas en mesure d'assumer la charge des garanties précitées, il recevrait une attribution complémentaire du budget général.

.../...

Enfin, le régime de garantie de recettes dans cette nouvelle forme devrait être prorogé pour l'année 1957 encore, étant donné que le nouveau système de taxe locale est entré en application depuis trop peu de temps pour que toutes les collectivités aient eu la possibilité de s'accommoder de son incidence sur leur budget, et de parer, par elles-mêmes, aux moins-values qui ont pu apparaître.

Tel est l'objet du présent article.

M. Waldeck- L'HUILLIER. - Le Fonds de péréquation de la taxe locale a examiné le rendement de la taxe pour 1956. Il semble que ce rendement soit en augmentation de 10% environ et dès à présent les budgets de nombreuses communes ont été établis et approuvés par les Préfets compte tenu de cette augmentation de 10%.

Sur le fond même de l'article, il observe que reporter la garantie à 1957 ne lui semble pas justifiable. Il suffit qu'elle s'applique à 1956.

M. COURRIERE estime, au contraire, qu'il faut également prévoir la garantie pour 1957.

Mlle RAPUZZI. - Le rendement de la taxe locale est moins favorable dans les grosses villes et il faut en tenir compte, à Marseille, par exemple, à Bordeaux, à Nantes ou à Rouen. A Marseille, le rendement est inférieur à celui de 1954 car l'assiette a été modifiée, exonérant certaines productions de la taxe locale, telles que les constructions navales et certains travaux immobiliers.

Les 104% garantis seront certainement insuffisants et si le texte ne vise que 1956, les communes vont rencontrer, à partir d'octobre de réelles difficultés dans l'évaluation de leurs recettes. C'est pourquoi il faudrait une réforme de la taxe locale au point de vue assiette et taux.

Il faut surtout prévoir la garantie pour 1957.

M. LAFFARGUE. - Le rendement inférieur de la taxe locale dans les grandes villes tient plutôt à l'absence de tout contrôle car, pour prendre un exemple précis, lorsque 55 millions de paires de chaussures sont vendues, des factures sont faites pour 30 millions seulement.

M. Waldeck L'HUILLIER. - Engager l'avenir pour 1957 est dangereux car nous ne savons pas maintenant quel sera le rendement de la taxe locale en 1957. Peut-être sera-ce 111% qui pourront être obtenus, si dès maintenant le chiffre n'est pas fixé à 104 %.

.../...

M. COURRIERE demande quelle sera la position des petites communes.

M. FLECHET. - Il est probable que les départements augmenteront le minimum garanti par tête d'habitant.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Le texte modifié disposait déjà pour 1955 et 1956. Pourquoi maintenant ne pas prévoir la garantie pour 1956 et 1957.

M. Waldeck L'HUILLIER propose de provoquer les déclarations de M. le Secrétaire d'Etat au Budget sur ce point.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Observez que pour 1957 la commission entend seulement fixer un minimum révisable. D'autre part, la commission désirerait connaître si les communes percevront bientôt les soldes de péréquation de 1955 ?

La Commission adopte le texte sous réserve de ces deux observations.

Article 99 bis

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose de proroger la date limite d'application de l'article 710 bis du Code Général des Impôts.

En application de l'article 710 bis du Code Général des Impôts, l'enregistrement du partage à titre pur et simple entre membres d'une société d'immeubles bâtis dont les trois-quarts au moins de la superficie sont affectés à l'habitation, peut être obtenu mais jusqu'au 1er janvier 1956 seulement, moyennant le paiement d'une taxe unique de 8% sur la valeur des immeubles qui couvre tous les droits susceptibles d'être réclamés du chef de l'opération et notamment la taxe proportionnelle de 18 %. De nombreuses sociétés n'ont pu procéder dans le délai prévu primitivement pour l'application de ces dispositions aux nombreuses formalités qu'impliquent de tels partages. C'est pourquoi l'article additionnel ~~710~~ 99 bis reporte au 1er janvier 1957 la date limite d'application du régime de faveur.

Article 99 ter. Programme de construction de logements à Strasbourg.

Les crédits ont été votés en augmentation de 200 millions pour la construction des logements à Strasbourg mais, afin de pouvoir utiliser ces crédits, il convient de modifier la loi du 3 janvier 1952.

C'est la rectification matérielle apportée par l'article 99 ter.

M. ARMENGAUD demande une seconde délibération sur les amendement N° 122, 123 et 126 concernant les sociétés pétrolières qu'il a déposés à l'article 86.

La Commission confirme ses décisions précédentes et s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. FLECHET demande une seconde délibération sur les amendements 26 ter et 27 rectifié, déposés par M. Driant, portant extension d'exonération de taxes aux sociétés d'économie mixte réalisant des travaux pour l'électricité locale. Si le Gouvernement invoque l'article 47, la Commission ne pourra que le reconnaître applicable, car même si la législation existante n'a pas encore été appliquée, l'article 47 peut tout aussi bien être invoqué.

M. LE RAPporteur GENERAL.

La Commission adopte cette position.

M. BIATARANA, au nom de la Commission de la Justice, demande une seconde délibération sur l'article 19 relatif aux créations et suppressions de postes.

Il montre la nécessité des 5 créations prévues au Conseil d'Etat et des 7 créations prévues à la Cour de Cassation. Il conviendrait même que ces sièges soient pourvus pour le 15 septembre/demande de modifier l'article 19 dans ce sens.

M. LE RAPporteur GENERAL.-

Les autres Commissions pourraient également attirer l'attention sur le cas des personnels dépendant de leur Ministère. Or, la Commission entend par l'article 19 ne pas faire de cas particulier et laisser aux rapporteurs spéciaux le soin d'examiner la nécessité de créations de postes de fonctionnaires dans les divers ministères.

M. BIATARANA. - C'est cependant au moment où commence l'année judiciaire qu'il faudrait créer ces emplois.

M. BERTHOIN. - J'estime que le texte de l'article 19 est pratiquement inopérant.

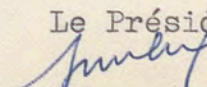
M. BIATARANA montre que les créations de postes au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation sont indispensable étant donné les retards dans le fonctionnement de ces deux juridictions.

M. BERTHOIN estime que si la porte est ouverte aux exceptions, il ne sera plus possible de la refermer.

M. le RAPporteur GENERAL propose à M. Biatarana d'intervenir en séance pour présenter ces observations sur l'article 19.

La séance est levée à 11 heures 10  
Pas de communiqué  
à la presse

Le Président.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

2ème séance du mardi 17 Juillet 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 19 heures 50

-:-

Présents : MM. ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, COUDE DU FORESTO,  
COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, L'HUILLIER,  
LONGUET, de MONTAEMBERT, PELLENC, ROUBERT.

Excusé : M. Waldeck L'HUILLIER.

Assistait, en outre, à la séance : M. RESTAT (auteur d'amende-  
ments).

Absents : MM. ALRIC, AUBERGER, BOUTEMY, CHAPALAIN, FOUSSON,  
GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE,  
LITAISE, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD, PORTMANN,  
PRIMET, ROGIER, TINAUD, WALKER.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.  
Audition de M. Filippi - Secrétaire d'Etat au Budget sur des amendements au projet.

o  
o o

Audition de M. Filippi, Secrétaire d'Etat  
au Budget sur des amendements au  
projet.

M. le PRESIDENT. - M. le Ministre, nous sommes dans une situation difficile eu égard aux amendements n° 1 et 2 de M. Restat du fait de l'acceptation par le Gouvernement d'un article similaire créant une taxe sur les huiles en vue de la reconstitution des oliveraies.

Tous les sénateurs dont les départements ont subi des ravages plus sérieux que la Provence désirent maintenant obtenir des mesures analogues. Il eut fallu appliquer aussitôt l'article 60 du Règlement.

M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget. - Le Gouvernement étudie en ce moment les mesures qu'il pourrait prendre. Il envisage notamment de mettre à la charge du Trésor les deux premières annuités des prêts de reconstitution pour les cultures arbustives et autres visées aux amendements de M. Restat.

M. BERTHOIN. - Ceci me paraît assez dangereux comme précédent. Il vaudrait peut-être mieux laisser passer les deux autres amendements et revoir la question à tête reposée dans la navette, peut-être en faisant un texte unique.

M. le PRESIDENT. - La situation est embarrassante. Le Conseil de la République n'a certainement pas vu que tout automobiliste paierait sur son bidon d'huile minérale une taxe pour reconstituer les oliveraies. Or ces deux éléments n'ont aucun point commun.

M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget. - M. Restat pourrait-il accepter une deuxième lecture de l'article déjà voté au cours de laquelle la Commission pourrait admettre une nouvelle rédaction qui couvrirait les deux autres amendements et serait fondée sur ma précédente déclaration ?

M. RESTAT. - Il ne faut tout de même pas mélanger la reconstitution horticole, la reconstitution arboricole et les oliviers. Pour ceux-ci, les intéressés ne désirent pas des prêts. Pour les autres, le problème des prêts et du nombre des annuités

.../...

couvertes se pose vraiment.

M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget. - Je ne peux accepter que des taxes parafiscales et des sections spécialisées du Fonds de solidarité agricole soient créées pour ces prêts de reconstitution. Mais je puis accepter les prises en charge par ce Fonds lui-même, pour 1957 seulement d'ailleurs, des annuités de ces prêts. Le Fonds sera alimenté par ses ressources propres et éventuellement des ressources budgétaires affectées.

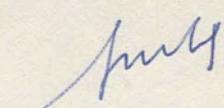
M. de MONTALEMBERT. - Il faut tout de même voir les choses nettement. Les deux amendements en discussion restent passibles de l'article 60 et le Gouvernement pourrait l'opposer. Quant au 1er déjà voté, le Ministre pourrait dire que tel quel il est inapplicable et un texte meilleur pourra être trouvé dans la navette.

M. RESTAT. - Moyennant ces assurances, je retirerai les amendements n° 1 et 2.

La séance est levée à 20 heures 20.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



Présents

Suppléants

Absents

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-:-:-:-:-

Séance du Mardi 24 Juillet 1956

-:-:-

La séance est ouverte à 15h.40

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUTEMY, FLECHET,  
Waldeck L'HUILLIER, DE MONTALEMBERT, PELLENC,  
PORTMANN, ROGIER, ROUBERT.

Suppléants : MM. BROUSSE, RAYBAUD.

Absents : MM. AUBERGER, BOUSCH, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO,  
COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FOUSSON, GASPARD,  
KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, LITAISE,  
LONGUET, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD, PRIMET,  
TINAUD, WALKER.

Ordre du Jour

1) Décret concernant les modalités d'utilisation des crédits ouverts au Ministère de l'Agriculture.

Rapporteur : M. DE MONTALEMBERT.

2) Projet de loi N° 670 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956. (2ème lecture)

Rapporteur : M. LE RAPPORTEUR GENERAL.

COMPTE-RENDU

1) Décret concernant les modalités d'utilisation des crédits ouverts au Ministère de l'Agriculture.

M. DE MONTALEMBERT rappelle que le décret-programme concernant les modalités d'utilisation des crédits ouverts au Ministère de l'Agriculture, en application de l'article 5 du décret-programme du 20 mai 1955, avait pour but de donner un nouvel essor au progrès en agriculture.

Il existe 75 zones-témoin. Vingt peuvent être créées en 1956; les dépenses s'élèvent à 120 millions. Si l'on veut poursuivre la même politique, il convient de voter les crédits. Ces zones se situent de la Bretagne aux Vosges et plus particulièrement dans les zones de productivité faible.

Au contraire, les foyers de progrès agricole se trouvent plutôt dans les autres régions. A la tête d'un foyer se trouvent un ingénieur et plusieurs auxiliaires. Cinq cents foyers doivent être créés en France. Les dépenses qu'ils impliquent sont de deux catégories : traitement de fonctionnaires et frais de fonctionnement. Ces derniers s'élèvent à 5 ou 600.000 francs par foyer. D'ici la fin de l'année, il y aura une cinquantaine de foyers.

Les crédits sont prévus au chapitre 61-32 du budget.

Ces observations étant faites, M. le Rapporteur propose d'émettre un avis favorable à l'adoption de ce projet de décret.

N° 670 (session 1955-1956)

2°- Projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 -2ème lecture-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL examine les articles soumis à navette.

Article 2 - Services civils- Dépenses ordinaires et dépenses en capital.

Au sujet du chapitre 3I-01 du budget des Affaires marocaines et tunisiennes, M. le Rapporteur Général propose d'accepter la reprise des crédits opérée par l'Assemblée Nationale.

Il s'agit de la dotation qui avait été réduite sur proposition de M. Debré, pour sanctionner la manière dont sont menées les négociations avec la Tunisie et le Maroc. Le maintien de la suppression du crédit ne modifiera pas la situation.

M. PORTMANN . - Tout à fait d'accord.

Au sujet du chapitre 3I-73 du budget de l'Education Nationale, M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'abandonner la réduction de 1000 francs qui avait été proposée par la Commission des Finances du Conseil de la République pour obtenir du Gouvernement des explications sur les manufactures des Gobelins et de Sèvres, cette réduction n'ayant pas été acceptée par l'Assemblée Nationale.

Au sujet du chapitre 60-80 -budget des Finances, charges communes, l'Assemblée Nationale a adopté un nouveau libellé différant à la fois de celui du Conseil de la République et de celui qu'elle avait elle-même adopté en première lecture et qui est le suivant :

"Aide extérieure, y compris l'aide résultant de conventions à passer avec la Tunisie et le Maroc."

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'accepter ce nouveau libellé.

La Commission adopte sa proposition et l'article 2, ainsi modifié, est adopté.

Texte du  
préfecture  
remplacé

Article 2 bis - Etablissement d'un plan de réforme administrative.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La nouvelle réduction a bien un peu le caractère d'un vœu. Il serait judicieux de préciser la date à laquelle le Gouvernement devra déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale un plan de réforme administrative.

M. le Rapporteur Général propose d'adopter le texte de l'Assemblée Nationale pour l'article 2 bis mais de reprendre l'article 19 ( création et suppression d'emplois) dans le texte déjà retenu par le Conseil de la République.

M. BERTHOIN.- Sur les 30.000 créations d'emploi de l'article 2 bis, il ne faut pas oublier que l'Education Nationale compte déjà pour 21.000.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En effet, 21.000 pour l'Education nationale, 504 pour la Radiodiffusion et 1.000 pour la Perception des Impôts.

Cependant, si le Conseil de la République est amené à voter bientôt de nouveaux crédits pour l'Algérie, il lui sera impossible, à ce moment-là, de faire quelques difficultés si le budget civil, actuellement en discussion, n'est pas examiné avec le plus strict souci des économies.

La Commission reprend l'article 19 dans le texte du Conseil de la République.

Article 2 ter - Inventaire des Subventions directes ou indirectes accordées par l'Etat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'accepter le texte de l'Assemblée Nationale.

La Commission adopte cette proposition.

Article 5 - Constructions navales.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter le texte de l'Assemblée nationale qui ne comporte qu'une modification de forme vis-à-vis du texte du Conseil de la République.

Article 10 bis - Organisation de manifestations  
dans les salles de spectacles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose le rétablissement du  
texte du Conseil de la République comportant l'autorisation  
préfectorale des manifestations charitables et il suggère de  
remplacer le mot : "préfectorale" par le mot : "administrative".

La Commission adopte l'article 10 bis ainsi modifié.

L'article 12 est réservé.

Article 12 quater - Taxe spéciale sur les agrumes.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL rappelle qu'il s'agit d'une  
taxe instituée à la demande de M. Rogier.

Il propose de reprendre l'article 12 quater espérant  
que le Gouvernement acceptera de s'y rallier en séance.

Article 28 - Droit prévu pour les arrêts donnant  
acte d'un désistement devant la Cour de  
Cassation.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'accepter la re-  
prise de l'article faite par l'Assemblée Nationale.

Article 39 bis - Commission spéciale des dommages  
de guerre français à l'étranger.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL constate que le système pré-  
vu par le Conseil de la République était très rapproché de  
celui qui a été finalement adopté à l'Assemblée Nationale.

C'est pourquoi il propose d'accepter le texte de  
l'Assemblée Nationale.

La Commission adopte cette proposition.

Article 65 - Taxes parafiscales.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A l'état P, l'Assemblée  
Nationale a rétabli les lignes 60, 107 ter et 128:

Ligne 60 - Cotisations à la charge des entreprises de  
la réparation de l'automobile, du cycle  
et du motocycle,

Ligne 107 ter - Redevances versées par les sociétés  
dont les titres sont cotés en bourse.

Ligne 128 - Prélèvement sur le montant des travaux publics adjugés dans la région parisiennne.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'adopter le texte de l'Assemblée Nationale.

Article 77 - Composition de la commission centrale d'appel des impôts directs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL rappelle que la rédaction retenue à l'Assemblée nationale s'inspire d'un texte établi par la Direction des Impôts.

Il propose que la Commission accepte ce texte de l'article 77, sous réserve de l'accord de la commission de l'Agriculture.

La Commission adopte cette proposition.

Article 79 bis - Création d'une taxe sur les huiles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le texte de l'Assemblée Nationale ne semble pas viser les dommages subis par les producteurs d'oliviers.

Il rappelle certaines promesses faites par le Ministre à Orange, compte tenu des mesures que le Conseil de la République avait envisagées en faveur des productions agricoles y compris la production d'oliviers.

M. BERTHOIN estime que les oliveraies doivent être reconstituées.

M. RAYBAUD.- Il existe une prime de 17 francs pour l'entretien des oliviers, ce qui est nettement insuffisant.

Le texte de l'Assemblée nationale n'apportera aucune aide aux propriétaires de plantations d'oliviers.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faut examiner le problème sur le plan national et non pas sur le plan départemental.

M. RAYBAUD propose d'ajouter au texte de l'Assemblée nationale les mots : "propriétaires d'oliviers et de noyers sinistrés."

M. LE PRESIDENT.- Des prêts pourraient peut-être être envisagés pour 2 à 15 ans.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL proposera une nouvelle rédaction lors d'une prochaine séance.

Article 86 bis - Taxation des produits du pétrole contenus dans les marchandises importées.

Cet article a été disjoint par l'Assemblée Nationale.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose d'accepter la disjonction.

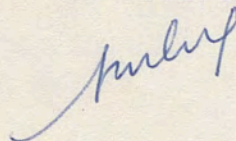
La Commission adopte la proposition.

M. ARMENGAUD s'étonne que cet article 86 bis, pour lequel le Gouvernement avait demandé l'appui d'une commission n'ait pas été soutenu par le Gouvernement même devant l'Assemblée nationale.

Il convient toutefois que de tels textes ne sont pas à leur place dans le collectif.

La séance est levée à 17 heures 45.

Le Président,



Présente

Suppléants

Assistants à la séance

de communiqué  
à la presse

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du jour

- Projet de loi 573 (annexes 1 à 10) portant sur l'aménagement des dotations budgétaires des services de l'Etat.  
2ème lecture - articles 29 bis, 30 bis, 31, 32 bis.

Rapporteur : M. Laffargue, Rapporteur Général.

- Initiative de M. Pinton, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, Transports et Tourisme.

- Avis sur un projet de décret portant organisation des dispositions de l'article 51 de la loi du 27 mars 1954 en ce qui concerne le Groupement national d'achat du riz.

COMMISSION des FINANCES

-----

Présidence de M. Alex ROUBERT, Président

-----

Séance du Mercredi 25 juillet 1956

-----

La séance est ouverte à 17h.15

-----

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL, FLECHET, LAFFARGUE, LONGUET, de MONTALEMBERT, PELLENC, PORTMANN, PRIMET, ROUBERT.

Suppléants : MM. Paul CHEVALLIER, RAYBAUD.

Assistait à la séance : M. Julien BRUNHES, au titre de la Commission des Moyens de Communication.

Absents : MM. AUBERGER, BOUTEMY, CHAPALAIN, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAMARQUE, Waldeck L'HUILLIER, LITAISE, MASTEAU, PAULY, PESCHAUD, ROGIER, TINAUD, WALKER

Ordre du Jour

- Projet de loi<sup>n°</sup> 670 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956  
2ème lecture - articles 39 bis, 79 bis, 12, 10 bis.

Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

- Audition de M. Pinton, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, Transports et Tourisme.

- Avis sur un projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'article 51 de la loi du 27 mars 1950 en ce qui concerne le Groupement national d'achat du Riz.

- Programme des Travaux.

COMPTE-RENDU

-Projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.

M. ARMENGAUD demande une seconde lecture de l'article 39 bis - Dommages de guerre français à l'étranger.

Le texte de l'Assemblée nationale a provoqué des inquiétudes chez les intéressés. Il propose qu'en seconde lecture la Commission des Finances reprenne le texte précédemment adopté par le Conseil de la République.

M. LE PRESIDENT suggère à M. Armengaud de reprendre ce texte par amendement.

M. BOUSCH préférerait que la Commission des finances revînt sur sa décision et reprît le texte du Conseil de la République.

La Commission décide la reprise du texte.

Article 79 bis - Création d'une taxe sur les huiles.

M. LE PRESIDENT signale que M. Primet a proposé un texte émanant de la Commission de l'Agriculture visant la reconstitution des oliveraies et des plantations de noyers ,

.../...

qui dispose que la reconstitution des oliveraies et des plantations de noyers détruites par le gel, faite dans les conditions fixées par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, pourra bénéficier du concours du Fonds forestier national.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose, de son côté, de compléter l'article 79 par le paragraphe suivant :

" II - Les dispositions du paragraphe précédent sont étendues à la reconstitution des plantations d'oliviers noyers, mimosa, pour lesquelles la durée du prêt et la prise en charge des annuités par l'Etat peut être portée à 15 ans. Nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires, le Gouvernement pourra, à titre exceptionnel, après avis des services agricoles compétents, autoriser une culture intérimaire ou des cultures de remplacement, pour lesquelles seront consenties des facilités ou avantages visés au paragraphe I<sup>o</sup>. "

M. LE PRESIDENT propose de conjuguer les deux textes en un règlement d'administration publique déterminant les conditions d'application.

La Commission adopte cette proposition.

#### Article 12 -

M. PINTON, Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, Transports et Tourisme entre dans la salle de Commission.

Il fait l'historique du vote de l'article 12 en 2ème lecture à l'Assemblée nationale et rappelle que l'architecture générale du texte reste celle que le Conseil de la République a élaborée notamment par la suppression de la taxe de prestations de service.

Toutefois, l'Assemblée nationale n'a pas retenu le principe du dégrèvement à concurrence de 15 milliards sur certaines marchandises soumises à la T.V.A. On a craint que le Gouvernement ne réalise ces dégrèvements de façon trop inégale. Mais afin de ne pas augmenter par la suppression de ce dégrèvement les charges de l'économie nationale, l'Assemblée nationale a supprimé la taxe d'exploitation de 7%, ce qui est d'ailleurs une opération blanche pour le budget et a abaissé sensiblement les taxes de zone courte et de zone longue pour les transporteurs.

L'Assemblée n'a pas fait allusion par ailleurs à la revision des articles 19 ter et 21 de la Convention avec la S.N.C.F. de 1937 mais cette omission n'a pas de grave conséquences.

Enfin, l'Assemblée désire que la coordination prévue par l'article 12 n'intervienne que lorsque l'indice des 213 articles sera inférieur de 1,5 point au moins à la cote d'alerte.

M. BRUNHES.- Je me félicite du succès obtenu par la Commission des finances devant l'Assemblée nationale car finalement, le texte qui nous revient est presque totalement le sien.

M. BERTHOIN.- C'est une bonne collaboration entre les deux Assemblées mais il ne faut pas grossir le succès obtenu.

M. BRUNHES.- Quoiqu'il en soit, la procédure d'application de la loi me semble bien incertaine puisqu'elle ne pourra avoir lieu que si l'indice des 213 articles est inférieur à 147,6 mais qu'en sera-t-il si le mois suivant l'indice remonte à moins de 1,5 point du niveau d'alerte. Et de toutes façons, la date d'entrée en vigueur reste incertaine.

M. LE MINISTRE.- J'estime que, pendant le mois d'août où l'indice sera favorable, je prendrai suffisamment de décrets d'application pour considérer que la coordination sera réalisée.

M. LE PRESIDENT.- Qu'en reste-t-il vraiment de cette coordination à l'heure actuelle?

M. LE MINISTRE.- Elle est acquise du fait de la suppression de la taxe de prestations de service, condition préalable à la réalisation des organismes départementaux et régionaux auxquels S.N.C.F. et transporteurs devront se soumettre.

M. LE SECRETAIRE d'ETAT se retire.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour ma part, je ne voterai pas ce texte car en fait :

Cette proposition est adoptée.

- 1) il y a très peu de coordination,
- 2) il est une opération blanche pour la S.N.C.F.,
- 3) les transporteurs publics gagnent sensiblement par rapport au régime antérieur,
- 4) ce gain est payé intégralement par les petits transports en grande partie privés et qui desservent les régions excentriques ou peu développées économiquement, c'est-à-dire les régions pauvres ou montagneuses.

Les dégrèvements de T.V.A. que nous avons prévus résolvait dans une certaine mesure cette difficulté. Le texte de l'Assemblée nationale est une rétrogradation sensible. Je ne puis pas y souscrire.

M. BRUNHES.- Je suis moins satisfait par l'actuel texte que par celui que nous avons voté mais d'abord, le transport public ne va pas augmenter même dans les régions déshéritées car les taxes nouvelles seront moindres que les anciennes taxes de prestations de service; en outre, la taxe sur les camions est beaucoup plus contrôlable et rapporte bien mieux que la T.P.S. et elle pousse à la productivité de l'outil de transport.

M. COURRIERE.- D'après le § IV, je me demande si les camions des artisans seront exonérés.

M. BRUNHES.- Non, seulement ceux de ces artisans qui sont transporteurs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour toutes les considérations que j'ai développées, je propose que nous reprenions notre texte de la première lecture. Je précise : "le texte de la Commission des Finances" dont les dégrèvements étaient mieux étudiés.

M. BERTHOIN.- J'appuie cette proposition.

Cette proposition est adoptée par 8 voix contre 3.

#### Article 39 bis (2ème lecture)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je crois que, sur la demande de M. Armengaud, il serait opportun de revenir à notre texte de première lecture.

Cette proposition est adoptée.

Article 10 bis - (2ème lecture)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour éviter certains inconvénients du texte de l'Assemblée nationale résultant d'un amendement de M. Mondon, je propose la rédaction suivante :

"Article 10 bis

" I - L'alinéa a) du § 3° de l'article 3 du décret N° 55-469 du 30 avril 1955 portant réforme de l'impôt sur les spectacles est complété par l'alinéa suivant :

" Toutefois, il ne pourra être organisé, dans ces conditions, plus de quatre manifestations par mois dans les salles cinématographiques normalement exploitées par des commerçants.

"II - Le § 7° de l'article 3 du décret du 30 avril 1955, N° 55-469, est modifié ainsi qu'il suit :

"7°- Les spectacles des trois premières catégories pour lesquels il n'est pas exigé de paiement supérieur à 50# au titre d'entrée, redevance ou mise, lorsqu'ils sont organisés par des associations légalement constituées agissant sans but lucratif, dans les limites prévues au § 3°, alinéa a).

" Le reste sans changement."

M. BOUSCH.- J'appuie cette proposition.

Cette proposition est adoptée.

o o  
o

Avis sur un projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'Article 51 de la loi du 27 mars 1950 en ce qui concerne le Groupement national d'achat du Riz.

M. DE MONTALEMBERT, rapporteur, rappelle que la question évoquée a déjà été examinée lors d'une précédente séance et que les renseignements qui lui ont été fournis lui permettent de proposer à la Commission d'émettre un avis favorable à l'adoption du projet de décret.

La Commission émet un avis favorable.

o o  
o

Programme des Travaux. -

La Commission décide de demander l'inscription en séance du collectif civil à la séance du Jeudi 26 juillet.

Par ailleurs, sur proposition de son Président, elle envisage d'examiner les dépenses militaires jeudi 26 ou vendredi 27, le matin, en commission, les recettes le mardi 31 et de fixer le débat public au mercredi 1er août, dans la matinée.

La séance est levée à 19 heures 20.

Le Président,

*[Signature]*

Pas de communiqué  
à la presse

Suppléant :

Excusés :

Absents :

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. LITAISE, Secrétaire

-:-:-:-:-

1ère Séance du Vendredi 27 juillet 1956

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 11 heures

-:-

S

Présents : MM. ALRIC, BOUSCH, BOUTEMY, COURRIERE, FLECHET, LITAISE, DEMONTALEMBERT, PAULY, PELLENC, PORTMANN, TINAUD.

Suppléant : M. CLAIREAUX.

Excusés : MM. ARMENGAUD, Waldeck L'HUILLIER, MASTEAU, ROUBERT.

Absents : MM. AUBERGER, BERTHOIN, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, DEBU-BRIDEL, FOUSSON, GASPARD, KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, LONGUET, PESCHAUD, PRIMET, ROGIER, WALKER.

Ordre du Jour

Projet de loi N° 2526 - session 1955-1956 - portant pour les dépenses militaires de 1956 :

- 1°- ouverture et annulation de crédits,
- 2°- Création de ressources nouvelles,
- 3°- Ratification de décret.

Examen des points 1° et 3°

Rapporteur : M. BOUTEMY.

COMPTE-RENDU

M. LE RAPPORTEUR GENERAL fait d'abord connaître l'appel lancé par le Président de l'Assemblée nationale pour la fin rapide des travaux législatifs.

M. BOUTEMY, rapporteur, présente son rapport sur le collectif militaire.

Il donne d'abord les chiffres auxquels s'élèvent les crédits :

1.137.700 millions, auxquels il faut ajouter les dépenses d'Algérie, ce qui fait un total de 1210 milliards.

Le complément nécessaire pour les opérations d'Algérie est de l'ordre de 211 milliards. Il serait prudent, pour l'année entière, d'envisager 300 milliards.

Il signale qu'en ce qui concerne les opérations militaires et la mise en oeuvre de nouvelles mesures, l'examen en a été fait en sous-commission de la Défense nationale.

Au sujet de l'entretien du corps expéditionnaire en Extrême-Orient, compté pour 11 milliards, il signale qu'il faut ajouter différentes dépenses et le total obtenu est approximativement de 23 milliards. Ce total comprend les frais des forces françaises du Laos, des lignes de communication françaises au

Viet-Nam, des forces maritimes du Pacifique, de la Commission internationale de contrôle.

M. le Rapporteur signale à l'article 4 que 4 milliards sont destinés à couvrir les frais de contrôle radio-électrique, lesquels seront transférés à la Présidence du Conseil.

Il signale également le crédit de 550 millions pour la réalisation du programme de construction de logements nécessaires aux cadres de l'armée. 5.500 logements sont prévus pour 1956.

A signaler également le crédit de 250 millions affecté au chauffage et à l'éclairage, dû à l'augmentation des frais consécutifs à la généralisation des installations de chauffage dans des casernements modernes et des installations destinées à maintenir la température constante nécessaire à certains matériels.

Pour les trois premiers mois de 1956, 104.800 millions doivent être attribués en supplément au titre de l'Afrique du Nord. Si l'on tient compte d'économies réalisées, d'un montant de 39 milliards, l'accroissement du potentiel se trouve donc être d'une soixantaine de milliards.

A noter au titre V un certain nombre de reports sur les exercices ultérieurs (habillement, fabrications diverses).

M. le Rapporteur examine ensuite diverses modifications intervenues à l'Assemblée nationale.

Article I - Etat A - Chapitre 31-51-Gendarmerie.

Un abattement indicatif a été retenu pour attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de donner des notions de sociologie et de langue arabe aux gendarmes d'Afrique du Nord.

M. LE RAPPORTEUR propose d'accepter cette réduction.

Au chapitre 33-83 -Service d'action sociale-Subventions et allocations diverses,

il signale qu'une lettre rectificative a eu pour effet d'étendre le champ des bénéficiaires des allocations.

Un autre abattement a été déposé sur le chapitre 34-81 Organisation des services de Sécurité.

Sur le chapitre 53-92 - hélicoptères,

M. le Rapporteur propose un abattement pour demander au Gouvernement d'unifier les écoles de pilotage.

Cet abattement avait été déjà opéré par la Commission des finances de l'Assemblée nationale mais retiré en séance sur

les observations du Ministre.

Section guerre -

Sur le chapitre 31-12, un abattement avait été voté à l'Assemblée nationale pour provoquer du Gouvernement des précisions quant à la libération du contingent 54/2.

Il propose de maintenir cet abattement et de solliciter de nouvelles déclarations du Gouvernement.

Section Marine -

Au chapitre 34-71, un abattement d'un million a été adopté à l'Assemblée nationale pour attirer l'attention du Gouvernement sur l'inutilité du maintien en activité des vieux croiseurs.

M. PORTMANN.- Que fera-t-on de ces vieux croiseurs?

M. LE RAPPORTEUR.- Ils sont destinés à la ferraille.

La Commission maintient l'abattement.

Forces terrestres en Extrême-Orient-

Chapitre 41-11 - Dépenses de la Commission internationale de Surveillance et de contrôle du cessez-le-feu en Indochine.

La totalité du crédit de 450 millions a été supprimée en séance à l'Assemblée nationale. Le crédit avait déjà été réduit de 50 millions à la Commission des finances.

M. DE MONTALEMBERT demande si cette commission peut en fait jouer un rôle de 2ème bureau.

Il propose que M. le Rapporteur demande des explications au Gouvernement et si celles-ci sont satisfaisantes, de rétablir les crédits.

La Commission charge M. Boutemy, Rapporteur, et M. Portmann, rapporteur du budget des Affaires Etrangères, d'obtenir ces informations.

En conclusion, M. le Rapporteur propose d'adopter sans modification le collectif des dépenses militaires, tel qu'il a été transmis par l'Assemblée Nationale.

M. BOUSCH attire l'attention sur la situation des forces françaises du Pacifique et signale que les éléments de renforcement venant d'Indochine auraient été les bienvenus.

Il désirerait savoir si des mesures ont été prises à cet égard.

M. BOUTEMY pense que rien n'a été fait dans ce sens.

° V °  
°

Programme des travaux-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL faisant état d'entretiens qu'il a eus avec M. le Président du Conseil de la République et de l'appel public qui a été fait par M. le Président de l'Assemblée nationale en faveur d'une fin rapide des travaux, propose de siéger lundi en séance publique.

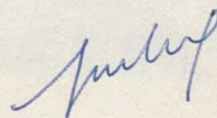
M. DE MONTALEMBERT s'élève contre certaines pressions venant de l'Assemblée Nationale.

M. PORTMANN estime toutefois que la date de mercredi qui avait été fixée par <sup>la</sup> conférence des Présidents était certainement excessive.

La Commission décide de proposer l'inscription du collectif civil lundi à 15 heures.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,



Pas de communiqué  
à la presse

COMMISSION des FINANCES

0000 0 0000 0 0000 0 0000 0 0000 0 0000 0 0000 0 0000

Présidence de M. André LITAISE, secrétaire.

— • — • — • — • — • — • — • — •

2ème séance du vendredi 27 Juillet 1956.

— • — • — • — • —

La séance est ouverte à 16 h. 20

— ६ —

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BOUSCH, BOUTEMY, COURRIERE,  
L'HUILLIER, LITAISE, de MONTALEMBERT, PELLENC,  
PORTMANN, ROGIER, WALKER.

Excusés : MM. MASTEAU et Alex ROUBERT.

Absents : MM. AUBERGER, BERTHOIN, CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO  
DEBU-BRIDEL, FLECHET, FOUSSON, GASPARD,  
KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, LONGUET,  
PAULY, PESCHAUD, PRIMET, TINAUD.

— : — : — : — : — : — : — : — : — :

-----

Ordre du Jour

1° - Projet de loi N° 2526 A.N. (session 1955-1956) portant pour les dépenses militaires de 1956 :

- 1° - Ouverture et annulation de crédits
- 2° - Création de ressources nouvelles
- 3° - Ratification de décrets.

Examen des points 1° et 3°.

- Audition de M. LAXAN, sous-directeur à la Direction Générale des Impôts.

2° - Projet de loi N° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.  
Rapporteur : M. PELLENC, rapporteur général.

o  
o o

COMPTE-RENDU  
-----

M. le RAPPORTEUR GENERAL présente son rapport sur ces dispositions.

Ce texte est l'amalgame des propositions faites par à peu près tous les partis ou les personnalités de l'Assemblée Nationale. Il n'y a pas eu à proprement parler transaction, c'est-à-dire choix entre différentes ressources mais fractionnement de toutes les ressources qui seront mises en recouvrement dans un certain ordre jusqu'à ce que le chiffre de 150 milliards soit atteint.

Ceci vaut pour 1956. Par contre et c'est plus surprenant, on décide dès maintenant d'établir des ressources pour 1957 sans bien savoir quel sera le montant des dépenses.

M. WALKER. - C'est de mauvaise méthode. Les impôts nécessaires en 1957 dépendent de l'équilibre général du budget de cet exercice.

En outre, il y a une option de base. L'emprunt est-il préférable à l'impôt en la circonstance actuelle? Oui, s'il s'agit de financer les opérations d'Algérie, non s'il s'agit d'une opération financière destinée à éponger du pouvoir d'achat.

M. BOUSCH. - Je crains que la faculté pour ceux qui auront souscrit de ne pouvoir se libérer de leurs impôts

.../...

qu'à concurrence de 50% de ce qu'ils auront souscrit, n'entraîne l'échec de l'emprunt car le souscripteur est sûr, de toutes façons de déboursier une somme double de son impôt ; l'opération n'est plus intéressante pour lui.

M. de MONTALEMBERT. - Je ne demande pas mieux que l'emprunt soit un gros succès ; mais pour cela je pense que la souscription à l'emprunt doit réduire d'autant l'impôt qui frappera le souscripteur.

M. ALRIC. - Le souscripteur éventuel va calculer l'impôt maximum qu'il risque de payer si l'emprunt échoue totalement et, si pour le payer en titres il est obligé de déboursier le double, il ne le fera point dans ce cas.

M. COURRIERE. - Je suis opposé à ce qu'on augmente le taux de reprise des titres d'emprunt en paiement de l'impôt s'il n'est pas possible de fonder une opération de profit financier sur le sang de ceux qui tombent en Algérie. En outre, l'emprunt comprend une indexation et une reprise en compensation des droits de mutation. Ces avantages doivent suffire.

M. le RAPPORTEUR GENERAL poursuit l'examen des différents impôts prévus en addition à l'emprunt. Le total de ces impôts donne le chiffre de 57,6 Milliards.

M. LAXAN, directeur adjoint des Impôts est introduit dans la salle de Commission.

M. le RAPPORTEUR GENERAL demande si l'impôt sur les salaires dont la majoration est demandée va bien rapporter 2 milliards car toute majoration de cet impôt vient en déduction du bénéfice, donc de l'impôt payé par la Société.

M. LAXAN indique qu'il pourra donner le chiffre exact, mais compte a été tenu de cette compensation.

M. le RAPPORTEUR GENERAL demande si le produit de la taxe de 5 % sur le montant des dotations et décotes pour stock est bien de 15 milliards.

M. LAXAN. - Le chiffre peut être considéré comme des plus exact.

M. WALKER. - Toutes ces mesures vont frapper sévèrement les sociétés.

M. le RAPPORTEUR GENERAL demande, en ce qui concerne l'article I4 bis - B - "Prélèvement sur les suppléments de bénéfices" quel est le mécanisme envisagé.

M. LAXAN. - C'est un mécanisme imité de celui qui avait

.../...

été appliqué en 1941, lui-même inspiré des procédés américains.

M. le RAPPORTEUR GENERAL demande si pour l'article I4 Bis C, le rapport serait bien de 40 milliards.

M. LAXAN. - C'est une opération qui est un rachat partiel de la taxe d'incorporation imposée aux sociétés.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. demande, au sujet du paragraphe D si le produit est bien de 7 milliards.

M. WALKER. - Ce paragraphe ne semble pas majoré pour 1957, mais pour l'avenir seulement, le prix du carburant.

M. LAXAN. - L'augmentation du carburant serait immédiate et permanente.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Quant aux sanctions, il semble qu'il ne soit pas nécessaire de les prévoir pour le paragraphe C de l'article I4, pas plus que pour les paragraphes B et C de l'article I4 bis.

M. LAXAN. - Dans ce cas il faudrait indiquer, pour chaque paragraphe les modalités d'application des sanctions.

M. COURRIERE. - Il vaut mieux laisser l'administration appliquer les sanctions d'usage sans autre précision.

M. le RAPPORTEUR GENERAL revient sur le versement forfaitaire sur les fractions de salaires au-dessus de 6 millions de francs et demande si dans la pratique l'application ne donnera pas lieu à de grandes difficultés.

M. LAXAN démontre que le problème n'est pas sans solution.

M. BOUSCH. - Au total le texte procurera 60 milliards d'impôts, sans compter les 7  $\frac{1}{2}$  prélevés sur l'essence.

M. le PRESIDENT. - Quelles sont les intentions de la Commission ?

La Commission décide de se réunir lundi matin pour examiner les ressources du collectif militaire.

o  
o o

Projet de loi n° 567 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.

M. le RAPPORTEUR GENERAL, pour l'article I2, propose

.../...

l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale avec les amendements suivants :

- 1° - tendant à exonérer les véhicules de l'agriculture
- 2° - tendant à exonérer les véhicules des artisans fiscaux.
- 3° - ajoutant à l'exonération des transports pour le bâtiment, les transports pour les travaux publics.

Au sujet de l'article I9 relatif aux créations d'emploi, M. le RAPPORTEUR GENERAL propose la reprise du texte du Conseil de la République, tel qu'il a été amendé en séance par la Commission de la Justice.

Au sujet de l'article IO bis "organisation des manifestations de bienfaisance", M. COURRIERE propose de reprendre le terme : "autorisation administrative".

La Commission adopte cette proposition.

A l'article I2 quater, "Taxe sur les agrumes" , M. ROGIER demande de reprendre l'article mais signale qu'il a l'intention de l'abandonner au cas où le Conseil risquerait, par suite de cet article, d'aboutir à une navette supplémentaire.

M. ARMENGAUD demande, de son côté, la reprise du texte du Conseil de la République pour l'article 39 (3ème lecture), relatif à la Commission spéciale des dommages de guerre français à l'étranger.

La Commission reprend l'article 39 bis.

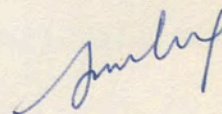
M. LITAISE demande si, en ce qui concerne l'article I2 le Gouvernement ne pourrait pas donner des précisions quant à l'exonération des transports des bois en grumes.

M. le RAPPORTEUR GENERAL provoquera des explications.

La séance est levée à 18 heures 30.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

1ère séance du lundi 30 Juillet 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 h. 20

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY,  
CHAPALAIN, COUDE DU FORESTO, COURRIERE,  
LITAISE, de MONTALEMBERT, PELLENC, PORTMANN,  
PRIMET, ROGIER, ROUBERT.

Excusés : MM. FLECHET, MASTEAU, TINAUD.

Absents : MM. AUBERGER, DEBU-BRIDEL, FOUSSON, GASPARD,  
KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER,  
LONGUET, PAULY, PESCHAUD, WALKER.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

- 1°) Projet de loi n° 689 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 (3ème lecture) - Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.
- 2°) Projet de loi n° 695 (session 1955-1956) - Collectif militaire. - Rapporteur : M. BOUTEMY.
- 3°) Audition de M. RAMADIER, Ministre des Affaires économiques et financières. - M. FILIPPI - Secrétaire d'Etat au Budget.

o  
o o

COMPTE-RENDU

- Projet de loi n° 689 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires pour l'exercice 1956 (3ème lecture) -

M. PELLENC, Rapporteur Général demande une nouvelle lecture du collectif civil.

La Commission accepte la proposition.

Article 10 Bis

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose de reprendre le texte voté par le Conseil de la République en seconde lecture.

Manifestations de bienfaisance

M. PRIMET estime l'autorisation administrative inutile.

M. CHAPALAIN. - La décision de l'administration pourra ensuite permettre de fonder une décision de l'administration des contributions.

La Commission/<sup>décide</sup> de reprendre le texte. (Confirmation de la précédente décision).

Article 12. -

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose une nouvelle rédaction. Il s'agit du texte de l'Assemblée Nationale amélioré par des précisions sur les exonérations des transports des

.../...

travaux publics, des transports des agriculteurs et des artisans fiscaux.

M. PRIMET craint que l'Assemblée Nationale n'oppose l'article 47 si l'on ne précise pas que les artisans qui ont les transports pour activité principale, seront exclus.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose de modifier et d'ajouter au paragraphe IV de l'article I2 : "A l'exclusion de ceux qui étaient assujettis à la T.P.S. à la date d'entrée en vigueur de la présente loi."

La Commission adopte cette modification.

M. COURRIERE propose, pour les exonérations des agriculteurs, d'ajouter : "et les exploitations agricoles ou forestières", avant la fin de la première phrase du 2ème alinéa du paragraphe II, après : "les entreprises ...."

La Commission adopte cette rédaction.

M. COUDE DU FORESTO estime toutes ces décisions intéressantes mais ne croit pas que l'Assemblée Nationale en tiendra compte.

Article I2 quater. Taxe sur les agrumes.

La Commission confirme sa décision de reprendre l'article I2 quater.

Article I3 - Fixation des voies et moyens.

La Commission confirme sa décision acceptant le texte de l'Assemblée Nationale.

Article I9

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Puisque M. le Président du Conseil a l'intention de supprimer 10.000 emplois, il semble que l'article I9 du Conseil puisse être repris.

La Commission confirme sa décision.

Article 39 bis. - Commission des dommages de guerre français à l'étranger.

La Commission confirme sa décision de reprise du texte du Conseil de la République.

M. ARMENGAUD estime que si le Président de la Commission de la reconstruction du Conseil de la République était favorable à ce texte, l'Assemblée Nationale le retiendrait peut-être.

.../...

Projet de loi n° 2526 A.N. Session 1955-1956, portant, pour les dépenses militaires de 1956, :

- 1° - ouverture et annulation de crédits,
- 2° - création de ressources nouvelles,
- 3° - ratification de décrets.

Examen et vote des dispositions financières.

M. le RAPPORTEUR GENERAL expose à nouveau le système proposé pour le financement (articles I4 et I4 bis).

Il propose, pour la majoration du versement forfaitaire sur les salaires, la rédaction moins ambiguë :

"Une majoration du versement forfaitaire due par les employeurs sera portée à 10% pour la fraction comprise entre 3 millions et 6 millions et à 16% pour la fraction supérieure à 6 millions de francs des rémunérations individuelles annuelles. "

La Commission adopte la modification.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - L'ensemble de l'article I4 produirait 56 milliards, 6.

M. BERTHOIN fait observer que la réduction de 25 milliards sur les budgets des différents ministères (paragraphe II de l'article I4) est purement illusoire. Elle n'aboutira qu'à un transfert de crédits sur l'année suivante.

M. le RAPPORTEUR GENERAL examine à nouveau l'article I4 bis - ressources pour 1957 - :

A - La majoration d'un décime de la taxe sur les revenus des valeurs mobilières produira 5 milliards.

B - le prélèvement sur les suppléments de bénéfices produira 20 milliards.

M. le PRESIDENT introduit M. RAMADIER, Ministre des Affaires Economiques et Financières et M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat au Budget.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Certaines dispositions ont paru aux commissaires un peu obscures, c'est pourquoi la Commission a désiré obtenir diverses précisions.

D'abord, en ce qui concerne la rédaction du paragraphe de l'article I4 relatif à la majoration du versement forfaitaire sur les salaires./...

.../...

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières.  
La rédaction proposée correspond bien à l'esprit du texte.

M. le SECRETAIRE d'ETAT au BUDGET précise, au sujet de la taxe sur le montant des dotations et décotes pour stocks, qu'il ne s'agit point d'augmentation pour 1956. Il suggère de supprimer, :

- au paragraphe A de l'article I4 bis : la date de 1957.
- au paragraphe B, le membre de phrase suivant : et jusqu'à une date qui sera fixée par décret."

M. le MINISTRE des Affaires économiques et financières.- De toutes manières, le recouvrement de la taxe sur les valeurs mobilières se fait sur un peu plus d'un an. Au sujet des économies à réaliser, pendant le second semestre, toutes les réserves sont permises. Pour 1957, par contre, un plan d'économies de 250 milliards est en préparation et le Gouvernement lui-même essaiera d'aller plus loin encore dans le sens des économies.

M. le RAPPORTEUR GENERAL rappelle que si l'emprunt est insuffisant, la perception d'un impôt est d'ores et déjà décidée. Mais les titres seront pour moitié déductibles des impôts à verser. En outre, le texte prévoit déjà des ressources pour 1957 :

- a) majoration d'un décime du principal de la taxe sur les valeurs mobilières,
- b) prélèvement de 20% sur les suppléments de bénéfices,
- c) 2% du montant des réserves.

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières.- Ces 2% produiraient environ 30 milliards.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Le paragraphe D de l'article I4 bis comporte l'augmentation de la taxe sur les carburants, qui produirait 3 milliards cette année, pour 7 milliards  $\frac{1}{2}$  en année pleine.

En définitive, dans ses transactions avec l'Assemblée Nationale, le Gouvernement fait apparemment un excellent marché, du moins quand aux chiffres : 56 milliards, 6 en 1956, 52 milliards, 5 en 1957, auxquels il faut ajouter les 150 milliards d'emprunt.

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières.- Il ne faut pas oublier que le Gouvernement doit verser 500 milliards en deux ans, à condition qu'en 1957 les dépenses d'Algérie diminuent de moitié.

Dans le projet du Gouvernement, 60 milliards étaient  
.../...

demandés à l'impôt, 150 milliards à l'emprunt, soit 210 milliards, + 30 à 40 milliards de taxes, telles que la taxe sur les tabacs, ce qui produirait 240 à 250 milliards. 50 milliards encore restaient à la charge de la Trésorerie.

Pour l'année prochaine, si l'on prévoit un nouvel emprunt de 100 milliards et 50 milliards d'impôts, soit 150 milliards, il restera encore un découvert à reporter sur l'exercice suivant.

Avec le texte de l'Assemblée Nationale, le problème est tout à fait différent au point de vue de la Trésorerie, attendu que dans le projet gouvernemental l'opération fiscale et l'emprunt étaient simultanés. Si l'emprunt, au contraire, est préalable, il faudra ensuite attendre un certain laps de temps avant de percevoir l'impôt. Par suite, les recouvrements seront reportés dans le temps. Le mécanisme sera plus lent et les difficultés accrues. Il est certain que le texte adopté par l'Assemblée Nationale fait courir un risque réel.

M. le RAPPORTEUR GENERAL demande si l'emprunt, en fait, ne sera pas souscrit avec des fonds dont l'Etat dispose déjà, par exemple les fonds déposés dans les Caisses d'Epargne ou les bons du Trésor que les porteurs feraient rembourser, de telle sorte que l'opération serait réalisée sans bénéfice pour le Trésor ?

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières. - Le raisonnement est en partie exact. Néanmoins, l'emprunt présente l'intérêt de ramener l'argent plus directement au Trésor. Le Gouvernement peut compter, notamment sur les souscriptions agricoles et l'époque choisie pour l'émission de l'emprunt est, à cet égard, favorable.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Ce qu'il faudrait, ce serait provoquer des déthésaurisations.

M. ROGIER. - Tous les emprunts posent le même problème.

M. de MONTALEMBERT partage les craintes de M. le Ministre des Affaires Economiques et Financières mais estime qu'il ne faut pas faire une trop grande part aux statistiques et aux techniciens. La liaison entre l'emprunt et l'impôt montre que le Gouvernement semble douter de lui-même et de ses possibilités d'emprunt, donc douter de la confiance que le pays a en lui. Si l'emprunt était libératoire à titre de 100%, ce serait préférable.

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières. Il serait à craindre qu'au total l'emprunt ne comporte que les sommes provenant des impôts. L'avantage du texte est celui d'être une transaction acceptée et péniblement acquise.

.../...

-7

M. BERTHOIN. - En réalité, ces opérations impôt et emprunt seraient intervenues à un meilleur moment si elles avaient été possibles au mois de mai. Pour sa part, il aurait préféré le premier texte gouvernemental.

M. ALRIC. - En somme, tout citoyen qui souscrira à l'emprunt sera peut-être amené à payer quand même l'impôt si le résultat de l'emprunt est insuffisant ?

M. ARMENGAUD. - Si l'on admet que l'emprunt produise 120 milliards, il faudra encore en trouver 30. Sera-t-il possible à l'Etat de les prélever quelque part ? Pour aller bien, il faudrait en fait que l'emprunt soit un emprunt forcé.

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières. - Si l'emprunt est un emprunt forcé, il n'aboutira pas ; surtout du fait que nous n'avons pas le moyen de contrainte nécessaire.

Il faut, au contraire, créer un climat de confiance qui peut seul permettre le succès des mesures envisagées.

M. BOUSCH. - Pour pomper de l'argent frais pourquoi ne pas instaurer une taxe sur les ventes, une taxe analogue à la taxe d'armement, dont seraient exclus, bien entendu les produits essentiels à la consommation ?

M. le MINISTRE des Affaires Economiques et Financières. Cet impôt s'ajouterait immédiatement aux prix.

M. le PRESIDENT remercie et reconduit Messieurs les Ministres.

M. le PRESIDENT propose de mettre aux voix la prise en considération du texte.

M. PRIMET. - Le Groupe communiste ne pourra donner son accord en raison de la destination affectée aux crédits, c'est-à-dire la poursuite de la guerre en Algérie.

La Commission adopte à l'unanimité, moins 2 voix, la prise en considération.

M. ARMENGAUD propose de placer le paragraphe C avant les paragraphes A et B - Taxation, dotation et décotes pour stocks et de changer le taux de la taxe, ce qui est, en fait la reprise de l'amendement DOREY à l'Assemblée Nationale, lequel avait été repoussé par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

M. le PRESIDENT. - En fait, M. Armengaud semble

.../...

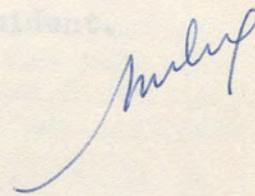
préférer taxer les dividendes.

La Commission adopte le projet, par 11 voix contre 5 abstentions.

La séance est levée à 13 heures 20.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président



2ème séance du lundi 30 Juillet 1956

La séance est ouverte à 13 h. 25

Présents : MM. ALRIC, ARMENTHAUD, BOUTIER, BOUVER, CHAPALAIN,  
COUDRE DU PONT, DONDREY, LAFRANÇOIS,  
L'YVILLIER, LIRAIS, de MONTALEMBERT, PELLERIN,  
PORTMAN, PRIEST, RIGIER, ROBERT, TIRARD.

Suppléant : M. FILLON

Excusé : M. BASTEAU.

Absents : MM. AUBERGER, BOUTIER, DEPU-BRIDE, FLEURY,  
FOUSSON, GANFARD, KALSHAN, LAFRANÇOIS,  
LONGUET, PAULY, PESCHARD, VAILLANT.



Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 695 (session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence portant, pour les dépenses militaires, de 1956 :
  - 1° - ouverture et annulation de crédits,
  - 2° - création de ressources nouvelles,
  - 3° - ratification de décrets.

o

o o

COMPTE-RENDU

M. le PRESIDENT propose que la Commission examine si l'article 47 invoqué par M. le Ministre des Affaires Economiques et Financières au sujet de l'amendement de M. ROLLAND, demandant l'autorisation, pour une poudrerie, de fabriquer des cartouches, est en fait applicable.

Il estime quant à lui que l'article 47 n'est pas applicable et qu'en outre la Commission n'est pas compétente au fond.

La Commission adopte cette position.

o

o o

Projet de loi n° 695 (session 1955-1956) - Dépenses militaires.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Des dépenses sont engagées, il faut donc les couvrir et il est moins désavantageux de les couvrir par l'emprunt que par l'impôt. Le caractère conditionnel des impôts prévus doit nous conduire à nous montrer moins stricts quant à leur répercussion sur l'économie du pays. Prolonger la discussion en séance publique de ces impôts serait montrer peu de confiance dans les possibilités de l'emprunt.

Il propose donc d'adopter l'article I4 et l'article I4 bis du projet (financement) dans le texte de l'Assemblée Nationale, sous réserve de légères modifications de forme, telles que celle qui a déjà été adoptée de matin.

De même, en ce qui concerne l'article I4 ter (sanctions), il propose de fixer seulement une limite parmi les sanctions déjà prévues au Code des Impôts, en fait d'harmoniser le présent projet avec le régime général.

M. FILLON souscrit aux paroles de M. le Rapporteur Général. Il aimerait même que dans sa forme l'article I4 insistât plutôt sur l'emprunt que sur les impôts.

M. COUDE DU FORESTO s'associe à ces remarques.

.../...

M. FILLON propose de demander au Gouvernement de faire, autour de l'emprunt, toute la publicité nécessaire.

M. BERTHOIN. - En tout cas, il ne faut pas lier l'emprunt aux événements d'Algérie.

M. LAFFARGUE aimerait également que cet emprunt soit entouré de quelque solennité.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose une nouvelle rédaction de l'article I4 :

I - Pour contribuer à la couverture des dépenses militaires rendues nécessaires par les événements d'Algérie, le Gouvernement émettra en 1956 un emprunt amortissable assorti d'une indexation qui pourra comporter des avantages spéciaux et des exonérations fiscales particulières. Les titres seront délivrés pour des montants de 5.000 ou multiples de 5.000 frs, à concurrence de la différence entre le produit de cet emprunt et un plafond qui ne pourra excéder 150 milliards de francs.

Le Gouvernement est autorisé à instituer, en tant que de besoin et dans l'ordre ci-dessous par décret pris en conseil des Ministres après avis du Conseil d'Etat les taxes et majorations d'impôts suivantes :

La Commission adopte ces deux premiers paragraphes.

M. ARMENGAUD a déposé un amendement conforme aux indications qu'il a faites lors de la précédente séance (taxe sur le montant des dotations et décotes pour stocks). M. le PRESIDENT a pressenti M. le Ministre des Affaires Economiques et Financières au sujet de cet amendement qui est de fait général et permanent, alors que le collectif n'envisage que des mesures limitées dans le temps.

M. FILLON Le texte de M. Armengaud est très technique et difficilement intelligible sans préparation. D'autre part, il peut entraîner, en séance, de longues discussions puisqu'il fait survenir une difficulté dans la discussion. Il ne semble pas être recommandé de l'annexer au texte examiné.

Il préfère l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale.

M. BERTHOIN partage cette opinion.

M. BOUSCH également. Peut-être serait-il possible, ajoute-t-il de tenir compte de l'amendement de M. Armengaud dans les articles I9 et I4 bis qui concernent 1957.

Il n'estime pas qu'il faille modifier le texte et propose de placer le paragraphe C en fin de liste.

.../...

M. ALRIC, de son côté, préfère intervertir C et D.

M. ARMENGAUD propose que M. le Rapporteur Général signale la discussion et se rallie à la suggestion de M. Alric. Il proposera l'article I4 bis une modification dans l'esprit de l'amendement qu'il retire à l'article I4.

M. le RAPPORTEUR GENERAL poursuit la lecture de l'article I4 (nouvelle rédaction) :

a) une majoration du versement forfaitaire dû par les employeurs en application de l'article 23I du Code Général des Impôts, versement dont le taux sera porté de 5 à 10% pour la fraction comprise entre 3 et 6 millions de francs et à 16% pour la fraction excédant 6 millions des rémunérations individuelles annuelles.

La Commission adopte l'alinéa a)

M. le PRESIDENT propose, à la demande de M. Armengaud, de placer le paragraphe d) avant le paragraphe c), la majoration d'un demi-décime du principal de l'impôt sur les sociétés, serait ainsi placée avant la taxe de 5% sur le montant des dotations et décotes pour stocks.

La Commission adopte cette interversion.

M. COURRIERE.- Au sujet du paragraphe f) estime que les militaires rappelés devraient être entièrement en dehors de l'augmentation de la surtaxe progressive. Il ne faut pas les pénaliser si leurs concitoyens n'ont pas suffisamment souscrit à l'emprunt.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose une nouvelle rédaction en ce sens du 2ème alinéa du paragraphe f):

"Les majorations prévues aux alinéas c) et f) ci-dessus ne sont pas applicables aux militaires maintenus ou rappelés sous les drapeaux, aux militaires en service depuis plus de trois mois en Algérie évacués à la suite de blessures, à leurs conjoints ou à condition que le principal de la cotisation de la surtaxe progressive de ces derniers n'excède pas 300.000 frs, à leurs ascendants."

La Commission adopte cette rédaction.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose l'article I4 bis suivant :

A - Majorer d'un décime en 1957 et jusqu'à une date qui sera fixée par décret le principal de la taxe proportionnelle sur le revenu des valeurs mobilières.

B - Instituer, en 1957 et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, un prélèvement temporaire de 30% non déductible  
.../.

pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés, sur les suppléments de bénéfices déterminés avant déduction de l'impôt de droit commun, des entreprises industrielles et commerciales et des sociétés par rapport soit à la moyenne des bénéfices nets des exercices clos en 1954 et en 1955, soit à une somme représentant l'intérêt à 6% des capitaux investis ~~(capital nominal, réserves, immobilisations pour la part non amortie, autre que les stocks et les valeurs mobilières cotées en bourse au marché officiel,~~ augmentés, s'il y a lieu, de la rémunération normale du travail de l'exploitant.

Ce prélèvement sera établi dans les conditions suivantes:

a) pour le calcul des suppléments de bénéfices, les entreprises pourront pour tous les équipements acquis et construits par elles au cours des exercices 1954 et 1955, pratiquer des amortissements égaux à deux annuités normales ou, le cas échéant à deux fois l'annuité autorisée par la loi du 8 janvier 1951.

b) en ce qui concerne les entreprises exportatrices, le supplément de bénéfices réputé fait à l'exportation ne sera retenu que pour moitié dans les bases de calcul.

c) des suppléments de bénéfices déterminés conformément au paragraphe 2° ci-dessus, il pourra être réduit en vue de l'établissement du prélèvement temporaire la totalité des sommes consacrées par les entreprises à l'organisation de laboratoires et à la recherche scientifique.

Ces déductions ne pourront avoir pour effet de modifier l'assiette normale de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ni de réduire de plus du tiers le montant du prélèvement exceptionnel visé au présent paragraphe.

La justification des déductions autorisées ci-dessus sera fournie exclusivement par l'application aux entreprises intéressées du plan comptable.

M. BOUSCH propose une atténuation du texte dans l'établissement des moyennes des bénéfices nets des exercices clos: les deux meilleures des trois dernières années.

M. BERTHOIN. - Je suis étonné par les termes de "capitaux engagés". Je crois que la véritable expression est celle de "capitaux propres" qui couvre le capital-actions et les réserves.

M. ARMENGAUD. - Au paragraphe B qui décide un prélèvement de 20% sur les suppléments de bénéfices en 1957, je propose une

.../...

modification qui porte le taux à 30% mais qui permet avant l'application de ce taux la déduction de certains investissements (équipement, machines, laboratoires, recherche scientifique, exportations).

M. le PRESIDENT. - Le sens de cet amendement est louable, mais il faudrait dépister les investissements inutiles ou somptuaires. Voyez encore les multitudes de postes d'essence qui s'installent en Côte d'Azur.

M. BERTHOIN. - Il n'est pas, dans certains secteurs, possible d'augmenter les investissements, par exemple : le goulot d'étranglement dans la construction. Il faut donc choisir et l'amendement de M. Armengaud ne me paraît pas le permettre.

L'amendement de M. Armengaud est adopté par 10 voix contre 5 et 1 abstention.

Les paragraphes c) et d) de l'article I4 bis sont adoptés dans le texte de l'Assemblée Nationale.

L'article I4 ter est adopté dans le texte suivant, proposé par M. le Rapporteur Général :

"Les décrets visés aux articles I4 et I4 bis détermineront les personnes imposables, les cas d'exonération, les modalités d'assiette, de perception, de contrôle, les délais de recouvrement et, d'une manière générale, les conditions d'application de ces dispositions.

"En ce qui concerne les sûretés, garanties et sanctions, elles seront pour les majorations d'impôts les mêmes que pour les contributions principales ; en ce qui concerne les impositions nouvelles, elles ne pourront excéder celles actuellement prévues par le Code Général des Impôts dans des matières similaires ou analogues."

M. le RAPPORTEUR GENERAL. Je rappelle que le projet du Gouvernement comprenait un article I6 tendant à réglementer le taux des intérêts servis aux déposants dans les banques de dépôt ou d'autres établissements financiers pour éviter une concurrence anarchique entre les banques et une hausse exagérée du loyer de l'argent.

M. BERTHOIN. - Il n'est évidemment pas dans le cadre du projet de crédits militaires, mais enfin si le Gouvernement dans un moment difficile, demande cette arme monétaire, nous ne devons pas, me semble-t-il, la lui refuser. Mais évidemment, il vaudrait mieux ne pas provoquer de débat public.

L'amendement tendant à la reprise de l'article I6 modifié afin de tenir compte du régime des dépôts en Caisse d'Epargne est adopté.

.../...

M. le PRESIDENT. - On m'a demandé si la majoration de la taxe sur l'essence s'appliquait également au gas-oil et au fuel, ce qui semble impliquer le chiffre de ressources prévues, soit 7,5 milliards.

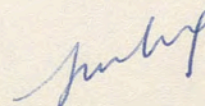
Il n'est guère possible de répondre ici. La question doit être posée en séance publique.

L'ensemble est adopté par 12 voix contre 2.

La séance est levée à 20 heures 30.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président,



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

Séance du mardi 31 Juillet 1956.

-:-:-:-

La séance est ouverte à 16 heures .

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH,  
BOUTEMY, COUDE DU FORESTO, COURRIERE,  
DEBU-BRIDEL, GASPARD, LITAISE, MASTEAU,  
PAULY, PELLENC, PESCHAUD, PORTMANN, PRIMET,  
ROGIER, ROUBERT, TINAUD.

Suppléant : M. Paul CHEVALLIER

Absents : MM. AUBERGER, CHAPALAIN, FLECHET, FOUSSON,  
KALENZAGA, LAFFARGUE, LAMARQUE, L'HUILLIER,  
LONGUET, de MONTALEMBERT, WALKER.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

- Avis sur la proposition de loi n° 605 (session 1955-1956)  
Nationalisation des combustibles minéraux - Rapporteur  
pour avis : M. ARMENGAUD.
- Projet de loi n° 705 (session 1955-1956) portant ajustement  
des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956  
Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.
- Projet de loi n° 708 (session 1955-1956) Collectif militaire.  
2ème lecture - Rapporteur : MM. BOUTEMY et PELLENC.
- Décret relatif à la présentation du budget de l'Etat.  
Rédaction de l'article 60 - Rapporteur : M. PELLENC.

o  
o o

Proposition de loi n° 605 (session 1955-1956) adoptée  
par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 37  
de la loi 46-1062 du 17 mai 1946, relative à la nationalisation  
des combustibles minéraux.

M. le PRESIDENT résume la situation et l'évolution  
de l'indemnisation des propriétaires tréfonciers. Celle-ci est  
établie par référence au prix moyen du charbon, le 4 septem-  
bre 1947 et non pas à la date des nationalisations.

En outre, un délai supplémentaire de deux mois, à  
compter de la promulgation de la loi serait, dans le texte  
proposé, accordé aux propriétaires de redevances tréfoncières  
reconnus qui ont encouru la forclusion pour accomplir les for-  
malités prescrites par le décret du 4 septembre 1947.

Si ce délai devait être accordé, il est à craindre  
que des agences, plus ou moins officielles, ne viennent offrir  
leurs services aux intéressés. Il ne semble pas utile, ni  
recommandable, d'ouvrir à nouveau ce délai. Cela remettrait  
en cause l'évaluation même des redevances.

M. BOUSCH. - Les tréfonciers ont fait état des mots  
"prix moyen" utilisés dans le décret et de l'échelle mobile  
attribuée à la redevance. Le texte étudié aboutit à donner  
300 Millions aux intéressés.

Demander plus n'est pas souhaitable pour différentes  
raisons et d'abord parce que la décision en serait reportée.  
Il faut donner quelque chose aux tréfonciers et ne pas se  
contenter de promesses.

En ce qui concerne le nouveau délai envisagé, il

.../...

ne visera qu'un petit nombre d'intéressés et pour des créances infimes. En outre, le Gouvernement demande que la question soit définitivement réglée. C'est pourquoi il propose d'adopter le texte sans modification.

M. COURRIERE, - En 1951, j'avais soutenu une thèse contraire car j'estime le texte dangereux pour les industries nationalisées. C'est ouvrir la porte à de nouvelles revendications 10 ans après les lois de nationalisation.

M. le PRESIDENT présente les amendements déposés :

L'amendement n° 2 de M. CALONNE qui propose un nouveau délai de 6 mois,

L'amendement de M. CALONNE qui tend à fixer la date pour les évaluations des redevances par référence au prix moyen du charbon, au 1er janvier 1948

Il estime l'un et l'autre inacceptables. En outre, ces amendements provoqueraient la réouverture de tous les dossiers. Ils tombent d'ailleurs sous le coup de l'article 47.

M. Jacques DEBU-BRIDEL estime le projet surprenant, en particulier parce qu'il relève de la forclusion les tréfonciers et remettra en question toutes les indemnisations.

M. ALRIC demande si l'indemnisation ne serait pas limitée d'elle-même en ce sens que les tréfonciers ne sont que des propriétaires qui prenaient directement leur charbon sur leur terrain.

M. COURRIERE. - Les obligations seront-elles données à leur valeur nominale ?

M. ALRIC. - Elles seront données au taux qu'elles auraient eu en 1947 si les tréfonciers avaient été indemnisés à cette époque.

M. COURRIERE. - Les obligations étant cotées 23.000 frs pour 10.000 de valeur nominale, il en résulte que l'indemnisation se trouvera déjà du double de ce qui est dû.

M. le RAPPORTEUR GENERAL estime que le projet conduit à un cadeau gratuit aux tréfonciers, qui se montera certainement au moins au double des 300 millions évoqués.

L'ouverture d'un nouveau délai semble, de toutes façons, inadmissible. Il propose donc d'adopter avec résignation les deux premiers alinéas de l'article unique mais de repousser

le troisième alinéa prévoyant un nouveau délai.

M. BOUSCH. - Ce délai nouveau n'intéresserait certainement que de petits tréfonciers, les autres se trouvant depuis très longtemps au courant de leurs droits.

Il votera le texte tel qu'il a été transmis par l'Assemblée Nationale.

M. ARMENGAUD propose de disjoindre l'alinéa visant le délai.

La Commission, par 10 voix contre 6, repousse cette proposition et reconnaît que l'article 47 est applicable aux amendements examinés. Elle désigne M. ARMENGAUD rapporteur pour avis.

o

o o

Projet de loi n° 705 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, (4ème lecture)

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - L'Assemblée Nationale a adopté une nouvelle rédaction du paragraphe IV de l'article I2 bis disposant que l'exonération des artisans ne viserait que l'artisan ne possédant qu'un véhicule dont le poids ne dépasse pas 5 tonnes.

Il propose d'adopter ce texte.

La Commission adopte le texte de l'Assemblée Nationale.

Article I2 quater - Taxe sur les agrumes.

M. ROGIER propose d'accepter la suppression opérée par l'Assemblée Nationale.

La Commission adopte la proposition.

Article I9 - Création d'emplois.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Le texte de l'Assemblée Nationale laisse à un comité interministériel le soin d'étudier les différents cas de création d'emplois. Or, le Conseil de la République a montré qu'il désirait un contrôle, non pas administratif, mais parlementaire.

Il propose de reprendre le texte du Conseil de la République, d'autant plus que M. FILIPPI, Secrétaire d'Etat

.../...

au Budget, l'estime plus logique.

La Commission reprend le texte du Conseil de la République.

Article 39 bis - Commission supérieure des dommages de guerre français à l'étranger.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - Contrairement aux propositions de sa propre Commission des Finances, l'Assemblée Nationale, pour cet article, a repris son propre texte.

La Commission décide de reprendre le texte du Conseil de la République.

o  
oo oo

Projet de loi n° 708 (session 1955-1956) Collectif militaire  
(2ème lecture)

M. BOUTEMY, rapporteur, signale que la Commission de contrôle en Indochine reste le seul point de divergence entre les deux Assemblées après la seconde lecture à l'Assemblée Nationale. Les renseignements obtenus par M. Portmann au sujet de cette Commission auprès du Ministre des Affaires étrangères ne sont pas concluants.

Il propose, sauf insistance du Ministre de la Défense Nationale à ce sujet, de retenir le chiffre adopté par l'Assemblée Nationale.

M. le RAPPORTEUR GENERAL propose donc, pour les recettes d'adopter le texte de l'Assemblée Nationale.

La Commission adopte cette proposition.

o  
o o

Décret relatif à la présentation du budget de l'Etat  
Rédaction de l'article 60 -

M. le RAPPORTEUR GENERAL rappelle qu'il avait été convenu que l'article 60 du décret sur l'organisation du budget du 19 Juin 1956 ne serait pas appliqué tant qu'un texte législatif ne serait pas déposé tendant à modifier cet article.

Il signale qu'il va déposer au nom de M. ROUBERT et en son nom propre une proposition de loi modifiant l'article 60 dans le sens suivant : les décrets de répartition ne peuvent devenir exécutoires en totalité ou en partie qu'après notification de l'accord des deux Commissions compétentes ou après un délai de deux mois à compter de leur transmission aux Commissions, si celle-ci ne se sont pas prononcées. En cas de désaccord entre l'une ou l'autre des Commissions et le Gouvernement,

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

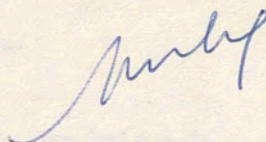
-6

celui-ci saisit le Parlement des points en litige par un projet de loi spécial.

La séance est levée à 17 heures 30.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION des FINANCES

-:-:-:-:-

Présidence de M. Alex ROUBERT, président.

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 1er août 1956.

-:-:-:-

La séance est ouverte à 18 heures 45.

-:-

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BERTHOIN, BOUSCH, BOUTEMY,  
COUDE DU FORESTO, COURRIERE, DEBU-BRIDEL,  
FLECHET, FOUSSON, L'HUILLIER, LONGUET, MASTEAU,  
de MONTALEMBERT, PELLENC, PROTSMANN, PRIMET,  
ROUBERT, TINAUD, WALKER.

Suppléant : M. Paul CHEVALLIER.

Absents : MM. AUBERGER, CHAPALAIN, GASPARD, KALENZAGA,  
LAFFARGUE, LAMARQUE, LITAISE, PAULY, PESCHAUD,  
ROGIER.

-:-:-:-:-

Ordre du Jour

-2

- Projet de loi n° 719 (session 1955-1956) portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 (5ème lecture) - Article I9 - Rapporteur : M. PELLENC, Rapporteur Général.

proposition du ...  
Commission des Finances ...  
La Commission ...  
présenté par M. le Rapporteur Général.

M. le PRESIDENT signale que l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République n'ont plus qu'un point de divergence : l'article I9.

L'Assemblée Nationale a repris son texte qui ne comporte pas d'exception en faveur de création d'emplois quelconque.

M. le RAPPORTEUR GENERAL. - L'exécutif, par le Comité interministériel, sera chargé de se contrôler, en somme, lui-même.

Il s'inquiète à ce sujet de l'attitude de l'Assemblée Nationale.

M. BERTHOIN a toujours été hostile à l'examen, par une Commission législative, d'une décision à prendre par l'exécutif. Le contrôle parlementaire est un contrôle a posteriori et non pas préventif. En fait, les décrets d'exception seront pris pendant les vacances parlementaires. Les Commissions des Finances ne seront pas réunies et les dispositions d'un article I9 prévoyant leur intervention seront donc inefficaces.

Il propose, pour l'article I9; que dans les décisions de création d'emplois, la consultation du Comité interministériel soit expressément mentionnée et qu'ensuite les Commissions soient informées.

M. le PRESIDENT rappelle que l'Assemblée Nationale, dans la discussion de l'article I9, a montré qu'elle ne voulait pas apporter de dérogation au principe établi dans le texte. Les amendements Mignot et Hippolyte Duclos n'ont pas été retenus, en effet, devant les déclarations du Gouvernement, promettant une prochaine réunion du Comité interministériel.

En outre, l'article I9 a été voté par 458 voix contre 1.

M. le RAPPORTEUR GENERAL lit le nouveau texte qu'il propose pour l'article I9 :

"Les créations, suppressions ou transformations d'emplois figurant à l'annexe II de la présente loi ne pourront avoir effet qu'après avoir été approuvées par le Comité interministériel chargé de la réforme administrative.

...:...

"Ces créations ou transformations interviendront compte tenu des économies prévues par les dispositions législatives en vigueur et donneront lieu, pour chaque ministère, au fur et à mesure des besoins, à des décrets qui mentionneront l'approbation du Comité interministériel et seront notifiés aux Commissions des Finances des deux Assemblées."

La Commission adopte, pour l'article I9, le texte proposé par M. le Rapporteur Général.

La séance est levée à 19 heures 15.

Pas de communiqué  
à la presse  
-----

Le Président.

